Le Monde

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE – N° 12453 – 4,20 F · Fondateur : Hubert Beuve-Méry · Directeur : André Fontaine – MARDI 12 FÉVRIER 1985

La France et la «guerre des étoiles»

Depuis le discours de M. Reagan annonçant en mars 1983 le projet connu comme celui de la « guerre des étoiles », puis comme l'« initiative de défense stratégique » (IDS), Américains et Européens n'ont cessé d'étaler sinon une opposition ouverte du moins des divergences. Une conférence tenue samedi et dimanche derniers à Munich sous les auspices de la Wehrkunde, une fondation ouest-allemande de défense, a illustré une fois de plus cette situation, avec des plaidoyers contradictoires présentés d'un côté par M. Weinberger, le ministre américain de la défense, dont l'adjoint, M. Richard Perle, a lu un discours, et de l'autre par le chancelier Kohl et – pour la France – par le ministre de la défense Charles Hernu.

Le débat continue de se dérouler à fleuret moucheté, ce qui risque d'éclipser une évolution sensible dans les positions des uns et des autres. Ainsi, pour M. Weinberger, l'accent est-il mis désormais nettement moins sur la constitution d'un bouclier antinucléaire étanche et « définitif » que sur des mesures partielles supposées assurer la stabilité par un mélange d'armements offensifs et défensifs : l'argument principal à Washington est qu'une couverture antimissile risque d'être partielle seulement pendant une période fort longue, mais qu'un effort en ce sens est néanmoins justifié par l'incertitude encore accrue que cela fera naître dans l'esprit d'un agresseur quant à l'efficacité d'une première frappe.

Du côté européen, on note une différence d'approche entre le chancelier Kohl, qui ne critique pas le programme américain et demande que les Etats-Unis invitent leurs alliés à coopérer à ces recherches prometteuses sur le plan technologique, et M. Hernu, qui a répété l'attachement de la France « à ce que l'espace soit pacifique » et mis en doute, sans la nommer, même la variante atténuée de l'IDS. Il est vrai que le ministre de la défense s'est surtout employé à combattre l'apparition d'armes antisatellites, rappelant la proposition française de juin 1984 interdisant les moyens de s'en prendre aux satellites en orbite haute.

Cela dit, depuis le passage en France de M. McFarlane, conseiller du président Reagan, et l'entente soviéto-américaine pour l'ouverture de négociations sur ces thèmes, le ton en France n'est pas à la dramatisation des divergences avec Washington. A Paris, on note avec intérêt que les prochains essais du nouvel engin antisatellite américain, lancé d'un avion F-15, semblent avoir été retardés jusqu'en juin et, plus généralement, que rien de ce qu'envisagent les Etats-Unis ne contredit le traité ABM de 1972 sur les antimissiles. De toute manière, ce ne sont par les prochaines recherches américaines qui posent problème pour la France, mais leur éventuel développement en URSS, qui dispose déjà d'un réseau de protection autour de Moscou. La technologie américaine elle-même ne sera pas mûre avant quinze ans, et son imitation par Moscou prendra plus de temps encore.

Autant de raisons donc pour Paris de ne pas se précipiter dans les bras des Soviétiques, lesquels ont proposé récemment l'ouverture de consultations bilatérales sur l'espace. Le gouvernement français en a accepté le principe, ce qui n'est pas vraiment nouveau, mais il souhaite limiter le niveau de ces conversations. Et les convergences notées entre Paris et Moscou ne sauraient dissimuler l'essentiel : la France ne peut ni ne veut contester à ce stade, comme le font les Soviétiques, la légitimité du programme de recherche américain.

Les indépendantistes veulent accentuer leur pression tout en négociant avec M. Pisani

Le bureau politique du FLNKS a demandé, le lundi 11 février, à M. Jean-Marie Tjibaou, son chef de file, de se consacrer exclusivement à la négociation avec M. Edgard Pisani. Celle-ci porte sur les « garanties » que le délégué du gouvernement demande aux indépendantistes de faire connaître, à l'adresse des autres communautés de l'île, avant le scrutin d'autodétermination prévu entre les mois de juillet et septembre prochains. Ces « garanties » devraient être à l'ordre du jour du prochain congrès du FLNKS, prévu le 30 mars. Le congrès qui s'est tenu ce week-end a en revanche été largement consacré à la préparation d'une stratégie de pression sur le terrain, à la demande de la base du mouvement indépendantiste.

D'autre part, M. Pisani avait, dans une lettre qu'il lui a adressée le 30 janvier dernier, proposé à M. Ukeiwé une rencontre, alors que ce dernier demandait au président de la République de rapatrier M. Pisani en métropole.

M. Ukeiwé n'a pas cautionné l'initiative de M. Lafleur, président du RPCR, qui avait appelé à une manifestation, en violation de l'état d'urgence. Cette manifestation, qui s'est déroulée dans le calme dimanche soir, a rassemblé près de deux mille cinq cents personnes à Nouméa.

Des contacts se poursuivaient, lundi, entre les cabinets de MM. Pisani et Ukeiwé pour tenter de mettre sur pied une rencontre entre les deux hommes. Mais à Paris, M. Toubon, au nom du RPR, a affirmé que M. Pisani «ne joue plus son rôle» *et qu'il appartient au président et au premier ministre* «d'en tirer les conséquences».

De notre envoyé spécial

Canala. – La tombe d'Eloi Machoro, ensevelie sous un monceau de fleurs fraîches ou artificielles, a été creusée, solitaire, devant l'église à double clocher qui se dresse au centre de Nakety, dans le prolongement d'une stèle érigée en 1981 pour célébrer le centenaire de l'évangélisation de la tribu canaque à laquelle il appartenait. Quatre banderoles ont été tendues au-dessous du drapeau du mouvement indépendantiste pour exalter le souvenir de l'ancien secrétaire général de l'Union calédonienne, de son compagnon Marcel Nonnaro, tué en même temps que lui, et des douze autres Mélanésiens morts au cours des incidents survenus dans le territoire depuis les élections du 18 novembre, boycottées par les indépendantistes. *« Eloi, Marcel, votre sang a coulé. Nos larmes ont coulé. Nos cœurs crient vengeance. »*

C'est dans ce décor que la sœur aînée d'Eloi Machoro, Marie-Françoise, une femme au visage fin et au sourire doux, résumait le sentiment de la plupart des militants indépendantistes samedi après-midi 9 février, avant même la fin des travaux du deuxième congrès du FLNKS qui se réunissait à huis clos (1). *« Jean-Marie Tjibaou est payé pour négocier,* disait-elle. *Nous, militants de base, nous pensons que, pour faire avancer la négociation, il faut une action sur le terrain. Notre travail à nous est de faire pression sur le terrain, quitte parfois,* ajoute-t-elle en souriant, *à désobéir à Jean-Marie. »*

La plupart des intervenants ont interpellé le chef de FLNKS et ses lieutenants sur l'opportunité de suspendre les actions sur le terrain, alors qu'à leurs yeux les négociations engagées avec le délégué du gouvernement en Nouvelle-Calédonie n'apportent au mouvement indépendantiste aucune certitude de succès.

ALAIN ROLLAT.

(Lire la suite page 12.)

(1) La presse n'était pas invitée et le congrès a été suivi par plus d'un millier de militants canaques, parmi lesquels figuraient aussi plusieurs sympathisants d'origine européenne.

Le vingt-cinquième congrès a consacré l'isolement du PCF

Le vingt-cinquième congrès du Parti communiste s'est achevé le dimanche 10 février, à Saint-Ouen, par l'adoption de la résolution – avec 65 abstentions sur 1 717 votants – et par la réélection de M. Georges Marchais au poste de secrétaire général. M. Pierre Juquin a été écarté du bureau politique, mais il a été, avec deux autres minoritaires, MM. Marcel Rigout et Félix Damette, réélu au comité central, décision sans précédent dans l'histoire du PCF.

Tout le monde peut se tromper

par ANDRÉ FONTAINE

« L'analyse renouvelée que nous avons faite des réalités françaises et les conséquences que nous en avons tirées pour notre politique sont intervenues tard, bien tard, au regard des problèmes posés » : cette phrase figure au septième alinéa du volumineux rapport présenté par Georges Marchais, le 6 février, au vingt-cinquième congrès du Parti communiste français. Elle donne le ton de la sévère autocritique à laquelle est consacrée la première partie de ce document dont on ne saurait trop conseiller la lecture attentive à tous ceux qui s'interrogent sur l'avenir du communisme, et donc de la gauche, en France et dans le monde.

Dès les vingt-deuxième et vingt-troisième congrès, le parti avait pris conscience de ce qu'il appelait son *« retard stratégique »*. Le secrétaire général en fait, cette fois, un véritable leitmotiv. Ecoutons-le : *« Nous avons donné une interprétation restrictive »* aux questions posées par le vingtième congrès soviétique (celui de la déstalinisation). (...) *« Nous avons longtemps continué à prendre pour modèle le socialisme soviétique (...). Nous avons persisté à considérer que le PCUS devait avoir (...) un rôle de parti guide (...). Nous avons pris du retard à dégager notre réflexion sur le socialisme pour la France (...). Nous n'avons pas perçu à temps que cette question* [celle du changement de société] *se trouvait posée (...). Une fois le programme commun signé, l'illusion s'est imposée (...) qu'une victoire électorale de la gauche entraînerait automatiquement un changement profond (...). L'idée profondément erronée, comme on l'a vu par la suite, qu'il était possible de faire l'économie de la (...) bataille politique et idéologique (...) »*, etc.

De ces citations, le lecteur non prévenu tirera la conclusion, premièrement, que l'ami Georges s'est mis plus d'une fois le doigt dans l'œil; deuxièmement, qu'il pousse un peu loin le bouchon en demandant à ses camarades de conclure, comme il le fait, que *« la stratégie du parti est la bonne et qu'il lui faut l'approfondir »*. Il aurait été plus près de la vérité en rappelant que cette stratégie a changé, et plusieurs fois, depuis qu'il est secrétaire général. On nous pardonnera d'en évoquer brièvement les grandes phases :

1) *27 juin 1972 :* signature du programme commun conduisant au soutien à François Mitterrand comme candidat unique de la gauche à *l'élection présidentielle de 1974*. Le premier secrétaire du Parti socialiste a beau ne pas se cacher de vouloir, grâce à l'union de la gauche, récupérer deux millions de voix sur le PCF, celui-ci ne doute pas que c'est lui qui, grâce à cette même union, satellisera un PS à l'époque encore faible et divisé. La même erreur est d'ailleurs commise par la droite quasi unanime.

(Lire la suite page 11.)

DIX ANNÉES A LA TÊTE DES CONSERVATEURS BRITANNIQUES

Une «dame de fer» un peu rouillée

De notre correspondant

Londres. – Il y a dix ans, le 11 février 1975, Mme Margaret Thatcher était élue à la tête du Parti conservateur pour remplacer M. Edward Heath dont le gouvernement était tombé l'année précédente, victime, notamment, d'une grève déclenchée par le syndicat des mineurs. Aujourd'hui, le premier ministre – à qui le *Daily Express* et le congrès *des jeunes conservateurs* viennent de promettre *« encore dix ans »* au pouvoir – est en passe de remporter une victoire retentissante contre ce même syndicat. Cependant, il ne s'agit pas tout à fait d'un joyeux anniversaire pour Mme Thatcher : un sondage d'opinion, publié le dimanche 10 février par le *Sunday Times*, souligne les doutes de nombreux Britanniques sur la suite d'une carrière qui, voici peu, paraissait irrésistiblement assurée.

Ce sondage indique que, depuis le début de l'année, depuis la soudaine aggravation de la crise de la livre sterling, la cote de popularité de Mme Thatcher a nettement baissé; elle atteint son niveau le plus bas depuis trois ans. Les personnes interrogées manifestent de moins en moins de confiance dans la politique économique du gouvernement. Le ministre des finances, M. Nigel Lawson, est le plus mal coté à ce poste depuis fort longtemps. Ainsi, la confirmation, en 1984, de la reprise de la croissance (+ 2,5 %, malgré la grève des mineurs et ses conséquences) et de la réduction de l'inflation (moins de 5 %) n'empêche pas les citoyens britanniques de craindre pour l'avenir. La sensible augmentation du chômage en janvier a, de toute évidence, frappé l'opinion (*le Monde* du 2 février) : 88 % des personnes interrogées sur ce sujet estiment que Mme Thatcher a fait un mauvais travail.

La prolongation de la grève des mineurs suscite aussi une inquiétude croissante; ceci est plus surprenant non seulement parce que le conflit semble toucher à sa fin, mais encore parce que les précédents sondages indiquaient qu'une très large majorité de Britanniques désapprouvaient l'attitude du syndicat des mineurs et de son président, M. Arthur Scargill. C'est la position du gouvernement et les interventions personnelles de Mme Thatcher qui paraissent à présent incomprises, alors que l'Union nationale des mineurs (NUM), désemparée, est disposée à faire des concessions et ne cesse de réclamer des négociations, cette fois *« sans condition préalable »*. C'est donc Mme Thatcher qui, maintenant, donne l'impression de refuser le dialogue, d'y poser des conditions superflues et de retarder une issue que tout le monde souhaite : 60 % des personnes interrogées considèrent que le gouvernement agit « mal ».

Ainsi, la fermeté dont fait preuve Mme Thatcher est à double tranchant : elle est appréciée, mais jusqu'à un certain point. Cela se vérifie dans d'autres domaines de sa politique. La plupart des Britanniques, par exemple, ont admiré sa détermination lors de la guerre des Malouines ; mais ils estiment aujourd'hui que la transformation de l'archipel en une « forteresse » est excessivement coûteuse et que le cabinet devrait se montrer plus souple à l'égard du nouveau gouvernement démocratique argentin.

FRANCIS CORNU.

(Lire la suite page 4.)

«Le Monde de l'économie»

Pages 19 à 22

- Les vrais handicaps de Renault.
- Sidérurgie : la restructuration continue à prendre du retard en France.
- Les notes de lecture d'Alfred Sauvy.

LIRE

AU JOUR LE JOUR

Classique

Une mise en scène bien huilée dans la grande tradition du théâtre classique : unité de temps, de lieu et d'action, rien n'aura manqué, en intensité dramatique, au congrès du PCF.

L'argument de la tragédie avait été fourni par le complot des « rénovateurs » fourbissant dans l'ombre de leurs fédérations des motions assassines. Le peuple aux aguets retenait son souffle : seraient-ils sanctionnés, exclus, exilés, bannis de cette Rome?

Menaces dosées, noble courroux, chœur des délégués scandant la juste ligne, séances secrètes et, pour finir, le dénouement de trois des comploteurs repêchés de justesse : Juquin ou la clémence de Georges...

BRUNO FRAPPAT.

débats

Europe, Espagne et veto grec

par RENÉ FOCH (*)

A peine le dernier conseil européen à Dublin avait-il débloqué le dossier vinicole et ouvert, croyait-on, la voie à l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la Communauté qu'apparaissait un nouvel obstacle : la Grèce annonçait qu'elle userait de son droit de veto si la Communauté ne tenait pas ses engagements, répétés à chaque sommet, et ne débloquait pas les sommes nécessaires aux programmes intégrés méditerranéens destinés à faciliter l'adaptation des zones méridionales de la Communauté à l'impact de l'élargissement.

Il n'est pas anormal que la Grèce développe la thèse d'un budget communautaire destiné à réduire les inégalités entre les différentes régions de la Communauté. Simplement, ce serait une novation. La France a toujours soutenu que le budget communautaire ne devait servir qu'à financer les politiques communes cependant que pour l'Angleterre il devrait idéalement se ramener à un jeu à somme nulle où chacun retrouve plus ou moins sa mise. *« Je veux mon argent »*, déclarait Margaret Thatcher au temps où elle bloquait tout progrès communautaire jusqu'à ce qu'elle obtienne satisfaction. Il est piquant de constater qu'elle s'élève maintenant contre le veto grec, mais n'oublions pas que l'inventeur de la méthode est de Gaulle, qui avait ainsi accouché aux fers la politique agricole commune et, pour faire bonne mesure, institutionnalisé le droit de veto dans le prétendu compromis de Luxembourg.

Comment sortir d'embarras ? L'obstacle est financier et institutionnel. La Commission a chiffré les fonds nécessaires à ces programmes méditerranéens à quelque 6 600 millions d'ECU sur six ans : 2 545 millions pour les Grecs, 2 951 millions pour les Italiens, 1 132 millions pour les Français.

Le rôle décisif de l'Italie

Dans le projet de budget 1985, repoussé par le Parlement, le conseil n'avait inscrit que... 50 millions d'ECU. On mesure la marge. Ce problème financier devra être tranché, et ce n'est pas l'augmentation de la TVA de 1 % à 1,4 % qui y suffira.

L'Allemagne et l'Angleterre, qui souhaitent l'entrée de l'Espagne, devront se résoudre à en payer le prix. L'Italie, qui a pris le 1er janvier la présidence de la Communauté, jouera un rôle décisif dans le déblocage de cette affaire qui la concerne au premier chef. Mais même si, comme il faut l'espérer, la Communauté arrive à quelque compromis financier, cela ne dispensera pas d'aborder le problème institutionnel.

Le comité des Sages, chargé de proposer les réformes nécessaires au traité de Rome, comité dans lequel la France est représentée avec autorité par M. Maurice Faure, préconise, entre autres, de limiter considérablement les cas de décisions à l'unanimité.

La démarche grecque illustre parfaitement la nécessité d'une telle réforme, non bien entendu pour imposer l'élargissemnt de la Communauté malgré le veto grec, ce qui est juridiquement impossible, mais pour gérer la Communauté une fois élargie. Nos pays membres doivent se rendre compte qu'ils ne peuvent à la fois vouloir l'entrée de l'Espagne, refuser des crédits aux Grecs aujourd'hui, aux Espagnols demain, et s'en tenir au principe de l'unanimité dans les petites affaires comme dans les grandes. On pouvait à la rigueur concevoir qu'une Communauté relativement homogène comme celle des Six progresse par « package-deals » successifs, chacun stoppant toute décision jusqu'à ce que ses intérêts soient pris en compte. La chose est devenue acrobatique à dix. Soyons assurés qu'elle est totalement impossible à douze. C'est en 1985 qu'il faudra passer à la majorité, faute de quoi la Communauté à douze connaîtrait inéluctablement le sort de la Diète polonaise paralysée par le *liberum veto*. Même les pays membres les moins communautaires n'y ont pas intérêt. Combien de temps leur faudra-t-il pour s'en rendre compte ?

(*) Directeur général honoraire à la CEE.

TÉMOIGNAGE

L'annonce faite aux pigeons

J'ARRIVE à l'ANPE et je lis une annonce ainsi rédigée : DEMARCH. PME-PMI PR CREATION DE CLIENTELE (LOGOS PUBLICITAIRES) T.B. PRESENTAT. SX STABLE. B. BASES OU DIPL. OU AUTOD. AVEC EXP. LIEU : PARIS ET REGION PARISIENNE — HORAIRE : 39 H — SALAIRE : FIXE OU EN %.

Je réponds dans les délais. La société en question m'adresse un document d'information. Malgré son graphisme racoleur, des petits dessins débiles, un portrait avantageux du directeur et l'emploi d'un galimatias qui me mettait en rapport avec un « médiateur-commercialisateur », j'obtiens un rendez-vous avec cet éventuel employeur. Déjà, au téléphone, le patron me répond sur un ton pète-sec et me convoque pour lundi. Pas question d'heure. J'arrive donc au début de la plage horaire qui m'était proposée. Bien sûr le maître des lieux n'était pas là ; il s'était absenté pour prendre un « petit café » (...).

J'attends dans une pièce fraîche — c'est lundi matin ; on a coupé le chauffage pendant le week-end — tandis que passe le temps, plein de coups de fil livrés au public (donc à moi étranger à ce petit paradis). Après trois quarts d'heure, l'homme providentiel apparaît. Il commence par engueuler ses secrétaires timides qui avaient laissé allumée l'électricité dans un couloir.

Enfin, il me reçoit. Lui, son bureau est chaud. Présentations rapides. Il fouille dans ses archives pour retrouver « mon dossier ». Il ne peut remettre la main dessus. Donc je commence à « me vendre » (c'est lui qui emploie ce terme). Aussitôt il me coupe la parole et me demande de quel signe astrologique je suis. Je lui avoue que cette discipline ne m'intéresse guère mais que lui, le spécialiste qui porte attention à ces indications astrales, pourrait le savoir en lisant ma date de naissance figurant sur le papier que je lui ai donné.

Bref... *« Voici,* me dit-il, *je suis un fonceur, je cherche des « Américains » ; ce qui compte c'est que vous aussi vouliez en croquer, on est là pour prendre du fric. »* En pleine « crasso-mégalomanie », ce nabot de trente-six ans m'explique sa conception des affaires. En ce qui me concerne, voilà sa proposition : *« Bien sûr, pas question de salaire.* (Or le texte de son annonce était formel : fixe ou commission). *Je vous offre 40 % sur les chiffres d'affaires que vous ferez (40 % sur la marge bénéficiaire, bien entendu). Vous aurez un statut de profession libérale, donc, à vous de vous transporter, de vous nourrir du lundi au samedi soir 20 h* (alors que l'annonce promettait un horaire de trente-neuf heures par semaine). *Vous cotiserez vous-même pour votre retraite, vos assurances diverses (...). »*

C'est fini. On se quitte. C'est à moi de donner ma réponse car il ne veut *« que des gens motivés, capables de rester chez lui plus de cinq ans ».*

Ce « recruteur » a déjà passé seize fois son annonce — seize fois il a eu le culot de modifier les conditions qu'il proposait. Seize fois l'ANPE a diffusé sa proposition, seize fois il y a eu publicité mensongère. Seize fois il a offert un poste de « conseil en communication », alors qu'en fait l'activité consiste à proposer de minables contrats même pas de pub, mais de basse « réclame ». Ce terme de communication est, là encore, employé à n'importe quelle sauce.

Ce type est un négrier, il cherche des esclaves que rien ne protège : aucun contrat, aucune garantie sur les mirages qu'il fait miroiter.

J'ai donc raconté la chose à l'ANPE, et on m'a répondu : *« On n'y peut rien — notre image de marque est trop faible, — nous n'avons aucun moyen d'éliminer ni de poursuivre de pareilles pratiques. »* C'est donc pourquoi il semble urgent d'éliminer ce genre de « zozos », afin qu'une sorte de BVP applique des sanctions à de pareilles pratiques. Des moyens doivent être donnés au personnel de l'ANPE pour que des chômeurs n'acceptent pas n'importe quoi et surtout pour que des enquêtes soient faites sur ces « crasseux » dont l'activité est proche du proxénétisme.

J.-L. COLAS
(Paris).

COURRIER DES LECTEURS

Le malaise socialiste

Un abondant courrier nous est parvenu sur l'un des sujets qui occupent le plus une partie de la gauche : le malaise des socialistes français. « Déçus » sans doute, mais non pour les mêmes raisons, la plupart des lecteurs dont nous avons retenu les propos demandent un aggiornamento, qu'il s'agisse de supprimer les adhérences marxistes (comme les Allemands au congrès de Bad-Godesberg en 1959), de ne pas se tromper de modernisation, d'essayer de s'entendre *à la base* avec les communistes, d'écouter mieux le peuple, etc. Voici les extraits les plus significatifs de ce courrier.

Inspirer la modernisation sociale

Il est aujourd'hui incontestable que le Parti socialiste ne parvient plus à engager avec les forces sociales le dialogue que la mutation sociétale de ce quart de siècle impose (...). Les dirigeants du PS, incapables de dépasser les contingences partisanes et les querelles politiques vaines et anachroniques n'ont pas su situer les véritables enjeux de la nouvelle donne politique. (...) D'autre part, le Parti socialiste sent aujourd'hui se dérober sous ses pas [sa] base sociale (...). La transformation de la société engendrée par la crise en est la cause (...).

Par ailleurs, le PS est insuffisamment à l'écoute des aspirations novatrices de la société française. La désaffection des jeunes à son égard, la disparition des intellectuels de gauche et surtout l'obsolescence des relations du parti avec le gouvernement associatif et le milieu syndical en sont autant de symptômes.

Et pourtant, la transformation à laquelle on assiste actuellement mériterait, par son ampleur, une autre attention de la part du mouvement socialiste français.

Le concept de crise a été (...) trop galvaudé, réduit à la portion congrue ou caricaturé par l'évocation trop répétée des limousines des émirs ou les folies de Wall Street (...). Aujourd'hui, après plus d'une décennie, la crise apparaît enfin aux yeux des décideurs comme une réalité. Il est grand temps ! (...) Mais prenons garde à ne pas masquer le problème derrière le concept mal défini de modernisation et l'idée selon laquelle les ordinateurs pourraient constituer une planche de salut fiable. Souhaiter la modernisation industrielle et la révolution technologique serait prendre le problème totalement à l'envers ; la modernisation des techniques est à l'origine de la crise, non à son aboutissement (...).

Il convient de repenser les rapports sociaux et l'organisation du travail en fonction des nouvelles exigences économiques (...). L'enjeu politique majeur de notre temps ne se situe pas dans la révolution technologique, qu'il convient seulement de ne pas entraver, mais bien dans la modernisation sociale qu'il nous faut inspirer.

Le Parti socialiste doit prendre conscience de cette immense tâche qui lui incombe et définir les principes majeurs qui déterminent l'aboutissement de ce travail. Il s'agit, dans ce cadre, de définir les valeurs fondamentales de la gauche, celles qui doivent transcender nos actes pour marquer de leur empreinte nos réalisations (...). Sortant de sa léthargie actuelle, le Parti socialiste trouvera dans cette démarche ambitieuse le second souffle idéologique qui lui fait aujourd'hui tant défaut : la définition d'une modernité de gauche par une gauche enfin modernisée.

VINCENT ROUX
(Vanves, Hauts-de-Seine).

Aller à Bad-Godesberg

Depuis le congrès de Tours, les socialistes français se veulent différents (...). Ils ont pendant longtemps méprisé les expériences social-démocrates européennes.

Loin du Welfare State, nous nous situons dans le cadre de la « rupture avec le capitalisme » et dans la perspective d'une société autogestionnaire. Aujourd'hui cela est loin. Seul le mot de Bad-Godesberg effraie encore. Pourtant nombreux sont ceux qui réclament un aggiornamento urgent.

Comment ne pas apercevoir l'hiatus permanent entre l'intransigeance et le respect des principes proclamés par le parti — l'affaire des réfugiés basques fournit parmi d'autres une illustration de cet état — et la recherche constante du compromis affichée par le gouvernement ? L'opinion publique ne s'y retrouve plus, et la crédibilité de notre formation en souffre. Il faut réagir. Il est temps pour nous d'aller à Bad-Godesberg.

MARC LE MERCIER.
(Lille).

La fin de l'idéologie

Sur le plan politique, nous voyons peu à peu le culte de la modernité devenir l'unique source d'inspiration de nos dirigeants. C'est à qui fera preuve de plus d'audace dans l'abandon des principes, ces archaïsmes désuets au parfum de goulag.

Adieu laïcité, adieu autogestion, adieu internationalisme, adieu démocratie, adieu écologie. Car la modernité, c'est bien sûr la fin de l'idéologie, c'est le parti pris d'apolitisme, c'est, dit-on, le réalisme. *Le* front de classe, les principes, c'est bon pour les militants et les électeurs, maintenant, silence, on gère.

Seulement, on ne gère pas une petite boîte tranquille isolée du monde. On gère un pays impérialiste, pris entre le marteau et l'enclume, exploiteur de la planète, exploiteur de sa classe ouvrière d'un côté et soumis aux pressions des grands de l'autre. Mais nous n'allons tout de même pas nous embarrasser de conceptions aussi désuètes que les relations d'exploitation.

JEAN-PAUL RÉVAUGER,
secrétaire de section universitaire (Grenoble).

Pour une gauche majeure

La victoire de la gauche électorale en 1981 ouvrira-t-elle la voie à la victoire de la gauche idéologique et politique, lui permettant de garder la confiance populaire en 1986 ? Il n'est plus possible de biaiser : les grands discours anti-Mollet, les formules ronflantes et creuses sur un socialisme non social-démocrate (sans parler de l'Arlésienne autogestion), apparaissent aujourd'hui ce qu'ils ont toujours été : des cache-misère idéologiques et des feuilles de vigne politicienne.

Libre à ceux qui font confiance à ces vaisseaux pourris de monter dessus et même de couler avec ! Mais une chose est certaine : le peuple français ne peut renvoyer au pouvoir qu'une gauche majeure. Autant dire une gauche que l'on ne fera pas marcher en la menaçant du croquemitaine, mais avec des idées socialistes claires et des actes en rapport, et qui saura sans fausse honte faire le bilan de celui qui fut durant vingt-deux ans le chef du Parti socialiste, sans oublier l'Algérie et le 13 mai ni la FGDS et Issy-les-Moulineaux. On peut les traiter d'archaïques ou d'apparatchiks : nombreux sont, au Parti socialiste, ceux qui estiment que ce travail de vérité est seul fécond. *Le Monde* leur ouvrira-t-il ses colonnes ?

JEAN-FRANÇOIS FER
(Bruay-en-Artois).

Essayer l'entente à la base

L'entente au sommet entre socialistes et communistes est impossible. Pourquoi ne pas essayer l'entente à la base entre socialistes et communistes sous forme de comités de base, collectifs de base, colloques et clubs ?

Nous entrons dans quatre années cruciales pour l'avenir de la France. Socialistes, communistes, laissez votre égoïsme, votre sectarisme au vestiaire. Toute idéologie doit être dynamique et non statique. Le drame : le marxisme est resté statique, il n'a pas évolué malgré les transformations de la société, l'automation, l'informatique, etc. Conservatisme, évolution, révolution : il faut choisir. L'évolution est la seule logique sage, conforme aux lois naturelles.

RAYMOND MEUNIER,
Saint-Germain-les-Arlay (Jura).

« Je ne voterai plus socialiste... »

Déjà il y a vingt ans... c'était la guerre d'Algérie et je découvrais (...) que cette politique était bien sûr le fait de la droite, mais aussi celle de la SFIO. J'ai découvert alors que le mot socialisme pouvait ne plus vouloir rien dire. Et puis les années ont passé. Agacé par la domination mesquine et boutiquière de la droite, emporté par la contagion, j'ai voté et j'ai cru à la gauche.

Après trois ans, je constate bien sûr, comme tout un chacun, que la gauche n'a rien changé au système économique (...), mais je savais déjà que le pouvoir économique n'appartient pas aux hommes politiques (...), et cela ne m'étonne pas que Delors ait employé les mêmes procédés que Barre et que les socialistes se contentent de laisser faire ce qu'ils ne peuvent diriger.

Mais je n'admets pas que dans un domaine strictement politique, ils fassent pire que la droite qui les a précédés. L'extradition des Basques, c'est trop, c'est inadmissible (...). Je ne voterai plus socialiste. Je suis à nouveau convaincu que le socialisme peinturluré de modernité ne représente plus l'espoir, je ne dis pas d'une autre vie, mais d'une autre politique.

BERNARD SOUYRIS,
(Montpellier).

A l'écoute de l'opinion

Force m'est de constater que, absorbés par la gestion de l'entreprise France, les socialistes ont perdu le contact avec le peuple de France. (...) Le temps n'est plus où le PS [pouvait] tourner sur lui-même en autarcie ou autosatisfaction (ce que j'appelle le socialonanisme...) !

Bien au contraire, le temps est venu où le PS doit devenir un animateur du débat de société, de manière à pouvoir alimenter sa propre réflexion et sa doctrine aux courants réels de la volonté populaire. Davantage d'écoute active et moins d'exposés doctrinaux, que diable ! (...)

Ce serait une erreur grossière de croire qu'un gouvernement socialiste dont la liberté d'action sera toujours contestée par l'opposition et dont la marge de manœuvre économique est conjoncturellement étroite puisse faire une reconquête de l'opinion. Mais si le PS sait s'organiser et se mettre à l'écoute de l'opinion, alors il aura trouvé les bases du langage lui permettant de communiquer avec elle. Et, le langage des socialistes changeant, nécessairement, sous l'effet de ce dialogue, leur crédibilité ira forcément croissant. Ce qui ne fera que rendre la nation plus perméable à une éthique socialiste.

A. STOEBNER
(Paris).

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500.000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* », MM. André Fontaine, *gérant*, et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Corédacteur en chef : Claude Sales.

Imprimerie du « Monde » 5, 7, r. des Italiens PARIS-IXe

OJD 1983

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	644 F	915 F	1 150 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	674 F	1 309 F	1 913 F	2 480 F
ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	386 F	734 F	1 050 F	1 330 F
II. – SUISSE, TUNISIE	491 F	944 F	1 365 F	1 750 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4.20 dir. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,20 $; Côte-d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 1 $; G.-B., 55 p. ; Grèce, 85 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 500 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 28 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1.75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,50 f. ; Yougoslavie, 110 nd.



étranger

EUROPE

Italie

Rome se félicite de l'arrestation d'un autonome à Paris

La justice française aura à examiner, dans les semaines qui viennent, la demande d'extradition que le gouvernement italien ne manquera pas de présenter à l'encontre d'un de ses ressortissants, M. Massimo Sandrini, arrêté à Paris dans la nuit du 8 au 9 février par des gardiens de la paix au cours d'un contrôle de routine. Militant autonome âgé de vingt-quatre ans, M. Sandrini a été condamné par contumace dans son pays en 1983 à neuf ans et onze mois de réclusion. La justice italienne lui reproche de s'être rendu complice du meurtre d'un policier à Milan en 1977 au cours d'une manifestation d'extrême gauche.

M. Sandrini a été déféré au parquet, dimanche 10 février, pour un interrogatoire d'identité au cours duquel lui a été signifié le mandat d'arrêt international lancé contre lui par la justice de Milan.

C'est seulement au terme de la procédure devant la chambre d'accusation, qui exige normalement plusieurs semaines de délai, qu'on connaîtra le sort réservé à la demande italienne. Si l'on se réfère à la jurisprudence de la cour de Paris, un avis favorable sera donné à cette demande d'extradition par la justice française. Ce sera alors au gouvernement de décider du renvoi de M. Sandrini dans son pays.

De source gouvernementale, on expliquait ces jours derniers que certains militants italiens réfugiés en France pourraient bientôt connaître le sort réservé au mois de septembre 1984 à trois séparatistes basques extradés en Espagne. Ces trois extraditions avaient marqué un changement d'attitude du gouvernement français qui avait refusé jusque-là de répondre aux demandes présentées par l'Espagne et l'Italie.

De notre correspondant

Rome. – L'arrestation, à Paris, de Massimo Sandrini, a été interprétée à Rome comme le premier signe d'un changement dans l'attitude de la France à l'égard des Italiens recherchés qui trouvent refuge chez elle. Cette mesure devrait contribuer au rétablissement d'un climat plus serein entre les deux pays. L'échange de propos plus ou moins acerbes sur la question des réfugiés, auquel M. Craxi a encore contribué jeudi dernier par ses déclarations devant le Parlement, a revêtu en Italie un caractère polémique prononcé.

Il existe certes une controverse entre la France et l'Italie, et le terrorisme est un thème sensible sur lequel il est aisé de mobiliser les opinions publiques. Mais, au-delà des divergences de vues entre les deux gouvernements, il semble que la flambée polémique de ces derniers jours relève surtout de considérations de politique intérieure. Les entretiens qu'auront mardi 12 février, à Rome, à l'occasion de la rencontre des ministres des affaires étrangères européens, MM. Andreotti et Dumas devraient permettre de ramener la controverse à ses justes proportions.

M. Craxi avait accusé la France d'avoir une *« position rigide »*, sinon *« ouvertement négative »* sur la question des demandes d'extradition. C'était pour lui une façon de démontrer sa fermeté et de répondre aux attaques dont il était l'objet à propos de la rencontre fortuite à Paris entre MM. de Michelis, le ministre du travail, et Oreste Scalzone, l'un des réfugiés italiens résidant en France. Au départ, le président du conseil avait attaché peu d'importance à cet incident pour le moins mineur, mais il s'est rapidement trouvé au centre d'un feu croisé venant de l'opposition communiste, de la Démocratie chrétienne, du Parti républicain et même de la présidence de la République. Il a donc dû contre-attaquer.

A son tour, Paris a réagi : les déclarations de M. Joxe à la télévision *(« C'est dans les pays voisins qui se sont dotés d'un arsenal juridique extraordinaire et de prisons spéciales que le terrorisme s'est développé sur une grande échelle »)* ont évidemment été mal prises à Rome. Il semble en réalité que ces propos de M. Joxe aient eu pour origine, comme ceux de M. Craxi, des considérations de politique intérieure : répondre à l'opposition de droite qui demande le rétablissement des juridictions d'exception datant de la guerre d'Algérie, abolies par le gouvernement socialiste. La présidence du conseil italien s'est d'ailleurs abstenue de répondre au ministre français.

Le ministre de l'intérieur, M. Scalfaro, qui a récemment rencontré à Paris son homologue français, cherche pour sa part à ne pas envenimer les choses. Dans une interview à l'hebdomadaire *Panorama* publiée ce lundi, il affirme que la France est en train de changer d'attitude *« fût-ce avec retard »*.

M. Craxi avait également accusé le Nicaragua et le Costa-Rica de donner refuge à des terroristes italiens. Managua a aussitôt réagi en faisant savoir que l'Italie ne lui avait fourni une liste de demandes d'extradition que le 16 janvier ; sur cette liste ne figure pas le nom de Barbara Balzarani, l'un des derniers chefs historiques des Brigades rouges, membre de la direction stratégique, recherchée notamment pour l'assassinat d'Aldo Moro et toujours en liberté.

Selon un document attribué à la police antiterroriste italienne récemment publié par l'hebdomadaire *Europeo*, Barbara Balzarani aurait été expulsée de l'organisation terroriste en décembre dernier. Elle aurait vécu pendant trois ans clandestinement en France, puis aurait été signalée au début de janvier à Managua. D'autres Italiens clandestins auraient quitté la France avec elle.

Dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, la magistrature italienne vient, d'autre part, de lancer un mandat international contre M. Georges Habache, chef du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), accusé d'avoir fait enlever et assassiner deux journalistes italiens, M. Italo Toni et Mlle Graziella de Palo, disparus au Liban il y a trois ans. De Damas, le FPLP a aussitôt démenti toute responsabilité dans cette affaire. A également été inculpé un ancien responsable des services de renseignements italiens à Beyrouth, qui aurait volontairement laissé s'enliser l'enquête. Il y a quelques mois, la magistrature italienne avait également lancé un mandat d'arrêt contre M. Yasser Arafat pour fourniture d'armes aux Brigades rouges.

PHILIPPE PONS.

● *La Turquie et la lutte contre le terrorisme.* – Le ministre turc des affaires étrangères, M. Halefoglu, s'est félicité du *« réveil, même tardif »*, des pays européens à propos de la lutte antiterroriste. Ankara estime, cependant, que la recrudescence du terrorisme en Europe, en particulier du terrorisme arménien, a ses racines au Moyen-Orient. Il déclare qu'*« un plan de lutte qui exclurait la Turquie n'aurait aucune chance de réussite »*. – *(Corresp.)*

Belgique

Le principal parti de la coalition donne le feu vert à l'implantation des missiles de l'OTAN

De notre correspondant

Bruxelles. – Le Parti social-chrétien flamand (CVP), principale composante de la majorité gouvernementale, a donné carte blanche au premier ministre, M. Martens, pour qu'il prenne une décision finale sur l'installation de nouveaux missiles de l'OTAN sur le territoire belge. Les dirigeants du parti, réunis en congrès les 9 et 10 février à Gand, ont manœuvré pour éviter qu'une motion portant directement sur la question des missiles soit soumise aux congressistes. Une forte minorité dans le parti reste en effet hostile aux nouvelles armes de l'OTAN. Mais les propos du président, M. Swaelen, proclamant sa confiance envers M. Martens, *« qui agira en son âme et conscience pour le bien du pays »*, même s'ils entretiennent une certaine équivoque, sont interprétés par les observateurs comme le signal que le principal obstacle au déploiement des missiles de l'OTAN en Belgique est désormais levé. Le gouvernement s'est récemment engagé à se prononcer définitivement en mars sur cette question.

En novembre dernier, la direction du CVP avait demandé le report du déploiement. Une longue controverse s'était ensuite développée au sein des plus hautes instances du parti. M. Tindemans, le ministre des affaires étrangères, partisan convaincu de la double résolution adoptée en décembre 1979 par l'OTAN, avait, il y a quelques semaines, sommé son gouvernement d'honorer ses engagements et affirmé qu'un ministre belge, dont il ne précisait pas le nom, avait apposé sa signature au bas du calendrier de l'OTAN prévoyant le déploiement d'une première tranche de missiles Cruise sur la base de Florennes en mars 1985. Les milieux politiques et la presse étaient convaincus qu'il s'agissait de M. Frank Swaelen, qui était ministre de la défense en 1981. L'accusation était gênante pour le chef d'un parti qui reste aujourd'hui encore, au sein de la coalition gouvernementale, le plus réticent envers les projets de l'OTAN. Quelques jours après les déclarations de M. Tindemans, M. Desmarets, ministre de la défense en 1979, proclama cependant, à la surprise générale : *« Si vous cherchez un coupable, c'est moi. »* Le premier ministre lui-même dut mettre un terme à la polémique en expliquant que personne en réalité n'avait jamais signé aucun calendrier de l'OTAN, mais que la Belgique s'était associée en 1979 à une décision de l'OTAN, mais que la Belgique s'était associée en 1979 à une décision qui reflétait un *« consensus »* au sein de l'alliance atlantique.

Les chrétiens-sociaux francophones et les socialistes flamands débattaient également de la question des missiles pendant le week-end. Les seconds, comme on s'y attendait, radicalement hostiles à ces nouvelles armes, ont déclaré que leur participation éventuelle à un nouveau gouvernement après les élections législatives prévues pour décembre, supposait l'engagement de ce nouveau gouvernement de retirer les missiles qui pourront avoir été installés d'ici à la fin de l'année en Belgique.

Les chrétiens-sociaux francophones, en revanche, ont pris position de façon catégorique en faveur de la mise en place des missiles. Evoquant les consultations internationales auxquelles le gouvernement se livre toujours, le leader du parti, M. Gérard Deprez, a déclaré : *« Il ne faut pas courir toutes les capitales européennes pour se faire tirer l'oreille comme le cancre au fond de la classe. »*

JEAN WETZ.

LA VISITE DE M. JOSPIN A MADRID

Le PS et le PSOE consacrent leur rapprochement

De notre correspondant

Madrid. – *« Nous voulons établir entre nos deux partis des relations vraiment privilégiées. »* Cette affirmation, répétée vendredi 8 février à l'unisson par les Français et les Espagnols, rend bien compte de l'esprit dans lequel s'est déroulée la visite que le premier secrétaire du PS français, M. Lionel Jospin, a effectuée à Madrid. En moins de quarante-huit heures, M. Jospin aura eu l'occasion de s'entretenir avec une brochette fournie d'interlocuteurs : le président du gouvernement et secrétaire général du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), M. Felipe Gonzalez, le vice-président du gouvernement et vice-secrétaire général du PSOE, M. Alfonso Guerra, les ministres des affaires étrangères, M. Fernando Moran, et de la défense, M. Narcis Serra, ainsi que plusieurs autres dirigeants importants du PSOE.

L'emphase avec laquelle on manifestait des deux côtés sa satisfaction à l'issue des entretiens ne semblait cette fois pas feinte. La visite de M. Jospin visait avant tout à traduire au niveau des partis le spectaculaire *« réchauffement »* enregistré dans les relations, longtemps difficiles, entre les deux gouvernements. Il semble loin désormais le temps où, au congrès du PS de Bourg-en-Bresse, la délégation espagnole quittait la salle avec fracas pour protester contre la résolution adoptée en matière d'élargissement de la CEE.

« Nous nous sommes rendus compte, affirmait-on du côté français, *qu'une fois les deux dossiers conflictuels* [le problème basque et l'adhésion de l'Espagne à la CEE] *en voie de solution, notre identité de vues avec le PSOE était plus complète qu'avec tout autre parti sur la plupart des problèmes internationaux. »* Cette entente s'est notamment manifestée à propos de l'appartenance de l'Espagne à l'OTAN, un thème qui divise profondément l'opinion publique espagnole. Contrairement à la plupart des hommes politiques en visite à Madrid, M. Jospin s'est soigneusement abstenu d'interférer dans le débat en cours en Espagne. En privé, on faisait néanmoins remarquer, dans son entourage, que Paris est sans doute la seule capitale de l'alliance atlantique qui soutienne *« sans arrière-pensée »* la politique du PSOE dans ce domaine, qui vise précisément à doter l'Espagne d'un statut similaire à celui de la France.

Le dossier de l'élargissement de la CEE a été abordé lors des entretiens avec MM. Gonzalez et Moran. M. Jospin a réaffirmé publiquement son désir que les négociations aboutissent *« dans les prochaines semaines »*, afin que l'Espagne puisse comme prévu devenir membre de la Communauté le 1er janvier 1986. Lors de ses conversations, il a toutefois lancé un discret appel aux Espagnols pour que leurs négociateurs fassent preuve de pragmatisme dans cette étape finale des discussions et renoncent à toute position bloquée. Il a également fait valoir que les dossiers en souffrance, désormais, n'opposaient plus spécifiquement les intérêts de Paris et de Madrid, d'autres pays de la Communauté se trouvant maintenant davantage concernés.

Le problème basque a été soulevé avec M. Gonzalez. Le PS avait paru, ces derniers mois, quelque peu en retrait par rapport à la politique énergique adoptée à l'égard de l'ETA par le gouvernement français. Ainsi, M. Jospin s'était prononcé, en septembre dernier, contre l'extradition à Madrid de membres de l'ETA. Il s'est cette fois montré plus proche des thèses espagnoles, tout en restant nuancé. Il a réaffirmé avec insistance que *« le terrorisme est inacceptable dans des Etats démocratiques comme la France et l'Espagne »*. Tout en se refusant à affirmer qu'il existait *« une complète identité de vues »* entre les deux partis quant à *« l'analyse du problème »*, il a précisé que l'accord était en tout cas total *« quant à la manière dont la France doit agir dans cette affaire »*. Si quelques divergences subsistent entre les positions des deux partis (on semble croire, du côté français, qu'un certain type de *« négociation »* sera finalement utile pour clore définitivement ce douloureux chapitre), M. Jospin a affirmé qu'il n'entendait toutefois pas donner de leçons à propos de ce qui constitue *« un problème exclusivement espagnol »*.

THIERRY MALINIAK.

LE PREMIER MINISTRE GREC EN UNION SOVIÉTIQUE

Des relations de plus en plus amicales

De notre correspondant

Athènes. – Accompagné de sept ministres, M. Andreas Papandréou effectue, à partir de ce lundi 11 février, une visite officielle de quatre jours en Union soviétique. Les entretiens du premier ministre grec avec les dirigeants soviétiques porteront, au-delà des relations bilatérales, sur les problèmes régionaux – dont ceux de Chypre et de la mer Egée – et les rapports Est-Ouest.

Depuis la visite, en septembre 1978, de M. Georges Rallis, alors ministre des affaires étrangères, et celle, en octobre 1979, de M. Constantin Caramanlis, alors premier ministre, les relations entre la Grèce et Moscou sont devenues de plus en plus étroites. Elles se présentent comme particulièrement amicales depuis l'arrivée au pouvoir du parti socialiste PASOK, en octobre 1981.

Alors que les échanges culturels, scientifiques et sportifs se multiplient, la coopération devient également de plus en plus large sur le plan économique. En effet, le déficit des échanges commerciaux au détriment d'Athènes a été ramené de 256 millions de dollars en 1981 à 104 millions en 1984, du fait de l'augmentation des exportations grecques en direction de l'URSS. C'est dans le domaine maritime que la progression est particulièrement sensible, puisque, en 1984, les rentrées de devises assurées à la Grèce par les affrètements soviétiques se sont élevées à 117 millions de dollars contre 70 millions en 1983. Un nouvel accord prévoit que, en 1985, plus de deux cents navires battant pavillon bleu et blanc seront affrétés par Moscou pour le transport, entre autres, des céréales livrées par les Etats-Unis et le Canada. D'autre part, les navires soviétiques effectueront pour plus de 20 millions de dollars de réparations dans les chantiers navals grecs ; et ceux-ci pourraient recevoir une commande pour la construction de quatre bateaux marchands. Il est également prévu qu'en 1985 le nombre des touristes soviétiques augmentera de 15 % ; des sociétés grecques participeront à la construction et à l'équipement de cinq hôtels en URSS, d'une valeur de 140 millions de dollars. Moscou, pour sa part, doit accélérer la construction d'une usine d'alumine et ses livraisons de gaz naturel. Les Soviétiques s'intéressent encore à divers grands travaux, dont l'électrification et la modernisation du réseau ferroviaire grec.

A Moscou, M. Papandréou doit signer des accords portant sur le transfert en Grèce de retraites et pensions (environ 40 millions de dollars couverts par des importations de produits soviétiques) dues aux réfugiés politiques rapatriés. Un autre accord tendra à faciliter les échanges culturels et scientifiques rendus parfois difficiles par les tracasseries bureaucratiques et intéressera également près de quatre cent mille Grecs vivant en URSS avec la double nationalité.

Athène espère enfin que l'URSS aidera à trouver une solution équitable au problème chypriote et à préserver le *statu quo* fortement contesté par les Turcs dans la mer Egée. Moscou, en effet, apprécie fort la politique étrangère « tous azimuts » suivie par M. Papandréou.

Le premier ministre grec transmettra aux dirigeants soviétiques les idées et les recommandations formulées par six pays (outre la Grèce, l'Argentine, l'Inde, le Mexique, la Suède et la Tanzanie) lors d'une réunion qui a eu lieu à New-Delhi le mois dernier pour la paix et l'arrêt immédiat de la course aux armements nucléaires.

A son retour de Moscou, M. Papandréou fera une visite-éclair en Roumanie, le 14 février.

MARC MARCEAU.

Portugal

NOUVEAU PRÉSIDENT DES SOCIAUX-DÉMOCRATES

M. Rui Machete sera le numéro deux du gouvernement

De notre correspondant

Lisbonne. – Il n'aura pas fallu moins de dix-sept heures de débat parfois très houleux aux membres du conseil national du Parti social-démocrate portugais (PSD), membre de la coalition gouvernementale dirigée par le socialiste M. Mario Soares, pour sortir, au moins provisoirement, de la crise ouverte par la récente démission du président de cette formation, M. Mota Pinto. C'est finalement M. Rui Machete, actuel ministre de la justice et numéro deux du parti, qui a été désigné, par 47 voix contre 34 et 10 abstentions, le dimanche 10 février à Lisbonne.

Le nouveau chef du PSD sera flanqué de trois vice-présidents – cela afin de tenir compte de la diversité des tendances hostiles à M. Mota Pinto qui se sont coalisées pour sortir de l'impasse ; il s'agit de MM. Joao Salgueiro, qui représente les amis de M. Mota Amaral, président du gouvernement régional des Açores, Rebelo de Sousa, qui dirige une tendance très minoritaire mais extrêmement active appelée Le nouvel espoir, et Luis Fontoura, un transfuge du groupe fidèle à M. Mota Pinto.

La première tâche de la nouvelle direction consistera à négocier avec les socialistes un remaniement gouvernemental. M. Machete assumera nécessairement, en tant que principal dirigeant du PSD, les fonctions de vice-premier ministre. Il est, d'autre part, fort probable que plusieurs ministères dont l'orientation est fortement contestée, comme ceux de l'éducation et des finances, changeront de titulaire. Plusieurs secrétaires d'Etat amis de M. Mota Pinto, seront sans doute écartés, en particulier M. Nobre, accusé de corruption.

Le remaniement accompli, la nouvelle majorité social-démocrate devra organiser, au sein du parti, un référendum. Il s'agira en principe, le 29 mars, de demander aux militants si le candidat du PSD à l'élection présidentielle de décembre prochain doit être ou non affilié au parti. Question brûlante : c'est la volonté affichée par M. Mota Pinto de lancer dans la course un officier, le général Firmino Miguel, qui est à l'origine de la présente crise.

La solution trouvée risque bien d'être assez éphémère. M. Joao Salgueiro, ancien ministre des finances, s'était opposé au projet de budget 1985 discuté au Parlement ces dernières semaines. M. Rebelo de Sousa, quant à lui, a été un des adversaires les plus acharnés de l'accord signé entre socialistes et sociaux-démocrates en vue de la formation du gouvernement de coalition !

On ne peut plus hétéroclite, cette majorité social-démocrate se heurtera, en outre, à la résistance des proches de M. Mota Pinto, qui s'efforceront de reprendre la direction du parti. Certains ont même fixé une date : *« A la fin avril, pendant le congrès, on les chassera. »*

JOSÉ REBELO.

EUROPE

Pologne

Le verdict de Torun « ne supprime pas les craintes pour l'avenir »

estime M. Walesa

M. Lech Walesa a commenté avec réserve, vendredi 8 février, le verdict du procès de Torun contre les assassins du Père Popieluszko : *« Nous aimerions voir dans ce procès le signe que les autorités souhaitent aller dans le sens de l'entente nationale, nous aimerions y voir la suprématie de la loi sur la force (...) mais de nouveaux éléments nous amènent à en douter »*, a déclaré le président de Solidarité.

Ce procès, a-t-il ajouté *« ne supprime pas les craintes que nous nourrissons pour l'avenir »*, et il *« a révélé une atroce vérité sur le travail des services de sécurité et sur la mentalité de ces gens »*.

De son côté, le gouvernement de Varsovie a publié vendredi un communiqué où il fait valoir qu'à travers le procès de Torun *« l'État socialiste a fourni une preuve convaincante de son respect de la légalité et de la transparence de la vie publique »*.

Grande-Bretagne

Une « dame de fer » un peu rouillée

(Suite de la première page.)

De même, le caractère systématique de la politique monétariste des conservateurs suscite de plus en plus de réserves, y compris dans la majorité, où l'on pense que la volonté de réduire les dépenses publiques a des limites, par exemple en matière d'enseignement.

Selon le sondage du *Sunday Times*, conservateurs et travaillistes seraient à égalité avec 37 % des intentions de vote en cas d'élections prochaines.

La presse reflète le malaise et, à l'occasion de l'anniversaire, les journaux les plus favorables au gouvernement font souvent état d'autant de critiques que de louanges. Ainsi, le *Sunday Times* a-t-il présenté, le dimanche 10, une page éditoriale sur *« les dix ans »* de Mme Thatcher. Un ancien proche collaborateur du premier ministre, s'exprimant au nom de la majorité, y insiste sur le fait que le gouvernement ferait bien désormais de se soucier davantage de l'*« unité de la nation »* – sous-entendant que les divisions se sont aggravées depuis que Mme Thatcher a accédé au pouvoir.

Présentant, elle aussi, un bilan, la BBC (télévision) a surtout souligné que Mme Thatcher avait eu de la « chance », dernièrement, lors de l'attentat à la bombe de Brighton, et lors du conflit des Malouines, qui a eu lieu alors que la Navy était encore, *in extremis*, capable d'une pareille expédition. Il n'est pas certain que les compliments de l'écrivain Anthony Burgess, dans le *Mail on Sunday*, seront une consolation pour la « dame de fer » : dans un article intitulé *« Thatcher et la sexualité du pouvoir »*, l'écrivain ne vante-t-il pas l'extraordinaire *« séduction »* et la *« puissante féminité »* du premier ministre ?

FRANCIS CORNU.

Le chef de la diplomatie helvétique à Paris

M. PIERRE AUBERT SE FÉLICITE DE LA « RÉACTIVATION » DES RELATIONS POLITIQUES

Le ministre suisse des affaires étrangères, M. Pierre Aubert, a achevé samedi 9 février une visite officielle de deux jours à Paris, au cours de laquelle il a été reçu à l'Elysée par le président de la République, et par M. Roland Dumas au Quai d'Orsay. Cette visite, selon M. Aubert, illustre *« la réactivation assez remarquable des relations politiques entre la France et la Suisse »*.

Le chef de la diplomatie helvétique, avant de quitter la capitale, a passé en revue les différents dossiers du contentieux (bien qu'il se soit refusé à employer ce mot, *« s'agissant de deux pays amis et mitoyens »*) entre Paris et Berne. Il a notamment estimé que, *« en ce qui concerne les tracasseries douanières et les affaires bancaires, des progrès importants ont été réalisés »*, mais que la situation *« n'est pas encore tout à fait satisfaisante »*. La Suisse, a-t-il ajouté, reproche essentiellement à la France de *« financer des délateurs »* à l'intérieur des banques de la Confédération, en contradiction avec le code pénal français.

A propos de la taxe à laquelle sont astreints depuis le 1er janvier les véhicules étrangers empruntant le réseau routier de la Confédération, M. Aubert a déclaré que Berne, de son côté, avait *« accepté »* la décision de la France de réintroduire la taxe à l'essieu pour les camions suisses. Il a par ailleurs indiqué qu'il avait remis au gouvernement français un aide-mémoire concernant vingt et une radios locales françaises émettant dans les zones frontalières, et pour lesquelles une coordination est nécessaire avec les autorités helvétiques pour éviter un chevauchement des fréquences.



AMÉRIQUES

LE VOYAGE DU ROI FAHD A WASHINGTON

Les Saoudiens jugent le moment venu d'une relance de la diplomatie américaine au Proche-Orient

Correspondance

Washington. – La première visite du roi Fahd à Washington (il était déjà venu en 1977, mais en qualité de prince héritier) est aussi la première d'un chef d'Etat étranger, et d'un dirigeant arabe, au cours du second mandat du président Reagan. A ce titre, et aussi parce qu'elle ouvre une série de rencontres avec d'autres chefs arabes, à commencer par le président égyptien, M. Moubarak, en mars, les milieux officiels américains expriment leur intérêt pour cette rencontre officielle entre M. Reagan et le souverain saoudien.

Le scepticisme prévaut, toutefois, dans la capitale sur les résultats politiques immédiats à attendre d'une visite dont on pense qu'elle sera plus fructueuse sur le plan économique. L'accès au marché américain des produits pétroliers et aussi de ceux de l'industrie pétrochimique saoudienne (ils représentent 35 milliards de dollars) est considéré comme particulièrement important au moment où les tendances protectionnistes se manifestent au Congrès.

D'autre part, le développement industriel de l'Arabie saoudite, qui cherche maintenant à exporter des produits manufacturés, implique une révision des relations commerciales entre les deux pays. D'où l'importance des conversations économiques que les membres de la délégation saoudienne auront avec leurs partenaires américains.

Sur le plan politique, on s'attend que les Saoudiens insistent pour que les Américains interviennent plus activement au Proche-Orient. Selon Ryad, la conjoncture est favorable à une relance de la diplomatie américaine. Les Saoudiens font état des entretiens du roi Hussein de Jordanie avec Yasser Arafat, du rétablissement des relations diplomatiques entre l'Irak et les Etats-unis et entre l'Egypte et la Jordanie, de l'évacuation amorcée des forces israéliennes du Liban. Ils attirent aussi l'attention sur les difficultés économiques d'Israël, qui devraient permettre à Washington d'exercer une pression plus efficace sur le gouvernement de Jérusalem.

Le moment n'est-il pas propice pour ressusciter le plan Reagan du 1er septembre 1982 envisageant notamment le démantèlement des colonies israéliennes sur la rive occidentale du Jourdain, ainsi que des négociations sur une entité politique palestinienne ? Tout en réaffirmant leur intérêt pour le processus de paix, les milieux officiels américains restent sceptiques. Déçus par la réaction négative des pays arabes modérés à l'égard de l'initiative Reagan, et échaudés par l'expérience du Liban, ils n'envisagent pas, pour le moment, de prendre d'initiative, de peur qu'elle n'aboutisse à un échec.

Le point de vue officiel est qu'il appartient d'abord aux leaders du monde arabe de résoudre leurs problèmes. Aucune démarche, dit-on, ne saurait être considérée avant plusieurs mois, et en tout cas pas avant la visite du président Moubarak et la conclusion des discussions entre le roi Hussein et l'OLP. Si ces conversations débouchaient sur un résultat positif permettant au roi Hussein de négocier avec Israël, les Américains pourraient insister auprès du premier ministre israélien, M. Pérès, considéré comme plus souple que son prédécesseur et susceptible, pense-t-on, de revenir sur l'opposition qu'avait exprimée le gouvernement Begin au plan Reagan. Quant à la suggestion d'une conférence internationale, Washington reste très sceptique et réservé sur les résultats à en attendre, à supposer même qu'elle puisse se tenir, étant entendu qu'il faudrait d'abord déterminer quels en seraient les participants, ainsi que le lieu où elle pourrait se tenir.

Les ventes d'armes

Sur la question des livraisons d'armes, on laisse clairement entendre du côté américain que les Saoudiens obtiendront finalement satisfaction. Les commandes, notamment celle des appareils F-15, seront honorées ultérieurement, à l'expiration de la suspension annoncée le 30 janvier dernier des livraisons d'armes à tous les pays du Proche-Orient (Israël excepté), dans l'attente des conclusions d'une étude engagée sur l'ensemble des besoins militaires des Etats de la région et compte tenu de la nécessité d'assurer la sécurité dans ce secteur.

Cette étude, dit-on, sera terminée d'ici quatre à six semaines. Il est regrettable, ajoute-t-on, que l'annonce de la suspension ait coïncidé avec la visite de M. Rabin, ministre israélien de la défense, à Washington, mais on affirme qu'il s'agit vraiment d'une simple coïncidence. A dire vrai, en ce début de mandat et dans la perspective de nombreux affrontements sur le problème budgétaire, le président Reagan préfère ajourner une bataille difficile au Congrès qui, en 1978 et 1981, avait fini par accepter, mais à une faible majorité, d'envoyer à l'Arabie saoudite les appareils F-15 qu'elle demandait, ainsi que des avions de reconnaissance AWACS.

HENRI PIERRE.

Chili

La fédération des étudiants veut lancer une « action de mobilisation » après la mort de l'un d'entre eux

De notre correspondant

Santiago. – Les rues de Santiago sont encore désertes en cette fin d'après-midi torride. La paroisse de « Notre Dame du secours perpétuel », non loin de la faculté des sciences, est pourtant pleine à craquer. Devant l'autel, un cercueil recouvert de la bannière de l'université du Chili et d'une simple couronne, où repose le corps de Patricio Manzano, étudiant en sciences de vingt et un ans, décédé samedi 9 février. Six camarades montent la garde autour du catafalque. Un groupe d'étudiants chante Paul Eluard : *« Sur les murs de ma ville, j'écris ton nom, liberté. »* Au dehors, des cris retentissent : *« Oui, oui, Pinochet encore une fois coupable. »* Le prêtre qui officie dira ces simples mots : *« Seigneur, nous avons besoin de ton aide car nous n'arrivons pas à comprendre pourquoi cela est arrivé. »*

Le président de la fédération des étudiants de l'université du Chili (FECH) (1), M. Yerko Ljubetic, déclarera un peu plus tard : *« Patricio est mort en travaillant pour un monde meilleur. Nous devons surmonter notre douleur et recueillir la graine qu'il a semée. »* La messe est terminée. La foule, pourtant, ne se retire pas. Elle se rassemble autour du cercueil et, et le poing dressé, entonne *la Prière du laboureur*, la chanson célèbre de Victor Jara, assassiné dans un stade quelques jours après le coup d'Etat. *« Ensemble, nous marcherons unis dans le sang, maintenant et à l'heure de notre mort. Amen. »*

Patricio Manzano était l'un de ces deux cent soixante étudiants partis réaliser des « travaux d'été » dans la région d'Aconcagua, au pied des Andes : construction de centres d'assistance médicale, d'égouts, de maisons en bois, animation culturelle dans les *poblaciones* et les zones rurales. Arrêté, vendredi 8 février en même temps que cent quatre-vingts de ses camarades, qui ont été libérés dimanche, il mourut moins de vingt-quatre heures après dans l'ambulance qui le transportait du commissariat à l'hôpital.

Selon le secrétaire général du gouvernement, M. Francisco de La Cuadra, *« Patricio Manzano a été victime d'un arrêt du cœur. La police ignorait que M. Manzano était épileptique. »*

Le président de la FECH ne nie pas que Patricio souffrait d'épilepsie, mais, se demande M. Ricardo Brodsky, *« la crise qui devait entraîner la mort n'est-elle pas la conséquence des brutalités policières et des pressions psychologiques exercées sur les détenus ? Les étudiants ont été frappés à coups de pied et de matraque au moment de leur arrestation. Ils ont ensuite été rassemblés dans un stade... Pendant une heure, ils ont dû faire toutes sortes d'exercices. Puis ils sont restés deux heures, sous un soleil brûlant, à plat ventre et les mains sur la nuque. Enfin, ils ont dû se tenir immobiles une heure, le visage tourné vers le soleil. »*

Pourquoi le gouvernement a-t-il interrompu les « travaux d'été » de la FECH, alors que ceux organisés par l'université catholique se déroulent jusqu'à présent normalement ? *« Parce que la FECH n'a pas demandé d'autorisation »*, affirme le gouvernement. Réponse de M. Ljubetic : *« Parce que, dès son implantation, le 6 novembre, nous avons déclaré publiquement la guerre à l'état de siège. Le 13 novembre, nous appelions à une journée de protestation dans les universités, suivie quelques jours plus tard d'une grève de quarante-huit heures. Durant le mois de janvier, nous avons mis en place, malgré l'interdiction du recteur, l'« université libre d'été ». Six cents étudiants ont participé à plus de soixante-dix cours donnés par des professeurs expulsés de l'université ou de retour d'exil. Les travaux d'été s'inscrivent dans cette ligne. »*

La mort de Patricio Manzano va être l'occasion pour la FECH de lancer une « action de mobilisation » au niveau national. *« Nous voulons que tous les jeunes du Chili, étudiants et travailleurs, manifestent massivement leur opposition à un régime responsable de tels actes »*, conclut son président. Les obsèques de Patricio Manzano, prévues ce lundi au cimetière général de la capitale, permettront de savoir si cet appel a des chances d'être entendu.

JACQUES DESPRÈS.

(1) La FECH a été reconstituée en octobre 1984, à la suite d'une élection remportée haut la main par l'opposition (Parti démocrate chrétien, Parti socialiste et Parti communiste).

Dans un Livre blanc

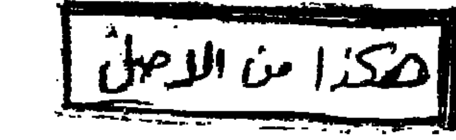
LES ÉTATS-UNIS DÉNONCENT L'ACTIVITÉ DE L'URSS ET DU NICARAGUA EN AMÉRIQUE CENTRALE

Washington *(AFP, UPI)*. – Les Etats-Unis considèrent, selon un Livre blanc préparé par l'administration Reagan et cité dimanche 10 février par le *New York Times*, que l'Union soviétique et Cuba *« tentent activement de promouvoir la révolution communiste »* dans presque chaque pays d'Amérique centrale. Le quotidien new-yorkais indique avoir obtenu le document de sources non gouvernementales, mais précise que certains officiels ont accepté d'en commenter le contenu.

Dans une préface à ce Livre blanc, M. Weinberger, secrétaire à la défense, citant des papiers saisis lors de l'invasion américaine à la Grenade, écrit que, selon M. Gromyko, le ministre soviétique des affaires étrangères, l'Amérique centrale était un *« chaudron en ébullition »* mûr pour *« un expansionnisme révolutionnaire »* et que Cuba et le Nicaragua étaient *« des exemples vivants pour les pays de la région »*.

Selon le Livre blanc, l'Union soviétique, par l'intermédiaire de Cuba, encourage la révolution communiste dans tous les pays de la région, sauf au Costa-Rica. Il affirme que le Salvador, le Guatemala, le Honduras et la Colombie *« semblent être, pour le moment, des objectifs prioritaires »*. Le Nicaragua est qualifié de *« satellite soviétique virtuel »*. *« Ce nouvel Etat d'inspiration marxiste a reçu davantage d'armements de l'URSS et de ses alliés que tous ses voisins de la région réunis »*, indique le rapport.

Selon le *New York Times*, ce Livre blanc aura une large diffusion afin d'étayer les efforts de l'administration en vue d'obtenir l'approbation du Congrès sur son programme d'aide à l'Amérique centrale. Dans le projet de budget déposé la semaine dernière, le gouvernement américain propose de fournir une aide militaire et économique d'un montant de 1,1 milliard de dollars aux pays d'Amérique centrale, ainsi que de reprendre le soutien financier aux groupes antisandinistes.



AMÉRIQUES

Mexique

Le gouvernement de M. de la Madrid affronte une grogne croissante de l'opinion

La politique d'austérité décrétée il y a deux ans par le gouvernement de M. Miguel de la Madrid a sans doute facilité le redressement d'une situation économique, et surtout financière, très préoccupante, mais le coût social est si élevé que le Mexique, qui a une frontière de près de 3 000 kilomètres avec les Etats-Unis, reste une poudrière qui peut sauter à tout moment.

C'est une perspective qui inquiète évidemment Washington et qui n'est pas étrangère aux conditions particulièrement favorables qui ont été accordées au gouvernement mexicain pour le rééchelonnement de sa très lourde dette extérieure (plus de 90 milliards de dollars à la fin de 1984, c'est-à-dire la seconde en importance de toute l'Amérique latine).

Les Etats-Unis ne peuvent pas prendre le risque d'une explosion sociale dans un pays de 78 millions d'habitants, avec lequel ils entretiennent d'étroites relations économiques, financières et politiques. Une aggravation des tensions sociales au Mexique gonflerait immanquablement le flot des immigrants illégaux, les *wet backs*, qui tentent déjà chaque année, par millions, de se rendre aux Etats-Unis pour trouver du travail. Un casse-tête pour les autorités américaines qui n'ont jamais réussi à contrôler sérieusement cette immigration sauvage malgré les moyens très perfectionnés dont disposent les patrouilles de police spéciale qui surveillent la frontière du rio Grande.

« *Nous devons admettre*, déclare l'ambassadeur des Etats-Unis à Mexico, John Gavin, *que si notre voisin mexicain a des troubles, nous en aurons aussi...* » Jusqu'à présent, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), pratiquement au pouvoir depuis six décennies (sous des noms divers), a réussi à maintenir une stabilité apparente malgré des vagues de « violence » régulières, dont la plus spectaculaire a évidemment été celle de 1968, année des Jeux olympiques. La contestation du régime – de sa corruption, de son immobilisme, de sa façade démocratique aux nombreuses lézardes, de sa « main dure » utilisée contre toutes les formes d'opposition non reconnues, ou non tolérées, par le parti – a été en 1968 noyée dans le sang.

Une page sombre et amère du Mexique – mal assumée en dépit de la violence presque banalisée dans un pays où le machisme reste un culte – et qui explique les tentatives de « libéralisation » et de « réforme politique » des gouvernements qui se sont succédé de 1968 à aujourd'hui. Le « dialogue » instauré par M. Luis Echeverria a été relancé par la « réforme » de M. Lopez Portillo. Et M. Miguel de la Madrid est arrivé à la présidence avec un programme de « rénovation morale » et d'« austérité ».

Les dirigeants passent, et le scepticisme profond des Mexicains demeure. Ils ne croient guère aux promesses du pouvoir central, car la corruption est un fléau qui ronge la société du haut en bas. On doit cependant admettre que M. de la Madrid – comme d'ailleurs certains de ses prédécesseurs dans les premières années de leur mandat – est passé aux actes.

M. Diaz Serrana, ancien et tout-puissant président de la PEMEX (la société nationale des pétroles mexicains), qui avait créé à son profit un « Etat dans l'Etat », a été arrêté pour « corruption ». Un événement au Mexique où les dignitaires du régime échappaient jusqu'alors aux purges décidées par le parti lui-même. Et l'ancien directeur de la police de Mexico attend son extradition dans une cellule de Los Angeles. Pour les mêmes motifs. Mais le mal est profond et la bonne volonté incontestable de l'actuel président se heurte à des structures (celles mêmes du PRI, dont le « système » de pouvoir peut seulement se comparer à celui du Parti du Congrès indien) et à de très longues habitudes. La *mordida*, équivalent du bakchich arabe, est une institution.

M. de la Madrid a également donné des instructions pour que les différentes élections prévues au cours de son mandat se déroulent dans la plus grande régularité. De ce point de vue, 1985 est une année importante puisque sept postes de gouverneurs doivent être renouvelés. Deux de ces élections ont lieu dans des Etats « du Nord », proches de la frontière des Etats-Unis, et où le Parti d'action nationale (PAN) a une très forte influence.

Pression sociale

A l'origine, le PAN était plutôt une formation qui séduisait les milieux d'affaires, les industriels, les classes aisées hostiles à la politique « sociale » d'un système qui arbitre avec habileté entre les « exigences » de syndicats contrôlés par le pouvoir et les « revendications » d'un patronat qui n'est pas davantage totalement exclu de l'appareil du PRI. Un style certes complexe et ambigu, qui déroute l'étranger, mais qui a permis à la « révolution » issue de la tourmente sanglante du début du siècle de se perpétrer et de « s'institutionnaliser ». Luxe suprême qui résume parfaitement la puissance d'un parti dominant (qui favorise et encourage à l'occasion de « petites » oppositions, surtout sur son flanc « gauche ») mais qui met aussi en évidence la nécessité, admise par presque tous, d'une mise à jour des institutions, et de la démocratie, très particulière, du Mexique.

Mais le PAN semble aujourd'hui recruter dans les classes moyennes qui subissent le contrecoup de la politique d'austérité. Il a pris du poids, surtout dans le Nord, et devient une véritable menace pour le PRI. Des incidents sérieux ont eu lieu dans l'Etat de Coahuila, où les supporters du PAN sont descendus dans la rue en accusant le gouvernement de « fraude ». La troupe a dû intervenir. Tous les hiérarques du PRI ne sont pas persuadés que la politique d'ouverture du président (« *des élections libres et honnêtes* ») soit la meilleure dans le contexte actuel, et ils accusent les dirigeants « nordistes » du PAN (ceux du Coahuila ou du Nuevo-Leon) d'être à la botte des businessmen américains. Une dénonciation qui n'est pas gratuite dans un Mexique où l'anti-américanisme reste un courant puissant pour des raisons historiques, culturelles et économiques.

Le malaise provoqué par les incidents « électoraux » dans le Nord est sérieux. C'est un souci pour le gouvernement fédéral, qui doit d'autre part tenir compte d'une grogne populaire nourrie par les mesures d'austérité. Chaque année, huit cent mille Mexicains arrivent sur un marché du travail saturé. Quatre cent mille emplois ont officiellement été créés en 1984 grâce à un programme comparé par le ministre du budget, M. Camacho, à celui du New Deal de Roosevelt dans les années 30. Mais la différence entre ces deux chiffres donne la mesure de la « pression » croissante dans le domaine social. Une pression qui a des limites que personne ne se hasarde à définir. Logiquement, la poudrière aurait déjà dû exploser. On peut seulement constater que les « soupapes » ont, jusqu'à présent du moins, fonctionné.

« *Le peuple mexicain*, dit M. Fidel Velasquez, un octogénaire qui est le « patron » des syndicats, *a souffert pendant des siècles. Et son sacrifice depuis deux ans a permis de sauver le pays...* » Et il ajoute : « *Mais ce sacrifice ne pourra pas durer toujours...* » Sans doute. M. Velasquez, l'un des hommes les plus puissants du pays, tient ce langage depuis bien longtemps. Et impunément, malgré les tentatives de création de syndicats indépendants, vite réprimées par l'appareil officiel.

Le gouvernement mexicain a annoncé le 9 février des mesures tendant à réduire davantage encore les dépenses publiques (diminution des subventions aux secteurs « en difficulté », annulation de projets non « prioritaires », fermeture de deux cent trente-six entreprises nationales). Et grâce à une nouvelle politique des investissements, le gouvernement espère économiser environ 500 millions de dollars. Il s'agit en fait de compenser les effets de la baisse du pétrole (décidée le 4 février). Pour M. de la Madrid, la lutte contre l'inflation et le programme de redressement économique sont toujours prioritaires (1). Le plus dur reste à faire : convaincre enfin les Mexicains que leur gouvernement donne vraiment l'exemple, à tous les niveaux, et que l'« ouverture » promise n'est pas un leurre...

MARCEL NIEDERGANG.

(1) Selon les autorités mexicaines, le produit intérieur brut a augmenté de près de 3 % en 1984 et la valeur des exportations non pétrolières est en hausse sérieuse. Le taux d'inflation aurait baissé de 22 points par rapport à 1983 et le déficit public aurait diminué de 20 %. Les réserves en devises seraient de l'ordre de 8 milliards de dollars.

Canada

300 kilomètres à pied pour l'indépendance du Québec

De notre correspondant

Montréal. – Gilles Rhéaume est prêt à payer de sa personne pour faire avancer la cause de l'indépendance du Québec. Du 20 janvier au 4 février – l'époque la plus froide de l'année avec des températures de moins 10 degrés à moins 25 degrés – il a parcouru à pied les 300 kilomètres qui séparent Montréal de Québec pour répandre son message dans les villes et les villages disséminés le long de l'ancien « chemin du roi », sur la rive nord du Saint-Laurent.

A trente-trois ans, ce croisé de l'indépendance qui dirige une organisation nationaliste, la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, n'avait certes pas l'ambition de refaire la longue marche de Mao Zedong. Le Québec *n'est pas la Chine des année 30 et les Québécois ont suivi* au chaud la marche de Gilles Rhéaume à la télévision.

A son arrivée à Québec, Gilles Rhéaume a été accueilli par une trentaine de personnes à peine. Tout le long du trajet qu'il a parcouru souvent en solitaire, il s'est adressé, lors de nombreuses haltes, à de petits groupes pour leur délivrer toujours le même message : l'indépendance du Québec est nécessaire pour garantir la survie et le développement de la seule société francophone en Amérique du Nord.

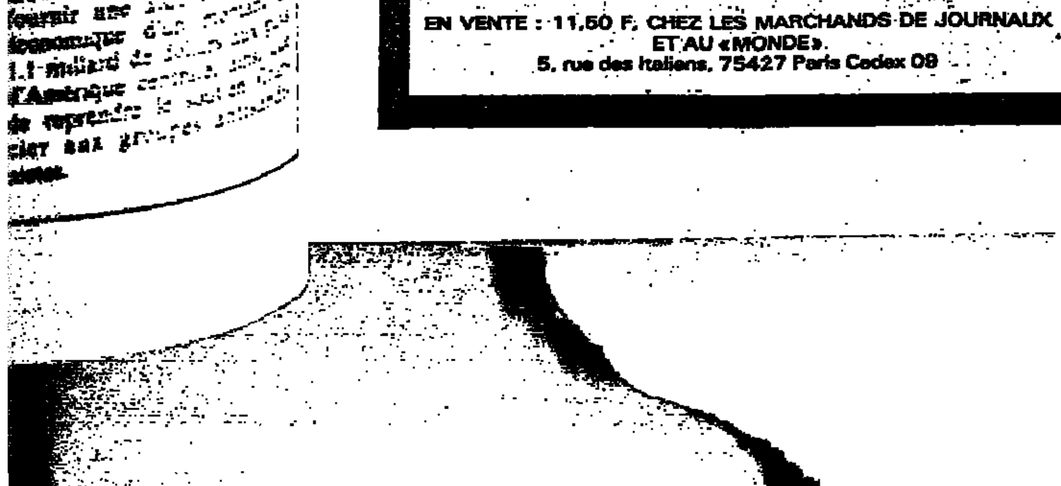
En juillet 1967, le général de Gaulle avait fait le même trajet, dans le sens inverse et en voiture. La foule était au rendez-vous, et il avait reçu un accueil enthousiaste. Pour Gilles Rhéaume, qui avait alors seize ans, tout a commencé ce fameux jour de juillet 1967. « *C'est de Gaulle*, dit-il, *qui a tout déclenché avec son* « Vive le Québec libre ! » *au balcon de l'hôtel de ville de Montréal.* »

A la suite de cet événement, Gilles Rhéaume décida de consacrer toute son énergie à la cause de l'indépendance. Il appuie René Lévesque qui fonde le Parti québécois en 1968 et prend le pouvoir en 1976. Mais depuis quelque temps rien ne va plus. Le premier ministre et le Parti québécois ont pris, le 19 janvier, un virage idéologique important en décidant de mettre l'indépendance « *entre parenthèses* ». Cette nouvelle orientation a provoqué la démission de sept ministres et de plusieurs députés, qui envisagent la création d'un nouveau mouvement indépendantiste. Ces orthodoxes ont invité Gilles Rhéaume à déjeuner au restaurant de l'Assemblée nationale à Québec, mais ils se sont bien gardés de l'appuyer publiquement au cours de sa longue marche. Ils ont un peu peur de cet exalté qui s'en prend avec vigueur aux symboles de la « *monarchie étrangère* » (la reine d'Angleterre est toujours reine du Canada) et demande la destruction des monuments rappelant la conquête britannique.

B. DE LA GRANGE.







AFRIQUE

DANS UNE DÉCLARATION A LA TÉLÉVISION ESPAGNOLE

Le roi Hassan II a évoqué un éventuel soutien soviétique aux revendications marocaines sur Ceuta et Melilla

Madrid *(AFP)*. – Le roi Hassan II a accentué sa pression sur les villes espagnoles de Ceuta et de Melilla (1), enclaves côtières situées sur la côte méditerranéenne du Maroc, en évoquant pour la première fois, dans une déclaration à la télévision espagnole, vendredi 8 *février*, un éventuel appui soviétique aux revendications de Rabat sur les deux villes.

Le roi a déclaré que si l'Espagne récupère Gibraltar, actuellement sous souveraineté britannique, *« plusieurs puissances internationales, notamment l'Union soviétique »*, appuieront les revendications marocaines sur Ceuta et Melilla. Aux yeux de l'URSS, il serait impensable, a indiqué le souverain, qu'un seul pays, l'Espagne, *a fortiori* membre de l'alliance atlantique, détienne les *« trois clés du détroit : Gibraltar, Ceuta et Melilla »*. C'est tout l'*« équilibre de la Méditerranée »* qui serait alors remis en cause, a souligné le roi, qui a toutefois ajouté qu'il n'était pas question d'employer la force à l'égard des Espagnols vivant dans les deux villes.

L'entretien accordé au magazine de télévision espagnol « Informe Semanal » a déclenché une tempête de protestations à Ceuta et à Melilla. Durant toute la journée de samedi, les démarches et les pressions se sont succédé tant dans la péninsule que dans les deux cités pour que la télévision, monopole d'Etat, ne retransmette pas les déclarations du roi Hassan II. Le sénateur socialiste de Melilla, M. Miguel Angel Roldan, avait déposé une plainte contre le président de la télévision, M. Jose Maria Calvino, en arguant que les déclarations du souverain alaouite *« portaient atteinte à l'intégrité territoriale de l'Espagne »*, garantie par la Constitution. La direction de la télévision a finalement décidé de supprimer les passages incriminés en faisant valoir que l'intégralité de l'entretien avait bien été diffusé, comme convenu avec Rabat, mais en deux temps : vendredi au journal et samedi à « Informe Semanal ». Aussitôt connue cette décision, les principales forces politiques de Ceuta et de Melilla ont décommandé une manifestation de protestation.

Un porte-parole du ministère espagnol des affaires étrangères a reconnu la nouveauté de l'analyse stratégique formulée par le roi Hassan II tout en estimant que ses déclarations ne modifiaient pas les positions traditionnelles de Rabat, qui revendique depuis longtemps la souveraineté sur les deux présides.

(1) Respectivement espagnols depuis 1497 et 1580, les présides (de *presidio*, en espagnol, bagne ou place forte) de Melilla et de Ceuta sont actuellement peuplés chacun d'environ cent mille habitants, en grande majorité d'origine européenne.

Zaïre

SIGNATURE D'UN ACCORD DE SÉCURITÉ ET DE DÉFENSE AVEC L'ANGOLA

Le Zaïre et l'Angola ont signé, samedi 9 *février*, à Kinshasa, un accord de *« sécurité et de défense »*. Le communiqué, publié à l'issue de la première visite officielle au Zaïre du président angolais, M. Dos Santos, ne donne aucune indication sur le contenu de cet accord, mais on indique, de source officielle zaïroise, que les deux pays se sont engagés à ce que leur territoire ne puisse servir de base à des actions menaçant la sécurité de leur voisin.

Cet accord prévoierait également la formation d'une commission mixte chargée de veiller à la sécurité aux frontières. Dès son arrivée, mercredi à Kinshasa, M. Dos Santos avait demandé *« une action concertée pour déstabiliser les appuis extérieurs de l'UNITA »* (opposition armée angolaise). Il avait notamment affirmé que l'UNITA se sert du territoire des pays voisins *« à l'insu de leur gouvernement »*.

M. Mobutu a, d'autre part, affirmé que les réfugiés angolais se trouvant au Shaba (cinquante-quatre mille, selon le Haut Commissariat pour les réfugiés), comme les Zaïrois réfugiés en Angola (environ vingt mille, parmi lesquels les « ex-gendarmes katangais » responsables des deux guerres du Shaba de 1977 à 1978), *« qui veulent regagner leur terre natale, reviendront sans restriction »*. – *(AFP, Reuter.)*

● *Le pape Jean-Paul II au Zaïre en août prochain.* – Le pape effectuera cette visite avant ou après son voyage à Nairobi, où il doit participer au congrès eucharistique mondial, du 11 au 18 août. Lors de sa visite au Zaïre, dont la date n'a pas encore été précisée, le pape procédera à la béatification de Sœur Anuarite, tuée, en 1964 dans le nord-est du pays, à l'âge de vingt-trois ans. Le pape s'était déjà rendu au Zaïre – pays chrétien à 80 % et catholique à 50 % – du 2 au 6 mai 1980. – *(AFP.)*

Éthiopie

Le gouvernement accuse des organisations étrangères de « dilapider » l'aide aux victimes de la famine

Le chef de l'Etat éthiopien, M. Menguistu, a annoncé, samedi 9 février, que son gouvernement allait mettre fin immédiatement à toute importation d'automobiles, de textiles et de produits de luxe, pour que les réserves de devises, qui sont en baisse, soient utilisées de façon économe. Ces décisions font partie d'une série de nouvelles mesures d'austérité, M. Menguistu a également envisagé que tous les Éthiopiens, quelle que soit leur condition sociale, versent des contributions financières, et que chaque citoyen effectue un *« service aux champs »* pour aider à la réinstallation dans le sud et l'ouest du pays d'environ 1,2 million d'habitants venus des régions du Nord touchées par la sécheresse.

D'autre part, le ministre éthiopien des affaires étrangères, M. Goshu Wolde, a accusé des organisations étrangères *« irresponsables »* de dilapider des fonds réunis au nom de l'aide aux victimes de la famine. *« De très grosses sommes »* d'argent liquide ont été réunies, notamment en Europe et en Amérique, par des particuliers et des organisations humanitaires, a indiqué M. Goshu Wolde, ajoutant que la plupart des dons *« ne sont pas parvenus en Éthiopie »*. Cette aide, selon le ministre éthiopien, a été soit détournée, soit dilapidée. *« Nous avons même appris*, a-t-on ajouté, *que certaines ONG* (organisations non gouvernementales) *avaient détourné de l'argent pour rénover leurs locaux »*. En décembre dernier, le responsable éthiopien des secours, M. Dawit Wolde Giorgis, avait dénoncé une organisation religieuse américaine ayant conservé pour son usage personnel plusieurs millions de dollars destinés aux victimes de la famine en Ethiopie. Cette organisation, l'Aide chrétienne internationale (ICA), avait répondu que les 20 millions de dollars qu'elle avait collectés aux Etats-Unis avaient été envoyés à l'organisation française Médecins sans frontières (MSF). Celle-ci a toujours affirmé n'avoir rien reçu.

D'autre part, deux cent cinquante villageois éthiopiens ont été enlevés du camp de secours de Mekelle (nord du pays) le 5 février dernier par des éléments armés non identifiés, a indiqué dimanche, à Genève, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Les autorités éthiopiennes ont affirmé que l'armée régulière n'était pas responsable de cet incident. – *(AFP, Reuter.)*

République sud-africaine

M. Nelson Mandela refuse l'offre de libération conditionnelle du président Botha

M. Nelson Mandela, fondateur de l'ANC (Congrès national africain, organisation antiapartheid interdite) a rejeté, dimanche 10 *février*, l'offre de libération sous conditions que lui avait faite le président sud-africain, M. Pieter Botha, et ne négociera pas avec le gouvernement tant que l'apartheid ne sera pas démantelée. *« Je chéris ma propre liberté, mais votre liberté à tous est plus importante pour moi »*, a répondu M. Mandela, dans un message lu par sa fille Zinzi, devant six mille personnes, dimanche, à Soweto. M. Mandela, qui a été emprisonné à vie en 1964 pour complot contre le gouvernement, a ajouté qu'il ne négociera pas tant que le gouvernement lui-même n'aura pas renoncé à la violence.

Deux prisonniers politiques qui purgent une peine d'emprisonnement à vie au pénitencier de Robben-Island (province du Cap) ont, en revanche, accepté la proposition de M. Botha, a annoncé, samedi soir, un porte-parole de l'administration pénitenciaire, cité par l'agence de presse sud-africaine SAPA. Ces deux hommes ont déjà purgé plus de vingt ans de prison. Leur identité sera prochainement révélée, dès qu'ils auront effectivement été libérés, a-t-on précisé de même source. – *(AFP, Reuter).*

PROCHE-ORIENT

Egypte

Une forte explosion a eu lieu dans l'immeuble jouxtant l'ambassade d'Israël

De notre correspondant

Le Caire. – Une puissante explosion a eu lieu dans la nuit du dimanche 10 au lundi 11 février près de l'ambassade d'Israël au Caire. La déflagration s'est produite au douzième étage de l'immeuble jouxtant celui de la chancellerie israélienne, elle-même située au vingtième étage. Seuls des dégâts matériels ont été constatés sur les lieux de l'explosion, qui étaient jonchés de verre brisé venant des baies vitrées et des pare-brise de voitures détruits par l'onde de choc.

Les pompiers sont intervenus pour étouffer un début d'incendie, mais aucune ambulance n'a été signalée par les témoins. D'importantes forces de police se sont par contre précipitées sur les lieux, qu'elles ont aussitôt bouclés. Selon des membres des forces de l'ordre, l'explosion pourrait avoir été causée par une bouteille de gaz. Ils se sont toutefois refusés à tout commentaire quant à l'éventualité d'un attentat. Mais l'imposant service de sécurité gardant l'ambassade israélienne a été fortement renforcé à la suite de cette explosion, *« par mesure de précaution »*.

Deux attentats anti-israéliens ont eu lieu en Egypte au cours des quatorze mois écoulés. En décembre 1983, un étudiant avait été arrêté pour avoir lancé un cocktail Molotov contre un véhicule de fonctions du consulat de l'Etat hébreu à Alexandrie. En juin 1984, le jour du dix-septième anniversaire de la guerre égypto-israélienne de 1967, des inconnus tiraient plusieurs coups de revolver sur un fonctionnaire israélien de l'ambassade, le blessant légèrement.

En juillet, des lettres de menaces se réclamant de l'organisation terroriste Djihad islamique, responsable des attentats contre les forces française et américaine du maintien de la paix à Beyrouth, étaient envoyées à la mission diplomatique israélienne au Caire. On note enfin que l'incident intervient alors qu'Egyptiens et Israéliens s'apprêtent à poursuivre à Ismaïlia leurs négociations sur l'enclave litigieuse de Taba (1 kilomètre carré au sud d'Eilat, sur le golfe d'Akaba) reprises après deux ans d'interruption à Beersheba, en Israël, le 27 janvier.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

Israël

Des émetteurs de la Voix de l'Amérique vont être installés dans le pays

De notre correspondant

Jérusalem. – Des émetteurs de la Voix de l'Amérique seront installés en Israël dans un proche avenir. L'Etat hébreu a donné son *« accord de principe »* à l'administration Reagan pour une telle mise en place, indiquait-on dimanche 10 février de source officielle à Jérusalem. Un comité conjoint israélo-américain étudiera les modalités techniques de ce projet au cours des prochaines semaines.

C'est en 1979 que les Etats-Unis demandèrent pour la première fois à Israël d'accueillir sur son sol une station-relais qui permettrait de transmettre dans de bonnes conditions – c'est-à-dire en échappant aux techniques de brouillage introduites par Moscou – les émissions destinées aux auditeurs d'Afghanistan et d'Asie centrale soviétique. Jérusalem avait refusé en faisant valoir que ce service rendu à Washington braquerait encore plus les Soviétiques contre l'Etat hébreu et compliquerait l'émigration, déjà difficile, des juifs d'URSS.

Dans une lettre au caractère inhabituel datée du 12 décembre et adressée au premier ministre israélien, M. Shimon Pérès, M. Reagan était revenu à la charge. Rappelant que *« la modernisation et l'expansion du réseau radiodiffusé »* était *« l'une de [ses] priorités »*, le président américain formulait l'espoir que le gouvernement israélien examinerait sa demande *« avec sympathie »*. *« Les émissions de radio occidentales*, concluait M. Reagan, *servent notre objectif commun : faire connaître la vérité et montrer aux peuples de l'URSS que nous ne les oublions pas. »*

Sans rejeter officiellement la requête américaine, Israël donna l'impression de rechigner à nouveau. Portée sur la place publique il y a quelques semaines, l'affaire suscita un débat dans la presse et parmi la classe politique. Les adversaires du projet soulignaient que, en prêtant main-forte à Washington dans sa *« guerre des ondes »* avec Moscou, Israël ruinerait les maigres chances d'un rétablissement des relations diplomatiques rompues par l'URSS en 1967.

Participer ouvertement à la croisade antisoviétique de l'administration Reagan, ajoutaient-ils, marquerait une déviation de la politique traditionnelle de l'Etat hébreu, qui, tout en réclamant la liberté d'émigration pour les juifs, s'est toujours gardé de prêcher la subversion contre le régime soviétique.

Dans ce domaine, concluaient-ils, les intérêts nationaux d'Israël et des Etats-Unis divergent. Et d'ailleurs, pourquoi Israël serait-il plus zélé que l'Espagne, la Grèce ou la Turquie, qui, toutes trois membres de l'OTAN, ont pourtant refusé d'accueillir les émetteurs américains ? Ce triple refus avait incité les Etats-Unis à « relancer » Israël, dont la situation géographique se prête au demeurant parfaitement au projet de Washington.

« Les mendiants n'ont pas le choix »

Autant d'arguments sans grande valeur aux yeux des partisans du projet. Les juifs d'URSS ? Moscou a, d'ores et déjà, pratiquement stoppé leur émigration (moins de neuf cents ont pu quitter l'URSS en 1984). Les relations israélo-soviétiques ? Elles n'ont jamais été aussi médiocres, et Jérusalem n'a donc pas grand-chose à perdre. Au contraire, l'URSS, sensible aux seuls rapports de force, ne pourrait que tenir compte d'un nouvel indice du resserrement des liens israélo-américains.

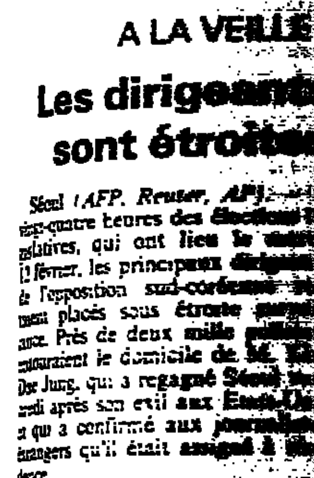
N'est-il pas d'ailleurs hypocrite de paraître offusqué par la demande américaine, alors qu'Israël n'a cessé depuis quelques années, au nom d'une indispensable *« coopération stratégique »* – faisant de lui le *« meilleur allié de l'Amérique »*, – de proposer ses services à Washington dans des domaines – ô combien – plus « sensibles » : manœuvres navales conjointes, prépositionnement d'armes, échanges d'informations militaires ?

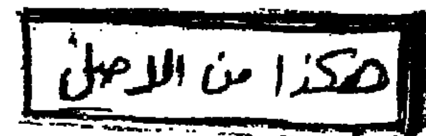
Surtout, comment Israël pourrait-il ne pas *« renvoyer l'ascenseur »*, sur une question ne touchant pas à ses intérêts vitaux, à son plus sûr et si généreux ami ? *« Les mendiants n'ont pas le choix »*, observait le ministre israélien des télécommunications, M. Amnon Rubinstein. Son collègue de la défense, M. Itzhak Rabin, a donc transmis la réponse positive de Jérusalem, lors de ses récents entretiens à Washington.

L'ennui, si l'affaire est conclue, c'est que les Soviétiques envisageraient – du moins si l'on en croit des sources libanaises – de brouiller les émissions américaines à partir, cette fois, de la Syrie.

J.-P. LANGELLIER.

● RENCONTRE ISRAÉLO-PALESTINIENNE A TUNIS. – Deux députés pacifistes israéliens ont révélé, dimanche 10 février, qu'ils avaient rencontré récemment le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, et que M. Arafat leur avait promis de fournir des informations sur les soldats israéliens disparus au cours de la guerre du Liban. Les deux députés, MM. Matti Peled et Mahmoud Miari, dirigeants de la Liste progessiste pour la paix, ont refusé à leur retour en Israël de préciser la date et le lieu de leur rencontre, qui se serait déroulée à Tunis. – *(AFP.)*





ASIE

Sri-Lanka

Des militaires vont être entraînés aux Etats-Unis

Le gouvernement américain a accepté d'entraîner des militaires sri-lankais aux Etats-Unis, a rapporté, dimanche 10 février, le *Sunday Observer* de Colombo. Selon le correspondant à New-York de ce journal, *« aucune vente d'équipement militaire américain n'est prévue »* dans ce programme d'assistance. Colombo a démenti les rumeurs selon lesquelles le gouvernement sri-lankais cherchait à obtenir des armes américaines pour contenir les activités des *« séparatistes »* tamouls. Ces rumeurs avaient notamment circulé à l'occasion de la récente visite du ministre de la sécurité nationale, M. L. Athulathmudali, à Washington.

Cependant, un avion-cargo de la compagnie aérienne zaïroise est arrivé dimanche à Colombo après avoir été retenu vingt-quatre heures à Trivandrum (dans l'Etat du Kérala, au sud de l'Inde), où il s'était posé pour une escale technique. On indiquait de sources dignes de foi, à Colombo, que l'appareil transportait des armes et que la cargaison avait été déchargée discrètement. L'agence de presse indienne PTI avait affirmé que celle-ci avait été chargée à Amman. Le gouvernement sri-lankais a reconnu qu'il avait acheté des armes, sans toutefois en révéler la provenance.

D'autre part, l'armée sri-lankaise se serait livrée à un massacre d'une trentaine de civils, il y a une douzaine de jours à Mannar, au sud de Jaffra, rapporte l'envoyé spécial du *Times* de Londres dans cette région (numéro daté du 11 février), en se fondant sur les témoignages de proches des victimes. Les autorités avaient seulement fait état d'un raid contre un camp de la guérilla dans la jungle au cours duquel sept guérilleros auraient été tués.

Enfin, M. Athulathmudali s'est rendu à la fin de la semaine dernière à New-Delhi, où il a eu un entretien avec M. Rajiv Gandhi. Les dirigeants de Colombo auraient souhaité une rencontre au sommet entre le chef de l'Etat sri-lankais, M. Jayawardene, et le premier ministre indien. Un communiqué indique que les deux parties sont convenues de maintenir le contact au *« niveau approprié le plus élevé »*. – *(Reuter, AFP, UPI, Times).*

Corée du Sud

A LA VEILLE DES ÉLECTIONS

Les dirigeants de l'opposition sont étroitement surveillés

Séoul *(AFP, Reuter, AP).* – A vingt-quatre heures des élections législatives, qui ont lieu le mardi 12 février, les principaux dirigeants de l'opposition sud-coréenne restaient placés sous étroite surveillance. Près de deux mille policiers entouraient le domicile de M. Kim Dae Jung, qui a regagné Séoul vendredi après son exil aux Etats-Unis et qui a confirmé aux journalistes étrangers qu'il était assigné à résidence.

Un autre dirigeant de l'opposition, M. Kim Young Sam, a été empêché, samedi soir, de sortir de chez lui pour se rendre à un dîner auquel il était convié par un groupe de personnalités américaines.

Les conditions mouvementées de l'arrivée de M. Kim Dae Jung à l'aéroport de Séoul continuent, d'autre part, de faire l'objet d'une assez vive polémique entre Américains et Sud-Coréens. L'ambassade des Etats-Unis a accusé le gouvernement de Séoul d'avoir violé un accord préalable qui était censé garantir le retour dans le calme du chef de l'opposition. *« Nous avions l'assurance,* a, en outre, affirmé l'ambassadeur, M. Walker, *que le personnel de notre ambassade serait autorisé à se rendre sur le terrain d'atterrissage pour accueillir les citoyens américains* (qui accompagnaient M. Kim). *Cet accord n'a pas été honoré. »* Les autorités sud-coréennes ont, pour leur part, accusé M. Kim Dae Jung d'être à l'origine des bagarres qui ont troublé son arrivée.

Cambodge

LE PRINCE SIHANOUK S'EST RENDU DANS LA ZONE DES COMBATS

Le prince Sihanouk, chef de la coalition cambodgienne anti-vietnamienne, s'est rendu samedi, 9 février, dans la zone des combats proche de la frontière thaïlandaise où les forces des Kmers rouges font face depuis plus de deux semaines à d'importantes concentrations de troupes vietnamiennes (*le Monde* du 23 janvier). Le prince, qui était accompagné de deux des principaux représentants des Kmers rouges, MM. Ieng Sary et Khieu Samphan, a reçu les lettres de créances de quatre ambassadeurs (Sénégal, Bangladesh, Mauritanie et Corée du Nord) nouvellement accrédités auprès de son gouvernement – qui reste seul représentant du Cambodge aux Nations unies.

Lundi, les ministres des affaires étrangères des pays de l'ASEAN (Association des nations d'Asie du Sud-Est : Thaïlande, Malaisie, Singapour, Philippines, Indonésie, Brunei) se réunissaient à Bangkok pour examiner les conditions d'une éventuelle solution politique au Cambodge. A Pékin, un porte-parole du ministère des affaires étrangères a déclaré samedi que la Chine ne pouvait envisager des négociations avec le Vietnam tant que celui-ci ne se serait pas publiquement engagé à retirer ses troupes du Cambodge et n'aurait pas pris *« des mesures concrètes »* dans ce sens.

Enfin, une délégation américaine est arrivée dimanche au Laos pour y rechercher les corps de militaires américains disparus pendant la guerre d'Indochine. La délégation s'était précédemment rendue à Hanoï. – *(AFP, Reuter, UPI).*

● *Visite du général Jaruzelski.* – Le premier ministre polonais, le général W. Jaruzelski, est arrivé lundi 11 février à New-Delhi où il a été accueilli par le premier ministre, M. Rajiv Gandhi. Il s'agit de sa première visite dans un pays non communiste depuis sa prise du pouvoir en 1981. Elle a lieu quelques jours après que la presse indienne eut révélé l'expulsion d'un diplomate polonais, qui serait impliqué dans la vaste affaire d'espionnage récemment découverte en Inde. – *(AFP, Reuter.)*

A TRAVERS LE MONDE

Gambie

● LEVÉE DE L'ÉTAT D'URGENCE. – Sir Daouda Jawara, chef de l'Etat gambien, a décrété la levée de l'état d'urgence en vigueur depuis août 1981, a annoncé, samedi 9 février, Radio-Banjul. Le président gambien avait imposé l'état d'urgence le 2 août 1981, trois jours après une tentative de coup d'Etat mise en échec par l'armée sénégalaise qui, depuis cette date, maintient des unités dans la capitale gambienne. – *(Reuter.)*

Jordanie

● M. YASSER ARAFAT A AMMAN. – Le chef de l'OLP est arrivé, dimanche soir 10 février, à Amman, où il devait rencontrer, ce lundi, le roi Hussein. M. Arafat a qualifié de *« fausses »* les informations selon lesquelles l'OLP aurait rejeté les propositions de paix au Proche-Orient du roi Hussein. M. Arafat a également indiqué que le Conseil central de son organisation se réunirait le 16 février prochain à Tunis. – *(AP.)*

Namibie

● LES ÉTATS-UNIS VONT FERMER PROCHAINEMENT LEUR BUREAU DE LIAISON A WINDHOEK. – Ce bureau avait été ouvert afin de surveiller le retrait des troupes sud-africaines du sud de l'Angola, selon l'accord de février 1984 entre Pretoria et Luanda. Sa fermeture devrait intervenir dans un délai de dix jours. Celle-ci, a déclaré, samedi 9 février, le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. « Pik » Botha, est liée au prochain retrait des troupes sud-africaines. A l'issue de huit heures d'entretien avec M. Botha, M. Chester Crocker, secrétaire d'Etat adjoint américain pour les affaires africaines, a estimé que *« les diplomaties zambienne, angolaise, sud-africaine et américaine ont, depuis un an, obtenu des résultats importants ».* – *(AFP, Reuter.)*

Nicaragua

● M. CHAMARRO A PANAMA. – Le leader nicaraguayen anti-sandiniste, M. Chamarro, qui a fait l'objet la semaine dernière d'un arrêté d'expulsion du Costa-Rica (*le Monde* du 9 février), est parti, samedi 9 février, pour Panama, a indiqué un porte-parole du conseil de sécurité gouvernemental. – *(AP.)*

Syrie

● LE PRÉSIDENT ASSAD RÉÉLU. – M. Hafez El Assad a été réélu président de la République syrienne pour un troisième mandat de sept ans, a annoncé, lundi matin 11 février, le ministre syrien de l'intérieur, M. Nassereddine Nasser. Le président Assad a été réélu à une majorité écrasante de 99,97 % des votants. La participation au vote de dimanche a atteint un chiffre record. Sur 6 560 862 électeurs inscrits, 6 520 428 ont participé au vote. L'actuel mandat du président Assad se termine le 13 mars prochain. – *(AFP.)*

Tchad

● M. HISSÈNE HABRÉ A ABÉCHÉ. – Le chef de l'Etat tchadien s'est rendu, samedi 9 février, à Abéché (800 kilomètres au nord-est de N'Djamena), pour une cérémonie de remise de diplômes aux cinq cents commandos de l'armée tchadienne formés au Zaïre. A cette occasion, le président tchadien a remercié le président zaïrois, M. Mobutu, d'avoir accepté de former un millier de soldats tchadiens au centre d'entraînement commando de Kotakoli (nord du Zaïre). Cette tournée à Abéché constitue la première sortie officielle de M. Hissène Habré à l'intérieur du pays, depuis son accession au pouvoir, en juin 1982. – *(Reuter.)*

Tunisie

● VISITE DU CHEF DU GOUVERNEMENT ALGERIEN. – M. Abdelhamid Brahimi, premier ministre algérien, a quitté Tunis, dimanche 10 février, pour regagner son pays, au terme d'une visite officielle de trois jours en Tunisie. Le premier ministre algérien avait présidé avec son homologue tunisien, M. Mohamed Mzali, les cérémonies commémorant le bombardement, le 8 février 1958, du village frontalier tunisien de Sakiet-Sidi-Youssef par l'aviation française, lors de la guerre d'Algérie. – *(AFP.)*

politique

LE VINGT-CINQUIÈME CONGRÈS

Les communistes radicalisent leur ligne politique et conservent leur direction

Le vingt-cinquième congrès du Parti communiste, réuni à Saint-Ouen, s'est achevé par l'adoption, samedi 9 février, du rapport introductif de M. Georges Marchais, par la totalité des délégués moins 58 abstentions, puis par celle de la résolution, par 1 652 voix avec 65 abstentions. Les abstentionnistes se sont recrutés principalement dans les délégations de la Meurthe-et-Moselle, de la Haute-Vienne, des Hautes-Alpes, de la Corse du Sud, du Doubs et de la Drôme.

Le congrès a élu, dimanche matin à huis clos, les 142 membres du nouveau comité central. Trois d'entre eux sont des minoritaires : MM. Pierre Juquin Marcel Rigout et Félix Damette. Outre M. Rigout, qui a obtenu 1 328 voix sur 1 700 suffrages exprimés, les trois autres anciens ministres ont été rayés sur de nombreux bulletins de vote : M. Jack Ralite a obtenu 1 569 voix, M. Charles Fiterman 1 605 et M. Anicet Le Pors 1 606.

M. André Lajoinie, reconduit au secrétariat du comité central — dans lequel entre M. Jean-Claude Gayssot —, a donné lecture d'un *« appel au peuple de France »*, rédigé par une commission qu'il présidait. M. Georges Marchais, élu au comité central avec 1 646 voix et confirmé dans les fonctions de secrétaire général, a souligné dans son discours de clôture, que le PCF dispose d'une *« ligne politique clairement définie »* et que cela lui a permis de maintenir au comité central trois responsables qui s'étaient montré en désaccord avec cette ligne.

Un débat animé

« Un congrès exceptionnel ! » Nul ne songera à contester cette appréciation portée par M. Georges Marchais dans son discours de clôture du vingt-cinquième congrès du Parti communiste français. Au cours des deux derniers jours — comme lors des trois premiers, — si rien n'a manqué au folklore traditionnel, il y eut bien des nouveautés.

Exceptionnel ce petit pas vers les formes « bourgeoises » de la démocratie. Exceptionnelles ces cinquante-huit abstentions sur le rapport du secrétaire général ; celles de M. Pierre Juquin, de M. Félix Damette, de M. Marcel Rigout, de délégués de la Corse-du-Sud, des Hautes-Alpes, de la Haute-Vienne, de la Meurthe-et-Moselle, mais aussi de la Drôme et du Doubs. Nouveau, aussi, le vote non unanime de la résolution finale (soixante-cinq abstentions). Nouveaux, ces applaudissements du bout des doigts de quelques délégués mécontents de la tournure des événements.

Une première encore cette longue séance du congrès pour débattre — même si ce fut à huis clos — de la liste des candidats au comité central proposée à son vote, alors que, traditionnellement, les congressistes doivent se satisfaire d'une approbation sans discussion des choix de la direction. Une grande première, surtout, le maintien au comité central de trois contestataires officiels. Et, — force de la démocratie — les délégués ayant à discuter le travail de la commission qui avait amendé le projet de résolution, ils en ont profité pour, avant le huis clos, s'expliquer longuement sur la façon dont, à leur avis, devait être composée la direction du Parti. M. Paul Laurent, qui était chargé de faire le tri dans les 1080 amendements proposés par les conférences fédérales, avait, il est vrai, entrouvert la porte à cette discussion sans se douter, probablement, qu'elle irait aussi loin.

Samedi après-midi donc, en présentant son rapport, M. Laurent avait clairement manifesté que la direction ne ferait aucune concession idéologique aux contestataires : les fédérations qui avaient repoussé ou largement amendé le projet de résolution *« ont, dans les faits, adopté une autre démarche politique »* ; pour choisir les 158 amendements qu'elle avait retenus, la commission devait *« tenir compte du sentiment majoritaire »*. Ainsi, à propos des *« causes du retard »* du Parti, pas question d'admettre des formulations qui *« pourraient laisser penser qu'une autre manière de gérer l'union aurait pu influencer les conséquences de celle-ci »* ; or c'était ce à quoi aboutissaient, d'après M. Laurent, les amendements proposés par le Doubs, la Meurthe-et-Moselle et la Haute-Vienne.

Quant au fonctionnement du Parti, enfin : *« c'est à juste raison,* a expliqué M. Laurent, *que certains ont demandé une amélioration de son fonctionnement démocratique »*. Mais il a aussi lourdement insisté sur le caractère *« essentiel »* du rôle des directions, à tous les niveaux. C'est pour cela qu'il a jugé que la Corse-du-Sud *« jetait le bouchon un peu loin »* en proposant un amendement affirmant : *« Nul ne peut être écarté d'un poste des responsabilités au motif qu'il a exprimé, dans les organes ou dans la presse du Parti, un point de vue différent des décisions majoritaires. »* Pour M. Laurent, ce n'est pas *« du totalitarisme, mais du bon sens, de refuser de faire d'un désaccord politique le critère d'appartenance aux directions »*.

Le débat était lancé. Si les fédérations de la Meurthe-et-Moselle et de la Haute-Vienne ont justifié, à nouveau, leur souhait que soient analysées les responsabilités propres aux communistes dans leur recul électoral, c'est surtout sur la façon de constituer les directions aux divers niveaux du parti qu'une réelle discussion s'est engagée.

Une question simple : les militants ayant contesté le choix d'une ligne politique peuvent-ils figurer dans les organes chargés de l'appliquer ? La réponse n'est pas évidente.

Dans le Doubs, a expliqué son « patron », M. Martial Bourquin, la conférence fédérale a apporté une réponse positive. Solution impensable, au contraire, pour M. Claude Pondemer, le premier secrétaire des Yvelines : *« Les plus aptes à mettre en application la ligne définie par le congrès sont ceux qui sont en accord total avec elle. »* Un délégué des Côtes-du-Nord a expliqué que si des contestataires étaient membres d'une direction, *« à quelque niveau que ce soit »*, ils seraient *« des marionnettes qui pensent quelque chose et font autre chose »*.

Mme Madeleine Vincent, qui présidait la séance, a essayé de canaliser la discussion en rappelant qu'il ne s'agissait que de débattre du projet de résolution. Rien n'y a fait.

Un délégué de la Drôme a fait remarquer qu'il est difficile de déterminer *« à quel moment une interrogation devient un désaccord »*, d'autant que personne *« n'est infaillible »*. D'ailleurs, a-t-il souligné, les trois fédérations contestataires — dont il n'approuve pas les positions — ont vu l'élection de leurs responsables fédéraux *« ratifiée par la direction nationale »*.

Un de ceux-ci, M. Antoine Lucciani, de la Corse-du-Sud, partage cette position, d'autant que, a-t-il fait remarquer, l'interprétation donnée par M. Laurent de la signification de l'amendement à l'origine de tout ce débat n'est pas *« conforme »* : il signifie que l'expression d'un désaccord politique ne doit pas être suffisant pour être écarté d'une direction.

Le visage de M. Marchais passait de plus en plus courroucé ; Mme Vincent donne la parole à M. Laurent, mais cela ne suffit pas à mettre fin aux explications.

Un délégué rural du Puy-de-Dôme veut, à tout prix, faire connaître la sienne : *« Je fais partie des 6 % de communistes qui, dans leur fédération, n'ont pas voté le projet de résolution, mais, ici, je l'approuve ; je n'ai pas tourné ma veste, mais la réflexion collective m'a fait évoluer. Ce droit d'évoluer il faut l'accorder à tout le monde. »*

La direction était prévenue : la discussion au comité central de la nuit — qui devait préparer les travaux de la commission des candidatures — et celle de la séance électorale du congrès ne seraient pas faciles. Il était temps, grand temps, de mettre fin à ce curieux débat public, inédit au PCF. D'autorité, la présidente de séance n'a plus laissé parler que M. Laurent : le vote sur la résolution *« est un choix clair qui doit traduire un accord profond. (...) Comme tous les autres échelons du parti, notre congrès est assez grand pour élire la direction qu'il estime bonne pour la suite des événements »*.

La vraie réponse à cette question vint dimanche : trois, mais trois seulement, des contestataires avaient le droit de rester dans un organe de la direction nationale.

THIERRY BRÉHIER.

LA RÉÉLECTION DE MM. DAMETTE JUQUIN ET RIGOUT AU COMITÉ CENTRAL

« Nous avons pris cette décision parce que nous avons la force de le faire »

déclare M. Marchais

M. Georges Marchais a prononcé, dimanche 10 février, un discours dans lequel il a répondu aux *« adversaires »* du PCF, qui avaient *« annoncé le repli »* des communistes sur eux-mêmes, *« si ce n'est un solo funèbre »*. *« Notre parti,* a déclaré M. Marchais, *sort de son congrès avec une ligne politique clairement définie, dénuée de toute ambiguïté (...). Faire reculer* [la] *crise, donc la domination du capital, tel est le critère unique qui, en toutes circonstances, détermine tous nos choix (...). C'est la voie de la lucidité face à la nature réelle de la crise. »*

Le secrétaire général a souligné, ensuite, que cette ligne est le résultat d'un débat sans *« cartes biseautées »* et que le congrès avait *« donné au parti la direction correspondant à cette politique »*. *« Les camarades qui ont exprimé tel ou tel désaccord,* a-t-il dit, *n'ont été et ne vont être l'objet d'aucune sanction, d'aucun ostracisme, de quelque sorte que ce soit. Nous venons de décider, en adoptant la résolution du vingt-cinquième congrès, qu'un communiste, une fois la décision prise, peut, s'il le souhaite, conserver son opinion et la défendre dans sa cellule et les autres organismes du parti auxquels il appartient (...). Une seule règle, finalement, s'impose à tous : le respect de la volonté majoritaire, le respect des décisions prises démocratiquement par le parti tout entier. Encore une fois, transiger sur cette question ce serait, implicitement ou explicitement, jeter les bases d'une organisation en tendances. Le congrès s'est prononcé clairement sur ce point : c'est non. Le Parti communiste français n'a pas choisi une politique social-démocrate, tout au contraire ; pas question, donc, de social-démocratiser le Parti communiste français ! »*

M. Marchais a expliqué la décision de maintenir au comité central trois de ses membres qui s'étaient abstenus, au congrès, dans des votes sur le rapport du secrétaire général et sur la résolution. *« Cette décision,* a-t-il dit, *constitue en aucune façon un pas vers la reconnaissance de cette pratique des tendances auxquelles je viens de réaffirmer notre totale et définitive opposition. Elle n'est pas un précédent, à partir duquel pourrait s'établir une règle pour l'avenir. Ces camarades ne sont pas réélus parce qu'ils sont en désaccord et que ceux-ci doivent être exprimés au sein de la direction ; ils sont réélus malgré leurs désaccords, et parce que le congrès pense que notre parti a la force, la maturité nécessaires pour faire face à cette situation, effectivement sans précédent à ce niveau, et pour la faire évoluer positivement. (...) Le débat est parfois vif ; pour qu'il puisse y participer librement, franchement, sans arrière-pensée d'aucune sorte, chaque communiste doit avoir la certitude que le temps de la décision ne sera pas celui des règlements de compte et des éliminations. (...) Il n'y a pas de « coupeurs de têtes » au Parti communiste. »*

M. Marchais a ajouté : *« Nous avons pris cette décision parce que nous avons la force de le faire. Notre parti sort de cette immense discussion qu'il vient de mener solidement uni autour d'une ligne politique claire. Beaucoup de délégués, de dirigeants m'ont fait part de cette conviction depuis le début du congrès : il y avait longtemps que notre parti n'avait été aussi assuré, aussi conscient de la nature et des conséquences de ses choix. L'en faire dévier est un objectif totalement hors de portée, pour qui que ce soit. »*

Le secrétaire général a invité, ensuite, les communistes à *« jeter toutes les forces du parti »* dans la bataille des élections contonales. Il a déclaré : *« L'adversaire de classe nous a porté des coups, mais nous sortons de ce vingt-cinquième congrès avec une certitude : nous disposons d'une bonne politique, d'une politique bien adaptée aux exigences de la situation, et nous avons les moyens de la mettre pleinement en œuvre dans toutes ses dimensions. »*

Le comité central

1) Les cent vingt membres réélus : Mme Sylviane Ainardi, MM. Gérard Alezard, Robert Allione, Edmond Amiable, René Andrieu, Gustave Ansart, Rémy Auchedé, Louis Baillot, Mme Myriam Barbera, MM. Jean Barrière, Auguste Bechler, Mme Mireille Bertrand, M. Claude Billard, Mmes Martine Blanco, Danielle Bleitrach, MM. Pierre Blotin, Paul Boccara, Alain Bocquet, Daniel Boulay, Mme Jacqueline Boyer, MM. Daniel Brunel, Marc Bruyère, Arthur Buchmann, Claude Cabanes, Charles Caressa, Antoine Casanova, Jean-Michel Catala, Jacques Chambaz, Claude Compeyron, Paul Crespin, Félix Damette, Michel Dauba, Albert Debosschère, Mme Danielle Demarch, MM. Jacques Denis, Michel Duffour, Etienne Fajon, Roland Fafaro, Charles Fiterman, Mme Nelly Foissac, Paulette Fost ; MM. Paul Fromenteil, Jean Garcia, Jean-François Gau, Jean-Claude Gayssot ; Mme Jacqueline Gelly ; M. André Gérin ; Mme Marie-Thérèse Goutmann ; MM. Maxime Gremetz, Aimé Haldeher, Guy Hermier, Philippe Herzog ; Mme Thérèse Hirszberg ; M. François Hilsum ; Mme Jackie Hoffmann, Jeanine Jambu ; M. Raymond Jeanne ; Mme Pierrette Joachim ; MM. Pierre Juquin, Jean-Pierre Kahane, Henri Krasucki, André Lajoinie, Georges Lanoue, Julien Lauprêtre, Paul Laurent, Mme Francette Lazard ; MM. Roger Leclerc, Jean-Claude Lefort ; Mme Andrée Lefrère ; MM. René Le Guen, Anicet Le Pors, Louis Le Roux, Roland Leroy, Claude Llabres, René Lomet, Jean-Paul Magnon, Henri Malberg, Jean Malvasio, Georges Marchais ; Mme Catherine Margaté ; MM. Roger Martelli, Henri Martin, Claude Mazauric, Jean-François Meyer, Jacques Milhau ; Mme Gisèle Moreau ; MM. Alain Obadia, Jean-Pierre Page ; Mme Rolande Perlican, Annie Perronnet ; MM. René Piquet, Gaston Plissonnier ; Mme Henriette Poirier ; M. Claude Pondemer ; Mme Jeanine Porte ; MM. Claude Poperen, Guy Poussy, Jack Ralite, Marcel Rigout, Henri Rol-Tanguy, Marcel Rosette, Jacques Roux, Yves Roy, André Sainjeon ; Mme Michèle Saurel ; MM. Georges Séguy, Lucien Sève, Pierre Sotura, Gérard Streiff, Marcel Trigon, Georges Valbon, Maurice Verdier, Louis Viannet ; Mme Yann Viens, Madeleine Vincent, Josiane Voyant ; MM. Michel Warcholak, Francis Wurtz, Marcel Zaidner et Pierre Zarka (1).

2) les dix-sept nouveaux membres :

MM. Christian Audouin, Robert Bret, Mme Martine Bulard, MM. Robert Clément, François Duteil, Mme Mireille Elmalan, M. Jean-Louis Fournier, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Antoine Gomez, Jean-Paul Jouary, Michel Laurent, Nicolas Marchand, Jean-Marie Martin, Bernard Marx, Jean-Louis Mons, Jacques Perreux, Alain Zoughebi.

3) Les cinq membres de la commission centrale de contrôle financier :

MM. Henri Costa, Pierre Pranchère, Jacques Rimbault (déjà membres), Philippe Rambaud et Bernard Violain (nouveaux membres).

---

1) Quittent le comité central : Mme Yvonne Allegret, MM. Alain Amicabile, François Asensi, Guy Besse, Auguste Brunet, Jean Burles, Mmes Ellen Constans, Colette Coulon, MM. Jean-Charles Dubart, Georges Frischmann, Armand Guillemot, Raymond Guyot, Daniel Lacroix, Jacky Laplume, Georges Lazzarino, Joë Metzger, Daniel Monteux, Paul Rochas, Joseph Sanguedolce, Ivan Tricart, Mme Marie-Claude Vaillant-Couturier, MM. André Vieuguet, David Wizenberg et Marc Zamichei.

Louis Aragon, Jean Colpin et Georges Gosnat sont décédés.

Le bureau politique

Vingt membres ont été réélus :

M. Gustave Ansart ; Mme Mireille Bertrand ; MM. Charles Fiterman, Jean-Claude Gayssot, Maxime Gremetz, Guy Hermier, Philippe Herzog, Henri Krasucki, André Lajoinie, Paul Laurent, Mme Francette Lazard ; MM. René Le Guen, Roland Leroy, Georges Marchais ; Mme Gisèle Moreau ; MM. René Piquet, Gaston Plissonnier, Claude Poperen, Louis Viannet et Mme Madeleine Vincent.

Deux nouveaux membres ont été élus :

M. Claude Billard.

[Agé de quarante-trois ans, ouvrier câbleur, M. Billard, responsable de la fédération du Loiret, était entré au comité central de 1979 et s'occupait, sous la direction de M. Gayssot, de l'action dans les entreprises.]

M. Pierre Blotin.

[Agé de quarante-cinq ans, instituteur, premier secrétaire de la fédération du Val-d'Oise, M. Blotin était entré au comité central en mai 1979.]

— ***Quitte le bureau politique :***

M. Pierre Juquin.

[Agé de cinquante-quatre ans, ancien élève de l'École normale supérieure, professeur agrégé d'allemand, député de l'Essonne, de 1967 à 1968 et de 1973 à 1981, M. Juquin est membre du comité central depuis 1964 et était entré au bureau politique en mai 1979. Il y était responsable du secteur « communication ».]

Est décédé :

Jean Colpin, qui s'est donné la mort le 17 janvier dernier, était entré au bureau politique en décembre 1972.

Le secrétariat

Secrétaire général

M. Georges Marchais.

[Né le 7 juin 1920 à La Hoguette (Calvados), M. Marchais, membre du Parti communiste depuis 1947, est entré au comité central en 1956, au bureau politique en 1959, au secrétariat en 1961. Secrétaire général adjoint en février 1970 (le secrétaire général, Waldeck Rochet, malade, n'assurant plus ses fonctions depuis plusieurs mois), il est devenu secrétaire général en décembre 1972.]

Membres du secrétariat

— *Ont été réélus :* MM. Fiterman, Gremetz, Lajoinie, Laurent ; Mme Moreau ; M. Plissonnier.

— *A été élu :* M. Gayssot.

LA RÉSOLUTION

Le « mouvement populaire » et son « prolongement politique »

La résolution adoptée par le vingt-cinquième congrès du PCF, précise son analyse des couches sociales sur lesquelles il entend s'appuyer.

« Il apparaît clairement, indique la résolution, *que l'évolution des forces productives introduit d'importantes et nouvelles différenciations dans la classe ouvrière et dans les autres couches sociales. La classe exploiteuse s'acharne à jouer sur ces différences pour opposer entre eux les travailleurs, par exemple ceux qui ont un emploi et ceux qui n'en ont pas. Les travailleurs du secteur public et ceux du secteur privé, les ingénieurs et les ouvriers, les hommes et les femmes, les immigrés et les autres. Elle cherche à organiser une France à deux vitesses, utilisant une masse de travailleurs réduits à une situation de précarité permanente, pour peser sur l'ensemble.*

» Pour autant, ces évolutions, si elles modifient la composition et certains traits de la classe ouvrière, ne mettent pas en cause son existence. Bien au contraire, elle accroît en nombre en intégrant dans le « travailleur collectif » dont parlait déjà Marx tous les travailleurs affectés aux fonctions productives nouvelles. Les ouvriers, les techniciens et les employés en grand nombre, des ingénieurs et des cadres en sont partie prenante. Ils ont les uns et les autres — quant au fond — le même rapport d'exploité à exploiteur avec ceux qui tirent profit de la richesse qu'ils créent. La place et le rôle de la classe ouvrière dans la société se renforcent.

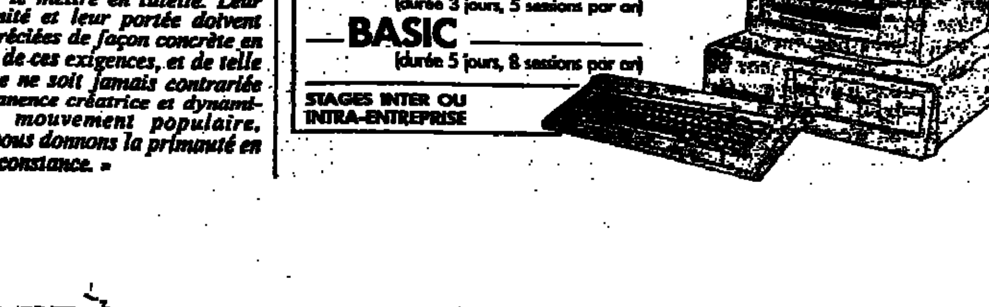
» L'évolution des conditions de travail et de vie de millions d'autres travailleurs, d'abord ceux qui sont dans les entreprises, et aussi les intellectuels de toutes disciplines, les paysans travailleurs, les travailleurs indépendants, les rapprochent au total de la classe ouvrière. »

La résolution précise, d'autre part, ce que doit être la traduction politique du *« nouveau rassemblement populaire majoritaire »* préconisé par le PCF :

« La vie politique française est pluraliste et le restera dans la conception même que les communistes se font du socialisme pour la France. Le nouveau rassemblement populaire majoritaire ne s'oppose donc pas à l'union de la gauche dont nous restons fermement partisans. Mais, tirant avec rigueur la leçon de l'expérience nous inscrivons cette affirmation dans une conception neuve de l'union.

» Nous sommes toujours favorables à une coopération entre notre parti et d'autres formations politiques dès lors qu'elle vise des objectifs anti-crise et va dans le sens de la solution des problèmes des gens et du pays. C'est dans cet esprit que nous entendons poursuivre — dans toutes les assemblées élues où existe une majorité d'union de la gauche — la coopération pour réaliser les engagements pris devant la population. Pour l'avenir, dans le même esprit, nous restons prêts à conclure des accords politiques avec d'autres formations, en particulier le Parti socialiste, lorsque de tels accords s'avéreront possibles.

» Dans la conception nouvelle que nous avançons, de tels accords participent, à un moment donné, à la lutte générale pour le progrès et la transformation de la société, en apportant au mouvement populaire le prolongement politique dont il a besoin. Mais ils ne doivent en aucun cas se substituer à ce mouvement, le corseter, le mettre en tutelle. Leur opportunité et leur portée doivent être appréciées de façon concrète en fonction de ces exigences, et de telle sorte que ne soit jamais contrariée la permanence créatrice et dynamique du mouvement populaire, auquel nous donnons la primauté en toute circonstance. »



DU PCF

La rupture

La direction du Parti communiste s'est donné trois ans pour réussir. Trois ans, c'est le délai qui sépare deux congrès du PCF. C'est, surtout, la période qui s'ouvre jusqu'à la prochaine élection présidentielle. Les communistes, alors, feront les comptes.

Le PCF aborde cette période avec une direction qui ne paraît modifiée que par l'éviction du bureau politique de M. Pierre Juquin. Ce changement a un caractère inédit : pour la première fois dans l'histoire du PCF, un dirigeant qui s'est opposé ouvertement au *secrétaire général est* battu, mais pas exclu (comme Jacques Doriot en 1934, et André Marty en 1953) ni renvoyé à la base (comme M. Charles Tillon en 1952, Marcel Servin et Laurent Casanova en 1961, et M. Roger Garaudy en 1970). M. Juquin reste membre du comité central.

« *Les communistes*, a dit M. Georges Marchais, *sortent de leur congrès avec une ligne politique claire.* » C'est ce qui ressort, en effet, d'une comparaison avec les deux précédents congrès. En 1979, le PCF prétendait à la fois liquider la période du programme commun et faire porter au Parti socialiste la responsabilité de la rupture. En 1982, il démentait, par sa participation au gouvernement, sa propre analyse du « virage à droite » du PS, analyse qu'il maintenait, pourtant, dans ses grandes lignes. A présent, tout est clair : le PS gère la crise ; le président de la République cherche, sur cette base, un consensus qui permette de limiter la progression de la droite en 1986 et, à tout le moins, de tenter la cohabitation avec elle ; le PCF est le parti de tous ceux qui ne veulent ou qui ne peuvent pas s'accommoder de la crise.

Une cohérence retrouvée

Aussi l'un des principaux débats du congrès a-t-il porté sur ce sujet. Face à M. Félix Damette ou à la fédération de Meurthe-et-Moselle, qui défendaient l'idée que la crise est contradictoire et qu'elle peut être, à côté de ses aspects économiques et humains négatifs, un facteur de dépassement de structures sociales figées, la direction et ses partisans ont fait prévaloir la thèse d'un système en décomposition, qui ne peut être que combattu de l'extérieur et non transformé de l'intérieur. Les comportements de crise sont intrinsèquement négatifs ; tout ce qui relève de l'adaptation doit être dénoncé ; ne sont positives que les réactions de rejet que provoque la « *décadence* » d'une société.

Le PCF rompt, ainsi, radicalement, avec la recherche d'une crédibilité gestionnaire, qui n'avait de sens que dans la perspective d'une participation au pouvoir, dans la voie du programme commun, ou lorsque cette participation était effective, de 1981 à 1984. La crise étant celle du capitalisme, et non pas une étape de l'histoire économique, la seule réponse qui vaille doit porter sur les moyens dont disposent, ici et maintenant, les détenteurs des richesses pour exclure ou contrer la mise en œuvre de politiques tendant à sortir du système. Au premier rang de ces moyens figurent, selon la direction du PCF, l'Etat et les institutions : d'où les propositions de réforme de celles-ci énoncées par M. Marchais.

La démarche du PCF acquiert ainsi, une cohérence qu'elle cherchait depuis six ans. Après être allée à contre-courant de la dynamique de l'union de la gauche, puis s'y être pliée, la direction du PCF peut considérer que cette dynamique est aujourd'hui épuisée et, avec elle, l'effet pervers qui en réservait le bénéfice au PS. La politique propre du PS est aujourd'hui identifiable par tous, et il est possible de se déterminer non plus par rapport à un courant — la gauche, — mais par rapport à des choix concrets. Le PCF peut retrouver le pouvoir de faire renaître ou non la « gauche » dans des élections locales ou nationales.

Cette ligne est cohérente. Elle n'est pas, pour autant, assurée du succès. La direction du PCF et la majorité du congrès avec elle ont engagé un pari. Leurs atouts sont au nombre de deux : la contrainte institutionnelle, qui oblige le PS à assumer, toutes tendances confondues, la politique dite de modernisation ; la réaction syndicale, qui valorise la CGT. Les handicaps du PCF sont nombreux : sa faiblesse électorale et ce qu'elle traduit, sur quoi ont insisté les minoritaires, la diminution de sa base sociale ; son extériorité par rapport au mouvement de la société, qu'il subit ; son audience sans cesse réduite parmi les jeunes et les intellectuels ; son assimilation aux sociétés de l'Est, dont il prétend se démarquer tout en s'affirmant solidaire de ceux qui les dirigent ; le vieillissement de son organisation et de son fonctionnement.

C'est sur ce dernier aspect, qui relève d'elle, que la direction a voulu agir à travers ce congrès. Il est trop tôt pour avoir une certitude sur la signification des décisions prises pour l'élection du comité central. Ce qui saute aux yeux ressemble à une manœuvre cousue de fil blanc : les trois vedettes de la « contestation », MM. Juquin, Rigout et Damette, restent au comité central, mais tous les autres — une quizaine au total — sont évincés. Les premiers secrétaires des fédérations de la Seine-Saint-Denis (M. François Asensi), de l'Essonne (M. Ivan Tricart), de la Meurthe-et-Moselle (M. Alain Amicabile) et de la Creuse (M. Jacky Laplume) sont sanctionnés, de même que la direction fédérale de la Drôme (à travers Mme Yvonne Allegret) celle de la Haute-Vienne (à travers Mme Ellen Constans) et le premier secrétaire de la section Renault de Billancourt, M. Daniel Lacroix, remplacé par celui de la CGT, M. Jean-Louis Fournier.

La « purge »

Alors que M. Asensi est écarté, trois responsables du parti en Seine-Saint-Denis sont promus (MM. Jean-Louis Mons, président du conseil général ; Robert Clément, maire de Romainville, président des élus communistes du département, Michel Laurent, fils de M. Paul Laurent et responsable de l'action du parti parmi les cadres). M. Martial Bourquin, premier secrétaire de la fédération du Doubs, proposé par sa fédération pour le comité central, n'y entre pas, et le comportement de la section de Peugeot à Sochaux sera surveillé par M. Jean-Marie Martin, premier secrétaire de la fédération voisine, celle de Belfort (il s'était illustré, il y a cinq ans, en écrivant dans le journal de sa fédération que MM. Mitterrand et Edmond Maire avaient « *pacifié l'Algérie au lance-flammes* »).

Sont également sanctionnés *Révolution* (par l'éviction de MM. Jean Burles et Joë Metzger), le secteur « communication » du parti (par celle de M. Marc Zamichei, collaborateur de M. Juquin), et M. Daniel Wizemberg, qui avait exprimé, en juillet dernier, sa préférence pour le maintien des communistes au gouvernement. La « purge » est impressionnante. Il faut observer, toutefois, que, jusqu'à nouvel ordre, les reponsables des fédérations devraient être confirmés dans leurs fonctions par le nouveau comité central puisqu'ils l'ont été, à la veille du congrès, par le secrétariat. Ceux des sections devraient l'être par voie de conséquence. Cette décision, communiquée aux délégués pendant le congrès, a incontestablement favorisé l'éviction de ces responsables du comité central (M. Roland Favaro, qui « coiffe » la Lorraine, ne se serait pas rallié à la direction, s'il n'avait pas eu l'assurance du maintien de M. Amicabile à la tête de la Meurthe-et-Moselle). La direction a poussé la prudence jusqu'à faire elle-même le tri au niveau des candidatures présentées par le comité central sortant, qui s'est réuni dans la nuit de samedi à dimanche, plutôt que de laisser cette tâche aux délégués. Elle leur a demandé, à l'inverse, de réélire MM. Juquin, Rigout et Damette, sans leur faire pour autant une élection triomphale (ils ont obtenu, respectivement, 1 265, 1 328 et 1 320 voix sur 1 700 exprimées).

M. Marchais, dans son discours de clôture, dimanche, s'est défendu d'avoir voulu « *social-démocratiser* » le PCF. Cela y ressemble, pourtant, puisque le maintien au comité central des trois principaux minoritaires ne peut s'expliquer autrement que par le souci de faire leur place aux « sensibilités » qu'ils représentent, même s'ils sont tenus d'appliquer rigoureusement les décisions majoritaires. Ce qui continue, toutefois, de distinguer fortement le PCF du PS, ce n'est pas seulement le fait que cette représentation ne soit nullement proportionnelle.

La reconduction des membres du bureau politique sortant (à l'exception de M. Juquin et de Jean Colpin, décédé) et du secrétariat, témoignent du *statu quo* auquel a voulu s'en tenir la direction quant aux personnes, dans le moment même où elle renforçait considérablement sa ligne politique. La promotion au secrétariat de M. Jean-Claude Gayssot, responsable à la fois des entreprises et de la Lorraine, montre qu'on ne lui a pas tenu rigueur des incartades des trois plus grosses sections ouvrières du parti (Renault, Michelin et Peugeot) et des sidérurgistes de la Meurthe-et-Moselle. L'entrée au bureau politique de M. Pierre Blotin, premier secrétaire de la fédération du Val-d'Oise, et de M. Claude Billard, adjoint de M. Gayssot, est jusqu'à plus ample informé, sans signification politique sinon que ces deux responsables avaient été élus au comité central, comme M. Gayssot, au congrès de 1979, celui de la rupture de l'union de la gauche.

Si *Révolution* est sanctionné à travers ses rédacteurs en chef, son directeur, M. Guy Hermier, reste au bureau politique, de même que Mme Francette Lazard et M. Claude Poperen, qui avaient paru menacés. Si consciente que puisse être la direction, comme l'a dit M. Marchais, de la force de son orientation politique, elle n'a pas voulu ou pu prendre le risque de décourager ceux qui n'en sont pas encore convaincus.

PATRICK JARREAU.

M. Jospin : M. Marchais, le camarade « c'est-pas-moi »

De notre envoyé spécial

Reims. — M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a affirmé dimanche 10 février, à Reims (Marne), devant le Club de la presse de Reims-Champagne-Ardenne, à propos du vingt-cinquième congrès du PCF : « *Ce congrès du PC est le congrès de la faiblesse. Faiblesse de l'organisation, de l'analyse, de la ligne politique, de la direction elle-même.* »

Pour M. Jospin, même si ce congrès a eu un caractère « *dur, fermé, compact, un peu arrogant* », la faiblesse de l'organisation du PC est attestée par « *la fuite des électeurs (...), le départ des adhérents (...), la paralysie des militants* ». Quant à la faiblesse de l'analyse de la direction du PCF, M. Jospin a remarqué que le rapport introductif de M. Georges Marchais ne contenait « *aucune analyse sérieuse de la situation des pays de l'Est, aucune analyse (...) opératoire de la crise économique mondiale, aucune ouverture aux problèmes de la société (...), aucune analyse sérieuse de la droite politique* ».

La faiblesse de la ligne se manifeste par le « *peu de clarté* » dans la « *perspective* » et les « *moyens* ». Enfin, concernant la faiblesse de la direction, « *c'est criant dans le rapprot* », a estimé M. Jospin. Pour lui, le rapport de M. Marchais est « *un rapport plaintif* » qui « *presque à chaque moment* » affirme : « *C'est la faute aux autres.* » « *On découvre*, a ajouté M. Jospin, *que ce parti d'avant-garde ne conduit rien, n'est à l'avant-garde de rien, n'est responsable de rien* ». Selon M. Jospin, « *la première cible, c'est François Mitterrand pour maintenant ; la deuxième cible c'est Waldeck Rochet pour le passé* ».

« *Comment se fait-il*, a souligné M. Jospin, qu'*un parti qui a constamment raison dans la théorie a constamment tort dans la pratique ? Ou bien c'est la ligne qui n'est pas juste (...) ou bien ce sont les hommes chargés de l'appliquer qui n'étaient pas à la hauteur* ». « *Georges Marchais*, a ajouté M. Jospin, *c'est un peu le camarade :* « c'est-pas-moi ».

A propos des rapports PS-PC, M. Jospin a indiqué que les socialistes vont désormais « *reprendre clairement les dirigeants communistes* » quand ils iront trop loin dans la critique du PS ou du gouvernement. Quant aux accords entre les deux partis dans les assemblées locales, M. Jospin a affirmé : « *Nous sommes prêts à gérer sur les mêmes valeurs, les mêmes idées, les mêmes orientations. Le problème n'a pas été posé* [par le PC], *nous n'avons pas de raison de le poser.* »

Le premier secrétaire du PS a affirmé, au sujet des élections cantonales, que, au deuxième tour, les socialistes appliqueraient « *le désistement républicain* » mais, que, en sens inverse, ils n'ont « *pas l'intention de demander quoi que ce soit à la direction du PCF* », qui aura à se déterminer elle-même.

Pour l'avenir, M. Jospin estime que l'attitude du PCF « *pose un problème à court terme, mais commence à poser la question d'un rassemblement autour du PS* ». Néanmoins, pour M. Jospin, avant de songer à élargir la majorité — « *pas en cousant des bouts d'étoffes politiques* », a-t-il précisé, — il faut d'abord « *reconquérir* » la majorité. « *Nous avons toute l'année 1985 pour le faire* », a conclu M. Jospin.

J.-L. A.

● *M. Louis Mermaz*, président de l'Assemblée nationale, interrogé dimanche 10 février au « Club de la presse » d'Europe 1, sur le vingt-cinquième congrès du PCF, a notamment affirmé : « *L'union des forces de gauche est une nécessité absolue et (...) il faut tout faire pour que cette union des forces de gauche continue, redémarre. Nous avons (...) déjà connu des situations semblables (...). Nous ferons tout pour que les forces de gauche se rassemblent de nouveau à la base, tant qu'on ne pourra pas parler à la direction* ».

Vu de Moscou, le PCF reste un « bon » parti

De notre correspondant

Moscou. — La direction soviétique est plutôt satisfaite du déroulement du XXV[e] congrès du Parti communiste français. Moscou continue de faire confiance à M. Georges Marchais et se réjouit de le voir reconduit à la tête du PCF tout en regrettant peut-être qu'il n'ait pas été plus ferme à l'égard des « contestataires ».

La presse et la télévision soviétiques ont accordé une large place à l'événement. La séance de clôture a fait l'objet d'une longue séquence au journal télévisé de dimanche soir, ce qui constitue un signe d'approbation. Le délai était très court et les responsables des programmes d'information avaient visiblement le feu vert « *d'en haut* ». Le téléspectateur soviétique a donc pu voir pendant plusieurs minutes les délégués ovationner M. Marchais dans la grande salle du palais des sports de Saint-Ouen, « *une banlieue prolétarienne de Paris* ».

Un traitement favorable

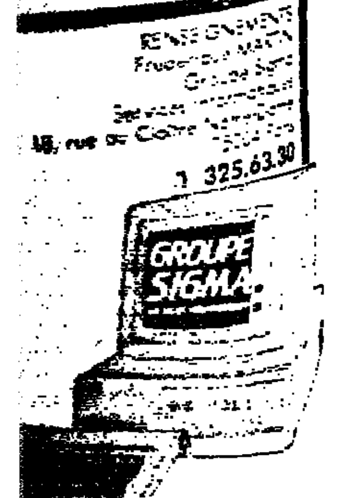
Le lecteur attentif de la *Pravda* a dû cependant sursauter en lisant, ce lundi 11 février, le « reportage » consacré au congrès du PCF. Il y est question en effet de « *quelques délégués* » qui ont « *exprimé leur désaccord avec la ligne générale* ». Il aura été rassuré d'apprendre que ceux-ci « *ont été vivement critiqués au cours des débats* ». Il a pu constater cependant que ces contestataires avaient persisté, au moins passivement, dans leur choix puisque le rapport de M. Marchais a été adopté « par 96,7 % » des délégués. Aux congrès du PC soviétique, un chiffre autre que 100 % est inimaginable.

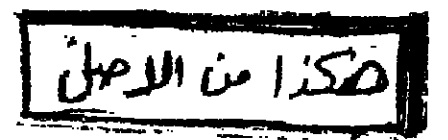
Tass joue les cavaliers seuls en attribuant à M. Paul Laurent des propos sur « *certains amendements concernant certains aspects de la politique extérieure du PCF* » que la « *commission de rédaction du projet de résolution a estimé nécessaire de ne pas retenir* ». De quels « *aspects de la politique extérieure du PCF* » s'agit-il ? Cela n'est pas précisé.

Le traitement de ce congrès par la presse soviétique est finalement très favorable : le rôle des contestataires est minimisé ; le discours fleuve de M. Marchais a été très largement reproduit ; aucun élément négatif n'est associé à la personne du secrétaire général ou à sa « ligne », on insiste sur le fait qu'aucun délégué n'a voté contre le projet de résolution, même si soixante-cinq se sont abstenus. Le nom de M. Pierre Juquin n'apparaît nulle part.

Le PCF continue donc d'être, vu de Moscou, un « bon » parti — ce qui n'est pas le cas de ses homologues espagnol et surtout italien. Moscou n'avait guère apprécié l'aventure qu'a constituée la participation de ministres communistes aux divers gouvernements de M. Mauroy. Les responsables soviétiques ont été soulagés quand cette expérience a pris fin l'été dernier. Les reculs électoraux du PCF sont évidemment une mauvaise chose, mais ils ont accessoirement l'avantage de rendre les communistes français plus dociles dans la mesure où ils sont affaiblis.

DOMINIQUE DHOMBRES.




هكذا من الأصل

LE XXVe CONGRÈS DU PCF

Tout le monde peut se tromper

(Suite de la première page.)

2) *Septembre 1977* : Georges Marchais s'avise tardivement que Mitterrand se sert de lui comme d'un *« marchepied »*. Faute d'obtenir une *« actualisation »* du programme commun qui aurait impliqué un certain alignement du PS sur les thèses du PCF, il rompt l'union de la gauche. Du coup, il se rapproche du Kremlin, qui n'avait cessé de lui répéter qu'il fallait se méfier de Mitterrand comme de la peste.

3) *Janvier 1980* : les Soviétiques viennent d'envahir l'Afghanistan. Dans l'entourage de Giscard d'Estaing, on explique que, ce faisant, ils *ont agi à l'intérieur de leur limes* (1). Carter, qui n'arrive pas à se dépatouiller de l'affaire des otages de Téhéran, ne bronche que pour la forme. Au cours des années précédentes, l'Indochine, l'Afrique ex-portugaise, l'Ethiopie, le Yémen du Sud, le Nicaragua, la Grenade, sont passés dans le camp « progressiste ».

La foi de Marchais dans le « sens de l'histoire » lui fait commettre une nouvelle erreur, qu'il s'est bien gardé de mentionner dans son rapport au vingt-cinquième congrès : il croit que c'est arrivé et signe avec Brejnev à Moscou un communiqué dans lequel on peut lire : *« Notre époque est celle du passage du capitalisme au socialisme. Voilà bien l'enjeu de la lutte engagée au niveau planétaire. »* Il n'a pas prévu que les Américains, gorgés d'humiliations, allaient mettre à leur tête, quelques mois plus tard, un nouveau Zorro.

4) *27 avril 1981*. Marchais, candidat à la présidence de la République, n'obtient que 15,34 % des voix, contre 20,55 % aux législatives de 1978. Beaucoup d'électeurs traditionnels du parti ont préféré « voter utile » en donnant leurs suffrages dès le premier tour à François Mitterrand. Il suffit de voir la tête que font les dirigeants du parti au soir du scrutin pour comprendre qu'ils ne s'attendaient pas précisément à ça.

Quelle consigne donner pour le second tour ? S'abstenir serait suicidaire. D'où le retour sans enthousiasme à l'union de la gauche et l'acceptation de quatre portefeuilles dans le deuxième cabinet Mauroy. Nouvelle erreur : le PCF se compromet sans pouvoir vraiment peser sur les décisions du gouvernement, bien que la droite persiste à voir en Mitterrand l'otage des communistes.

5) *1982*. Dissipées les illusions de la relance par le pouvoir d'achat, écartées grâce à Mauroy et Delors les tentations protectionnistes, le gouvernement se met à l'heure de la rigueur. Les communistes choisissent la pire des stratégies : ils conservent leurs ministres, tout en critiquant de plus en plus vivement la politique du cabinet auquel ils appartiennent.

6) *Juin 1984*. Les européennes sanctionnent ce comportement absurde. Le score du PCF tombe à 11,28 % des votants, soit un peu plus de 6 % des inscrits. Lorsque Fabius, l'homme de la restructuration — mot synonyme à bien des égards de chômage, — succède en juillet à Mauroy, l'occasion est trop belle pour ne pas être saisie : le PCF refuse les ministères qui lui sont offerts. Le procès qu'il fait à Mitterrand ne cesse de se durcir.

Un seul fil maintient encore un semblant d'union de la gauche : la nécessité pour les deux partis, socialiste et communiste, de se faire la courte échelle au second tour de toute élection au scrutin majoritaire. Mais il serait surprenant, dans le climat actuel, que les désistements s'opèrent, lors des prochaines cantonales, avec beaucoup d'enthousiasme. La tendance, attestée par toutes les partielles, est plutôt à la démobilisation, à l'abstention.

Les « anti-communistes primaires », et ils sont nombreux, surtout parmi les anciens communistes, ont tendance à privilégier dans leurs griefs à l'égard du parti ses méthodes totalitaires, sa dépendance vis-à-vis de Moscou, les privilèges de sa *nomenklatura* : il y aurait beaucoup à dire, et même à l'occasion à nuancer, sur ces trois chapitres.

Le retard du PCF

Mais ils sous-estiment ce qui découle avec tant d'évidence de l'autocritique de Marchais et des compléments que le simple rappel des faits amène à lui donner : le secrétaire général parle trop souvent du *« retard »* mis dans le passé par le PCF à saisir les réalités pour qu'on ne s'interroge pas sur son aptitude à bien saisir celles du présent. Cette question fondamentale transparaissait tout au long de l'intervention de Pierre Juquin, et c'est un signe des temps, un signe réconfortant, qu'il se soit trouvé bon nombre de congressistes pour l'applaudir en présence de la presse.

Des communistes, Lénine attendait qu'ils sachent faire *« l'analyse concrète d'une situation concrète »*. Dans son rapport au congrès, Marchais se réfère, sans citer le nom de son auteur, à ce concept de bon sens. Il se vante même de ce que le parti, définitivement arraché *« au dogmatisme »*, ait renoué avec la *« démarche critique »* du marxisme. Mais il ne va pas jusqu'au bout de cette démarche, qui impliquerait, pour être vraiment fructueuse, une remise en cause de la méthode d'analyse elle-même.

Les communistes sont convaincus — ils ne sont pas les seuls — qu'ils ont raison contre tout le monde, alors qu'ils se trompent comme tout le monde. La lutte des classes est une réalité, et c'est s'aveugler que de le nier, mais ce n'est pas la seule réalité. Et il faut croire au Père Noël pour s'imaginer que l'URSS a réalisé la société sans classes, qu'elle est en droit de s'identifier, comme l'auraient voulu Lénine et Staline, au prolétariat mondial.

Le secrétaire général renvoie lui-même *l'« internationalisme prolétarien »* au cimetière des vieilles lunes. Que veut dire alors sa référence au caractère « mondial » de la lutte de classes ?

Une société différente

La vérité profonde, c'est que le PCF n'est toujours pas sorti de sa crise d'identité. Pour la surmonter, pour déterminer le rôle qu'il peut et doit jouer dans la société française, il lui faudrait d'abord analyser en profondeur les transformations qu'a subies ladite société. Georges Marchais s'en rend bien compte, puisqu'il crédite *« le capital »* de les avoir comprises avant les communistes. Ces transformations sont nombreuses et on ne va pas les énumérer ici. Ne retenons que celles qui affectent directement la clientèle traditionnelle du PCF.

1) *La société française est devenue fondamentalement permissive.* Chacun estime que rien ni personne n'échappe à son droit de contestation. Il est difficilement concevable que subsistent des secteurs politiques importants qui dérogent totalement à cette règle. Surtout à gauche : les nostalgiques de l'autorité et de la manière forte vont plutôt chez Le Pen ou, à la rigueur, chez Chirac.

2) *La classe ouvrière n'est plus ce qu'elle était.* Elle ne représente plus qu'un tiers de la population active. Voir en elle, comme le faisait Marx, la rédemptrice du genre humain relève d'une mythologie anachronique.

3) La *« nouvelle pauvreté »*, dont le chômage accroît chaque jour les proportions, *touche aussi bien les cols blancs que les cols bleus, les cadres que les encadrés.*

4) *Le vrai prolétariat n'est pas aujourd'hui*, pour reprendre le langage de Marx et d'Engels, *« constitué en classes »*. On y retrouve des chômeurs en fin de droits, des vieux et encore plus des vieilles, des femmes seules et beaucoup d'immigrés qui, s'ils jouissent en principe de droits syndicaux, ne peuvent pas participer aux élections politiques.

Ces motifs s'ajoutent à son trop long passage au pouvoir pour expliquer que le PCF n'ait pas tiré jusqu'à présent de son retour à l'opposition le bénéfice qu'on aurait pu en attendre face à une politique de rigueur dont le caractère « de gauche » échappe tout à fait à ses victimes. Le discrédit dont souffre, pour cause notamment d'Afghanistan et de Pologne, l'image de l'URSS, le retour en force du credo libéral dans le sillage du shérif de la Maison Blanche, font le reste.

« Deux grands dangers menacent l'existence des religions, a écrit Tocqueville, *les schismes et l'indifférence. »* Les communistes sont fiers de mourir en proclamant leur foi et ils détestent pourtant qu'on en souligne la nature proprement religieuse. Il n'en est pas moins vrai que l'unité du mouvement communiste international a été mise à mal par le grand schisme chinois et qu'il subit maintenant l'épreuve de l'indifférence.

Arrivé à un âge qui est celui de la retraite, le PCF a pris un coup de vieux. Il n'y a plus guère qu'en Italie qu'un parti communiste de la diaspora conserve de larges bataillons électoraux, mais c'est peut-être parce qu'aucun autre n'a pris de telles distances vis-à-vis de Moscou et parce que le sentiment religieux demeure très fort dans la péninsule.

Michel Rocard n'a pas raison de dire, comme il l'a fait, que le PCF n'a servi finalement *« à rien »*. *Négativement,* il a largement contribué, en s'en tenant au congrès de Tours et donc à la division de la gauche, à maintenir celle-ci longtemps éloignée du pouvoir, en attendant d'aider à son retour dans l'opposition. *Positivement,* il a été, face à un Etat naturellement tenté de privilégier l'approche technocratique, le défenseur de ceux qu'elle n'a que trop tendance à ignorer.

Le choix auquel il lui faudrait faire face n'a pas été clairement posé devant le vingt-cinquième congrès. S'il veut être autre chose que cette « secte », enthousiaste peut-être mais repliée sur elle-même, à laquelle Philippe Robrieux consacre son dernier ouvrage (2), il lui faut s'engager assez loin dans la voie du révisionnisme pour fournir à la gauche réconciliée la composante ouvrière et jacobine sans laquelle il risque de ne plus y avoir pour elle d'espoir avant bien longtemps.

ANDRÉ FONTAINE.

(1) Le mur qui protégeait l'Empire romain.

(2) Editions Stock.

AU COLLOQUE DU PS SUR « L'ÉTAT ET LA LIBERTÉ »

M. Jospin : le libéralisme de la droite est « sélectif »

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, est intervenu, dimanche 10 février, lors du colloque organisé à Paris par son parti sur le thème « L'Etat et la liberté » (*le Monde* des 9 février et 10-11 février).

M. Jospin a remarqué que l'Etat, en France, est *« attaqué plutôt que regardé avec révérence »* par l'opposition de droite d'une façon *« un peu irréfléchie, trop conjoncturelle et un peu opportuniste »*, mais aussi, d'une manière plus diffuse, par une partie de l'opinion qui ne se rend pas compte *« à quel point »* la crise serait plus brutale si l'Etat se « désengageait ».

M. Jospin s'est attaché à montrer que les références de la droite au libéralisme sont *« singulièrement sélectives »*. Pour le premier secrétaire du PS, *« la droite n'est pas très libérale »* dans toute une série de domaines : l'information, la culture, les mœurs, l'immigration, les institutions, la justice. Le *« libéralisme de la droite »* se résume donc, a estimé M. Jospin, *« à un refus de l'intervention de l'Etat dans l'économie et à une critique vive de l'administration et de ceux qui la servent »*.

Sur le premier point — le rôle de l'Etat dans l'économie — M. Jospin a voulu montrer que le libéralisme économique n'est ni réellement pratiqué aux Etats-Unis — ce qui *« dément l'existence d'un véritable modèle libéral »* — ni souhaitable en période de crise et de mutations technologiques accélérées qui *« interdisent l'approximation, le jeu du hasard »*. Croire dans ces conditions que l'on peut se passer de l'Etat relève, selon M. Jospin, d'*« une grande légèreté »*. Le premier secrétaire a affirmé au contraire : *« Nous regrettons que l'on n'ait pas accordé à la planification, au Plan, le rôle, la place qu'ils devaient jouer. »*

En résumé, pour M. Jospin *« la remise en cause d'un Etat régulateur et protecteur »* s'accompagne, à droite, d'une volonté de *« plus d'Etat là où il en faut moins »*. La mise en œuvre de telles idées aboutirait donc à *« une économie trop affaiblie et une société trop contrôlée »*.

M. Jospin a conclu : *« Nous ne voulons pas, comme la droite, d'un Etat qui cède devant les grandes forces privées (...) et qui, au contraire, se fait autoritaire et, pourquoi pas, despotique en s'appuyant sur les passions ou les peurs de l'opinion (...). Nous voulons au contraire un Etat solide et respecté dans sa mission de défense de l'intérêt général (...) ouvert et progressivement transformé pour respecter et faire respecter la liberté du citoyen (...). En somme, contre l'Etat faible et autoritaire que nous propose le modèle actuel de la droite, nous voulons un Etat solide et respectueux des droits. »*

M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, a estimé, quant à lui, que *« chaque fois que le rôle de l'Etat s'est trouvé affaibli, les libertés ont reculé »*. *« Chaque fois*, a-t-il ajouté, *que* (...) *la gauche* [a] *fait progresser les libertés, c'est la loi qui a permis cette avancée, c'est l'Etat qui l'a organisée. »*

A propos du rôle économique de l'Etat, M. Bérégovoy a affirmé que *« l'Etat (...) reçu en héritage »* par les socialistes en 1981, présentait le visage *« d'un Etat dirigiste plus préoccupé d'assurer et de préserver des situations de rente et de monopole que de faire triompher les libertés »*. Pour M. Bérégovoy, les *« freins et* (...) *restrictions à l'initiative économique* (...) *au fil des ans* (...) *sont devenus le moyen privilégié de préserver des positions de monopole et de défendre des intérêts particuliers »*. A propos des thèses actuelles de la droite, il a affirmé : *« derrière le laisser-faire, se profile le dirigisme des monopoles »*.

M. Georges Sarre, membre du secrétariat national du PS a conclu ce colloque. *« C'est*, a-t-il souligné, *au moment où le libéralisme sauvage exerce le plus de ravage en Europe, qu'il est le plus en vogue au sein de la droite française* (...). *Le libéralisme, c'est la petite musique émolliente qui accompagne en douceur le déclin de l'Europe »*.

● *Création de l'Association France-Outre-Mer.* — M. Henry Jean-Baptiste, conseiller national du CDS, ancien conseiller technique de M. Giscard d'Estaing alors président de la République, a annoncé la création de l'Association France-Outre-Mer. Cette association, dont le comité d'honneur est composé de plusieurs parlementaires UDF, se propose d'*« apporter à l'opinion publique des éléments sérieux d'information et de réflexion sur la place et le rôle de l'outre-mer dans la France d'aujourd'hui et de demain »*.

★ Association France-Outre-Mer, BP 45, 92101 Boulogne.

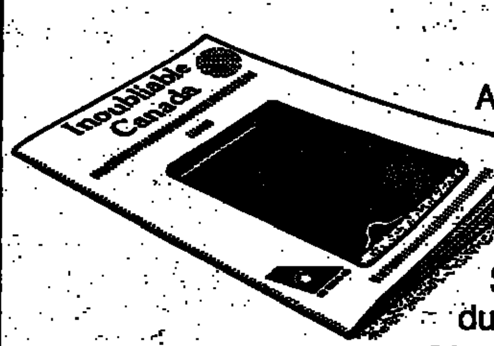
● *Le sondage mensuel de l'IFOP* (publié par *le Journal du Dimanche*) du 10 février) établi auprès de 1 808 personnes représentatives, interrogées entre le 28 janvier et le 4 février, crédite M. Raymond Barre de 51 % d'opinions favorables, soit une progression de 6 points. Mme Veil, avec 47 %, progresse de 2 points, alors que M. Valéry Giscard d'Estaing est stable, avec 40 %, et que M. Chirac perd 2 points pour se situer à 35 %.

Dans la majorité, la cote de popularité de M. Mitterrand progresse de 2 points, à 33 %, et celle de M. Fabius atteint 37 %, en progression de 3 points. Toutefois, à la différence des autres personnalités, le nombre des mécontents à l'égard du premier ministre progresse de 31 % à 34 %.

● *M. Chevènement, le centre et la gauche.* — M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale, affirme, dans une interview publiée par le quotidien *l'Est Républicain* du 9 février : *« Au lieu de chercher des alliances problématiques vers un centre évanescent, les socialistes doivent trouver en eux-mêmes la capacité d'offrir à la France une perspective mobilisatrice »*.

● *Suicide du sous-préfet de Mantes-la-Jolie.* — René Carbonne, soixante-trois ans, sous-préfet, commissaire-adjoint de la République de l'arrondissement de Mantes-la-Jolie (Yvelines), s'est donné la mort, dimanche 10 février, en se tirant une balle de pistolet dans la tête. René Carbonne souffrait de dépression depuis plusieurs mois.

[Né le 2 mars 1921 à Luzenac (Ariège), licencié en droit, René Carbonne a été successivement administrateur des services civils d'Algérie (1955-1965), directeur du cabinet du préfet de l'Aube (1965-1967), sous-préfet de Château-Chinon (1968-1974), sous-préfet de Vitry-le-François (1974-1978), et sous-préfet des Andelys (1978-1982). Il avait été nommé commissaire-adjoint de la République à Montes-la-Jolie, en juin 1982. René Carbonne était ancien interné et déporté de la Résistance.]



POLITIQUE

Au « Grand Jury RTL-*le Monde* »

M. SERGE DASSAULT : la politique de M. Fabius va dans le bon sens

M. Serge Dassault, président du Parti libéral, invité du « Grand Jury RTL-*le Monde* », dimanche 10 février, a déclaré :

« M. François Mitterrand, comme tous les socialistes, a fait de grands progrès. Depuis que les socialistes sont au pouvoir, ils ont appris beaucoup de choses. Maintenant ils sont dans une voie, sinon plus conforme au libéralisme, du moins plus libérale, car ils ont compris que l'on ne pouvait faire de politique sans s'occuper des entreprises et faire en sorte qu'elles se développent.

» Cette expérience des socialistes au pouvoir a été très bénéfique pour eux et peut-être aussi, finalement, pour nous car cela a abouti à l'éclatement de l'union de la gauche, élément politique fondamental qui va modifier complètement le futur. »

M. Dassault a jouté : *« Nous demandons qu'on enlève à l'inspecteur du travail la responsabilité des licenciements et même des embauches. Le chef d'entreprise garde les responsabilités, mais il n'a plus le pouvoir de gérer. L'inspecteur du travail, lui, a pouvoir de vie et de mort sur l'entreprise s'il refuse ou s'il attend trop longtemps pour accorder les licenciements demandés.*

» Il faut supprimer cette action de l'inspecteur du travail. Le chef d'entreprise doit être maître chez lui. »

» (...) *Les lois Auroux ne servent à rien d'autre que de compromettre l'activité du chef d'entreprise. »*

M. Dassanlt demande que l'impôt sur les bénéfices des sociétés passe de 50 % à 30 %, que les subventions de l'Etat aux entreprises soient supprimées et ajoute : *« Je considère avec plaisir que depuis que M. Fabius est au pouvoir la politique menée va tout à fait dans le bon sens.* (...) *J'ai été heureux de constater que les socialistes n'ont fait aucune restriction aux ventes d'armes. Tout est normal avec eux. Nous avons un ministre de la défense qui se donne beaucoup de mal et dont l'action va permettre la signature de marchés importants. »*

Tout en négociant, le FLNKS veut accentuer sa pression

(Suite de la première page.)

Comme il l'avait souligné lors de son séjour à Paris, M. Tjibaou estime pouvoir utiliser la détermination de la base pour accentuer sa propre pression sur le pouvoir.

La résolution proposée à l'initiative du noyau le plus dur du mouvement, localisé géographiquement dans la région de Canala, de Thio et des îles Loyauté, a été adoptée à l'unanimité par acclamation. Les comités locaux constitués désormais en comités de lutte et d'autodéfense prépareront *« des actions de déstabilisation économique des intérêts coloniaux et néocoloniaux »*. L'objectif du FLNKS est de pousser un maximum d'Européens à quitter Nouméa avant le scrutin d'autodétermination. Les actions économiques envisagées prendront sans doute la forme d'opérations tournantes. S'y ajouteront le boycottage des compétitions sportives et, ponctuellement, suivant les contextes locaux, celui de la rentrée scolaire.

Mais il a été tout aussi clairement décidé que la reprise des actions sur le terrain n'impliquera pas une rupture des négociations avec M. Pisani. Le FLNKS souhaite continuer de toute façon à discuter avec le délégué du gouvernement. Au nom de son bureau politique, M. François Burck a fait référence à ce sujet à la stratégie mise en œuvre par le FLN pendant la guerre d'Algérie : *« En Algérie,* a-t-il rappelé, *les négociations se sont déroulées dans l'odeur de la poudre. »*

En vérité, il a été fort peu question au cours du congrès du projet d'indépendance-association proposé par M. Pisani. Les délégués n'ont même pas abordé la question des garanties qui devraient être, selon ce plan, accordées par la communauté canaque aux caldoches ainsi qu'aux autres minorités ethniques du territoire. Une seule question préoccupait vraiment les congressistes : quelle stratégie appliquer pour arracher l'indépendance avant les élections législatives de 1986 ? En donnant son aval à cette stratégie de la négociation sous pression, M. Tjibaou a privilégié le maintien de l'unité de son mouvement. Le chef du FLNKS, prévenant certaines interventions, a lui-même évoqué l'éventualité d'un recours à la lutte armée pour repousser cette option.

Bien que la tonalité du congrès ait ainsi fait apparaître un déphasage entre ce durcissement de la base militante du mouvement indépendantiste et l'esprit de compromis manifesté ces jours derniers par l'état-major du FLNKS, M. Tjibaou n'a pas été sérieusement mis en difficulté. C'est par acclamation que, sur proposition de M. Burk, le congrès a renouvelé sa confiance à son chef.

Comme prévu, c'est M. Léopold Jorédié, premier adjoint du maire de Canala, qui a été chargé de la sécurité du « gouvernement provisoire », en remplacement d'Eloi Machoro. M. Jorédié, qui partage sa vie militante entre Nouméa et la tribu de Gelima, dont il est porte-parole, était jusqu'à présent l'homme des missions de confiance du FLNKS. Il avait notamment assuré depuis le 18 novembre des liaisons entre M. Tjibaou et M. Machoro. M. Tjibaou compte sur lui pour améliorer la cohésion du mouvement que les initiatives d'Eloi Machoro avaient ébranlée. Le rôle de M. Jorédié sera d'autant plus important que le chef du FLNKS pourrait avoir du mal à gérer cette nouvelle stratégie qui lui est imposée par sa base et dont la mise en œuvre risque d'être fort aléatoire.

ALAIN ROLLAT.

M. JORÉDIÉ, SUCCESSEUR D'ÉLOI MACHORO

Un militant discret

Eloi Machoro cultivait son image de « dur ». M. Léopold Jorédié, qui lui succède dans l'état-major du FLNKS, est une personnalité fort différente.

Ce moustachu souriant de trente-sept ans, natif de la tribu de Gelima (voisine de celle de Nakety dont Eloi Machoro était originaire), père de sept enfants dont un adopté, est, lui aussi, un homme de terrain. Mais apparemment plus soucieux de discrétion que son prédécesseur auprès duquel il militait depuis huit ans. Il a exercé de nombreux métiers. Titulaire d'un diplôme d'agriculteur qui ne lui a pas servi à grand-chose, faute d'avoir bénéficié de la bourse qui lui aurait permis de poursuivre dans cette voie, Léopold Jorédié a été notamment prospecteur minier, employé de la société Le Nickel, chauffeur de camion et directeur, de 1978 à 1983, de la Maison familiale rurale de Canala. Président de l'Association des parents d'élèves de cette commune, il est entré dans la compétition politique en conduisant, à Canala, aux élections municipales de 1977, une liste d'Entente mélanésienne et en enlevant quatre sièges. C'est de cette époque que date sa collaboration avec Eloi Machoro.

Devenu cadre de l'Union calédonienne, il est, depuis les élection municipales de 1983, le premier adjoint du maire de Canala. Il travaille depuis un an environ à Nouméa à l'Office culturel, scientifique et technique canaque dont le président est M. Tjibaou. Homme de contact au sens de l'humour aiguisé, il jouit d'une popularité croissante parmi les militants du mouvement indépendantiste, aidé par une épouse aussi fervente que lui.

Son premier travail consistera à expliquer aux militants des différents comités de lutte la stratégie adoptée par le congrès. En différentes circonstances, au cours de ces dernières semaines, son sens des négociations et de la conciliation avait été remarqué, en particulier lors de la levée des barrages à Thio et lors d'un conflit qu'il avait réglé entre les jeunes et les vieux de la tribu de Nakety au sujet de la composition du comité FLNKS de cette tribu. Toutefois, chez Léopold Jorédié, la rondeur dans le style n'altère pas la détermination : *« Nous sommes dans une situation,* déclare-t-il, *qui nous condamne à aller jusqu'au bout. »*

A. R.

RÉPONDANT A L'APPEL DU DÉPUTÉ RPR JACQUES LAFLEUR

La population de Nouméa a transgressé le couvre-feu

Nouméa. – Bravant l'interdiction de circuler après vingt-trois heures en raison de l'état d'urgence, des centaines d'habitants de Nouméa ont défilé dimanche soir 10 février à pied ou en voiture dans les rues de la ville, répondant ainsi à un appel lancé quelques heures plus tôt par le député RPR, M. Jacques Lafleur.

« La force injuste de la loi, a déclaré M. Lafleur, *s'applique donc exclusivement à la seule population légaliste, et le couvre-feu imposé est destiné lui aussi à déstabiliser économiquement le territoire pour assurer le succès de l'entreprise Pisani. En conséquence, personnellement, je demande à la population de ne plus respecter le couvre-feu instauré à partir de onze heures du soir. Je leur demande de circuler en voiture par centaines dans toutes les rues, de fréquenter les restaurants afin de faire échec à cette politique Pisani-FLNKS ».* Après cet appel sans ambiguïté lancé par le président du RPCR dimanche matin sur les ondes de RFO (Radio-France outre-mer), le haut

De notre correspondant

commissariat a publié un communiqué signé par le délégué du gouvernement, M. Edgard Pisani, rappelant que c'était dans le cadre de la loi sur l'état d'urgence qu'ont été instaurés le couvre-feu et l'interdiction d'attroupement *« et c'est au nom de la loi et sans faiblesse que seront appréhendés et poursuivis ceux qui violeront la loi et plus encore ceux qui ont incité leurs concitoyens à violer la loi ».*


Dessin de CAGNAT.

Jacques LAFLEUR

Vers 18 h 30, M. Lafleur conviait la télévision locale à son domicile pour enregistrer une déclaration où il maintenait son mot d'ordre de manifestation à partir de vingt-trois heures en indiquant la conduite à tenir en cas d'arrestation : *« N'opposer aucune résistance aux forces de l'ordre comme je le ferai moi-même si je suis arrêté. »* M. Lafleur donnait en outre l'itinéraire à suivre pour le cortège. RFO n'a pas jugé utile de donner toutes ces précisions, à la grande colère du député, qui a crié à la censure.

De son côté, le président du gouvernement territorial M. Dick Ukeiwé, avait lui aussi tenu à s'adresser aux Calédoniens par le truchement de la télévision. Réagissant au congrès du FLNKS ainsi qu'à l'agression dont a été victime, samedi 9 février, dans sa tribu de la côte est M. Delin Wema, ministre de l'enseignement, et sans faire la moindre allusion à l'appel lancé par le député, M. Ukeiwé a attiré *« l'attention des plus hautes instances de la République sur la montée brutale de la tension et sur les risques d'affrontement qui découlent du choix que vient de faire le FLNKS ».*

« J'affirme avec force, a poursuivi M. Ukeiwé, *que le peuple calédonien ne se laissera pas intimider (...). Mon gouvernement prendra dans les tous prochains jours les initiatives qui s'imposent. »*

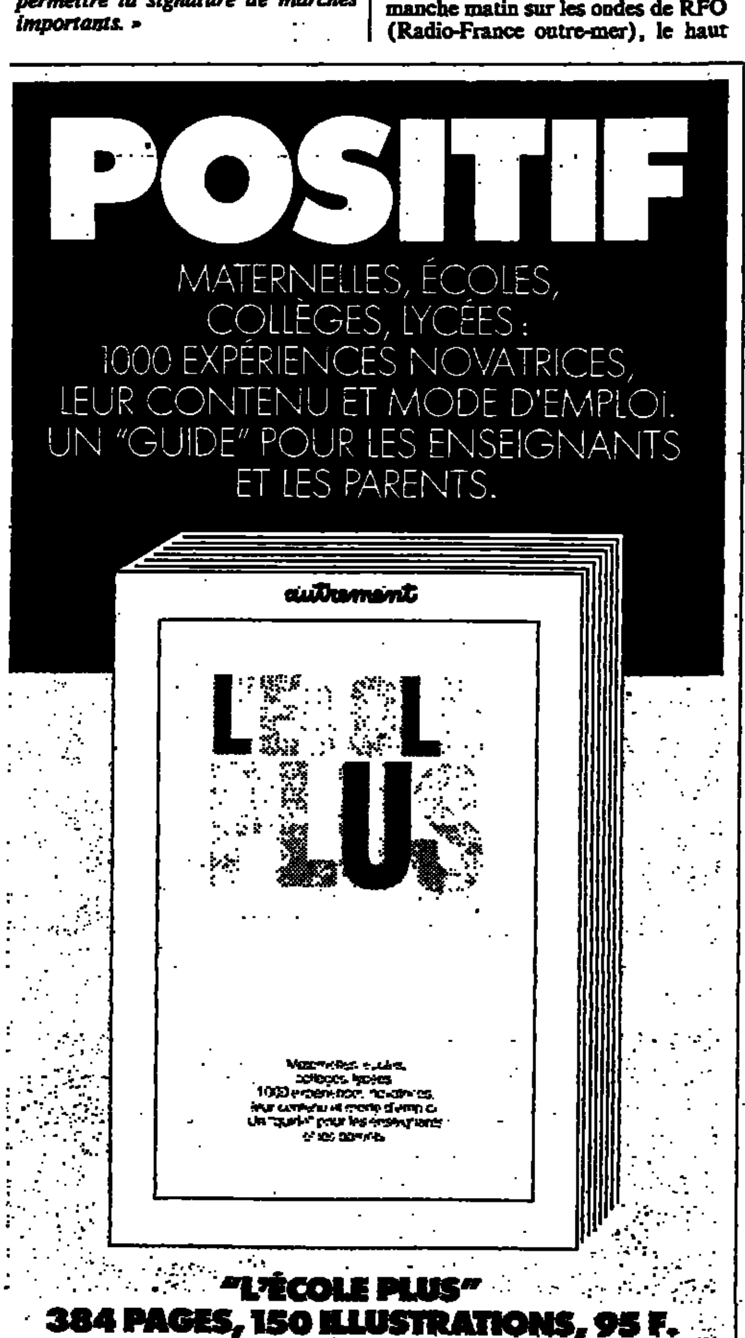
Peu avant 23 heures, M. Lafleur quittait le restaurant où il dînait pour prendre la tête d'un cortège de plusieurs dizaines de voitures, la plupart arborant un drapeau tricolore, et partait vers le centre ville, où s'était formé un gigantesque embouteillage. Parvenus face aux gendarmes mobiles, les manifestants ont quitté leurs véhicules pour se trouver directement au contact des forces de l'ordre impassibles. Aucune provocation. Les groupes de manifestants les plus virulents se sont contentés de scander pendant quelques minutes des slogans tels que « Pisani dehors ».

Peu après minuit la majorité des manifestants ont quitté les abords du haut commissariat pour se rendre sur un vaste parking où M. Lafleur, après avoir félicité la population pour sa démonstration de force, a appelé à la dislocation, qui s'est opérée sans incident ni interpellation.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

● *M. Jospin : M. Lafleur manque de stabilité émotive.* – M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a estimé, dimanche 10 février, que M. Jacques Lafleur, député RPCR de Nouvelle-Calédonie, *« manque un tantinet de stabilité émotive et de stabilité tout court ».* M. Jospin, qui a estimé que l'application de l'état d'urgence *« freine les activités économiques »* de M. Lafleur, a jugé que, pour pouvoir exercer librement ses activités, M. Lafleur devrait plutôt *« se mettre au service de la concorde ». « S'il y a tendance à l'égarement,* a précisé M. Jospin interrogé sur les décisions du congrès du FLNKS, *elle est symétrique. »*

● *M. Mermaz : pour la décolonisation de la Nouvelle-Calédonie.* – M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, a affirmé, dimanche 10 février, au « Club de la presse » d'Europe I : *« Je suis pour la décolonisation de la Nouvelle-Calédonie (...) Ce qui m'importe, c'est que la Nouvelle-Calédonie et la France restent ensemble (...) Alors, voyons comment. Mais nous ne posons pas de préalable. Le premier ministre s'est exprimé très clairement lorsqu'il a dit qu'il fallait ouvrir la porte à une évolution, l'indépendance n'étant pas exclue, entre l'appartenance à la République française, autonome dans la République française – cette solution n'a pas ma préférence mais ce n'est pas moi qui voterai en Nouvelle-Calédonie – et l'indépendance-association ou l'association-indépendance. Il y a, toutes les transitions possibles. »*





هكذا من الأصل

société

MÉDECINE

Les opérations de la myopie donnent des résultats prometteurs mais controversés

Un spécialiste américain, le docteur Albert C. Neumann, qui travaille sous la direction du docteur Fenzl au Centre ophtalmologique de Garden Grove en Floride, a pratiqué à Nice, devant un groupe de chirurgiens français et italiens, une intervention permettant d'améliorer la vision des myopes en corrigeant la courbure de la cornée (1).

A cette fin, des incisions radiales sont pratiquées sur la cornée à l'aide d'une lamelle de diamant montée sur un manche. Il s'agit d'une chirurgie au microscope exigeant une extrême précision, car les incisions doivent concerner de sept à neuf dizièmes d'épaisseur de la cornée (0,8 mm). L'intervention, pratiquée sous anesthésie locale, ne dure, entre des mains expertes, qu'une quinzaine de minutes. Un seul œil est traité dans un premier temps, et la cicatrisation demande quinze jours à trois semaines.

Cette opération, pratiquée depuis cinq ans sur des centaines de cas dans plusieurs centres américains et soviétiques et dans quelques hôpitaux français, a été conçue en 1973 par un ophtalmologue russe, S. Fyodorov, qui avait été amené à soigner un garçon myope dont la cornée avait été lacérée par des éclats de verre. Quelques jours après l'intervention qu'il pratiqua pour la suturer, il eut la surprise de constater que la myopie s'était considérablement atténuée. En effet, l'indice de réfraction de la cornée avait été corrigé par un modification de son rayon de courbure.

Il semble que l'on obtienne 80 % de résultats favorables sur les myopies allant de –2 à –9 dioptries. Mais des controverses continuent d'agiter le monde de l'ophtamologie à propos de cette technique, où d'aucuns redoutent l'apparition de lésions cicatricielles tardives, voire de cécité. Ce qui n'empêche pas les équipes d'avant-garde de proposer une amélioration de cette technique conduite non plus au diamant mais au laser, avec un réglage automatique aux ultra-sons de la profondeur des incisions (Docteur Danièle Aron-Rosa, hôpital Trousseau, Paris). En outre, d'autres interventions, consistant en un remodelage complet de la cornée, sont proposées, à la suite de l'ophtalmologue colombien Barraquer. Elles exigent un appareillage coûteux (900 000 F) et complexe, dont il existe un seul exemplaire en France dans le service du professeur Jean-Louis Couderc à la Fondation A. de Rothschild.

Dr E.-L.

(1) En raison d'une courbure excessive de leur cornée, les myopes voient les images en avant de leur rétine, et donc floues. Après incision calibrées, la cornée voit sa courbure diminuée et l'image se forme sur la rétine.

Un traitement génétique pourrait être appliqué à deux maladies sanguines héréditaires

Le prochain numéro du *New England Journal Medicine* publie les résultats d'un important travail qui ouvre de nouvelles perspectives en matière de traitement génétique de la thalassémie et de la drépanocytose, deux maladies sanguines héréditaires très répandues à travers le monde et dues à une anomalie de structure de l'hémoglobine adulte. L'équipe du Dr Susan Perrine (Université Stanford) a découvert un phénomène jusque-là ignoré concernant les fœtus de mères diabétiques. Grâce aux techniques de plus en plus sophistiquées, qui permettent d'observer, à l'échelle moléculaire, les principales étapes embryologiques de l'enfant à naître, les chercheurs californiens ont établi que les fœtus de mères diabétiques, bien que normaux, ne respectaient pas les stades habituels de la synthèse de l'hémoglobine, principal constituant du sang. L'observation pourrait paraître mineure. Elle ne l'est pas.

L'embryon d'abord, le fœtus ensuite, synthétisent *in utero* leur propre hémoglobine (hémoglobine embryonnaire puis fœtale), de structure différente de l'hémoglobine adulte. Quelques semaines avant la naissance, se produit un phénomène de « commutation », la concentration du sang en hémoglobine fœtale commençant à décroître, alors qu'augmente celle en hémoglobine adulte plusieurs mois après la naissance. Seule cette dernière est normalement retrouvée dans le sang.

L'observation centrale de l'équipe californienne porte sur un événement jusqu'alors totalement inconnu : l'absence de commutation normale chez les fœtus portés par des mères diabétiques. Les chercheurs américains formulent l'hypothèse que ce phénomène est la conséquence indirecte de la concentration trop élevée en sucre des sangs maternels. Dans ce cas, ce serait l'insuline du fœtus qui réussirait à inhiber l'action normale de certains gènes fœtaux.

« Il s'agit d'une observation très importante, nous a déclaré le professeur Jean Rosa, de l'hôpital Henri-Mondor de Créteil (INSERM), *qui pourrait, à terme, nous permettre d'intervenir efficacement dans des maladies comme la thalassémie et la drépanocytose. »* L'enjeu thérapeutique est considérable. L'être humain ne peut en effet vivre avec la seule hémoglobine fœtale : si l'on parvient à agir sur le phénomène de commutation, on disposera pour la première fois d'un outil thérapeutique actif au niveau même de l'origine d'une maladie héréditaire.

J.-Y. N.

EN BREF

Un syndicaliste de la CGT condamné à Bordeaux

(De notre correspondant.)

Bordeaux. – Le tribunal correctionnel de Bordeaux a condamné, le 8 février, à 4 000 francs d'amende pour outrage à magistrat, M. Christian Laur, secrétaire départemental de la CGT. L'affaire trouve son origine dans un conflit opposant la CGT à la CSL (Confédération des syndicats libres) dans une entreprise du bâtiment. La seconde avait jugé diffamatoire un tract de la première, et porté plainte. L'affaire devrait être jugée prochainement.

Pour tenter de découvrir les auteurs du tract, le juge d'instruction avait ordonné une perquisition au siège de la CGT. A la suite de cette démarche qu'il avait considérée comme *« vexatoire »*, M. Christian Laur avait écrit au procureur de la République. Dans sa lettre, il dénonçait ce qu'il estimait être une *« forfaiture »*. Il y disait notamment qu'il fallait *« remonter à l'occupation de notre pays par les nazis pour avoir eu, avec la CGT interdite, des perquisitions au siège de la CGT »*. Ce sont ces termes, jugés outrageants pour le magistrat instructeur, qui ont entraîné la poursuite du secrétaire de la CGT par le procureur de la République et sa condamnation. Le jugement a suscité de vives protestations de la part des nombreux syndicalistes présents dans la salle. – P. C.

M. Karsenty à la tête de la mission interministérielle contre la toxicomanie

M. Jean-Claude Karsenty est nommé président de la mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie. Il remplace à ce poste M. Franck Perriez. Désormais, la mission interministérielle dépendra du premier ministre et non plus du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale.

Mis en place en 1982, cet organisme prépare les réunions du comité interministériel qui coordonne les actions des différents ministères en matière de lutte antidrogue, d'information et d'éducation sanitaire. Son président est un « Monsieur Drogue » chargé *« de diriger, de coordonner et d'impulser tous les aspects de la lutte contre la toxicomanie »*. En 1983-1984, La mission a formé deux cents personnes appartenant aux professions de l'éducation. Elle a obtenu plusieurs mesures ponctuelles telles que l'interdiction de la vente aux mineurs du trichloréthylène *(le Monde* du 16 février 1984).

[Né le 26 mai 1937 à Mostaganem (Algérie), M. Jean-Claude Karsenty a fait ses études secondaires en Algérie avant d'étudier à la faculté de droit de Paris. Titulaire d'un diplôme d'études supérieures de sciences économiques, il a travaillé pour le ministère algérien de l'agriculture de 1964 à 1972. En 1979, il devient l'assistant de M. Pierre Joxe à la trésorerie du parti socialiste. Depuis novembre 1981, il était secrétaire général du groupe socialiste à l'Assemblée nationale.]

● *Deux gardiens de prison inculpés.* – Les deux surveillants de la maison d'arrêt de Montauban, MM. Gilbert Garcia et Patrick Plana, qui étaient de service la nuit du 7 au 8 février au cours de laquelle six détenus se sont évadés ont été suspendus de leurs fonctions par l'administration pénitentiaire. Ils ont été inculpés de connivence d'évasion par Mme Corinne Chassagne, juge d'instruction à Montauban, et laissés en liberté sous contrôle judiciaire, précise-t-on au Palais de justice de cette ville.

JUSTICE

L'INCARCÉRATION DU SOUS-DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION DES MONNAIES

Mme Françoise Verne, bouc émissaire ?

« Il est trop facile de faire de Mme Françoise Verne un bouc émissaire pour masquer plus de cent ans de gabegies à l'Hôtel de la monnaie, gabegies parfaitement connues des autorités de l'Etat », a déclaré, samedi 9 février, dans un communiqué à l'AFP, Me Pascal Dewinter, l'avocat qu'a choisi Mme Verne, sous-directeur à l'administration des monnaies et médailles, inculpée le 1er février de *« vol et recel de vol »* et incarcérée à la maison d'arrêt de Caen (Calvados) (*le Monde* daté 10-11 février).

Selon Me Dewinter, le mandat de dépôt visant sa cliente *« ne se justifiait pas »*, aussi a-t-il interjeté appel de l'ordonnance de mise en détention de Mme Verne, qu'il décrit comme une *« fonctionnaire d'élite, travaillant de quinze à dix-huit heures par jour et qui participait activement, sous l'autorité du directeur, à la réorganisation de l'Hôtel de la monnaie »*.

D'autre part, M. Michel Noir, député du Rhône (RPR), rapporteur spécial du budget des Monnaies et médailles, a indiqué, samedi 9 février, qu'il attirait *« depuis trois ans l'attention des différents ministres des finances sur le « laxisme » de la gestion de l'Hôtel des monnaies »*. Dans une interview à l'AFP, M. Noir a déclaré que, dans les annexes du rapport établi en 1984 par le rapporteur du budget de la commission des finances à l'Assemblée nationale, M. Christian Pierret, député des Vosges (PS), celui-ci avait posé *« des questions restées sans réponses)* sur le fonctionnement de l'Hôtel de la monnaie et, en particulier, sur l'absence de procédures comptables analytiques.

« Laxisme »

Pour M. Noir, *« il n'y a pas eu, durant une longue période, de connaissance des coûts des médailles produites, qui sont parmi les meilleures au monde, pas de politique commerciale, pas de contrôle de gestion... »* M. Noir a dénoncé, en outre, *« un très grand laxisme social aux Monnaies, caractérisé notamment par un certain nombre de primes très élevées versées à côté des salaires et qui ont fait l'objet de recommandations de la Cour des comptes »*.

En conclusion, le député du Rhône a rappelé que le directeur général des Monnaies, M. Pierre Dehaye, avait été remplacé en avril 1984, après que la Cour des comptes eut relevé *« de graves irrégularités »* dans la gestion et qu'un détournement d'or eut été découvert, en 1983, ainsi qu'une comptabilité parallèle dans la distribution des monnaies offertes par la direction. M. Noir a rappelé enfin que de hauts fonctionnaires avaient été alors traduits en cour de discipline budgétaire.

A l'Hôtel de la monnaie, on se refuse à toute déclaration, arguant de *« consignes de strict black-out »*, tandis que les policiers de Rouen, dont les investigations avaient conduit Mme Fabienne Janocka, juge à Caen, à prononcer l'inculpation de Mme Françoise Verne, se retranchent derrière le secret de l'instruction

DÉFENSE

Le PCF critique les propos de M. Hernu sur la force d'action rapide et la bombe à neutrons

« Aucun concept de guerre limitée, aussi bien nucléaire que classique, n'est acceptable pour nous, Européens », a déclaré, samedi 9 février, à Munich, le ministre français de la défense, M. Charles Hernu, lors d'un séminaire annuel de plusieurs experts militaires et diplomatiques occidentaux.

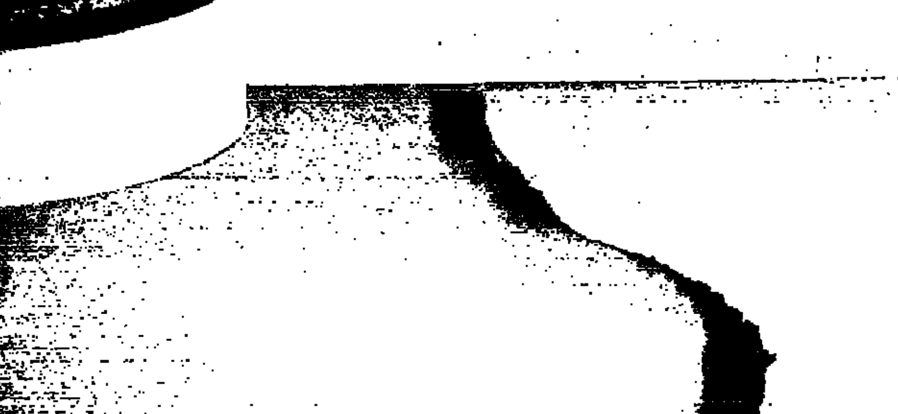
« C'est au regard de cette règle qu'ont été prises les principales décisions qui assureront la crédibilité de nos forces nucléaires. Il en est ainsi de la définition du nouveau sous-marin nucléaire, qui prendra, au milieu des années 90, la relève des bâtiments existants. Il en est de même du système mobile terrestre Hadès et du missile air-sol moyenne portée qui équipera nos avions : par leur portée accrue, ces deux systèmes feront jouer leur effet dissuasif pleinement. J'ajoute que ce serait le renforcement de notre posture dissuasive qui guiderait la décision éventuelle de déployer l'arme à effets collatéraux réduits (1), *si celle-ci était prise par le président de la République, chef des armées »*, a ajouté le ministre de la défense.

« Nos forces classiques contribuent également à la dissuasion pour éviter son contournement par une agression dont l'ampleur ne justifierait pas la menace d'emploi des armes nucléaires. Par leur souplesse d'emploi, leur mobilité, leur polyvalence, nos capacités classiques confèrent à l'autorité politique les moyens de marquer les limites qu'il fixe à l'inacceptable. La création de la Force d'action rapide répond à cet objectif et, contrairement à ce que certains voudraient faire croire, la Force d'action rapide ne modifie en rien les relations entre la France et les commandements intégrés de l'OTAN. La France reste maîtresse de ses décisions et exerce sa souveraineté sur sa défense », a conclu M. Hernu avant d'inviter les Européens à développer encore leur coopération dans le domaine des armements classiques.

Ces déclarations, qui sont citées par *l'Humanité* de ce lundi 11 février, sont vivement critiquées par le quotidien du PCF, qui s'en prend à la création de la Force d'action rapide et à l'éventualité de la construction de l'arme à rayonnements renforcés.

« Il y a quelques années, un officier supérieur ouest-allemand, écrit *l'Humanité, avait signalé que la Bundeswehr, avec ses milliers de chars ultra-modernes, est une remarquable armée d'attaque, mais qu'elle manque cruellement d'infanterie. Les 47 000 hommes des divisions d'élite qui constituent la Force d'action rapide ont-ils vocation à combler cette lacune ? Pour diverses raisons politiques, la RFA ne peut produire elle-même des armes nucléaires. La France va-t-elle s'en charger à sa place, en fabriquant des bombes à neutrons ? Qu'est-ce que notre pays aurait donc à gagner en participant à l'effort de guerre ouest-allemand ? »*

(1) Il s'agit de la bombe dite à neutrons (NDLR).



sports

DOUBLÉ FRANÇAIS AUX CHAMPIONNATS DU MONDE DE SKI

Une si longue attente...

Un doublé français aux championnats du monde de ski, ce n'était plus arrivé depuis 1966. Et une simple médaille d'or depuis 1974. Dix-neuf ans après Annie Famose et Marielle Goitschel à Portillo du Chili, onze ans après Fabienne Serrat à Saint-Moritz, Perrine Pelen et Christelle Guignard sont montées sur les deux premières marches du podium du slalom féminin, samedi 9 février. Daniel Mougel s'étant classé septième du slalom masculin dimanche 10, l'équipe de France n'a pas remporté d'autre médaille durant ces championnats, qui se sont achevés par la victoire du Suédois Jonas Nilsson, quatrième des Jeux de Sarajevo, devant le néo-Luxembourgeois Marc Girardelli et l'Autrichien Robert Zoller.

Les Suisses, qui avaient dominé descente et combiné masculin et féminin (sept médailles) n'ont pas, ensuite, réussi à faire aussi bien que les Français en 1966 à Portillo (16 médailles). Les Autrichiens, qui avaient remporté seulement une médaille à Sarajevo, sont montés cinq fois sur le podium, sans parvenir cependant à imposer un de leurs coureurs. En revanche, les Américains, qui avaient fait forte impression aux Jeux olympiques (cinq médailles, dont trois d'or), ont légèrement marqué le pas (quatre médailles, dont une d'or). Enfin, les Italiens, sur leur terrain, ont seulement réussi à placer la championne olympique de slalom, Paoletta Magoni, sur la troisième marche du podium.

De notre envoyé spécial

Bormio. — Ce fut une explosion de joie : Perrine Pelen première, Christelle Guignard deuxième. En dépit de la hargne de la championne olympique italienne Paoletta Magoni. En dépit des réclamations italiennes puis autrichiennes. Grâce aussi à la chute de la Suissesse Erika Hess, championne du monde du combiné. C'était le doublé auquel le ski français n'osait plus croire depuis près de vingt ans.

De l'or et de l'argent mêlés à des larmes émues. Celles de Guy Joly-Pottuz, le préparateur de leurs skis, qui ne dormait plus depuis trois jours. Celles encore de Robert Marzoff, le technicien des chaussures, qui leur avait apporté en cachette des friandises la veille au soir.

De l'or et de l'argent mêlés au champagne offert jusqu'à plus soif par le directeur de l'équipe, Sylvain Dao-Lena. La rage et le style étaient réunis pour un triomphe.

Perrine, c'est la rage : *« Tout ce qu'elle entreprend, elle le fait à fond. A l'entraînement, il faut forcer pour la faire arrêter »*, disait Gabriel Molliet, le moniteur qui lui avait donné des leçons pendant les vacances scolaires à Courchevel avant de l'entraîner en équipe nationale depuis 1974. Perrine, c'est aussi le paradoxe d'une citadine qui s'est imposée dans un milieu montagnard.

Parisienne de naissance, Grenobloise d'adoption, elle a passé le baccalauréat en ayant suivi des cours par correspondance avec l'aide d'un répétiteur tout en suivant le « cirque blanc ». Son père aurait voulu en faire une polytechnicienne.

Un entraîneur du Grenoble université club (GUC), Jean-Paul Donnat, qui devait ensuite se tuer dans un accident de montagne à Chamonix, l'a, malgré lui, convaincu de la laisser faire de la compétition.

A dix-sept ans, elle a remporté sa première victoire en Coupe du monde. Quatorze allaient suivre. Cela ne l'a pas détournée des études : kinésithérapie d'abord, gestion commerciale ensuite.

Tandem de choc

Sur ses skis, Perrine semblait parfois avoir du mal à canaliser une énergie qu'elle s'est efforcée de brûler par ailleurs en faisant du squash et de la planche à voile.

A vingt-quatre ans, elle a acquis une expérience et un tempérament qui lui ont notamment permis de dominer la déception du slalom géant (18e) pour se concentrer sur le « spécial ». Sans doute n'était-elle pas plus forte techniquement samedi qu'il y a trois ans à Schladming (Autriche), quand elle avait laissé échapper la victoire à quelques portes de l'arrivée, ou bien à Sarajevo l'an dernier. Mais elle était plus sûre d'elle, alors que sa grande rivale, Erika Hess, s'était prise à douter sur un parcours mal adapté à son style.

Même une blessure à l'épaule contractée trois semaines avant les championnats et soignée par l'acupuncture n'a pas entamé son désir de vaincre.

« Le scénario de ce doublé a été très bien écrit », disait le père de Christelle Guignard. Oubliées les grosses larmes de Sarajevo ! Christelle ne se perd plus dans le brouillard quand elle mène ; elle termine. Avec un panache fou qui lui a permis de signer les meilleurs temps de la seconde manche. Un talent à combustion lente : cette jeune femme des Deux-Alpes a attendu d'avoir vingt-deux ans pour gagner une épreuve de Coupe du monde. Mais la jolie dilettante s'est, elle aussi, mise à l'entraînement d'arrache-pied sous la conduite de Gabriel Molliet, et elle sait qu'elle peut gagner.

Une médaille d'or, une médaille d'argent : un tandem de choc Pelen-Guignard qui va s'attacher maintenant à la Coupe du monde de slalom.

Une fois les bouteilles de champagne vidées, il faut bien convenir en effet que les problèmes existent : les résultats n'ont pas été ce qu'ils auraient dû être en descente et en slalom géant ; la carrière de Pelen touche à sa fin. Comment assurer la relève ? Christelle a encore de beaux jours devant elle, certes. Hélène Barbier, âgée de dix-huit ans, qui a pris une encourageante cinquième place dans le combiné, est pleine de promesses.

Mais, chez les plus jeunes, les espoirs se font rares. Alors, il va falloir demander aux coureuses et aux entraîneurs plus de rigueur dans la préparation. Quant aux fabricants de matériels fournisseurs de l'équipe de France, ils sont, après les échecs en descente, sous la menace d'une ouverture à des marques étrangères.

ALAIN GIRAUDO.

Revanche d'un « gugusse »

Il y a des petites phrases que les hommes politiques voudraient sans doute ne jamais avoir prononcées. M. Jean-Pierre Soisson, quand il était secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, avait notamment déclaré que les *« gugusses n'avaient rien à faire dans l'équipe de France olympique aux Jeux de 1980 »*. A l'époque, Daniel Mougel n'avait donc pas pu se rendre à Lake-Placid. Hier, ce même Mougel, maintenant âgé de vingt-sept ans, et toujours douanier, a terminé septième d'un slalom où il n'y avait pas beaucoup de « gugusses » à l'arrivée.

Le vainqueur, Jonas Nilsson, peu connu du grand public en dépit d'une quatrième place à Sarajevo, s'est affirmé comme l'un des meilleurs spécialistes depuis le début de la saison grâce à une technique révolutionnaire de glisse sur les faux plats, comme il en a fait la démonstration à Bormio.

Marc Girardelli a, pour sa part, laissé échapper la victoire en lâchant malencontreusement un bâton à quelques portes de l'arrivée. Toutefois, le Luxembourgeois est assurément un des très grands skieurs de cette génération qui entend, lui aussi, démontrer sa polyvalence en prenant le départ des prochaines descentes de Coupe du monde aux Etats-Unis.

Le troisième, Robert Zoller, a été surnommé le « sanglier », tellement son style est peu élégant. Mais il pilote ses skis avec une précision époustouflante.

Quant au quatrième, ce n'est autre que le Suédois Ingemar Stenmark, recordman des victoires en Coupe du monde, ancien champion olympique et du monde de slalom.

Avec le Yougoslave Krizaj et l'Italien de Chiesa, Mougel n'est donc pas en mauvaise compagnie.

A. G.

Les stéroïdes et le foie des athlètes

Les stéroïdes que prennent certains athlètes pour développer leur musculature pourraient provoquer des cancers du foie estiment plusieurs médecins américains. Cette présomption s'appuie sur le fait qu'en un an deux cas de cancer du foie ont été constatés chez des sportifs dont l'état de santé était par ailleurs excellent.

Un haltérophile de trente-sept ans a reconnu s'être fait injecter 100 milligrammes de stéroïdes par jour pendant cinq ans. La tumeur dont il a été opéré pesait près de 5 kilogrammes ; il a, de plus, subi l'ablation de 60 % de son foie. Un autre haltérophile de vingt-six ans est décédé récemment après avoir pris des stéroïdes pendant trois ans.

Le docteur Overly, qui a le premier établi un rapport formel entre les stéroïdes et le cancer du foie, a déclaré que ses collègues et lui-même seront de plus en plus appelés à soigner des affections de ce genre si les sportifs ne renoncent pas à recourir à ce produit dopant. Le docteur Bob Goldman, membre du comité médical de l'Association des athlètes amateurs, a laissé entendre qu'il pourrait y avoir « nombre d'athlètes ayant eu recours aux stéroïdes qui développent actuellement sans le savoir un cancer du foie ». *Il a souligné que, la plupart du temps, la tumeur ne peut être décelée avant d'avoir atteint une grosseur de 5 à 6 centimètres de diamètre.*

Depuis 1965, trente-trois autres cas de cancer du foie ont été relevés ; ils ont toutefois atteint des athlètes souffrant d'autres affections.

D'autre part, les dirigeants de l'USOC (United States Olympic Committee), le comité national olympique américain, viennent d'annoncer qu'ils demanderaient prochainement au Comité international olympique (CIO) d'interdire la pratique des transfusions sanguines. Selon le colonel Don Miller, ancien directeur de l'USOC, cette pratique qui n'est pas considérée officiellement comme une méthode de dopage par le CIO, a été utilisée par plusieurs membres de l'équipe olympique américaine de cyclisme avant les jeux de Los Angeles et devrait être interdite au même titre que les stimulants, les stéroïdes et plus de quatre-vingt-dix autres produits dopants.

ESCRIME

Victoire d'une jeune lame

L'Italien Alessandro Cuomo, vingt-deux ans, l'un des jeunes épéistes qui montent, a remporté, dimanche 11 février, au stade Pierre-de-Coubertin, à Paris, le challenge René-Monal à l'épée, en battant en finale le Roumain Miklos Bodoczi par dix touches à cinq.

Les Français, dont le champion olympique Philippe Boisse, ont manqué cette compétition qui marquait le début de la saison et ne se sont pas qualifiés pour le tableau final à huit tireurs. Trois italiens (Alessandro Cuomo, Gerardo Merli, Maurizio Randazzo), deux Allemands de l'Ouest (Reichert Berger, Rafael Nickel), un Hongrois (Peter Takacs), un Roumain (Miklos Bodoczi) et un Polonais (Robert Felisiak) ont pris place dans le dernier carré. Aucun de ces épéistes n'avait, jusqu'à ce jour, enlevé un grand tournoi ni participé à une finale mondiale ou olympique. Alessandro Cuomo, jeune Napolitain, étudiant en éducation physique, a toutefois confirmé sa deuxième place de la Coupe du monde en 1983.

LE CROSS DE « L'ÉQUIPE »

La petite foulée de Carlos Lopès

Le Portugais Jézéquiel Canario a gagné, dimanche 10 février, au parc des sports du Tremblay (Val-de-Marne) le troisième cross de *l'Equipe*. Il a parcouru les 9,600 kilomètres en 29 min. 58 sec. devant le Belge Vincent Rousseau à 9 sec. et le Britannique Roger Hackey à 10 sec. Le favori de l'épreuve, le Portugais Carlos Lopes, a terminé à la cinquième place à 15 sec de son compatriote.

A vingt-quatre ans, Jézéquiel Canario n'est pas un inconnu. D'une taille de 1,80 mètre et d'un poids de 60 kilos, il est l'un des meilleurs spécialistes du monde du 5 000 mètres (13 min. 24 sec. 50) et a participé à la finale de l'épreuve des Jeux olympiques de Los Angeles où il a pris la neuvième place. Au terme du cross de *l'Equipe*, il s'est contenté de dire : *« Il faisait très froid, le parcours était difficile. Je ne suis pas habitué à cette température. C'est ma première victoire sur Lopes. J'ai battu le meilleur crossman, du monde »*.

Sa course ne l'a pas étonné. Il s'est montré, en effet, le plus combatif des concurrents, parmi lesquels se trouvaient, à l'exception des Ethiopiens qui lui avaient donné l'an dernier du fil à retordre, son compatriote Carlos Lopes, les Britanniques, dont leur chef de file David Clarke, le Belge Vincent Rousseau et les Français Pierre Levisse, Jacky Boxberger et Jean-Louis Prianon, que certains considèrent comme le coureur vedette de demain.

Aux avant-postes, dès le départ, Canario s'est montré un animateur infatigable avant de se détacher après 7 kilomètres et demi de course. *« J'étais alors persuadé que les autres allaient suivre »*, dira-t-il plus tard. Carlos Lopez, le champion olympique du marathon, ne s'est pas montré sous son meilleur jour. En forme, il aurait à coup sûr emboîté la foulée de son équipier du Sporting de Lisbonne quand ce dernier a porté son attaque sur la fin du parcours ; mais la course avait montré un athlète insuffisamment préparé à cinq semaines des championnats du monde qui doivent avoir lieu à Lisbonne. Le Portugais qui détient cet autre titre, remporté l'année dernière à New-York, constitue, à trente-huit ans, un modèle de longévité sportive. Il ne s'est pas attardé lui non plus sur sa défaite au parc du Tremblay : *« Canario a gagné. Ce n'est pas étonnant. C'est un athlète complet et travailleur. Chacun a ses objectifs. Le mien demeure le championnat du monde. »*

Sur un parcours fait de montées raides et dépourvu de lignes droites, la sélection s'est ainsi faite en dehors des athlètes français qui ont laissé partir le Portugais, le Belge et le Britannique. Seul Pierre Lévisse, à quinze jours des championnats de France qui auront lieu le 24 février à Créteil, s'est affirmé comme le meilleur Français en prenant la quatrième place.

G. M.

SKI NORDIQUE

Un titre pour deux

De notre envoyé spécial

La Bresse. — Innovation au départ de l'épreuve des 50 kilomètres du championnat de France de ski de fond, samedi matin à La Bresse (Vosges). Les trente-cinq concurrents se sont élancés tous en même temps. L'année dernière, à Autrans, ceux qui étaient partis à la conquête du titre national avaient quitté la ligne de trente secondes en trente secondes.

Ce premier abandon de la formule du « contre la montre » dans une course de fond spéciale était un essai de la Fédération française de ski, soucieuse d'augmenter l'attrait de la compétition. Auparavant, il fallait attendre le verdict du chronomètre pour connaître le vainqueur. Cette fois, il n'y a pas eu à se livrer à des calculs, mais à se poster sur la ligne d'arrivée pour déterminer instantanément le champion..

En fait, ils sont deux à figurer sur les tablettes. Dominique Locatelli, vingt-trois ans, originaire d'Autrens, a dû partager un titre qu'il détenait. Claude Pierrat, vingt et un ans, domicilié dans le village voisin de Xonrupt-Longemer, s'est jeté en même temps que lui sous la banderole après 50 kilomètres de compagnonnage ardent fait de tentatives incessantes de dépassement.

Débordés par la nouveauté, les organisateurs avaient tout simplement oublié de tracer une ligne sur la neige et encore plus d'installer un dispositif permettant la prise d'une « photo-finish ». Piégés par leur habitude à se fier uniquement aux impulsions chronométriques, ils furent contraints de déclarer les deux hommes *ex æquo* puisqu'ils terminaient dans la même dixième de seconde.

Malgré cet accroc, la formule venait de faire ses preuves en offrant en permanence les positions vraies de la course. Dominique Locatelli et Claude Pierrat (ce dernier marche sur les traces de son frère Jean-Paul, vainqueur de la Vasaloppet en 1978) avaient conduit jusqu'au trente-septième kilomètre un groupe de quatre hommes dont faisaient également partie Gérard Durand-Poudret et Jean-Denis Jaussaud, qui se classeront troisième et quatrième. Ce dernier n'a pu toutefois réaliser le grand chelem à la recherche duquel il s'était lancé après s'être imposé sur la distance de 15 kilomètres et celle de 30 kilomètres.

Une attaque de Claude Pierrat a donné une tournure décisive à la course. Seul Dominique Locatelli a pu répliquer et l'accompagner jusqu'au bout. Après deux heures et dix-huit minutes, c'était le sprint, comme dans une épreuve de cyclisme.

Les sept dames engagées sur 20 kilomètres se sont livrées elles aussi à ce nouveau jeu, mais il s'est révélé moins passionnant que celui des hommes en raison de la supériorité de la Dauphinoise Madeleine Galland, qui a obtenu son troisième titre.

LLIBERT TARAGO.

LES RÉSULTATS

Basket-ball

CHAMPIONNATS DE FRANCE

(Dix-septième journée)

*Orthez et Villeurbanne	84-84
*Limoges b. Challans	102-88
*Saint-Etienne b. Caen	92-79
Antibes b. *Vichy	98-96
*Avignon et Stade Français	87-87
Tours b. *Monaco	91-85
*Le Mans b. Mulhouse	107-85

Classement. — 1. Limoges, 47 pts ; 2. Villeurbanne, 44 ; 3. Antibes, 43 ; 4. Stade Français, 40 ; 5. Orthez, 38 ; 6. Challans, 37 ; 7. Vichy, 32 ; 8. Caen, Avignon et Le Mans, 31 ; 11. Tours et Monaco, 27 ; 13. Saint-Etienne, 25 ; 14. Mulhouse, 23.

Football

COUPE DE FRANCE

(Trente-deuxième de finale)

A l'exception de l'élimination de Toulon par Nice (2-0) et celle de Tours par Saint-Etienne (1-0), équipes de première division battues par des équipes de deuxième division, les trente-deuxième de finale de la Coupe de France qui ont eu lieu du vendredi 8 au dimanche 10 février se sont déroulées sans surprise. Toutefois Nantes (4-1 devant Niort), Sochaux (3-2 devant Martigues), Racing (1-0 devant Viry-Châtillon) ont eu recours à la prolongation pour se qualifier. Paris-Saint-Germain et Marseille, qui ont obtenu le match nul respectivement contre Montpellier (1-1) équipe de deuxième division, et Senlis (1-1), équipe de quatrième division, ne se sont qualifiés qu'au terme de l'épreuve des tirs au but.

Hockey sur glace

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Poule finale

(Sixième journée)

*Saint-Gervais et Gap	3-3
*Français Volants b. Megève	7-3
Chamonix b. *Grenoble	2-3

Classement. — 1. Saint-Gervais, 47 pts ; 2. Gap, 40 ; 3. Megève, 38 ; 4. Français Volants, 35 ; 5. Chamonix, 32 ; 6. Grenoble, 30.

Patinage artistique

CHAMPIONNATS D'EUROPE

Les championnats d'Europe de patinage artistique se sont achevés samedi 9 février à Gœteborg (Suède) par l'épreuve de danse qui est revenue au couple soviétique Natalia Bestemianova-Andrei Bukin devant leurs compatriotes Marina Klimova-Sergei Ponomarenko et les Allemands de l'Ouest Petra Born-Reinek Schoenborn. Les Français Martine Olivier-Philippe Boissier et Isabelle Cousin-Martial Mette ont pris respectivement la douzième et la quatorzième place.

Tennis

TOURNOI DE DELRAY BEACH

Les Français Yannick Noah et Tarik Benhabiles joueront les huitièmes de finale des championnats internationaux de Delray Beach (Floride). Le premier a battu samedi 9 février l'Américain Tom Gullikson 7-5, 6-1 ; le second a battu dimanche 10 février le Tchécoslovaque Marian Vajda 5-7, 6-3, 6-2. Dans le tournoi féminin, Catherine Tanvier et Catherine Suire ont été éliminées au troisième tour respectivement par l'Allemande de l'Ouest Steffi Graf (6-3, 7-5) et par Martina Navratilova 6-1, 6-2.

Volley-ball

(Quatorzième journée)

*AS Cannes b. JSA Bordeaux	3-0
*Montpellier UC b. Arago Sète	3-0
*Stade Français b. Racing Club de France	3-1
Asnières Sports b. *Grenoble	3-0

Classement. — 1. Montpellier UC, Asnières Sports et AS Cannes, 25 pts ; 4. AS Grenoble, 23 ; 5. Stade Français, 20 ; 6. Arago Sète, 18 ; 7. JSA Bordeaux et Racing Club de France, 16.

Montpellier, Asnières Sports, Cannes et Grenoble sont qualifiés pour la poule des « as » qui aura lieu le 23 et le 24 février, le 2 et le 3 mars, et le 9 et le 10 mars.

ÉCHECS

Le championnat du monde

KASPAROV REMONTE A 5-3

Ce n'est pas encore la cote d'alerte mais le niveau monte dangereusement. Samedi, la « crue Kasparov » a atteint, comme prévu, la troisième marche du piedestal sur lequel est déjà juché, mais à la cinquième marche, lui, Karpov. Depuis deux mois et demi, le champion du monde est bloqué là, incapable de faire le sixième et dernier pas, celui qui lui permettrait de conserver sa couronne.

Il n'est pas douteux que cette invraisemblable situation ronge, petit à petit, les forces du champion du monde, d'autant qu'en face de lui resurgit un Kasparov que sa semi-noyade semble avoir rendu maintenant insubmersible. La finale de la quarante-huitième partie, où, sous les applaudissements et, fait rare, les bravos des spectateurs, il a contraint Karpov à l'abandon, l'a confirmé.

Cependant, rien n'est joué. L'avantage du champion du monde reste considérable et, surtout, son challenger n'a pas droit à la moindre défaite. La seule question est de savoir si Karpov est « détruit » psychologiquement. Rien ne permet de l'affirmer même si Kasparov fait tout pour cela, en particulier en demandant le report de la quarante-neuvième partie qui devait se jouer ce lundi. Cruel, le challenger veut que le champion du monde « cuise » un peu plus longtemps dans le jus de sa dernière défaite. Sûr de lui, il prend immédiatement le seul « time-out » auquel il a droit jusqu'à la cinquante-sixième partie. On verra mercredi la réponse de Karpov.

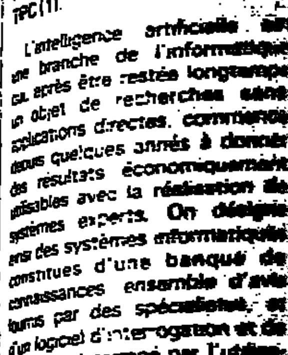
Blancs : KASPAROV

Noirs : KARPOV

Quarante-huitième partie

Position à l'ajournement. — Blancs : Rh2, Té3, Pa3, b4, f4, g4 et h3. Noirs : Rf7, Tç1, Pa6, b5, ç5 et h7.

41.	bxç5	Txç5	55.	Td4	Té1
42.	Td3	Ré7	56.	Rd6	Té8
43.	Rg3	a5	57.	Rd7	Tg8
44.	Rf3	b4	58.	h6	Rf7
45.	axb4	axb4	59.	Tç4	Rf6
46.	Ré4	Tb5	60.	Té4	Rf7
47.	Tb3	Tb8	61.	Rd6	Rf6
48.	Rd5	Rf6	62.	Té6+	Rf7
49.	Rç5	Té8	63.	Té7+	Rf6
50.	Txb4	Té3	64.	Tg7	Td8+
51.	b4	Th3	65.	Rç5	Td5+
52.	h5	Th4	66.	Rç4	Td4+
53.	f5	Th1	67.	Rç3	Abandon.
54.	Rd5	Td1+			



LA STRATÉGIE DE

Des micro-ordi

TOURISME

LE CLUB MÉDITERRANÉE OUVRIRA UN VILLAGE À L'ALPE-D'HUEZ

PARIS RESTE LA PREMIÈRE VILLE DE CONGRÈS DANS LE MONDE

هكذا من الأصل

SCIENCES

LA STRATÉGIE DE TEXAS INSTRUMENTS

Des micro-ordinateurs intelligents

Surtout connue comme fabricant de composants électroniques et de calculateurs de poche, la société américaine Texas Instruments a fait récemment plusieurs annonces qui définissent une politique originale : faire entrer l'intelligence artificielle dans la micro-informatique individuelle. La société vient de présenter le Personal Consultant, un logiciel qui permet de construire des systèmes experts sur son micro-ordinateur individuel, le TIPC (1).

L'intelligence artificielle est une branche de l'informatique qui, après être restée longtemps un objet de recherches sans applications directes, commence depuis quelques annés à donner des résultats économiquement utilisables avec la réalisation de systèmes experts. On désigne ainsi des systèmes informatiques constitués d'une banque de connaissances, ensemble d'avis fournis par des spécialistes, et d'un logiciel d'interrogation et de recherche. Interrogé par l'utilisateur, ce logiciel consulte la banque, demande en général des informations supplémentaires à l'utilisateur, et finit par construire une réponse satisfaisante à la question posée. Ainsi Mycin, l'un des premiers systèmes experts, est capable de poser le diagnostic de diverses maladies en utilisant les informations qu'on lui donne sur le patient et les règles de déduction emmagasinées dans sa banque.

La banque d'un système expert contient plusieurs centaines ou plusieurs milliers d'informations, il faut donc beaucoup de mémoire pour les loger et une grande puissance de traitement pour sélectionner les informations utiles pour une situation donnée. Ce qui dépasse généralement les possibilités des micro-ordinateurs. Le Personal Consultant permet cependant de réaliser des sytèmes opérationnels, en profitant de la très grosse mémoire (768 kilo-octets) du TIPC et de la possibilité de lui associer un disque magnétique. Il est commercialisé au prix de 30 000 francs.

On peut rapprocher cette annonce d'autres nouveautés : la fabrication par Texas Instruments de l'Explorer, un mini-ordinateur spécialement conçu pour exécuter rapidement des programmes écrits en LISP, le langage le plus utilisé par les chercheurs en intelligence artificielle ; l'effort de recherche fait par la société dans ce domaine ; le contrat reçu du Pentagone pour la réalisation de microprocesseurs adaptés au traitement du langage LISP. La stratégie est claire, et on ne la cache pas chez Texas Instruments : on devrait voir dans quelques années des machines portatives qui pourront servir de support à de vastes systèmes experts, ce qui rendra bien plus aisé l'usage de ces derniers. Le marché de l'intelligence artificielle ne représente, en 1985, que 1 % du marché total de l'informatique, mais la proportion devrait dépasser 10 % dans cinq ans. Il y a donc des places à prendre.

M. A.

(1) Texas Instruments a présenté, en même temps que le Personal Consultant son micro-ordinateur portatif Pro-lite. La machine pèse 4,8 kilogrammes dans sa version de base et entre aisément dans un attaché-case. A une réduction de mémoire près, elle a les caractéristiques du TIPC. Son prix est de 27 500 francs.

A L'IMITATION DE NOMBREUSES UNIVERSITÉS ÉTRANGÈRES

Le CNRS crée une filiale d'édition

Le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) a décidé la création d'une filiale de diffusion et d'édition, les Presses du CNRS. Conçues sur le modèle des *University Press* qui existent auprès de nombreuses universités étrangères, les Presse du CNRS devront diffuser les ouvrages produits par les éditions du CNRS, et devraient elles-mêmes éditer une trentaine d'ouvrages par an, éventuellement en collaboration avec d'autres éditeurs. Il s'agit d'ouvrages d'accompagnement de la recherche, destinés aux ingénieurs, aux étudiants, « décideurs » divers ou public cultivé, qui puissent faire largement connaître les acquis scientifiques et techniques récents.

Les Presses du CNRS, filiale à 100 %, auront un capital de 3 millions de francs et emploieront une vingtaine de personnes. Le directeur général, chargé de l'édition, sera assisté d'un directeur adjoint pour la commercialisation, et de deux chefs d'édition (sciences de l'ingénieur, sciences de l'homme et de la société) dont la fonction, analogue à celle d'un directeur littéraire, sera de suggérer des ouvrages et de démarcher des auteurs potentiels. Un comité éditorial, comprenant quatre personnalités scientifiques en sus du directeur général et du directeur adjoint, veillera à la qualité scientifique de l'édition.

Les éditions du CNRS (service administratif) éditent actuellement quelque cent soixante titres par an et subventionnent l'édition de deux cent trente autres. Il s'agit bien souvent d'ouvrages dont la publication est nécessaire à des fins de conservation et de disponibilité de l'information scientifique, mais qui ne peuvent toucher qu'un public très restreint et ne trouvent guère d'acquéreurs hors du marché des bibliothèques scientifiques. En 1983, les éditions du CNRS ont reçu un budget de 22,1 millions de francs (hors aide à l'édition), et leurs recettes de vente ont atteint 12,2 millions de francs. Hors tous frais de personnel, le déficit est donc voisin de 10 millions de francs. Il pourrait être réduit par une politique commerciale plus active, mais un service administratif est mal armé pour la mener.

L'étude préalable à la cration prévoit que la filiale atteindra son équilibre financier après trois ans d'existence. La politique éditoriale qu'elle mènera jouera beaucoup dans la réalisation de cet objectif. Et l'on ne cache pas au CNRS l'espoir que les contacts entre la filiale et les éditions du CNRS auront un effet dynamisant sur ces dernières, où la part des sciences humaines et sociales est jugée excessive. Car s'il est clair que certains ouvrages doivent être publiés malgré l'absence d'un marché suffisant pour équilibrer les coûts, on peut se poser la question pour d'autres types d'ouvrages. Chargés de la diffusion, les responsables de la filiale seront à même de donner un avis sur ce point.

M. A.

● *Le lancement de Challenger retardé.* – Le lancement de la navette spatiale américaine Challenger, à bord de laquelle volera l'astronaute français Patrick Baudry, devrait être retardé d'au moins d'une semaine, indique la NASA. Le tir avait été initialement fixé au 20 février. Ce report est dû aux réparations effectuées sur le revêtement de protection thermique de Challenger dont plusieurs milliers de « tuiles » ont été endommagées lors de la précédente mission, en octobre dernier.

CIRCULATION

A PARIS

La RATP va créer une brigade de protection des couloirs d'autobus

A partir du mois d'octobre prochain, les automobilistes parisiens ne stationneront plus et ne circuleront plus impunément dans les couloirs réservés, de 8 heures à 20 h 30, aux autobus dans la capitale. La RATP vient de décider de créer une brigade spécialisée dans la prévention et la répression de ces contraventions.

Les couloirs réservés ont été créés en 1964 pour promouvoir les transports collectifs dans Paris, avec 980 mètres des quais du Louvre et de la Mégisserie. On en dénombre aujourd'hui 107 kilomètres dont une dizaine sont à contresens de la circulation ordinaire. Ces couloirs ont été difficiles à créer en raison de l'hostilité des riverains et des élus. Ils ont été difficiles, aussi, à défendre en raison du laxisme des livreurs et des conducteurs et de l'absence de répression de la part des services de police.

On compte en moyenne neuf véhicules en stationnement par kilomètre de couloir. La RATP a calculé, en 1983, que le nombre des véhicules en infraction s'élevait chaque jour à 40 626.

250 à 600 F

Voilà deux ans, la Régie a expérimenté une surveillance de la ligne 54 (Asnières-Gennevilliers-place de la République). Des agents assermentés se sont employés à faire déguerpir les autos stationnant dans les couloirs. Faute de quoi ils ont verbalisé : 250 procès-verbaux par semaine. Le résultat a été net. Les bus ont repris de la vitesse à un point tel que deux voitures auraient pu être supprimées sur la ligne sans dommage pour les usagers. Ceux-ci ont vu leur nombre augmenter de 10 %.

Forte de ce précédent, la RATP a décidé de former cent de ses agents à cette tâche de prévention et de sanction sur l'ensemble des couloirs réservés. Les syndicats vont être prochainement consultés à ce sujet. Ces agents seront assermentés et donc habilités à dresser des procès-verbaux qui se traduiront par des amendes de 250 francs (circulation à l'intérieur d'un couloir) ou de 600 francs (stationnement dans un couloir ou à l'emplacement d'un arrêt). Ils demanderont l'enlèvement des automobiles les plus gênantes.

L'objectif est d'accroître de 3 kilomètres/heure la vitesse moyenne (10 kilomètres/heure) que ces bus réalisent à l'heure de pointe du soir. En cas de réussite, ce sont 120 millions de francs de carburant, de matériel et de salaires qui seront économisés par an, pour le plus grand bonheur de la Régie qui aura, en 1985, du mal à joindre les deux bouts.

Cette prévention-répression suppose un remodelage du réseau de couloirs. En effet, certains de ceux-ci ne servent pas à grand-chose ou bien sont impossibles à respecter en raison de leur empiètement sur la chaussée. Il vaudrait mieux habituer les conducteurs à un plus petit nombre d'interdictions, à condition qu'elles soient absolues. D'autre part, la Régie étudie le moyen de doter sa brigade de contrôle du dernier cri de la télématique pour lui éviter d'avoir à cocher des cases et à noircir du carbone comme les contractuelles parisiennes. Le contrevenant pourrait recevoir à domicile, quelques jours après l'infraction, une sommation à payer rédigée... de main d'ordinateur.

ALAIN FAUJAS.

TOURISME

LE CLUB MÉDITERRANÉE OUVRIRA UN VILLAGE A L'ALPE-D'HUEZ

Le Club Méditerranée ouvrira, à Noël prochain, un nouveau village de neige dans la station dauphinoise de L'Alpe-d'Huez. La convention, signée récemment, entre M. Trigano et le maire de la commune prévoit l'implantation d'un village de vacances haut de gamme d'une surface de 16 152 mètres carrés, et comprenant 389 chambres et pouvant accueillir 550 clients.

Propriétaire du terrain qu'elle louera 250 000 francs par an, la commune recevra un forfait annuel de 1,1 million de francs pour l'utilisation des remontées mécaniques de la station. Pour la construction du bâtiment (100 millions de francs de travaux), priorité a été donnée aux entreprises de la région. Priorité également au personnel local en ce qui concerne les 200 emplois qui seront créés à cette occasion. A noter, enfin, différentes activités communes au club et à la station, dont un atelier d'informatique. Quant au montant des taxes versées à la commune on l'estime à quelque 900 000 francs par an.

Dans un premier temps, le nouveau village ne fonctionnera que pendant l'hiver. En France, le Club exploite déjà des villages de neige aux Arcs, à Avoriaz, à Chamonix, aux Menuires, Tignes-Val-Claret et à Val-d'Isère.

PARIS RESTE LA PREMIÈRE VILLE DE CONGRÈS DANS LE MONDE

Pour la sixième année consécutive, annonce l'Office de tourisme de Paris, la Ville de Paris occupe le premier rang du classement mondial des villes de congrès, établi par l'Union des associations internationales dont le siège est à Bruxelles.

Avec 254 manifestations en 1984 (contre 252 en 1983) la capitale française, précède, une nouvelle fois, sa rivale traditionnelle, Londres, qui en a accueilli, pour sa part, 248.

Au classement des pays, la France se maintient, pour la troisième année consécutive, au second rang. Avec 590 congrès internationaux, elle est précédée par les États-Unis (639) et devance la Grande-Bretagne (511).

ENVIRONNEMENT

Au tribunal de Chicago

LA BRETAGNE PRÉSENTE LA FACTURE DE LA MARÉE NOIRE

Les soixante-dix-neuf communes bretonnes sinistrées lors de la marée noire de l'*Amoco Cadiz* présenteront avant la fin du mois à la justice américaine la facture des dommages qu'elles estiment avoir subis en 1978. En effet, après le jugement du tribunal de Chicago (*le Monde* daté 22-23 avril 1984) qui a reconnu la Standard oil compagny of Indiana comme responsable de la catastrophe, il ne reste plus qu'à évaluer le montant des dommages que la société pétrolière devra payer à ses « victimes ».

Cette estimation donne lieu à une nouvelle bataille d'experts. L'ultime phase du procès de l'*Amoco Cadiz* s'ouvrira à l'automne aux Etats-Unis.

Selon le syndicat mixte des communes bretonnes, la note globale pourrait s'élever à environ 1 milliard de dollars (400 millions pour les communes elles-mêmes, 300 millions pour l'Etat, 300 millions pour les professionnels du tourisme, de la pêche et les collectivités locales non adhérentes au syndicat). La facture qui sera remise au juge McGarr – le magistrat américain qui suit cette affaire depuis le début – a été difficile à établir car on a voulu y estimer aussi le préjudice moral causé à la Bretagne et les conséquences écologiques sur le milieu marin.

culture

EXPOSITION

LA PHOTOGRAPHIE ET LE PAYSAGE IMPRESSIONNISTE

Neige et clair de lune

L'exposition «L'impressionnisme et le paysage français», qui s'est ouverte au Grand Palais le 6 février (*le Monde* du 8 février) rencontre d'ores et déjà le succès auquel on pouvait s'attendre : des milliers de visiteurs samedi et dimanche. La question du paysage, au cœur du propos a donné lieu à une petite exposition dans l'exposition, une «enclave photographique» qui, comme le vaste ensemble des peintures, compte quelques chefs-d'œuvre «L'impressionnisme et le paysage» fermera ses portes le 22 avril.

L'attrait principal d'une photographie de paysage, Roland Barthes l'a écrit dans *la Chambre claire*, est de donner envie à celui qui la regarde de s'y projeter, de l'habiter : dans le cours de sa contemplation, l'œil nous emmène comme par la main entre ses futaies, sur ses grandes clairières tachetées de soleil. Là, se dit-on, il ferait bon vivre, peut-être..., mais il est aussi des paysages abîmés, calcinés, irradiés.

L'enclave photographique aménagée à l'intérieur de cette exposition sur le paysage français s'arrête à l'issue du dix-neuvième siècle et ne rend donc pas compte des défigurations qui le guettent, et que s'obstineront à recenser certains photographes du vingtième siècle, alors que les plus passéistes remettront leurs pas dans ceux des faiseurs d'édens. La photographie de paysage peut se décalquer librement d'après la tradition picturale, et il n'y a rien de choquant, après avoir regardé beaucoup de tableaux, à tomber tout à coup sur une photographie à laquelle on s'apprêterait à reconnaître la même valeur. Les deux petites photographies prises par Bonnard dans son jardin — dégoulinures de lumière sur des corps familiers — ne sont pas le seul lien entre peinture et photographie : le paysage reproduit *in extenso* par le cliché se serait seulement essoré de ses couleurs.

Aigle ou coiffe d'Indien

Cézanne vient de fouetter d'un vert trop vif le pont de Maincy : c'est peut-être le mouvement des feuilles des arbres qui a contaminé ainsi l'alentour. De même, Manet raconte un nocturne du port de Boulogne beaucoup trop étoilé pour être honnête, ou trouve un vert louche pour l'eau diurne du même port. Si le peintre coloriste peut appuyer sur le paysage un effet d'exaspération de la sensation visuelle, de quelles supercheries dispose le photographe avec son instantané *a priori* tellement empreint de véracité ?

La photo de paysage, autant que la teneur momentanée d'un ciel, fixe la sensation, l'immobilise, la glace et la réchauffe, l'éternise : reflet simple d'un arbre sur l'eau capturé par Atget. Lui aussi, le photographe recherche l'effet — la neige, la brume, le clair de lune — que le noir et blanc transcrit et traduit immédiatement, un trouble de perspective, ce moment où un paysage presque ordinaire devient tout à coup la scène d'une hallucination, d'un songe : la plupart de ces photos sont vides — et donnent aujourd'hui au visiteur l'impression d'un repos, — mais on peut aussi y projeter les litanies des solitudes, des vagabondages, le bruit des feuilles remuées par les chaussures, en percevoir les menaces et les fantômes. Tel fourré photographié par Regnault pourrait être le lieu d'un crime circonscrit par un fonctionnaire de la brigade criminelle. Édouard Baldus reconnaît carrément un moine (c'est le titre donné à sa photo) dans la découpure biscornue d'un rocher qui pourrait aussi bien figurer un aigle ou une coiffe d'Indien.

La notion de paysage s'étend ici à des vues citadines alors que l'impressionniste reste pratiquement toujours dans les jardins de belles demeures, le photographe est mandaté par des administrations (les ponts et chaussées par exemple) pour faire un relevé topographique des villes. Ce sont alors des paysages de fer et de pierres équarries. Charles Marville reconstitue dans un chantier, au moment de la percée de l'avenue de l'Opéra, par son cadre et ses répartitions d'ombre et de clarté, un décor de théâtre avec une avant-scène, une profondeur et des montants de scène.

Un titre didactique un peu tristounet (« Du réalisme à l'impressionnisme ») cache donc un choix remarquable de photographies, avec, notamment, le très mystérieux *Paysage à la charrette*, de Jeanrenaud, les splendides vues maritimes de Le Gray ou sa *Forêt de Fontainebleau*, étrangement orageuse.

HERVÉ GUIBERT.

THÉÂTRE

« TAILLEUR POUR DAMES », de Feydeau

Folle déraison

Georges Feydeau devait avoir un grain de folie pour inventer des histoires aussi emberlificotées d'irrationnel, pour créer des personnages aussi farfelus et loufoques. Dans *Tailleur pour dames*, mis en scène par Bernard Murat, Feydeau se surpasse dans l'absurdité délirante. Il piétine le bon sens, il tourne et retourne la logique sans vergogne et, miracle, il parvient à retomber sur ses pieds. Cela tient du prodige.

Avec la meilleure volonté du monde, et même un remarquable esprit de concision, il est impossible de raconter les mésaventures qui fondent sur le personnage du docteur Moulineaux, tout cela parce que un soir, il eut le désir canaille de lutiner la belle Suzanne Aubin. A partir de là, et pour sauver son mariage, il invente n'importe quoi. L'*agonie* d'un *ami*, une *princesse* du Groenland, une maladie dite de Dumanchel ; il raconte même comment les Grecs travaillaient indifféremment le marbre et le molleton de tapissier ! Entre-temps, il change de métier, devient tailleur et dessine, dans les airs, des robes que la femme la plus excentrique n'oserait jamais porter.

Le docteur Moulineaux est pris dans un système qu'il ne contrôle plus et, sans le vouloir, devient le prince de l'embrouille et de l'entourloupe, naviguant de mensonge en mensonge, entraînant à sa suite l'éternel mari jaloux qui trompe le plus benoîtement du monde son épouse ; et la dame minaudante qui prend le thé en badinant avec un galant. Enfin, et comme toujours chez Feydeau, il y a deux ou trois personnages qui débarquent dans l'histoire pour la compliquer davantage.

Pierre Arditi, qui interprète le rôle du docteur Moulineaux, mène le spectacle d'un bout à l'autre sans reprendre son souffle. Agité, nerveux, irrité, excédé, épuisé, frénétique, complètement fou, il passe d'un état à l'autre avec une sorte de rouerie déconcertante. Quel talent et quelle verve ! Ceux qui l'entourent ont la même énergie, grâce à la mise en scène de Bernard Murat, qui *galope à toute vitesse dans des* décors où, pour une fois, on a évité, pompons et fanfreluches dont sont affublés généralement les salons bourgeois du début du siècle. En revanche, on retrouve rubans et dentelles pour les robes de ces dames qui ont des envolées propres à émoustiller ces messieurs, lesquels malgré leur belle morale, aiment à avoir l'œil en coulisse.

Tailleur pour dames a un triple avantage. Les grincheux chroniques rentreront chez eux d'une humeur de rose. Les amoureux du théâtre rendront hommage au génie de Feydeau. Mais surtout les esprits cartésiens comprendront enfin qu'ils n'ont pas le monopole de la raison.

CAROLINE DE BARONCELLI.

★ Théâtre des Bouffes-Parisiens. 21 heures.

JAZZ

PAUL BLEY AU FESTIVAL DES BANLIEUES BLEUES

Le pianiste venu du Nord

Eternel jeune homme, inventeur de formes, carrière d'enfant prodige menée avec élégance dans les domaines les plus risqués du jazz, le pianiste Paul Bley, d'origine canadienne, participe au Festival des banlieues bleues, mardi 12 février, à Montreuil.

A treize ans, Paul Bley dirige son premier quartet au Chalet Hôtel de Montréal. Il marche alors sur les traces du pianiste canadien qu'il admire le plus, Oscar Peterson. Tel un provincial du jazz, il « monte » à New-York (Juillard School). Il commence par accompagner tous les musiciens, des plus discrets aux plus connus : Lester Young, Charlie Parker, etc. C'est ainsi qu'on apprend à l'époque : dans les écoles, en courant les clubs, et par le compagnonnage. Les pianistes sont très recherchés. Ce qui surprend chez Paul Bley, au jeu si riche et si délicat, c'est moins son donjuanisme musical que les amitiés qu'il noue avec les musiciens les plus difficiles : *« J'ai commencé à travailler comme sideman. Je voulais savoir s'il m'était possible de travailler avec tout le monde. »*

Simple : en 1956, il enregistre son premier disque avec Charles Mingus à la basse et Art Blakey à la batterie. Puis il épouse Carla Borg, née en 1938. Carla Bley saura se faire un nom. Au contact de Paul Bley, les femmes (Carla, Annette Peacock) se mettent à composer. Lui reste génial, discret et indolent : *« Aucune des femmes que j'ai connues ne faisait la cuisine, toutes composaient. Cela m'a permis de disposer d'un répertoire immense. »*

Californie, West-coast, 1957. Il accompagne Chet Baker et constitue un trio avec Charlie Hadem et Billy Higgins, futurs compagnons d'Ornette Coleman. Au passage, noter le choix des bassistes. Comme Bill Evans, l'autre pianiste d'époque avec qui il jouera en duo chez Georges Russel, Bley est un inventeur de bassistes. Lui-même incenté par Mingus, il voit se succéder dans ses groupes Haden, La Faro, Gary Peacock, Dave Holland, Eddie Gomez ou Steve Swallow qui vient justement de le précéder au Festival des banlieues bleues. La liste est incomplète, ouverte, anthologique.

En 1959, Paul Bley enregistre sous la direction de Mingus. A Los Angelès, il crée un quintet fameux avec Ornette Coleman et Don Cherry. On le retrouve en trio avec Jimmy Giuffre en 1961, plus tard aux côtés de Don Ellis, et il finira par fricoter avec tous les musiciens sans exception de l'avant-garde new-yorkaise. L'indolent est singulièrement actif. *« Si des musiciens noirs ont engagé un blanc comme moi, ce n'est pas parce que j'étais gentil ou sympathique, c'est parce que je pouvais faire certaines choses que les autres ne pouvaient pas faire... »*

Un esprit d'aventure

Les musiciens noirs du free jazz l'intègrent sans autre forme de procès à leur extravagante aventure. Rôle d'appoint, de transition et de création. Paul Bley promène sa silhouette élégante et souple dans tous les coins de la musique. Il aurait pu connaître la grande gloire. Il préfère connaître les musiciens et les musiques. Cette délicatesse de toucher, cet esprit d'aventure, à quoi il ajoute un talent irremplaçable pour l'initiative et le balancement... Et, malgré sa modestie, un fond inaltérable d'amabilité, de courtoisie, qui aboutit à ce paradoxe : un des musiciens les plus subtiles, les plus savants de sa génération, venu du Grand Nord blanc, sera engagé à temps plein dans l'entreprise la plus folle des années 60 et 70.

Bientôt Paul Bley s'ouvre avant tout le monde aux synthétiseurs. Il continue d'inventer. Il poursuit harmonieusement son parcours fait de ruptures et de questions. L'Europe le préfère malgré tout au piano acoustique. Il y revient en solo, éternel jeune homme, découvreur d'harmonies et de rythmes, au goût aiguisé et au tempérament complet. Pour reprendre un titre d'émission connue : Paul Bley est typiquement pianiste *« pour ceux qui aiment le jazz »*. Il s'adresse même à ceux qui en sont fous. Et, par un tour de passe-passe, il joue comme naturellement pour ceux qui croient ne pas l'aimer. Quelle fine mouche de la dialectique sera en mesure d'expliquer un jour pourquoi deux Canadiens aussi différents que possible l'un de l'autre, un Noir et un Blanc, Oscar Peterson et Paul, ont su renverser avec grâce le monde du jazz où ce dernier avait été invité en voisin.

FRANCIS MARMANDE.

★ Paul Bley, solo, Georges Lewis et Yves Robert ; à Montreuil (12 février) ; double quartet Didier Levallet, Tony Oxley à Drancy (le 13 février) ; Eddy Louiss Group à Pantin (le 14 février).

MUSIQUE

KENT NAGANO DIRIGE L'INTERCONTEMPORAIN

Portrait d'un jeune chef

Kent Nagano dirige l'Ensemble intercontemporain, ce lundi 11 février, au Théâtre du Rond-Point. Américain d'origine japonaise, ce jeune chef de trente-trois ans s'est déjà fait connaître un peu à Paris, fin 1983 : il a travaillé avec Seiji Osawa à la mise en place, au palais Garnier, du *Saint-François d'Assise* d'Olivier Messiaen, et dirigea même l'une des représentations de cette création.

Depuis, Osawa, le chef attitré de l'Orchestre symphonique de Boston, lui fait confiance, au point que, en décembre dernier, empêché à la dernière seconde, il lui a confié sa baguette et la charge de donner, au pied levé, si l'on peut dire, la *Neuvième symphonie* de Malher. De l'avis unanime, Nogano, là, a convaincu et le public et les musiciens. *« Je n'avais pas du tout répété avec eux, et je m'apprêtais à reprendre trait pour trait les indications d'Osawa, mais au bout de trois mesures j'ai su que je pouvais y aller à ma guise, l'Orchestre de Boston est une telle machine que ça a roulé comme de soi. »* Certains instrumentistes, toutefois, sont venus le voir à l'issue du concert, histoire d'entendre le son de sa voix. Du coup, l'été prochain, Nagano les dirigera aussi au Festival de Tanglewood.

Craint-il de se voir trop accoler, à la longue, cette étiquette d'« assistant d'Osawa » ? Nagano, coiffé comme le maître et dont le sourire a la même apperente candeur, s'étonne franchement.

Il n'est pas en permanence aux côtés de son maître, et quand bien même... *« Seiji*, dit-il, *est pour tous les Japonai une sorte de père. Quand j'avais neuf ans, ma grand-mère me le désignait comme un Dieu dès qu'il passait à la télévision. Je l'ai rencontré il y a deux ans seulement, grâce à Messiaen ».* Il y a une sorte de tendresse dans la façon dont Nagano évoque Osawa : *« Nous ne parlons jamais vraiment boutique, mais plutôt de nos façons d'envisager l'existence. Lui est vraiment japonais. Moi ? Mon esprit à l'intérieur l'est resté mais mon cerveau est américain, plus américain que nature parfois. Je suis entre les deux, ni l'un ni l'autre. »*

Nagano est né de parents japonais, nés eux-mêmes sur la côte dite Dorée, à égale distance entre Los Angeles et San-Francisco. Il a été élevé là, loin des villes, *« près des troupeaux de vaches »* (ces paysages immenses du côté de Big-Sur ou de San-Simiane, le château fantomatique de *Citizen Kane*). Son père et sa mère font partie de la génération de ceux que l'on enferma dans les camps du Wyoming ou de l'Oklahoma après Pearl-Harbour et jusqu'à la fin de la guerre, de crainte qu'ils ne trahissent.

Il a appris le piano avec sa mère, puis la clarinette pour jouer dans la fanfare du village, et assez tard, à l'université, la théorie et la composition, parallèlement à des études de droit. C'est à vingt et un ans seulement que, parti pour devenir avocat, il a choisi la musique. Il tient à une façon « ancienne manière » de ne pas se spécialiser ; ayant commencé par le ballet et l'opéra, il entend mêler tous les répertoires.

S'il parle le japonais ? Pas vraiment. Il s'est arrêté à l'âge de cinq ans. Sa famille craignait qu'on se moque de son accent. Il n'est jamais allé au Japon. Trop de travail. Pas le temps. Les musiciens de ce pays là ? *« Je suis un peu comme eux, très discipliné; ils travaillent trop, ce n'est pas forcément un gage de maturité, de compréhension. »* Les Français ? A l'opposé, ils lui paraissent individualistes, mais, ajoute-t-il, *« Les Français ont le sens du phrasé, du style. »*

MATHILDE LA BARDONNIE.

★ Théâtre du Rond-Point, lundi 11 février, 20 h 30. Programme Bartok, Janacek, Schreker, Knussen et Shoenberg, avec le Groupe vocal de France.

La mort de Pierre Souvtchinsky

UN ESTHÉTICIEN EXPERT EN MAIEUTIQUE

Pierre Souvtchinsky, qui vient de mourir à Paris, était presque inconnu du grand public, mais il avait joué un rôle important dans le mouvement esthétique.

Né à Saint-Pétersbourg, en Russie, le 17 octobre 1892, universitaire, ami des meilleurs écrivains et compositeurs russes, il avait créé très jeune une revue musicale et des concerts de musique contemporaine. Commissaire du peuple à la culture à Kiev pendant la révolution, il quitta l'URSS pour Sofia, Berlin, enfin Paris, où il s'installa dans les années 20, dirigeant les Éditions Eurasie et la revue littéraire *Versti*. Il était depuis 1922 l'ami et le confident d'Igor Stravinsky, qui lui confia la publication de sa correspondance et de ses archives.

Auteur de nombreux articles dans des revues et encyclopédies, il a été surtout un philosophe et un conseiller esthétique, *« expert en l'art platonicien de la maïeutique »*, écrit François Michel. Des musiciens, tels Xenakis, Stockhausen, Pablo, Amy, Gérard Masson, venaient le consulter pour qu'il les éclaire sur leur propre voie.

Il fut l'ami indéfectible de Pierre Boulez, et participa à la création et à l'orientation du *Domaine musical* (dont il avait suggéré le titre) à ses débuts. Ses textes épars sont difficiles à trouver ; mais le dernier publié, *Stravinsky auprès et au loin*, dans un volume d'études et de témoignages (éditions J.-C. Lattès, 1982), montre la puissance et la pénétration d'un esprit dont les traces écrites ne suffisent pas à expliquer le rayonnement. *« Une œuvre aussi complète et représentative fût-elle*, écrivait-il dans cet essai quasi testamentaire, *ne contient sûrement pas en elle toute la valeur vivante, toute la signification humaine du créateur qui l'a réalisée. »*

J. L.

■ **SOCIÉTÉ BACH.** — Une société Jean-Sébastien Bach vient d'être constituée à Paris, comme filiale française de la Neue-Bach-Gesellschaft de Leipzig. Le bureau provisoire est présidé par Marc Vignal. Renseignements et adhésions : 67, rue d'Amsterdam, 75008 Paris.

■ **PRIX GREGORY-CHMARA.** — Sabine Azéma et Louis Ducreux pour le cinéma, Nelly Borgeaud et Pierre Arditi pour le théâtre, se partagent le prix Gregory-Chmara, récompense créée en souvenir du comédien, par son épouse, la critique de cinéma Vera Volmane, et l'historien Charles Ford.

■ **L'ÉTUDE DU XIX[e] SIÈCLE FRANÇAIS.** — Une Association pour l'étude du XIX[e] siècle français, présidée par M. Pierre-Marie Auzas, vient d'être créée en vue d'étudier et de défendre cette période dans toutes ses expressions artistiques. On relève parmi ses membres les noms de MM. René Huyghe, Jacques Thuillier, Pierre Vaisse. Rens. : 11, boulevard Pereire, 75017 Paris.

■ **CONTES ET CONTEURS.** — Le cinquième Festival du conte et des conteurs, « Les mots à la bouche », est organisé jusqu'au 2 mars à Chevilly-Larue (Val-de-Marne), par le Centre culturel communal et le Théâtre à bretelles.

■ **CONCOURS DE PHOTO.** — Le magazine *Géo* et l'association Paris Audiovisuel lancent un concours doté d'un prix de 60 000 F. Le thème : « Un reportage sur Paris ». Les dossiers devront être déposés avant le 1[er] mars au siège de *Géo*. (Service photo, 6, rue Daru, 75379 Paris Cedex 08).

■ **PRÉCISION POUR ZIZI JEANMAIRE.** — Une distorsion du son et un écho amplifié durant certaines séquences d'*Hollywood Paradise* nous ont fait croire, à tort, que Zizi Jeanmaire a recours au play-back dans son spectacle (*le Monde* du 23 janvier). Ce n'est pas le cas, la chanteuse utilisant un micro-cravate.

« Le violon violet » à Chaillot

Camillo Osorowitz avait écrit un joli livre à l'usage des tout petits, *le Violon violet*, où l'on retrouvait la bonne vieille idée que la musique adoucit les mœurs : un conte charmant avec un roi bonasse, ami du sommeil, une population agitée, et un petit garçon armé d'un violon magique qui met tout le monde d'accord mais qui finit par se taire, ne voulant être « récupéré » par personne.

A Chaillot, Osorowitz a transformé cette histoire en spectacle. Avec les grands moyens de son « magiscope », c'est-à-dire avec des effets d'images surimposées : un vrai cocktail de couleurs berlingot. Les personnages sont figurés avec de gros effets de caricature, comme dans une publicité pour yaourts aux fruits. La démonstration des effets bienfaisants de la musique est plutôt répétitive, malgré la joliesse des chansons. Bernadette Castay joue le petit garçon Victor avec des joues rouges et de faux airs de Chantal Goya : tout à fait la télévision, certains *mercredis après-midi*. Chaillot nous a habitués à des spectacles plus ambitieux et plus subtils.

BERNARD RAFFALLI.

★ Jusqu'au 16 mars. Renseignements : 727-81-15.

Retour à la voix humaine

L'exploitation méthodique d'une production dérivée du rock a tellement envahi le marché ces dernières années qu'on est surpris et charmé d'entendre, à Bercy, un groupe sans tapage ni trucage comme U 2.

En deux ans, les quatre Irlandais de Dublin sont parvenus au premier plan avec une musique hors des clichés, où la mélodie et les harmonies tiennent une bonne place, sans pour autant nuire à une forte pulsion rythmique.

U 2 nous éloigne des mélanges de sons et de bruits sans caractère. Le message est simple : restez vous-même. Et ils le disent sans grosse machinerie ni bastringue, avec simplement leurs guitares et leurs voix, avec une dimension profondément humaine, avec une vérité qui, *dimanche soir* à Bercy, suscitait une fête pleine de soleil et de beauté.

C. F.

★ 33 tours distribution Phonogram.

Nuit des césars

Le cinéaste américain Franck Capra, âgé de quatre-vingt-huit ans, longtemps président des oscars à Hollywood, sera le parrain de la *Nuit des césars* qui aura lieu le 2 mars à Paris, et durant laquelle il recevra lui-même un césar d'honneur. A l'occasion de sa venue dans notre pays, la Cinémathèque française rendra hommage à l'auteur de *New-York Miami*, *l'Extravagant M. Deeds*, *M. Smith au Sénat* ou *Arsenic et vieilles dentelles*, pour ne citer que quelques-uns de ses chefs-d'œuvre.

La *Nuit des Césars* avait été parrainée il y a trois ans par un autre cinéaste prestigieux venu des Etats-Unis : Orson Welles.

Musée de l'histoire de France

Le musée de l'histoire de France, qui avait dû fermer ses portes au mois de septembre dernier pour se moderniser, est de nouveau ouvert au public. Il consacre de façon permanente une salle aux documents essentiels de l'histoire de France, des origines à la seconde gerre mondiale, ainsi que deux salles à la Révolution française, et propose deux exposition : « La vie quotidienne des Parisiens pendant la Grande Guerre 1914-1918 » (jusqu'au 15 février), et « Louis XIV et l'urbanisme royal parisien » (jusqu'au 11 mars). Archives nationales, 60 rue des Francs-Bourgeois, 75003 Paris (277-11-30).

thé[âtre]

LES SPECTACLES NOUVEAUX

les salles subventionnées

les autres salles

les cafés-théâtres



مكرر من الاصل

هكذا من الأصل

SPECTACLES

« Le violon violet » à Chaillot

Camillo Osorowitz avait écr[...] un joli livre à l'usage des tou[...] petits, *le Violon violet*, où l'on retrouvait la bonne vieille idé[e] que la musique adoucit les mœurs : un conte charman[t] avec un roi bonasse, ami du sommeil, une population ag[i]tée, et un petit garçon armé d'un violon magique qui me[t] tout le monde d'accord mais qui finit par se taire, ne vou[lant] être « récupéré » par per[sonne].

A Chaillot, Osorowitz a transformé cette histoire en spectacle. Avec les grands moyens de son « magiscope », c'est-à-dire avec des effets d'images surimposées : un vra[i] cocktail de couleurs berlingot. Les personnages sont figurés avec de gros effets de carica[]ture, comme dans une publicité pour yaourts aux fruits. La démonstration des effets bien[]faisants de la musique est plu[]tôt répétitive, malgré la jolies[se] des chansons. Bernadette Le[]tay joue le petit garçon Victor avec des joues rouges et de[s] airs de Chantal Goya : tout [...] fait la télévision, certains mer[]credis après-midi. Chaillot nous a habitués à des spectacles plus ambitieux et plus subtils.

BERNARD RAFFALLI

★ Jusqu'au 15 mars. Renseignements : [illegible]

Retour à la voix humaine

L'exploitation méthodique d'une production dérivée du rock a tellement envahi le marché ces dernières années que [illegible] [illegible] à Bercy un groupe [illegible] tapage [illegible]

En deux ans, les quatre Irlandais de Dublin sont [illegible] venus au premier plan [illegible] musique [illegible] mélodie et les harmonies [illegible] nent une bonne place [illegible] pour autant nuire à une im[]pulsion rythmique.

U 2 [illegible] mélanges de sons et de [illegible] sans caractère. Le message simple [illegible] ils le disent [illegible] nerie ni [illegible] plement leurs guitares et leurs voix, avec une dimension profondément humaine, [illegible] vérité qui, dimanche soir à Bercy, suscitait une [illegible] de soleil et de beauté.

C.F.

★ 33 tours [illegible] gram.

Nuit des césars

Le cinéaste américain Frank Capra, [illegible] vingt-huit ans [illegible] sident des oscars [illegible] sera le parrain de la [illegible] césars qui aura lieu [illegible] Paris, et durant laquelle [illegible] vra lui-même un césar [illegible] neur. A l'occasion de sa [illegible] dans notre pays, la Ciné[ma]thèque française rendra [hom]mage à l'auteur de [illegible] *Miami*, *M. Deeds*, [illegible] ou *Arsenic* [illegible] pour ne citer que quelques [illegible] de ses chefs-d'œuvre.

La Nuit des Césars [illegible] parrainée [illegible] autre cinéaste [illegible] des Etats-Unis, Orson Welles.

Musée de l'histoire de France

Le musée de l'histoire de France [illegible] portes au [illegible] dernier [illegible] de nouveau [illegible] consacré de [illegible] mais de l'histoire de France [illegible] origines à [illegible] introduire [illegible] à la Révolution française [illegible] propose des [illegible] une quarantaine de [illegible] pendant la Grande Guerre 1914-1918 [illegible] 15 février [illegible] l'urbanisme [illegible] (jusqu'au 11 mars) [illegible] nationales, [illegible] Bourgeois, 75003 Paris [illegible]

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

TOKYO, UN BAR, UN HOTEL : Théâtre des Déchargeurs (236-00-02), 21 h.

LES MÉTAMORPHOSES DE ROBINSON : Théâtre du Lucernaire (544-57-34), 18 h.

UN RITE POUR LE DIRE : Centre Mandapa (589-01-60), 20 h 30.

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX : A Dejazet (887-97-34), 21 h.

LES NUITS ET LES JOURS : Théâtre 14 (545-49-77), 20 h 45.

CHARIVARI. COURTELINE CONSOR : Centre culturel 17 (227-68-81), 20 h 30.

MA FEMME : Poche Montparnasse (548-92-97), 20 h 30.

☞ Spectacles sélectionnés par le Club du « Monde des spectacles ».

Les salles subventionnées

☞ **COMÉDIE-FRANÇAISE** (296-10-20), 20 h 30 : le Triomphe de l'amour.

BEAUBOURG (277-12-33) Débats/Rencontres : 19 h : Ce lieu que les pierres regardent ; Concerts/Animation : 20 h 30 : Concert Kent Nagano (Schoenberg, Knussen, Schreker, etc.) ; Cinéma/Vidéo : 16 h : Dark Circle, de C. Beaver, J. Irving, R. Landy ; 19 h : Hitler et consorts, de F. Buyens ; Frans Masereel : Aspects de son œuvre, de F. Buyens ; Le cinéma chinois : 17 h 30 : Tout feu, tout flammes, de W. Yang ; 20 h 30 : Sous le pont, de B. Chen.

Les autres salles

☞ **A DEJAZET** (887-97-34) 21 h : Renseignement généraux.

☞ **ARTS-HÉBERTOT** (387-23-23), 21 h : Asmodée.

BATACLAN (700-30-12), 20 h 30 : Ligue d'improvisation française.

COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 h, Reviens dormir à l'Elysée.

DAUNOU (261-69-14), 21 h : le Canard à l'orange.

DÉCHARGEURS (236-00-02), 21 h : Tokyo, Un bar, Un hôtel.

DIX-HEURES (606-07-48), 20 h 30 : Repas de famille ; 22 h : Scènes de ménage.

ESPACE KIRON (373-50-25), 20 h 30 : Corlina ou l'enfant du mystère.

HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Offenbach, tu connais ?

☞ **JARDIN D'HIVER** (255-74-40), 21 h : Usinage.

☞ **LUCERNAIRE** (544-57-34), 21 h 45 : Jonas. – Petite salle, 18 h : Parlons français nº 2 ; 21 h 30 : Cocktail Bloody M.

☞ **LYS-MONTPARNASSE** (327-88-61), 19 h 30 : Hedda Gabler.

☞ **MATHURINS** (265-90-00), 20 h 45 : Un drôle de cadeau. Petite salle, 20 h 45 : les Fantasmes du boucher.

NOUVEAUTÉS (770-52-76), 20 h 30 : Loulou te.

POCHE MONTPARNASSE (548-92-97), 18 h 30 : Dernière lettre d'une mère juive soviétique à son fils ; 20 h 30 : Ma femme.

STUDIO BERTRAND (783-64-66), 20 h 30 : Du sang sur le cou du chat.

THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h 30 : Nous on fait où on nous dit de faire.

THÉATRE DE L'ILE SAINT-LOUIS (633-48-65), 20 h 45 : les Bâtisseurs d'empire.

☞ **THÉATRE DU MARAIS** (278-03-53), 20 h 30 : Androclès et le lion.

THÉATRE 13 (588-16-30), 20 h 30 : le Rôdeur.

☞ **THÉATRE 14** (545-49-77), 20 h 45 : les Nuits et les Jours.

TOURTOUR (887-82-48) 20 h 30 : les Mille et une nuits ; 22 h 30 : Carmen cru.

VINAIGRIERS (245-45-54), 20 h 30 : Deux sous pour tes pensées.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 30 : 2 000 *moins* 15 ; 22 h : Baby or not Baby.

BLANCS-MANTEAUX (887-15-84). I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 : les Sacrés Monstres ; II. 20 h 15 : Super Lucette ; 21 h 30 : Deux pour le *prix* d'un ; 22 h 30 : Limite !

CAFÉ DE LA GARE (278-52-51), 21 h : Impasse des morts.

CAFÉ D'EDGAR (322-11-02) I. 20 h 15 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. II. 20 h 15 : Ça balance pas mal ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.

PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : *Fenêtre sur cœur* ; 22 h 15 : Le président.

POINT-VIRGULE (278-67-03), 20 h 15 : Moi je craque, mes parents raquent ; 21 h 30 : Bonjour les clips.

Les chansonniers

☞ **CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE** (278-44-45), 21 h : La gauche mal à droite.

DEUX ANES (606-10-26), 21 h, Les zéros sont fatigués.

Le music-hall

CAVEAU DES OUBLIETTES (354-94-97), 21 h : Chansons françaises.

DÉCHARGEURS (236-00-02) 19 h : J.-L. Caillat.

OLYMPIA (742-25-49), 20 h 30, Romain Didier.

PALAIS DES CONGRÈS (758-14-04), 20 h 30 : M. Sardou.

THÉATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-47-77), 20 h 30, Hollywood Paradise.

THÉATRE DU MUSÉE GRÉVIN (246-84-47), à 20 h 30 : Tango stupéfiant.

Les concerts

TH. DU ROND-POINT, 20 h 30 : Ensemble intercontemporain, dir. K. Nagano ; Groupe vocal de France, dir. M. Tranchant (Schoenberg, Knussen, Schreker...).

Lundi 11 février

☞ **SALLE GAVEAU**, 20 h 30 : Ensemble orchestral de Paris, dir. Cl. Bardon (Durey, Anric, Milhaud...).

ATHÉNÉE, 20 h 30 : Ch. Ludwig, E. Werba.

EGLISE DE LA MADELEINE, 21 h : Ensemble Carmina Alterna, dir. J. Royer (Milhaud).

FONDATION DES ÉTATS-UNIS, Grand Salon, 20 h 30 : M. Leigh Mead (Godard, Ravel, Gaubert...).

SALLE CORTOT, 20 h 30 : E. Bottinelli (Cabezon, Bach, Rodrigo).

LUCERNAIRE, 20 h : Trio Mozart (Beethoven, Ravel).

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

Relâche.

BEAUBOURG (278-35-57)

15 h : Classiques du cinéma mondial : la Légende de Costa Berling, de M. Stiller ; 17 h : la Jeunesse, de Kon Ichikawa (Aspects du cinéma japonais) ; 19 h : Cinéma allemand des années 80 : Avec un intérêt obstiné pour l'argent, de H. Reidemeister, H. Kalbach, H. Konig.

Les exclusivités

ALSINOY EL CONDOR (Nicaragua, v.o.), Denfert, 14e (321-41-01).

AMADEUS (A., v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; UGC-Odéon, 6e (225-10-30) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Calypso, 17e (380-30-11). – V. f. Rex, 2e (236-83-93) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

LES AMANTS TERRIBLES (Fr.) : 7e Art Beaubourg, 4e (278-34-15) ; Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

L'AMOUR A MORT (Fr.) : Quintette, 5e (633-79-38).

ANOTHER COUNTRY (Histoire d'une trahison) (Brit., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02). – V.f. : Impérial, 2e (742-72-52).

A NOUS LES GARÇONS (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

ATTENTION LES DÉGATS (It., v.f.) : Normandie, 8e (563-16-16) ; Paris Ciné, 10e (770-21-71).

L'AUBE ROUGE (A., v.o.) : Paramount City, 8e (562-45-76) ; V.f. : Paramount Opéra, 9e, (742-56-31).

AU-DESSOUS DU VOLCAN (A., v.o.) : Espace Gaîté 14e (327-95-94).

BOY MEETS GIRL (F.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-80-25)

BROADWAY DANNY ROSE (A., v.o.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).

ÇA N'ARRIVE QU'A MOI (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Cluny Palace (mer., jeu., ven.), 5e (354-07-76) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; UGC-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

CARMEN (Esp., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

CARMEN (Franco-it.) : Publicis Matignon, 8e (359-31-97).

LA COMPAGNIE DES LOUPS (Ang., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé-Clichy, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

LA CORDE RAIDE (A., v.o.) (*) : UGC-Odéon, 6e (225-10-30) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; UGC-Normandie, 8e (563-16-16). – V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; UGC-Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; UGC-Convention, 15e (564-93-40).

COTTON CLUB (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé-Clichy, 18e (522-46-01).

LE DÉFI DU TIGRE (A., v.f.) : Gaîté Boulevard, 2e (233-67-06) ; Gaîté Rochechouart, 9e (878-81-77).

DESPERATE LIVING (A., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30).

DIVA (Fr.) : Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32).

DON GIOVANNI (It., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52).

EL NORTE (A., v.o.) : UGC-Opéra, 2e (574-93-50) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC-Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC-Rotonde, 6e (575-94-94) ; UGC-Champs-Élysées, 8e (562-20-40) ; UGC-Gobelins, 13e (335-23-44) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00). – V.f. : UGC-Boulevard, 9e (574-95-40).

EMMANUELLE IV (Fr.) : Arcades, 2e (233-54-58) ; George-V, 8e (562-41-46).

L'ÉTÉ PROCHAIN (Fr.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-City, 8e (562-45-76) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15e, (579-33-00).

GLAMOUR (Fr.) : UGC Biarritz, 8e (562-20-40).

GREMLINS (A., v.o.) : Cluny-Palace (mer., jeu., ven.), 5e (354-07-76) ; UGC-Ermitage, 8e (563-16-16). – V.f. : UGC-Montparnasse, 6e (574-94-94) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; UGC-Gobelins, 13e (336-23-44).

GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN SEIGNEUR DES SINGES (Ang., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46) ; V.f. : Capri, 2e (508-11-69).

L'HISTOIRE SANS FIN (All., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

HORROR KID (A., v.o.) : Paramount-City, 8e (562-45-76). – V.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Montparnasse, 14e (335-30-40).

IL ÉTAIT UNE FOIS EN AMÉRIQUE (A., v.o.) : Cinoches Saint-Germain, 6e (633-10-82).

INDIANA JONES ET LE TEMPLE MAUDIT (A., v.o.) : Marbeuf, 8e (561-94-95). – V.f. : Capri, 2e (508-11-69).

JE VOUS SALUE MARIE (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Logos-I, 5e (354-42-34) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Olympic-Marilyn, 14e (544-43-14) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

KAOS, CONTES SICILIENS (It., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; 14-Juillet Racine, 6e (326-19-68) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; PLM Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Impérial, 2e (742-72-52).

LOVE STREAMS (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; George-V, 8e (562-41-46) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

MARCHE A L'OMBRE (Fr.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Bergère, 9e (770-77-58) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

MARIA'S LOVERS (A., v.o.) : UGC Opéra, 2e (274-93-50) ; Cluny Ecoles, 5e (354-20-12) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Saint-Ambroise (H.sp.), 11e (700-89-16).

1984 (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

LE MOMENT DE VÉRITÉ (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LES NANAS (Fr.), Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Nation, 12e (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Mayfair, 16e (527-27-06) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

NI AVEC TOI NI SANS TOI (Fr.), UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; Biarritz, 8e (562-20-40).

LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (Fr.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Reflet Balzac, 8e (561-10-60).

LES ORGIES DE CALIGULA (It.) (**) : V.O. : Ermitage, 8e (563-16-16) ; V.F. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Paramount Montparnasse, 18e (606-34-25).

PALACE (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24).

LE PAPE DE GREENWICH VILLAGE (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

PARIS, TEXAS (A., v.o.) : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Panthéon, 5e (354-15-04) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40).

PAROLES ET MUSIQUE (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Miramar, 14e (320-89-52).

LE PAYS OU RÊVENT LES FOURMIS VERTES (All., v.o.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37).

PHILADELPHIA EXPERIMENT (A., v.o.) : Forum Orient-Express (233-42-26) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (335-21-21). – V.f. : Lumière, 9e (247-49-07).

PRÉNOM CARMEN (Fr.) : Grand Pavois (H. sp.), 15e (554-46-85).

PROFESSION MAGLIARI (I. v.o.) : Reflet Quartier, 5e (326-84-65).

QUILOMBO (Brésilien, v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01).

RAZORBACK (*) (A., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Boulevards, 9e (574-95-40) : UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

LES RIPOUX (Fr.) : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

LES SAINTS INNOCENTS (Esp., v.o.) ; Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14).

SAUVAGE ET BEAU (Fr.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83).

LA 7e CIBLE (Fr.) : Bretagne, 6e (222-57-97) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Français, 9e (770-33-88).

SOS FANTOMES (A., v.o.) : Marbeuf, 8e (561-94-95) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

SŒURS DE SCÈNE (Chinois, v.o. : Action Christine, 6e (329-11-30).

STAR WAR, LA SAGA (A., v.o.), **LA GUERRE DES ÉTOILES, L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE, LE RETOUR DU JEDI** : Escurial, 13e (707-28-04) ; Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Action La Fayette, 9e (329-79-89) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14).

ELEMENT OF CRIME (Danois, v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Action La Fayette, 9e (329-79-89) ; Olympic, 14e (544-43-14) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; v.f. : Lumière, 9e (246-49-07).

LE TÉLÉPHONE SONNE TOUJOURS DEUX FOIS (Fr.) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Images, 18e (522-47-94) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

TRAIN D'ENFER (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; UGC Boulevards, 9e (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Images, 18e (522-47-94).

LA ULTIMA CENA (Cub.) : Républic Cinéma, 11e (805-51-33).

UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

UN ÉTÉ D'ENFER (Fr.) (*) : Gaîté Boulevards, 9e (233-67-06) ; Paris Ciné, 10e (770-21-71).

UN FILM (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

URGENCE (Fr.) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40)

LA VENGEANCE DU SERPENT A PLUMES (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

LES FILMS NOUVEAUX

L'AVENTURE DES EWOKS, film américain de John Korty, v.o. : Forum, 1er (297-53-74) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; George-V, 8e (562-41-46) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

CHANTONS SUR LE DON, (10 films musicaux), l'Accordéon, un film soviétique de Igor Savtchenko ; Volga Volga, un film soviétique de G. Alexandrov ; le Printemps, un film soviétique de G. Alexandrov ; les Lecutares, un film soviétique de E. Lotianou ; les Mélodies du quartier de Verisk, un film soviétique de G. Chenguelaia ; l'Auto, le Violon et le Chien Paté, un film soviétique de R. Bykov ; les Tsiganes montent au ciel, un film soviétique de E. Lotianou ; Jazz Band, un film soviétique de K. Chakhnazar ; Ne sois pas triste, un film soviétique de G. Daniela, v.o : Cosmos, 6e (544-28-80).

DUNE, film américain de David Lynch, v.o. : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50). V.f. : Grand Rex, 2e (236-83-93) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Bastille, 11e (700-21-65) ; Nations, 12e (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; UGC Convention, 15e (828-42-27) ; Victor Hugo, 16e (722-49-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

LES FAVORIS DE LA LUNE, film français de Otar Iosseliani : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

ROUGE GORGE, film français de Pierre Zucca : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Olympic, 14e (544-43-14).

TRANCHES DE VIE, film français de François Leterrier : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Bastille, 11e (700-21-65) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

HEIMAT, film allemand de Edgar Reitz, v.o. : Cluny Palace, 5e (354-07-76).

COMMUNICATION

Les États-Unis à l'assaut de la télévision européenne

Ted Turner, qu'on surnomme outre-Atlantique *l'« intrépide capitaine Turner »*, a décidé de franchir l'Atlantique. Sa chaîne, Cable News Network (CNN), qui diffuse des informations vingt-quatre heures sur vingt-quatre aux États-Unis, doit arroser l'Europe dès septembre prochain.

CNN sera acheminée jusqu'en Grande-Bretagne par le satellite Intelsat V, reçue par British Telecom et réinjectée sur un satellite européen Eutelsat à destination de tous les réseaux câblés et des télévisions du vieux continent. Pour les trois premiers mois, la chaîne de M. Turner sera gratuite ; ensuite, il faudra payer un abonnement pour reprendre tout ou partie des informations diffusées nuit et jour par CNN.

« La technologie d'aujourd'hui nous offre la possibilité de nous connaître mieux, de nous craindre moins et de vivre en paix », a déclaré M. Ted Turner pour justifier ce débarquement. Depuis quelques mois, le remuant homme d'affaires d'Atlanta ne cachait pas son intention d'élargir son marché.

Enrichi par le succès de son petit réseau de télévision privée WTBS, M. Turner crée CNN en 1980 au milieu du scepticisme général : personne ne croit alors aux chances d'une chaîne spécialisée dans l'information. Trois ans après, CNN absorbe Satellite News Channel, son principal concurrent, et M. Turner peut déclarer que l'entreprise dégagera des bénéfices à partir de 1986.

L'an dernier, le « capitaine » Turner tente de se diversifier et lance une chaîne musicale. Il est obligé de la revendre quelques mois plus tard au « leader » du marché, Music Television, tout en ayant récupéré au passage quelques dizaines de millions de dollars... Un petit bénéfice qui lui permet aujourd'hui d'exporter CNN.

L'initiative de M. Ted Truner n'est que la dernière en date d'une suite d'offensives américaines sur le marché de la télévision européenne. Depuis deux ans, les grandes compagnies hollywoodiennes s'implantent pays par pays. Première — qui réunit *20 th Century Fox*, Warner, Columbia, Home Box Office et Showtime — s'est installée en Angleterre avec Thorn Emi et en Allemagne fédérale avec le groupe Beta. UIP, qui regroupe Universal, Paramount et Metro Goldwyn Mayer — a créé TEN en Grande-Bretagne, négocie avec Bertelsmann en RFA et est déjà présent aux Pays-Bas et en Norvège. Même si ces différentes chaînes de télévision payante ne seront pas rentables avant cinq ou six ans, les industriels du cinéma américain, frustrés par le développement de la télévision outre-Atlantique, ont décidé d'exploiter directement le marché européen...

Plus récemment, c'est le gouvernement américain lui-même qui, par l'intermédiaire de l'United States Information Agency (USIA), cherchait à acquérir un canal sur un satellite européen pour lancer Worldnet, un programme quotidien de deux heures de télévision. Son promoteur, Charles Z. Wick, conseiller spécial du président Ronald Reagan, affirme avec le même enthousiasme que M. Turner que cet initiative est aussi importante pour l'Alliance atlantique que l'installation des missiles Pershing II en Europe.

Pour toutes ces initiatives, les cent dix-huit millions de téléviseurs européens représentent un marché plus important encore que le parc de quatre-vingt-trois millions de récepteurs aux États-Unis. Si les ressources publicitaires de la vieille Europe sont sans doute moins importantes qu'en Amérique du Nord, la télévision payante offre en revanche des perspectives intéressantes. Les industriels américains observent particulièrement les progrès de la télévision par câble en Allemagne, en Grande-Bretagne et en France. De deux ou trois millions d'abonnés en Europe, on devrait passer à sept ou huit millions d'ici à 1987. Mais le nombre de foyers touchés sera beaucoup plus important si la Grande-Bretagne et la RFA libéralisent, comme il en est fortement question, l'installation d'antennes paraboliques pour la réception collective des satellites.

Les barrières légales sautent

Ces dernières considérations expliquent la ruée enregistrée pour prendre place dans le ciel sur un satellite européen. Les trente canaux mis à la disposition des États par l'Agence spatiale européenne et Intelsat ne suffisent plus à la demande. Devant l'allongement des files d'attente, on comprend mieux la décision du Luxembourg de lancer une version remaniée du projet Coronet. Exploité par des investisseurs européens et la chaîne américaine Home Box Office, le satellite GDL (*grand-duché de Luxembourg*) offrira, peut-être dès l'année prochaine, seize canaux de télévision suffisamment puissants pour atteindre réseaux câblés et antennes collectives.

Devant cette invasion d'images venue du ciel, les États européens n'ont pas de politique commune. La plupart négocient le droit d'entrée sur leur territoire en s'associant aux initiatives américaines. D'autres, comme la France, songent à défendre leur identité culturelle et leur industrie nationale par des systèmes d'autorisations et de quotas. Mais cette barrière légale est peu efficace. La Commission européenne ne vient-elle pas de décider que les quotas et l'interdiction de sous-titrage imposés par le gouvernement néerlandais aux chaînes étrangères sur ses réseaux câblés étaient contraires au règles du Marché commun. De la même façon, le gouvernement belge a tenté en vain de s'opposer à la diffusion d'une chaîne publique italienne sur ses réseaux câblés. A coups de satellites, l'Europe audiovisuelle est en train de se constituer, bousculant les vieux monopoles.

Face à cette nouvelle situation, la plupart des pays européens ont vite compris que la meilleure des défenses était encore de passer à l'offensive. En Grande-Bretagne, en RFA, en Suisse, dans les pays scandinaves, on prépare des chaînes européennes. Seule la France reste encore à l'écart de cette mobilistion. Les grandes agences de publicité françaises regardent encore les nouveaux médias avec méfiance et croient peu aux marchés publicitaires transnationaux. Les groupes de communication hésitent à investir à long terme et préfèrent spéculer sur la libéralisation du marché national. Les pouvoirs publics, qui misaient jusqu'à présent sur le câble et le satellite de télévision directe, viennent de relancer le débat au niveau des télévisions locales. On est bien loin de l'Europe.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

M. Bruno Bertez prend le contrôle de l'Imprimerie de la presse

L'Imprimerie de la presse, installée rue du Croissant, à Paris, qui fabrique notamment trois quotidiens — *les Echos*, que dirige Mme Beytout, et *la Tribune de l'économie* (ex-*Nouveau Journal*) de M. Bruno Bertez, ainsi que l'Agefi (*Agence économique et financière*), qui dépend du même groupe — vient de passer entièrement, vendredi 8 février, sous le contrôle de M. Bertez. Celui-ci a en effet acheté, pour *1 franc symbolique, 36 %* (sur 39,58 %) des actions détenues par la Société d'édition et de publicité (SEP), société belge rattachée au groupe Brébart.

Le conseil d'administration de la SA Imprimerie de la presse (IP) a enregistré la démission de M. Maurice Picot, ancien PDG, délégué de la SEP. M. François Vannoye, secrétaire général du groupe Agefi—*Tribune de l'économie*, a été nommé administrateur, M. Bruno Bertez remplaçant pour sa part M. Gérard Vidalenche, ancien vice-président (*Investir*). M. Bertez, qui représente ainsi plus de 70 % des actions, a été nommé PDG de IP.

Cette prise de contrôle intervient au moment où le quotidien *les Echos* a annoncé son départ d'ici au mois de juillet et où l'hebdomadaire *Investir* envisage de le faire à l'automne. Le déficit d'exploitation est déjà important, et M. Bruno Bertez estime à 25 millions de francs l'argent indispensable au maintien de l'entreprise. Le tribunal de commerce a rendu la semaine dernière une ordonnance acceptant la nomination d'un administrateur provisoire ; celle-ci est suspendue avec la nouvelle situation créée vendredi. Une étude approfondie de la situation d'IP permettra de conclure ou non à un possible dépôt de bilan.

L'assemblée générale extraordinaire, qui était convoquée pour ce lundi 11 février, a été annulée. Le rachat par le groupe de M. Bertez fait suite à une offre de M. Robert Hersant de reprendre les actions SEP.

EN BREF

● *A RMC.* — M. Jacques Taquet a été nommé directeur de cabinet de M. Jean-Pierre Hoss, directeur général de Radio-Monte-Carlo. Membre de plusieurs cabinets ministériels depuis 1981, M. Taquet travaillait, depuis octobre 1982, à la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, où il était chargé des dossiers « FM » et « câble ».

● *A France-Inter.* — M. Paul-Marie de la Gorce est devenu, depuis le 1er février, chef du service diplomatique de France-Inter. De leur côté, MM. Robert Schneider, Claude Mazaud et Jean-Pierre Mithois sont, de leur côté, adjoints au directeur de l'information et assureront les fonctions de rédacteurs en chef de la rédaction.

● *Lancement de* Murs, murs, *le journal des villes.* — Le premier munméro d'un mensuel, *Murs, murs*, est mis en vente dans les kiosques depuis le 7 février (le numéro : 15 F). Inspiré par l'Association d'information et de communications urbaines, ce « journal des villes », comme il s'intitule lui-même, se veut *« un outil pour les municipalités, une passerelle entre les régions »*, déclare M. Jean-Guy Gourson, directeur délégué-rédacteur en chef.

★ *Murs, murs*, 29, rue du Pont-Neuf, 75001 Paris. Tél. : 221-42-84 ou 2610.90.98. Abonnement : douze numéros : 160 F.

● *« Tertiel », le magazine de l'entreprise.* — La Compagnie Européenne de publication (groupe Usine nouvelle) a lancé le 8 février un magazine mensuel de l'entreprise intitulé *Tertiel* (prix : 19 F). Offrant 100 pages en quadrichromie, *Tertiel* se veut le reflet de la mutation qui a propulsé l'entreprise sur l'avant-scène de l'actualité et se propose d'aider, par de multiples exemples, ceux qui « veulent s'en sortir ». Au sommaire du no 1 : « Devenez patron pour 500 000 F », « Ventes : exportez au-dessus de vos moyens », « Comment va évoluer l'économie américaine ? »

★ *Tertiel*, 59, rue du Rocher, 75008 Paris. Tél. : 387-37-88. Abonnement 1 an (10 numéros) : 150 F à adresser, 23, rue Lagier, 75017 Paris.





RADIO-TÉLÉVISION

Lundi 11 février

PREMIÈRE CHAINE : TF 1



20 h 35 Cinéma : Propriété interdite.
Film américain de S. Pollack (1966), avec N. Wood, R. Redford, C. Bronson, K. Reid (Rediffusion).
Au début des années 30, dans une petite ville de Louisiane, l'employé d'une compagnie de chemin de fer s'éprend d'une jeune femme que sa mère, qui tient une pension de famille, veut jeter dans les bras d'un homme riche.

22 h 25 Etoiles et toiles.
The Killing Fields, *avec la participation de S. Schanberg, correspondant du* New York Times *au Cambodge au début des années 70, et de son assistant, Dith Pran ; Ciné presse : Variety ; portrait de Robert Duvall.*

23 h 30 Journal.
23 h 50 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 L'heure de vérité : Jean Poperen.
J. Poperen, secrétaire national du PS, interrogé par A. Duhamel, C. Nay (Europe 1), A. du Roy et J.-L. Lescène.

21 h 55 Le Petit Théâtre : Arbres de vie.
Spectacle conçu et interprété par C. Giraud.
Ronsard, Baudelaire, Hugo récités par Claude Giraud.

22 h 30 La traversée des apparences.
Auschwitz, l'album de la mémoire, réal. A. Jaubert.
Un album de cent quatre-vingt-neuf photographies prises par un photographe SS à l'arrivée des convois de juifs hongrois déportés à Auschwitz. Violence et horreur des images à côté desquelles les commentaires paraissent bien insignifiants.

23 h 15 Journal.
23 h 40 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Cinéma : le Samouraï.
Film français de J.-P. Melville (1967), avec A. Delon, N. Delon, C. Rosier, F. Périer (Rediffusion).
Un tueur à gages solitaire est guetté, traqué, à la fois par la police et par des truands qui veulent le liquider. A. Delon est fascinant et génial dans un rôle qui lui a, par la suite, un peu trop collé à la peau.

22 h 20 Journal.
22 h 50 Thalassa.
Elevage à hauts risques... ou le prix d'un poisson sur mesure, reportage de D. Vadel et Ph. Jasselin.

23 h 35 Henri Vincenot dans Histoires de trains.
Série : L'arrivée du chemin de fer.
Le début d'une grande épopée, merveilleusement racontée par un conteur-né qu'on ne se lasse pas d'écouter. On voudrait que ces cinq petites minutes s'éternisent. Aujourd'hui, Henri Vincenot retrace la « sacrée révolution » qui a secoué la France à la fin du siècle dernier, lorsque l'idée de monter le réseau ferré est devenue réalité.

23 h 40 Prélude à la nuit.

FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 5, Dessin animé : Will Cwac Cwac ; 17 h 11, Les géants de Biscarosse ; 17 h 40, Médecine par les plantes ; 17 h 55, Louis Hémon, auteur de « Maria Chapdelaine » ; 18 h 50, Feuilleton : Janique Aimée ; 19 h 6, Atout pic ; 19 h 15, informations.

CANAL PLUS

20 h 30, Cinéma : Reporters, de R. Depardon ; 22 h 10, Boxe ; 23 h 10, Basket américain ; 1 h 15, Cinéma : De si gentils petits monstres, de M. Kalmanowics.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Série noire : Graffiti rock, de Tito Topin.
21 h 30 Musique : Latitudes, musique traditionnelle zaïroise, russe.
22 h 30 Nuits magnétiques : Ça suit son cours.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (donné le 3 décembre 1984 à Paris) : *Octuor pour instruments à vent*, de Stravinsky ; *Commiato*, de Dallapiccola ; *Chiffre V*, de Rihm ; *Chaîne I*, de Lutoslawski ; *Messe pour chœur mixte et double quintette à vent*, de Stravinsky, par le Groupe vocal de France et l'Ensemble intercontemporain.
22 h 30 Les soirées de France-Musique : entretiens de Francis Poulenc avec Claude Rostand : sa musique de chambre ; à 23 h 5, Manteau de fleurs : quelques introuvables de Ravel.

Mardi 12 février

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

11 h 15 ANTIOPE 1.
11 h 45 La une chez vous.
12 h Feuilleton : Capitaine Luckner.
12 h 30 La bouteille à la mer.
13 h Journal.
13 h 50 A pleine vie.
18 h Nounours.
18 h 5 Le village dans les nuages.
18 h 25 Mini-journal pour les jeunes
18 h 40 Série : Huit ça suffit.
19 h 15 Jeu : Anagram.
19 h 40 Expression directe : CNPF et RPR.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord pas d'accord (INC).
20 h 35 Jeu : Enigmes du bout du monde.
Un remake de « La course autour du monde », de « La chasse au trésor ».
21 h 30 L'odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau.
22 h 25 Tintam'art : La nouvelle peinture.
Dossier : condition de l'artiste contemporain, dans la société. Comment conjuguer les exigences de l'art et la vie quotidienne. Témoignages de peintres.
23 h 25 Journal.
23 h 45 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

6 h 45 Télévision du matin.
8 h 30 Feuilleton : Une femme seule.
10 h 30 ANTIOPE.
12 h Journal et météo.
12 h 10 Jeu : L'académie des neuf.
12 h 45 Journal.
13 h 30 Feuilleton : Les amours des années 50.
13 h 45 Aujourd'hui la vie.
14 h 50 Série : Embarquement immédiat.
15 h 40 Reprise : Le grand raid (diff. le 10 février).
16 h 45 Le journal d'un siècle.
17 h 45 Récré A 2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord pas d'accord (INC).
20 h 40 Cinéma : Fanfan la Tulipe.
Film français de Christian-Jaque (1952), avec G. Philipe, G. Lollobrigida, N. Roquevert, O. Hussenot, M. Herrand, J.-M. Tennberg, G. Page (N.).
Un jeune paysan coureur de jupons est enrôlé de force dans l'armée de Louis XV. Rêvant de gloire et de fortune, il réalise les prédictions que lui a faites une fausse bohémienne.
22 h 25 Mardi cinéma.
Avec S. Frey, R. Berry, E. Bouix, I. Huppert
23 h 30 Journal.
23 h 55 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE FR 3

17 h Télévision régionale.
19 h 55 Dessin animé : Lucky Luke.
20 h 5 Les jeux.
20 h 30 D'accord pas d'accord (INC).
20 h 35 Cinéma : Naïs.
Film français de R. Leboursier et M. Pagnol (1945), avec Fernandel, J. Bouvier, H. Poupon, Arius, R. Pellegrin (N. Rediffusion).
Le fils d'un notaire d'Aix-en-Provence séduit une jeune paysanne. Un valet bossu, amoureux sans espoir de celle-ci, la protège de la colère paternelle.
22 h 40 Journal.
23 h 10 Bleu outremer.
0 h 15 Henri Vincenot dans Histoires de trains.
0 h 20 Prélude à la nuit.

CANAL PLUS

7 h, 7/9 Michel Denisot ; 9 h, Série : Hellis Island ; 9 h 45, Les ateliers du rêve : États-Unis et Grande-Bretagne ; 10 h 55, *Reporters, film de Raymond Depardon* ; 12 h 30, Cabou Cadin (Paul et les Dizygotes) ; 13 h 5, Jeu ; 13 h 30, *Rue Carnot (et à 18 h 45)* ; 14 h, la Chute de la maison Usher, film de Robert Corman ; 15 h 15, Flics de choc, film de J.-P. Desagnat ; *16 h 40, Cabou Cadin (David Copperfield)* ; 18 h 4, SLAM ; 19 h 15, Tous en scène ; 20 h 5, Top 50 ; 20 h 30, la Boum 1, film de Claude Pinoteau ; 22 h 20, Vivre vite, film de Carlos Saura ; 0 h, Je suis un criminel, film de Busby Berkeley ; 2 h 15, Document : Japon, l'héritage des Samouraïs.

FRANCE-CULTURE

9 h 5, La matinée des autres : le Balouchistan ; 10 h 30, Musique : Miroirs (et à 17 h) ; 11 h 10, L'école des parents et des éducateurs : les formations nationales de la FNEPE ; 11 h 30, Feuilleton : Tristan et Iseut ; 12 h, Panorama : entretiens avec Simone Signoret ; 13 h 40, Musique instantanée ; 14 h, Un livre, des voix : la vocation du bonheur, journal d'Henriette Vogel, de Karich Besehke ; 14 h 30, Requiem ; 15 h 30, Les mardis du cinéma : Six personnages en quête de rêve ou tous en scène ; 17 h 10, Le pays d'ici : en direct de Saint-Lô ; 18 h, Subjectif : Agora ; à 18 h 35, Tire ta langue ; à *19 h 15*, Rétro ; à *19 h 25*, Jazz à l'ancienne ; 19 h 30, Perspectives scientifiques : Profession spationaute, recrutement, sélection ; 20 h, Musique mode d'emploi.
20 h 30 Pour ainsi dire.
21 h Charlotte Perriand ou l'art d'habiter.
21 h 30 Musique : Diagonales ou l'actualité de la chanson française et étrangère.
22 h 30 Nuits magnétiques : La Pologne quatre ans après l'état de guerre.
0 h Les rendez-vous de minuit.

FRANCE-MUSIQUE

9 h 8, Le matin des musiciens : Liszt le novateur. Créer mais aussi servir la musique de l'avenir ; 12 h 5, Le temps du jazz : feuilleton Eric Dolphy ; 12 h 30, Concert : œuvres de Busoni, Saint-Saëns, Chostakovitch par l'Orchestre symphonique de la radio de Berlin, dir. M. W. Chung ; 14 h 2, Repères contemporains : Stefan Niculescu, Liana Alexandra ; 14 h 30, Les enfants d'Orphée : école buissonnière ; 15 h, Les après-midi de France-Musique : Hommage à Léonard Rose ; œuvres de Dvorak, W. Schumann ; à 16 h Le P'tit Opéra : *la Fille du régiment*, de Donizetti ; 18 h 2, Acousmathèque ; *18 h 30, Jazz d'aujourd'hui* : Lecture au laser ; 19 h 15, Premières loges : Florence Austral, soprano ; 20 h 4, Avant-concert.
20 h 30 Concert (en direct de la salle Pleyel à Paris) : *Sonate pour piano no 16 en sol majeur, Sonate pour piano no 14 en ut dièse mineur, Sonate pour piano no 6 en fa majeur, Sonate pour piano No 31 en la bémol majeur*, de Beethoven, par Daniel Barenboïm, piano.
23 h Les soirées de France-Musique : Jazz club (en direc du Petit Opportun).

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 11 FÉVRIER

— *M. Roger-Gérard Schwartzenberg*, secrétaire d'État chargé des universités, président d'honneur du Mouvement des radicaux de gauche, est l'invité de l'émission « Découvertes », sur Europe 1, à 18 h 20.

— *M. François Doubin*, nouveau président du Mouvement des radicaux de gauche, répond aux auditeurs de France-Inter, dans l'émission « Face au public », à 19 h 20.

— *M. Jean Poperen*, secrétaire national du PS, député du Rhône, participe à « L'heure de vérité », sur Antenne 2, à 20 h 35.

Le Monde

ÉCONOMIE

RFA : moins d'euphorie, mais les atouts subsistent

A la fin de l'été dernier, les industriels allemands étaient euphoriques. Les voici aujourd'hui beaucoup plus prudents : la croissance est moins forte que prévu et le chômage augmente. Cependant, à défaut de la vigoureuse reprise escomptée, la situation s'améliore.

A QUELQUES semaines d'importantes élections régionales, le gouvernement de Bonn fait preuve d'optimisme sur l'évolution de l'économie en 1985. Conforté par l'état d'esprit des milieux d'affaires et des instituts spécialisés, le traditionnel rapport de début d'année, présenté le 30 janvier par le ministère de l'économie, prévoit une nouvelle hausse des exportations, la reprise des investissements des entreprises et une diminution du chômage, qui a pourtant augmenté en janvier pour atteindre son plus haut niveau. Pour la première fois depuis novembre 1982, le nombre des personnes sans emploi pourrait passer cette année en dessous de la barre des deux millions pour se stabiliser, en moyenne annuelle, aux environs de 9 % de la population active, soit cent mille chômeurs de moins qu'en 1984.

Malgré ces signes positifs, la croissance serait, il est vrai, à peine supérieure à celle de l'année dernière. On table, au ministère de l'économie, sur un taux compris entre 2,5 et 3 %, contre 2,6 % en 1984. Si l'on sait que l'année dernière la croissance a été entièrement compensée par les efforts de rationalisation réalisés par les entreprises, la solution de l'obsédant problème du chômage ne paraît pas encore en vue.

Secteur par secteur, la situation des entreprises reste très différente. Les industries traditionnellement exportatrices, comme le secteur des machines-outils, la chimie, les industries électroniques, devraient continuer cette année encore à bénéficier de la sous-évaluation du deutschemark par rapport aux autres monnaies, américaine et européennes. Leurs carnets de commandes sont bien remplis, la peur d'être en retard d'une révolution technologique, qui était encore de mise au début de 1984, a été remplacée par un regain de confiance dans la capacité de l'industrie allemande à profiter de la reprise du commerce mondial.

A en croire les responsables de la DIHT, l'Assemblée des chambres de commerce allemandes, il n'y aurait rien de vraiment étonnant à cela. Une machine-outil, pour prendre un exemple, se compose d'une partie traditionnelle, l'outil, et d'une partie électronique, son système de pilotage. Dès le début des années 80, les industriels avaient compris qu'ils ne pourraient rester sur le marché que s'ils s'adaptaient aux nouvelles technologies, et ils ont fait les reconversions nécessaires. Ils sont en mesure aujourd'hui de concilier leur savoir-faire traditionnel et l'évolution du marché.

On a appris à se servir des *microchips*, même si ceux-ci sont faits par d'autres. Il n'y a pas contradiction entre la réussite actuelle sur les marchés extérieurs et un retard dans les technologies de pointe qu'à défaut de pouvoir rattraper on a su compenser en achetant ailleurs ce qu'on offrait. La RFA est le pays le plus équipé en robots électroniques, comme le constatait déjà au milieu de l'année dernière une étude de la Commerzbank.

Derrière ces secteurs qui peuvent profiter de la situation actuelle et compter raisonnablement sur une extension de leur capacité de production, la situation est, en revanche, nettement moins brillante. Dans les domaines comme la sidérurgie, les charbonnages ou les chantiers navals, le plus fort de la crise est sans doute passé, mais il n'y a pas de miracles à attendre. Le redressement de ces secteurs ira de pair avec une poursuite des efforts de rationalisation. Dans l'industrie de la consommation, qui, malgré la réduction de l'inflation, continue à supporter l'effet de la stagnation des revenus des particuliers, et celui du chômage, la situation reste morose.

Le bâtiment en crise

Le bâtiment est enfin de plus en plus dans un état préoccupant : au 1er janvier, il y avait dans ce seul secteur quatre cent mille personnes au chômage ou employées à temps partiel, sans que l'on puisse s'attendre à des améliorations, même si les mois d'hiver sont traditionnellement les plus difficiles. Les commandes sont au niveau le plus bas : 1,7 mois d'avance seulement en novembre dernier. Tous les secteurs du bâtiment sont touchés : les commandes pour le logement sont tombées de 20 % au cours des onze premiers mois de 1984; celles de l'industrie de 9 %. Seules les commandes publiques ont pu reprendre un peu (+ 6 %), mais elles partaient d'un niveau très bas.

La poursuite de la politique d'austérité du gouvernement fédéral devrait continuer à pousser les collectivités à la prudence, et ce ne sont pas les pressions des syndicats qui ont beaucoup de chances de faire changer d'avis le ministre des finances, M. Stoltenberg. Le résultat est qu'on s'attend à une crise sectorielle qui, sur le plan de l'emploi – quoique de manière plus diffuse, – devrait avoir les mêmes effets que, il y a quelques années, la crise de la sidérurgie et des chantiers navals.

Les analystes de la Fédération de l'industrie allemande (BDI) tirent de ce panorama d'ensemble un jugement plus prudent que les déclarations optimistes du gouvernement. *« Le redressement se poursuit, mais il n'est pas encore possible de parler d'une véritable reprise. Rien n'est joué »*, estime ainsi un des principaux analystes de la BDI. *« On peut être heureux*, ajoute-t-il, *d'avoir réussi à stopper l'accroissement du chômage. Mais on ne peut pas encore parler d'un renversement de tendance »*, comme viennent de le montrer les résultats de janvier.

Les embauches qui seront réalisées dans les secteurs porteurs comme les biens d'équipement compenseront à peine les pertes d'emplois dans d'autres secteurs. Si, dans les milieux industriels, on compte sur les nouvelles mesures en cours de discussion au sein du gouvernement pour permettre plus de souplesse à l'embauche, il serait malgré tout erroné de s'attendre à un changement radical d'attitude. La légère diminution du chômage attendue pour 1985 serait due davantage à une addition de différents facteurs conjoncturels qu'à une modification de la structure de l'économie.

L'Office fédéral du travail estimait début janvier que les accords passés l'année dernière sur la préretraite et la réduction de la semaine de travail à 38,5 heures – dans la métallurgie notamment – délesteraient le marché de trois cent mille personnes. Le nombre des nouveaux venus à la recherche d'un emploi commence également à se ralentir. Ces chiffres, s'ils se confirment, pourraient relancer la polémique sur les trente-cinq heures et la réduction du temps de travail. Ils confirment en effet une partie de l'analyse des syndicats, selon laquelle une croissance de 3 % reste insuffisante pour améliorer sensiblement le niveau de l'emploi, sans convaincre cependant le patronat qu'il s'agit d'un chemin réaliste.

L'euphorie de la rentrée dernière, qui s'expliquait par la fin du conflit du printemps sur les trente-cinq heures et par la reprise des exportations, est aujourd'hui tempérée par les organisations patronales elles-mêmes. On aimerait que le gouvernement aille un peu plus vite en besogne, au lieu de se perdre dans des discussions infinies sur la manière de réaliser une diminution de la pression fiscale, ou sur les nouvelles normes à l'embauche. Les responsables patronaux surveillent en même temps de près la situation sur le marché des changes, conseillant à leurs mandants une certaine prudence dans leurs investissements.

L'industrie allemande a beaucoup d'atouts pour profiter de la situation actuelle : une expérience des marchés de l'exportation, une réputation de qualité à défendre, un tissu industriel homogène qui dépend beaucoup moins qu'en France du succès de quelques grandes industries de pointe. Elle a cependant le revers de ses avantages : un certain manque de souplesse qui pourrait devenir un sérieux handicap si le rythme entrepris ne répondait pas aux promesses.

HENRI DE BRESSON.

UN EMPRUNT POUR LES RETRAITES

M. PIERRE BÉRÉGOVOY, ministre de l'économie et des finances, vient de donner son accord de principe à l'émission, par l'Association pour la structure financière (ASF), d'un emprunt destiné à éponger le déficit de trésorerie de cet organisme paritaire chargé de veiller au financement des frais supplémentaires occasionnés par l'abaissement de l'âge de la retraite à soixante ans. En 1982, son prédécesseur, M. Jacques Delors, s'était, de même, résigné à autoriser l'UNEDIC à lancer un emprunt de six milliards de francs pour faire face aux dépenses d'indemnisation du chômage.

L'opinion publique aurait toutes raisons de s'alarmer de cette nouvelle décision, qui rappelle fâcheusement la première, car dans les périodes de dégradation des finances publiques le meilleur critère de jugement est encore de s'en tenir à quelques principes simples de gestion. C'est pourquoi il y a grand intérêt à établir une claire distinction entre les dépenses improductives et les dépenses productives, et à réserver le recours à l'épargne au financement des secondes, c'est-à-dire aux dépenses d'investissements.

La pire des dégradations serait encore de ne pas s'apercevoir à quel point l'emprunt de l'ASF constitue un expédient. Aux Etats-Unis, les régimes de retraite sont encore, en grande partie, financés par la capitalisation ; autrement dit, les cotisations versées par les actifs dans des fonds spécialisés sont placées en actions et obligations dont les revenus seront distribués sous forme de pensions. Par construction, le système fait encore jouer à l'épargne son rôle de pont entre le présent et l'avenir. Il n'en est plus de même avec le système de la répartition que nous connaissons en France (et dans la plupart des autres pays), en vertu duquel les cotisations acquittées par les actifs sont immédiatement redistribuées aux retraités. On est vraiment aux antipodes du point de départ quand on reporte sur les cotisants de demain (qui paieront les intérêts et le remboursement de l'emprunt) une part de la charge des dépenses d'aujourd'hui.

PAUL FABRA.

Les vrais handicaps de Renault

Plus que de toute autre chose, la régie Renault souffre de la rigidité de ses coûts et de la lourdeur de ses frais financiers. En cas de mévente – ce qui est le cas, – des pertes énormes sont inévitables.

PREMIER acte : de 1981 à 1983, Renault, sa gestion et donc sa direction sont portés aux nues alors que les dirigeants de Peugeot sont accusés périodiquement et publiquement de tous les vices par plusieurs ministres.

Deuxième acte au début de 1985 : le ministre du redéploiement industriel déclare que le groupe privé est bien dirigé alors que la gestion du fabricant public devrait être « resserrée ».

Troisième acte il y a trois semaines : le président de la République annonce que le grave problème de Renault devra être résolu dans les jours qui viennent et le PDG de la Régie, confirmé dans ses fonctions il y a huit mois, est « remercié » peu après et remplacé par M. Georges Besse. La roche Tarpéienne est bien proche du Capitole pour les dirigeants des entreprises nationalisées !

Ce changement brutal et désinvolte dans la faveur du prince dont a été victime Bernard Hanon évoque plus les mœurs d'une cour orientale que celles d'un pays évolué. Cet épisode prêterait à sourire s'il ne trahissait la désillusion qui succède à l'aveuglement du pouvoir à l'égard de son entreprise-pilote.

Il est évident que Renault ne méritait pas hier tant d'honneurs, ni aujourd'hui tant d'indignité dans un spectacle dont les pouvoirs publics et les syndicats sont les acteurs à part entière depuis fort longtemps.

Des erreurs stratégiques et des contraintes qui n'expliquent pas tout

Il est vrai que Renault a commis des erreurs stratégiques. La firme publique a pris du retard dans le domaine technologique. Elle a compris trop tardivement la nécessité de renouveler plus fréquemment ses modèles. *A contrario*, certains de ces derniers comme la R 9 et la R 11 ont donné l'impression de faire double emploi. Le haut de gamme plus rémunérateur a été trop longtemps négligé, etc. Ces choix malheureux ont certainement coûté quelques milliards de francs à l'entreprise. Mais, à l'exception des Japonais, la plupart des concurrents ont commis des erreurs d'importance comparable.

Souvenons-nous que British Leyland, Volkswagen, Fiat, Chrysler, Ford et même General Motors, pour ne citer que les principaux fabricants étrangers, ont, depuis dix ans, connu, à un moment ou à un autre, de graves difficultés pour des raisons souvent stratégiques.

Mais Renault a également subi, depuis 1981, les avatars de la politique économique et sociale du gouvernement. En 1981 et 1982, quand la demande nationale était favorable, la combinaison du blocage des prix, de l'accroissement considérable des charges et des troubles sociaux observés avec sympathie par le pouvoir a fait le bonheur des concurrents étrangers. Depuis 1983, les effets néfastes de la politique de rigueur sur la demande interne, la conjonction d'une hausse des coûts plus rapide qu'à l'étranger et du contrôle des prix, et enfin l'augmentation des tarifs d'assurance et du carburant n'ont certainement pas facilité la tâche de la Régie.

Cependant, erreurs stratégiques et politique conjoncturelle du gouvernement ne suffisent pas à expliquer la dizaine de milliards de francs de pertes que Renault a subies en 1984. Après tout, PSA, qui a supporté les mêmes contraintes et a également effectué des choix malheureux dans le passé, a presque atteint l'équilibre l'année dernière.

Pour comprendre la gravité et la spécificité des difficultés rencontrées par la Régie, il faut prendre du recul et examiner sur une longue période les interactions entre le système de gestion dans lequel le constructeur public s'est laissé enfermer et les résultats financiers.

Sur une durée de quinze ans, on constate d'abord que Renault est l'une des moins rentables des entreprises automobiles mondiales. Même pendant les « bonnes » années comme 1979 et 1980, les marges étaient faibles par rapport aux normes internationales. Une des principales causes de cette situation est depuis longtemps l'existence de coûts salariaux supérieurs à ceux de la majorité des concurrents, qui sont dus à des sureffectifs qui ne datent pas d'hier, à une grande générosité à l'égard du personnel ainsi qu'à un certain laxisme.

Pour compenser ce handicap en quelque sorte structurel, Renault doit pratiquer la fuite en avant. Il lui faut continuellement augmenter ses ventes et ses parts de marché pour réduire ses coûts unitaires par des économies d'échelle. La Régie y est d'ailleurs parvenue entre 1973 et 1983, période au cours de laquelle son taux de pénétration est passé en France d'environ 30 % à 40 % et où elle s'est hissée au premier rang en Europe.

Mais une telle politique nécessite des investissements très lourds et une action commerciale agressive. Comme de faibles marges laissent un autofinancement insuffisant, Renault n'a pu poursuivre un développement de ce type qu'avec, d'une part, des aides financières considérables de l'Etat et en particulier une douzaine de milliards de francs actuels d'augmentations de capital depuis 1973; d'autre part, un endettement très important. Mais ce dernier entraîne des frais financiers élevés, qui réduisent encore l'autofinancement et provoquent une sorte de cercle vicieux. Ainsi, contrairement à une opinion largement répandue, la Régie n'a jamais été à l'aise financièrement. Et le recours constant à l'aide de l'Etat donne naturellement à ce dernier plus qu'un droit de regard.

Des coûts salariaux supérieurs

On constate ensuite une extrême rigidité des coûts, qui entraîne des pertes importantes dès que les ventes baissent ou simplement stagnent, comme en *1971, 1975* et naturellement en 1983 et 1984. Concrètement, cette rigidité recouvre des réalités comme l'impossibilité de parler de sureffectifs en 1983 alors que la direction de PSA peut enfin se le permettre, le refus de licenciements en 1984 alors que PSA finit par obtenir l'autorisation d'y recourir, la lenteur des décisions délicates dans une entreprise où la direction partage le pouvoir avec les pouvoirs publics et les syndicats. Mais la rigidité des coûts recouvre également les grèves et les menaces de grève, ainsi que les critiques entendues fréquemment ces derniers temps, au sujet de services commerciaux surdimensionnés, de la « bureaucratisation » de l'entreprise, et d'une diversification pourtant le plus souvent imposée par le pouvoir, qui met à la charge de Renault les poids lourds en déconfiture, le machinisme agricole en crise, la productique en gestation et bien d'autres fardeaux.

Or la combinaison de marges structurellement faibles et de charges fixes importantes entraîne en quelque sorte mécaniquement ce qu'on appelle une grande élasticité des bénéfices, c'est-à-dire une baisse des résultats beaucoup plus importante que celle du chiffre d'affaires, comme on en a eu l'illustration en 1984.

Avec de telles contraintes, Renault ne peut se permettre d'erreur grave. Alors que beaucoup d'autres fabricants pourraient survivre avec la Supercinq en bas de gamme, la R 11 au milieu et la R 25 en haut, il faut que presque tous les modèles de la Régie se vendent bien pour qu'elle équilibre ses comptes. Pour faire face à sa propre rigidité, il faut au constructeur public, soit bénéficier d'un taux de croissance élevé et régulier comme c'était le cas jusqu'en 1974, soit disposer d'un supermodèle contracyclique dont les ventes augmentent quand le marché s'effondre, comme ce fut le cas pour la R 5 au moment des chocs pétroliers, aussi bien en 1974 qu'en 1980.

Mais la R 5 a vieilli et l'industrie automobile semble avoir abandonné la forte croissance pour devenir une industrie cyclique. On ne peut donc qu'être inquiet pour l'avenir.

Mais un danger plus insidieux guette Renault. Le mécanisme de l'élasticité des bénéfices joue également à la hausse. La combinaison d'une marge structurellement faible avec des coûts fixes excessifs entraîne une augmentation des résultats beaucoup plus importante que celle des ventes quand ces dernières reprennent.

Dans cette situation, une entreprise rigide et peu rentable donne paradoxalement l'impression d'être plus efficace qu'une entreprise souple et largement bénéficiaire, simplement parce que le mécanisme qui vient d'être observé entraîne alors, toutes choses égales par ailleurs, un taux de croissance des bénéfices beaucoup plus important chez la première que chez la seconde.

Ne pas faire de peine à la CGT

On peut craindre que la lourdeur du « système » Renault ainsi que les résistances syndicales ne retardent les mesures sérieuses jusqu'au moment où, peut-être déjà en 1985, l'effet mécanique d'une reprise des ventes entraînerait une reprise vigoureuse des résultats. Les pouvoirs publics, constatant une réduction des pertes et refusant comme d'habitude d'approfondir l'analyse, seraient trop contents de trouver là une raison de ne pas faire trop de peine à la CGT à l'approche des élections législatives.

Cette interprétation hâtive d'une éventuelle amélioration des résultats est d'autant plus vraisemblable qu'elle s'est déjà produite à propos de PUK et de Rhône-Poulenc. N'a-t-on pas récemment félicité sans réserve leurs dirigeants pour l'amélioration de résultats pourtant largement due, elle aussi, à la combinaison de marges faibles et de coûts fixes élevés.

Le redressement durable de Renault ne passe pas par le départ brusqué d'un PDG qui, au bout de trois ans, n'aura pas eu le temps de faire ses preuves. Il ne passe pas par cette sorte de sacrifice rituel qui prétend faire endosser à un seul homme les péchés de toutes les parties prenantes. Le seul moyen d'éviter la représentation périodique du « drame Renault » est de donner à cette société une structure des coûts et une souplesse comparables à celles de ses principaux concurrents, surtout étrangers. Pourquoi, par exemple, ne pas laisser la Régie se débarrasser de certains actifs encombrants, comme ont pu le faire récemment Rhône-Poulenc, PUK, Thomson, la CGE, Saint-Gobain et quelques autres. Les deux derniers PDG de Renault avaient tenté d'acquérir un peu de souplesse en s'implantant durablement aux Etats-Unis. Rien ne serait pire que de revenir sur tout ce qui, dans la gestion actuelle du constructeur public, signifie rentabilité et flexibilité.

Sinon, Renault, qui a fait en 1984 des pertes qui évoquent malheureusement la sidérurgie, risque de suivre pour longtemps une évolution cyclique où, en fonction de la conjoncture nationale et internationale, des pertes modérées alterneront avec des pertes considérables, au grand dam des Français !

DIDIER PENE,
Professeur à HEC et ISA

Sidérurgie : la restructuration a pris deux ans de retard en France

Aux Etats-Unis, en Allemagne, au Luxembourg... les entreprises sidérurgiques recommencent à gagner de l'argent. Ce n'est pas le cas en France, malgré le plan de restructuration décidé par le gouvernement. Et la fin du tunnel n'est pas pour demain.

EN juillet 1982, le gouvernement présente un premier « plan acier ». Une enveloppe de 21 milliards de francs est dégagée pour cette industrie, sur quatre ans, dont 15 milliards pour les investissements des deux groupes Sacilor et Usinor. Environ douze mille suppressions d'emplois sont prévues dans différents sites, dont la fermeture ne doit toutefois intervenir qu'à partir de l'année 1984. M. Dreyfus, alors ministre de l'industrie, promet d'apurer les dettes des groupes afin de ramener leurs frais financiers à 5 % du chiffre d'affaires. L'objectif est d'atteindre l'équilibre des comptes en 1986 avec des capacités de production de 24 millions de tonnes.

Le 29 mars 1984, les déficits se creusant inexorablement et la Communauté européenne exigeant des fermetures supplémentaires, il faut « réviser » ce plan. *Le* conseil des ministres décide d'une nouvelle enveloppe de subventions de 30 milliards de francs, dont une nouvelle fois 15 milliards pour les investissements. Une vingtaine de milliers de suppressions d'emplois supplémentaires sont annoncées. Mme Cresson, ministre du redéploiement industriel, promet ensuite d'apurer les dettes des groupes, ce qui n'avait pas été fait. L'équilibre est cette fois attendu pour 1987.

Y arrivera-t-on ? Ce plan, qui ressemble tant au premier, est-il enfin le « bon » ? La sidérurgie, en crise depuis dix ans, va-t-elle effectuer un durable rétablissement et ne plus faire appel au contribuable ? Chacun en est convaincu : il le faut. Le plan du 29 mars constitue, quoi qu'il arrive, le plan de la dernière chance.

D'abord, parce que la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) l'exige : dès l'an prochain, plus aucune subvention ne sera autorisée. Hollandais et Allemands y veilleront. Ensuite, parce que l'acier saigne les finances publiques de quelque 15 milliards de francs par an, en aides industrielle, financière et sociale. Une véritable aberration économique si l'on rapproche ce chiffre de celui des effectifs de l'acier (quatre-vingt-cinq mille salariés) ou des sommes allouées par le gouvernement à l'électronique : quelque 11 milliards de francs par an. Peut-on soutenir bien longtemps que l'on *« modernise le pays »* avec de tels choix ? Enfin, parce que, si l'équilibre n'est pas retrouvé à temps, la droite, dont le retour au pouvoir est désormais probable, pourrait, on ne sait jamais, sabrer dans ces dépenses-là, et qu'aucun contribuable ne pourrait lui donner vraiment tort... Les sidérurgistes le savent : ils jouent leur survie.

Urgente et indispensable, la « sortie du rouge » n'est pourtant pas pour demain. La faute en revient d'abord au gouvernement. Il a gâché trop de temps, et de nouvelles semaines sont encore perdues aujourd'hui à ne pas décider, depuis octobre dernier, si oui ou non il accepte de fusionner Usinor et Sacilor, comme les patrons des deux groupes le désirent afin de coordonner leurs investissements. La gauche n'a certes pas l'exclusivité de l'indécision. Tous les ministres de l'industrie ont refusé l'obstacle d'une réelle restructuration, et l'histoire a été reproduite maintes fois d'un aveuglement, puis d'une intervention publique trop tardive et insuffisante. Sous la droite comme sous la gauche, l'acier a été considéré comme un problème *« avant tout politique »*. MM. Dreyfus, Chevènement et Fabius, ministres successifs de l'industrie, n'ont pas dérogé à cette règle malsaine. Le dernier en particulier.

Après six mois d'hésitation pendant lesquels il refuse de trancher en expliquant aux PDG des groupes qu'ils doivent opérer seuls leur redressement en toute *« autonomie de gestion »*, M. Fabius décide en effet, à l'automne 1983, en accord avec M. Mitterrand, de faire de la révision du plan acier... un test de la participation des communistes au gouvernement. Concrètement, le président de la République et son ministre de l'industrie de l'époque décident que les arbitrages doivent être rendus en conseil des ministres afin de mettre les quatre représentants du PC au pied du mur.

Nord contre Lorraine

On sait ce qu'il en advint : échec tactique et zizanie ministérielle. Les 21 et 29 mars 1984, lors des deux conseils pendant lesquels la question fut abordée, M. Fiterman et ses amis restèrent cois... mais pas les ministres socialistes. C'est que, en même temps qu'il se transformait en test politique, le dossier devenait guerre de régions (le Nord contre la Lorraine, le sort incertain des usines de Fos ou de Caen). Bref, après des mois d'atermoiements, les décisions de fermeture de tel ou tel site furent prises au plus haut niveau de l'Etat : on ne pouvait, d'un point de vue industriel, faire pire.

C'est pourquoi, dès le 30 mars, les grandes lignes arrêtées, il fallut tout remettre à plat. M. Hugon, fraîchement nommé à la tête d'Ascométal, la filiale que l'on venait de créer regroupant les forces d'Usinor et de Sacilor dans les aciers spéciaux de construction, et M. Jacquet, devenu président d'Unimétal, la nouvelle filiale des produits longs, découvrent vite que le plan gouvernemental n'est ni « optimal » ni facile à mettre en œuvre. Deux des décisions prises par le conseil des ministres, inspirées par Usinor, vont bien dans le bon sens : celle d'arrêter l'hémorragie en fixant une date, 1987, comme butoir du retour à l'équilibre, et celle de promouvoir enfin la construction d'aciéries électriques pour les aciers longs en remplacement des aciéries de fonte, trop coûteuses. La France avait raté cette révolution technique, dont les Bresciani ont su faire leur profit et qui s'impose désormais dans le monde entier.

Mais les bonnes intentions financières et technologiques ne suffisent pas si le programme industriel n'est pas au point dans tous ses détails. Ce qui était le cas. Les décisions des ministres s'appuyaient sur des plans de restructuration proposés séparément par Usinor et Sacilor. Incompatibles entre eux, ces plans ne permettent pas de dégager la solution optimale pour la sidérurgie française dans son ensemble. La création d'Unimétal et d'Ascométal était un pas indispensable pour y voir plus clair. MM. Hugon et Jacquet en sont chargés, sous la direction de Sacilor, qui obtient 51 % des deux nouvelles filiales (contre 49 % pour Usinor).

Cette élaboration a été longue, elle aussi. Car elle pose immédiatement un problème de principe : peut-on « réviser la révision », c'est-à-dire ne pas appliquer à la lettre le détail des arrêtés d'un conseil des ministres ? Le débat fut vif au gouvernement, et entre Usinor – dont *grosso modo* le gouvernement avait retenu les idées – et Sacilor, qui a vu ses options rejetées. M. Levy, le PDG du groupe du Nord, qui comprenait mal pourquoi l'*« ennemi »* Sacilor avait obtenu 51 % des filiales et à qui on reprochait de *« trop parler »*, y laissera sa place : il ne sera pas renouvelé en juin 1984 et sera remplacé par M. Loubert. Paradoxe supplémentaire du dossier que de limoger un homme dont on retient le plan...

L'autojustification

Longue, l'élaboration l'est aussi parce que les sidérurgistes manquent des outils élémentaires et surtout fiables d'analyse économique. Usinor et Sacilor gardaient leurs statistiques secrètes : *« On n'avait même pas d'idée sur le marché français global »*, note M. Hugon. Il faut donc faire remonter tous les chiffres – coûts, production, qualité, marché – d'en bas, des ingénieurs, dont le souci avait toujours été de tricher un peu pour valoriser leur usine et la sauvegarder. *« Le système vivait non de responsabilité mais d'autojustification »*, déplore M. Jacquet. Toutefois, le plan du 29 mars a créé un choc dans les esprits et, peu à peu, les cadres jouent enfin le jeu de la clarté. La fusion aide à dévoiler les secrets autant qu'à épuiser les haines. L'on tient en parallèle les syndicats au courant, avec honnêteté, des réflexions. Bref, un travail sérieux peut enfin s'élaborer.

Le schéma directeur en est triple :

● Ne plus compter sur une hypothétique « reprise » d'abord. L'âge d'or de l'acier est bel et bien fini, et les perspectives pour le marché européen s'inscrivent en baisse de quelque 5 % à l'horizon 1987, avec des prix en retrait de 1 % ou 2 % en deçà de l'inflation. *« Hypothèses basses mais réalistes »*, selon Sacilor. Au total, la production devrait se stabiliser autour de 18 millions de tonnes à l'avenir et non plus de 24 millions, comme on le prévoyait encore en 1982.

● Accroître ensuite la « souplesse » des outils. *« Il ne s'agit plus de vouloir produire des volumes à tout prix,* explique M. Jacquet, *mais de retrouver notre compétitivité par l'abaissement de nos seuils de rentabilité, les fameux points morts. »* En clair, cela implique des réductions d'effectifs : 10 100 chez Unimétal sur un total de 24 500, 4 000 sur les 11 000 d'Ascométal, et de 6 000 à 8 000 dans les usines de produits plats (Sollac, Dunkerque et Fos). Cela suppose aussi de redéfinir la marche des aciéries, des hauts fourneaux et des laminoirs en recalculant les coûts suivant de nouvelles hypothèses de production et de nombre d'équipes d'ouvriers. L'aciérie de Gandrange, bâtie pour tourner à 2,8 millions de tonnes et menacée par les décisions du plan du 29 mars, *« peut avec deux hauts fourneaux au lieu de trois être rentable à 1,4 million de tonnes »*, affirme Sacilor.

● Reconquérir le marché français, enfin. Convaincu, à juste titre, que les débouchés outre-Atlantique vont se restreindre avec les mesures protectionnistes prises par M. Reagan, que les prix de vente de grande exportation resteront faibles du fait de la concurrence des Japonais et des producteurs du tiers-monde (Corée, Brésil...), les sidérurgistes français souhaitent se recentrer sur le marché de la CECA et, en priorité, sur celui de leur propre pays, qui est aussi le plus rémunérateur. Unimétal vise par exemple un gain de 5 points sur le marché hexagonal des produits longs d'ici à 1987.

Il faudra pour ce faire réviser complètement les technologies – 40 % des aciers longs seront coulés dans des aciéries électriques en 1987 contre 15 % en 1984 – et le « mix-produit » en visant le haut de gamme. Les usines lorraines, handicapées par le minerai local qui leur vaut un surcoût de 100 F à 200 F par tonne d'acier brut, n'ont d'ailleurs pas le choix. La seule solution est pour elles de se rattraper en aval sur le laminage de produits à haute valeur ajoutée. *« C'est une course contre la montre car tous nos concurrents recherchent également ces marchés nobles comme les tôles automobiles »*, note M. Ink, PDG de Sollac, la filiale produits plats de Sacilor. L'autre condition est d'obtenir de l'Etat l'argent nécessaire aux investissements (15 milliards de francs d'ici à 1987) : toute hésitation gouvernementale prolongera les déficits.

Ce schéma va donc se traduire concrètement par une série de corrections apportées aux décisions du 29 mars. A Rombas, Sacilor fermera le train à fil comme prévu (et comme promis à Bruxelles), mais transformera le train à fer marchand local en... train à fil *« de qualité »* (coût : 300 millions de francs). La modernisation de l'usine de Valenciennes est différée, et la production lorraine de poutrelles n'y sera pas transférée. *« Il fallait dix-huit mois de délai »*, plaide Sacilor. La fermeture d'Ugine-Fos prévue au programme est également repoussée, même si l'on affiche officiellement que *« cette fermeture aura lieu »*. Sans l'avouer, Sacilor espère aussi fermer le dernier haut fourneau de Longwy, sauvegardé par le gouvernement.

Ces accrocs au plan du gouvernement ont sûrement leur raison d'être. Il est difficile d'en juger. Mais leur logique en ce qui concerne les produits longs repose sur la décision de grande portée prise par Sacilor de préserver l'aciérie de Gandrange. Le conseil des ministres, certes, n'avait pas osé se prononcer sur le sort de cette aciérie, qui était pourtant la question centrale du plan acier (*le Monde* du 28 mars 1984). Toutefois, les décisions de fermeture de Rombas et de non-construction du train universel l'ont privée de débouchés. Implicitement, cette aciérie était donc condamnée par les décisions du 29 mars. Sacilor, groupe lorrain dans l'âme, a choisi de la conserver en faisant la preuve de sa rentabilité. C'est un pari à la fois industriel et régional dont tout découle.

Quoi qu'il en soit à l'avenir, cette *« révision de la révision »* du plan acier a pris huit mois. Le détail des plans ne fut connu qu'en novembre 1984. Là est l'essentiel car au total plus de deux ans ont été perdus. La conséquence en est limpide sur la productivité de ce secteur. Comparée à ses concurrents, la France a décroché *(voir graphique)*. Tandis que nombre de maîtres de forges étrangers retrouvaient des résultats financiers satisfaisants, les groupes français n'amélioraient que très peu les leurs, malgré la légère reprise du marché en 1984.

Dans ces conditions, l'équation comporte de nouvelles inconnues et sa résolution devient fort complexe. Après avoir tant tardé, il faut d'abord accélérer les réductions d'effectifs. *« La moitié des suppressions prévues doit intervenir dès cette année »*, explique Sacilor. Cela suppose de trouver très rapidement 3 000 à 4 000 emplois de « substitution » dans les bassins lorrains. Tâche dévolue à M. Chérêque et qui n'apparaît pas commode. *« Il faut que les sidérurgistes acceptent de partir »*, ajoute M. Dollé, qui fait de ces départs la pierre angulaire de son plan.

Il faut ensuite convaincre nos partenaires de la CECA d'accepter que la France verse des aides supérieures à celles initialement prévues par les ministres des Dix en juin 1981 (30 milliards au lieu 20 milliards de francs). Mme Cresson a pu mesurer en novembre dernier la fermeté du veto des Allemands et des Hollandais à ce sujet... Il faudra également qu'ils acceptent un délai d'un ou *deux ans pour ces versements. En* théorie, en effet, toute subvention sera interdite à partir du 1er janvier 1986. La France, officiellement, n'a pas encore souhaité renégocier cette date (elle privilégie la discussion sur les montants), mais, à l'évidence, l'équilibre ne sera pas rétabli avant 1987, voire 1988 pour les produits longs. Comme les besoins en financement des groupes ne peuvent être assurés en bloc cette année, la date fatidique sera dépassée. Le problème de l'acier risque donc de dégénérer en un sérieux différend politique au sein de la CEE.

Le gouvernement français se montre serein. Mais au sein des groupes l'inquiétude est profonde : *« Normalement la CECA doit rétablir la concurrence en 1986 et supprimer le système des quotas,* explique un cadre dirigeant, *mais du fait de notre retard Bruxelles conservera un droit de regard. On risque donc d'être pénalisés d'une façon ou d'une autre. »* La reconquête du marché intérieur voulue par les groupes en sera rendue très difficile.

Au simple niveau français, le dossier financier n'est au demeurant pas bouclé. Les groupes ne retrouveront un équilibre stable (autofinancement) qu'à la condition d'abaisser leurs frais financiers à 4 % ou 5 % de leurs chiffres d'affaires par un apurement de leurs dettes. Mme Cresson le leur a promis.

Compte tenu alors des déficits d'exploitation prévus (8,5 milliards en 1984, 6,5 milliards en 1985, et officiellement 0 en 1986, mais sans doute quelque 3 milliards), le total à verser s'élève donc à environ 33 milliards de francs. Encore faut-il y ajouter 3 à 5 milliards pour la restructuration de certaines filiales en déconfiture (Fillod, CFEM, Tréfilage...) pour atteindre ce qu'on appelle pudiquement le *« grand total »*. Comment payer ? Le gouvernement envisage une sorte de nouvelle caisse d'amortissement pour l'acier (CAPA) – dispositif inventé en 1978 lors d'un précédent apurement des dettes des groupes que la CAPA prend à son compte, l'Etat remboursant ensuite petit à petit. Le ministère du budget continue de verser 2,7 milliards de francs par an pour la CAPA de M. Barre : pourquoi ne pas laisser des ardoises équivalentes aux successeurs... La sidérurgie n'a pas fini de faire parler d'elle.

ERIC LE BOUCHER.

Encore des points obscurs

● *Longwy* : le gouvernement avait décidé d'y construire une aciérie électrique devant le train à poutrelles mais de maintenir le haut fourneau placé devant le train à fil. *Un haut fourneau dit « social »* car il permet de maintenir tout de même 3.000 emplois sur le site (5.100 actuellement), mais il *« coûte »* 200 millions de francs par an. Le compte d'exploitation prévisionnel d'Unimétal démontre que le retour à l'équilibre en 1987 n'est possible que s'il est fermé.

● *Ugine-Fos* : le gouvernement a décidé de fermer l'usine et de transférer ses fabrications dans les autres usines d'aciers spéciaux de construction (les Dunes, Pompey, le Marais). Le plan définitif d'Ascométal prévoit d'entamer les *« homologations »* de produits aux *Dunes* mais admet que le transfert prendra deux ans et demi. *« On fera le point régulièrement »*, explique M. Hugon son PDG. Il veut éviter de perdre les clients d'Ugine-Fos, qui détient 6 % du marché mondial de sa spécialité. Sur place, on ne croit plus à la fermeture.

● *Gandrange* : le gouvernement a décidé de fermer le train à fil de Rombas et de ne pas construire le train universel (TU) souhaité par Sacilor. Ces choix réduisent les débouchés de l'aciérie que l'on venait de moderniser. Sa production doit en conséquence être réduite de moitié : autour de *1,4 million de tonnes. Selon les* syndicats, Sacilor espère toutefois y *« ramener »* 200 000 tonnes supplémentaires par an de demi-produits pris ailleurs et 200 000 autres tonnes si le dernier haut fourneau de Longwy ferme. L'aciérie tournerait ainsi à 1,8 ou 2 millions de tonnes ce qui la rentabiliserait.

Sacilor doit, d'autre part, moderniser ses fabrications de rails, poutrelles, et palplanches. Son projet de TU abandonné, le groupe évoque désormais la construction d'un *« gros train »* sur le site de Rombas. Il souhaitait provisionner *600 millions de francs dans son* plan pour sa mise en chantier, mais le gouvernement a repoussé la décision au mois de juin prochain.

● Deux autres sites doivent également voir leur avenir précisé. Celui de *Valenciennes* où le train à poutrelles tournera à 47 % seulement de sa capacité. Celui de *Pompey* (aciers spéciaux) dont le train à billettes ne tournera qu'au tiers de sa capacité.

LA FRANCE ET L'ITALIE EN RETARD

Etat des réductions de capacités dans le cadre du code des aides (en milliers de tonnes).

PAYS	CAPACITÉ DE PRODUCTION 1980	RÉDUCTIONS		FERMETURES RÉALISÉES AU 31-12-84
		EXIGÉES PAR LA CECA	ANNONCÉES PAR LES ÉTATS	
Allemagne	53 117	6 010	6 922	6 295
Belgique	16 028	3 155	3 183	3 182
Danemark	941	66	66	66
France	26 869	5 311	5 311	3 631
Italie	36 294	5 834	3 860	3 494
Luxembourg	5 215	960	1 045	1 045
Pays-Bas	7 297	950	1 432	82
Royaume-Uni	22 840	4 500	4 229	4 104
Communauté à neuf	168 601	26 786	26 048	21 900

(Source CECA).

LE MARCHÉ S'EFFONDRE...

Evolution des productions d'acier brut en Europe (en millions de tonnes)

	FRANCE	RFA	R.-U.	ITALIE	BELGIQUE	CECA (hors Grèce)
1974	27,0	53,2	22,3	23,8	16,2	155,6
1981	21,2	41,6	15,3	24,8	12,3	125,1
1982	18,4	35,9	13,7	24,0	10,0	110,5
1983	17,6	35,7	15,0	21,8	10,2	108,6
1984	19	39,4	15,2	23,9	11,3	119,1

(Source : IISI)

...LES EFFECTIFS AUSSI MAIS PLUS OU MOINS VITE

Evolution des effectifs en Europe (en milliers)

	FRANCE	RFA	R.-U.	ITALIE	BELGIQUE	CECA (hors Grèce)
1974	155,7	230,6	197,7	93,8	63,6	792,1
1981	100,2	192,0	96,0	98,3	44,7	568,7
1982	96,8	181,3	81,9	93,9	43,1	533,4
1983	92,6	168,9	67,3	90,3	40,4	493,7
1984 (octobre)	85,7	153,6	61,7	77,2	37,9	449,9

(Source : Eurostat)

هكذا من الأصل

Le lave-vaisselle et le congélateur n'ont pas encore réussi leur percée

Les Français boudent toujours les gros appareils ménagers, ceux que l'on appelle les « produits blancs ». En revanche, les fabricants des petits appareils se frottent les mains : ils augmentent leurs ventes en France et surtout à l'étranger.

LES Français achètent moins de réfrigérateurs, moins de machines à laver le linge. C'est bien normal : 96,4 % des ménages disposent déjà de l'un, et 82,7 % de l'autre. En l'espace d'une génération, les appareils ménagers ont pris place dans la plupart des foyers. Il y a trente ans, 2 % seulement des ménages français disposaient à la fois d'un réfrigérateur, d'une télévision et d'une machine à laver le linge. Aujourd'hui, 80 % possèdent ces trois appareils simultanément. Que leur reste-t-il à acheter ? La télévision en couleur, bien sûr. Celle-ci n'a fait son apparition que fin 1970. Depuis, 61,4 % des ménages s'en sont portés acquéreurs, et les Français continuent à se procurer ce bien à un rythme soutenu (+ 6 % en volume en 1983) alors que, dans le même temps, la diffusion des réfrigérateurs ou des machines à laver le linge restait stationnaire.

L'industrie française ne peut que pâtir de cette situation. Non seulement elle résiste mal à la concurrence étrangère, mais elle voit aussi, pour ce qui est du gros matériel, la demande intérieure reculer. Le taux de pénétration des appareils électroménagers, c'est-à-dire le volume d'importations rapporté à la production nationale, est aujourd'hui de 48 % (contre 45,5 % en 1980) d'une part, et d'autre part les ménages, dans les années de mauvaise conjoncture, ont naturellement tendance à retarder le renouvellement de leur équipement usagé.

Se reportent-ils alors sur des produits nouveaux ? Ce n'est pas encore évident. Le lave-vaisselle et le congélateur vont leur tout petit bonhomme de chemin. Le rythme de progression de leur diffusion est deux fois moindre que celui du réfrigérateur ou de la machine à laver le linge il y a vingt ans. Du magnétoscope, on ne peut rien dire encore, sauf qu'au 1er janvier 1984 il n'était possédé que par 3,8 % des ménages.

De quoi demain sera-t-il fait ? Les deux années qui viennent de s'écouler brouillent quelque peu la perspective. Le recul du pouvoir d'achat du revenu disponible a provoqué une chute de la consommation des ménages, notamment en biens durables : celle-ci baisse en volume de 3,5 % en 1983, après avoir progressé de 11,1 % en 1982. Mais depuis 1970, elle a en réalité connu sa plus forte expansion avec un taux de croissance, toujours en volume, de 6,6 % en moyenne annuelle. Pour peu que le pouvoir d'achat des ménages progresse à nouveau, ce qui devrait être le cas en 1985 (on table sur une augmentation de 1,6 %), la demande de biens durables devrait reprendre, fût-ce à un rythme moins soutenu.

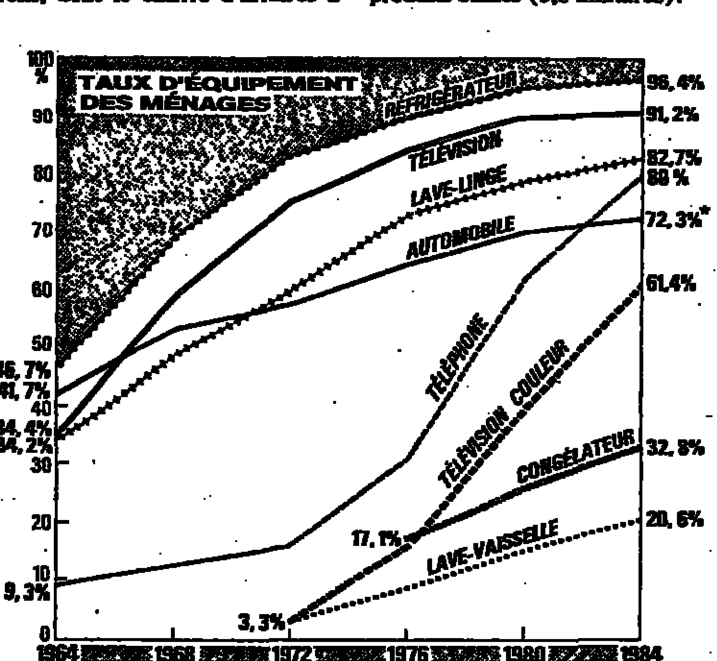
Un simple regard sur 1982, année de la relance, montre ce qui peut advenir. La diffusion des réfrigérateurs ne progresse en aucune façon. La machine à laver le linge ne gagne pas un point (0,8), le congélateur gagne un petit point, mais la diffusion du lave-vaisselle augmente de 3 points, celle de l'automobile de 2,3 points et celle de la télévision couleur de 6 points.

Au GIFAM (Groupement interprofessionnel des fabricants d'appareils ménagers), on croit à l'avenir de certains produits. On estime que le lave-vaisselle devrait prendre place dans toutes les cuisines, et l'on fait remarquer que le four à micro-ondes n'a pas encore trouvé droit de cité en France, alors qu'il connaît un bon développement dans d'autres pays. Et le sèche-linge rotatif ? A peine connu en France, il équipe déjà près de 30 % des ménages aux Etats-Unis.

On ne saurait cependant négliger un autre aspect du problème, parfaitement mis en évidence en 1984 : la diffusion des petits appareils, dont le chiffre d'affaires a progressé l'année dernière de 14 %, alors que celui des gros produits, dits « produits blancs », régressait de 1 %. Cette progression a concerné les aspirateurs (+ 2 %), les sèche-cheveux (+ 2 %), les robots ménagers (+ 9 %), les cafetières électriques (+ 5 %), mais surtout les rotissoires et mini-fours (+ 18 %).

Les petits font la différence

En 1984, les petits appareils électroménagers ont non seulement progressé en valeur de 4 % sur le marché intérieur, mais de 20 % à l'exportation. Au total, ce secteur a réalisé l'année dernière un chiffre d'affaires de 5,5 milliards de francs, égal à celui des produits blancs (5,8 milliards).



Les pourcentages sont pris au 1er janvier de chaque année.
**janvier 1983*

« *La France*, indique le Centre d'études et de documentation pour l'équipement du foyer, *est le premier exportateur mondial de robots ménagers, de grille-viande, de rôtissoires, de moulins à café, d'ouvre-boîtes électriques et de friteuses électriques.* » Tout n'est donc pas perdu !

Au vrai, les montées en puissance sont parfois fulgurantes. Il arrive que la diffusion d'un produit stagne pendant plusieurs années et décolle brusquement. Ce fut le cas du téléphone. En janvier 1964, 9,5 % des ménages en sont pourvus. Dix ans plus tard, il n'y en a guère plus de 25 % qui en disposent. Mais vingt ans après, en janvier 1984, c'est 80 % des foyers qui en sont équipés. Longtemps, la demande s'est heurtée à une pénurie de l'offre qui tenait bien évidemment à un défaut d'infrastructure. Mais la volonté politique de promouvoir le produit s'est manifesté à travers le VIe et le VIIe Plan. Le choix d'un type de central et l'autorisation donnée aux PTT de financer les investissements par l'emprunt ont provoqué l'essor du téléphone.

Qu'en sera-t-il demain pour le Minitel ? Sa difficile mise en place ne préjuge pas nécessairement ce qui va arriver. Le développement du câblage, des banques de données et autres services peut en faire un instrument quasi indispensable de la vie quotidienne. L'ordinateur domestique, regardé un peu comme un gadget, pourrait connaître une soudaine expansion à la faveur d'un foisonnement d'interconnexions qui le rendraient beaucoup plus utile sinon indispensable.

Deux éléments joueront en faveur du développement des nouveaux produits. Le premier, c'est, bien évidemment, le pouvoir d'achat des ménages. Le second, c'est le temps qui sera laissé aux citoyens pour l'usage de ces appareils. Et, de même que le besoin de créer un marché avait poussé Ford à augmenter les salaires, de même la réduction du temps de travail pourrait apparaître comme une nécessité aux yeux de ceux qui produisent des appareils d'informatique. Offrir aux salariés le moyen d'utiliser ce qu'ils fabriquent.

FRANÇOIS SIMON.

Qui achète quoi

Le taux d'équipement des ménages varie selon les catégories sociales. Si 72 % des ménages possèdent une voiture, le taux est de 90 % pour les professions libérales, les cadres, les patrons et les agriculteurs, de 80 % pour les employés et pour les manœuvres, de 70 % pour les salariés agricoles, de 50 % pour les non-actifs.

Le taux d'équipement en réfrigérateurs et en machines à laver est assez homogène.

En revanche le congélateur (31,6 % des ménages) équipe 78 % des foyers d'agriculteurs, 46 % des foyers d'ouvriers agricoles, 40 % des foyers d'ouvriers, 35 % des foyers de cadres supérieurs.

Les professions libérales et les cadres supérieurs sont les mieux fournis en lave-vaisselle (56 % contre 20,6 % pour l'ensemble des ménages). Viennent ensuite les patrons (42 %), et les cadres moyens (33 %).

POINT DE VUE

Le monde paysan est un puzzle

Dans cet article, résumé d'une thèse de doctorat présentée à l'université de Poitiers, l'auteur expose une analyse d'inspiration marxiste du revenu agricole français.

LES analyses abordent généralement l'agriculture comme un tout homogène, et la comparent aux autres secteurs de l'économie. Cette approche se fonde sur l'idéologie de l'unité du monde paysan face à la société industrielle et à l'Etat.

L'agriculteur « moyen » correspond en fait à une entité encore plus abstraite que l'ouvrier « moyen » ou le cadre « moyen ». C'est dans la catégorie sociale des « agriculteurs » que les écarts de revenu par travailleur sont les plus importants : ils varient de un à dix-sept.

Il est donc nécessaire de mieux connaître les disparités et dispersions dans la formation et la distribution du revenu agricole, leur évolution, afin de pouvoir passer d'une politique de l'agriculture à une politique des agriculteurs.

L'approche historique des disparités économiques régionales et départementales fournit plusieurs enseignements.

● Les différences initiales des conditions physiques vont accélérer ou freiner le mouvement de transformation des agricultures régionales et contribuer à les différencier.

● Mais les différences physiques ne sont pas seules en cause. Parmi les autres conditions des développements différents, on trouve :

— les situations très inégales dans lesquelles se trouvaient les systèmes agraires au début de la première révolution agricole.

— des décalages historiques importants dans l'attitude à l'égard des innovations ainsi que dans la mise en mouvement des marchandises, des capitaux, des hommes. Le rôle du marché et des prix va être de plus en plus déterminant dans l'évolution différenciée des agricultures.

Le retard initial en moyens de production a été un handicap générateur de retard cumulatif, qui explique qu'à la veille de la seconde révolution agricole les inégalités régionales et départementales de revenu, de productivité et de capacité à investir sont aussi importantes qu'au milieu du dix-neuvième siècle.

Pendant les trois dernières décennies, l'agriculture française s'est profondément modifiée : motorisation, utilisation de biens et services achetés hors du secteur agricole, intensification, substitution du capital au travail, internationalisation des échanges.

L'exemple du département de la Charente où nous avons mené une étude spécifique montre que, lorsque plusieurs régions agricoles possèdent des aptitudes inégales à rentabiliser les nouveaux moyens de production de la seconde révolution agricole, elles obtiennent des productivités différentes qui conditionnent d'inégales possibilités d'investissements. A l'étape suivante, la moindre productivité initiale se double d'une moindre productivité due à l'infériorité des équipements utilisés.

De plus, la politique agricole actuellement menée dans la Communauté européenne accentue les disparités entre les agriculteurs. Elle consiste à soutenir, en fait, largement les exploitants agricoles obtenant les meilleurs résultats économiques.

Cet effet inégalitaire de la politique des prix n'est pas compensé par les différentes politiques de l'Etat en faveur de l'agriculture : même si la politique sociale représente un important transfert de ressources en faveur du secteur agricole, la redistribution interne reste profondément inégalitaire.

De même, le financement public de l'agriculture ne présente pas que des avantages pour les agriculteurs. D'une part, ce financement a trop souvent conduit au surinvestissement et au surendettement de certains d'entre eux ; d'autre part, la politique sélective qui consiste à concentrer les crédits bonifiés sur les exploitations « viables » revient à en priver les exploitations les moins bien « dimensionnées », les moins bien équipées, les moins productives.

Six catégories sociales

Il est nécessaire de sortir du schéma qui oppose une agriculture moderne dynamique à une agriculture sociale, assistée, ou encore une agriculture de type capitaliste orientée vers les productions végétales, bénéficiant des soutiens de prix... à une agriculture de type familial, dominante dans le secteur animal, peu aidée, où les conditions de travail sont très contraignantes. En fait, six catégories sociales peuvent être repérées dans l'agriculture française des années 80 : semi-paysans et semi-prolétaires obligés de travailler en dehors de la sphère agricole ; petite paysannerie qui possède ou loue une petite unité de production ; moyenne paysannerie ; paysannerie aisée ; exploitants capitalistes.

Cette estimation nous permet de souligner en particulier :

● L'importance considérable, en nombre, des exploitants appartenant à la petite paysannerie et aux semi-paysans. Ces deux couches sociales réalisent au mieux une reproduction simple (1), sous-rémunèrent leur force de travail, mais représentent 47 % des exploitants ;

● Le poids, en nombre, de la paysannerie moyenne avec 30 % des agriculteurs ;

● Le poids économique essentiel de la paysannerie capitaliste qui représente une minorité d'exploitants (7 %).

Face à l'accentuation des disparités de revenu entre agriculteurs, la conduite de la politique agricole doit prendre en compte la diversité des situations existantes.

Privilégier la petite région

Il faut, pour mesurer ces disparités entre agriculteurs, privilégier l'approche micro-régionale. La région agricole est un bon pôle de connaissance de quantification et de suivi des disparités de ce revenu agricole. Ce découpage permet d'analyser les résultats des exploitations dans des ensembles plus homogènes que les départements.

Dans cette perspective, il convient de mettre en place un groupe de travail dans chaque petite région qui analyserait :

— l'environnement économique local en confrontant les diverses sources d'informations disponibles ;

— les exploitations types, représentatives des unités de production de la région agricole, selon leur système de production. (Quel que soit le souci qu'on ait d'aller loin dans le détail, il ne peut être question d'examiner cas par cas chaque unité de production. On est conduit à rechercher et à étudier des exploitations types, représentatives de groupes.)

Ainsi ces groupes de travail joueront-ils un double rôle fondamental :

● La confrontation des différentes sources et données concernant la situation économique des exploitations permettra de constituer un instrument de connaissance de la diversité des résultats économiques, et de suivre l'évolution de ces résultats.

● Ce pôle d'échanges et de concertation entre les partenaires et agents au niveau local pourra déboucher sur une meilleure adaptation des mesures départementales et régionales.

Testée sur le département de La Charente, cette approche est applicable dans chaque région, département, région agricole ; elle ne nécessite pas beaucoup de financements, et les résultats qu'elle fournit ont rencontré un écho favorable parmi les divers courants syndicaux de la profession agricole du département.

Pôle de connaissance, de prévision, d'aide à la décision et à l'orientation, la région agricole doit avoir les moyens de jouer le nouveau rôle qui lui est permis par la décentralisation, en liaison avec le département et la région de programme.

YVES JEAN.

(1) Concept marxiste qui désigne le processus de production sans plus-value : la valeur du produit est égale à celle des différentes marchandises qui ont concouru à sa production.

NOTES DE LECTURE

par ALFRED SAUVY

● MAXIME HAUBERT ET DIVERS. – Politiques alimentaires et structures sociales en Afrique noire.

« *L'Afrique est mal partie* », nous a annoncé, dans son célèbre ouvrage, René Dumont, montrant, ou confirmant, au-delà des techniques d'agronomie, l'importance des structures sociales.

C'est une équipe confirmée de dix collaborateurs, *autour* de Christiane Frelin et de Maxime Haubert, qui nous donne divers aspects de l'évolution agricole, laquelle prête toujours si largement à critique. D'une façon plus pittoresque qu'impérative, deux parties, prenant respectivement les titres de *Pistes* et *Champs*.

De ces diverses études, toutes de terrain, retenons *notamment* les vues de Nguyen Trong Nam Tran, sur l'influence de la pénétration capitaliste dans la production alimentaire, l'article constructif de Roger Urbain, qui propose une politique positive et celui d'A. Pecqueur (Frères des hommes), sur la si défavorisée Haute-Volta.

Une fois de plus sont dénoncés tant l'antisolution qu'est l'*aide alimentaire que* l'asservissement des paysans à la classe administrative. Tel est, en particulier, le cas de la question, déjà quinquagénaire, de l'Office du Niger au Mali. Si diverses qu'elles soient, les politiques qui s'y sont succédé, depuis l'indépendance, ont en commun *la* soumission des paysans (« *hypertrophie politique* », dit M. Haubert). Mais la question de l'enseignement agricole n'est pas abordée, non plus que les commentaires d'Esther Boserup, sur la *difficulté créatrice*. Quant au *problème démographique*, il n'est qu'incidemment évoqué, sans plus.

★ *Editions « Tiers-Monde »*. IEDES Paris 1985. 24 cm. 287 pages. *160 F.*

● YAHIA BENSLIMANE. – Nous, Marocains. Permanences et espérances d'un pays en développement.

La bibliothèque *sur* le *développement* au Maroc s'enrichit de façon continue. Nous avons, dans cette chronique, analysé quelques ouvrages de technique économique, *notamment* celui *du professeur* Habib el Malki de Rabat. C'est un genre différent qui nous est présenté ici, par un ancien collaborateur du roi *Hassan II*, plus agronome *qu'économiste ; nous y trouvons des raisons* générales de se plaindre et d'espérer.

Il ne s'agit guère de techniques occidentales de métrologie (le PIB n'est pas plus cité que l'agrégat de *la* production agricole), mais de considérations sociologiques, historiques et même religieuses, l'agronomie étant, cependant, toujours présente ; *c'est ainsi que la rareté* de l'eau est évoquée sous diverses formes (par exemple la lutte permanente entre les propriétaires de bétail et ceux des terres de parcours), mais sans mention des récents résultats, *plutôt rassurants*, des *évaluations* potentielles des hydrocarbures.

Si la démographie quantitative est, bien légèrement, ignorée (une simple allusion à une déclaration, très sommaire, de *Hassan II*), *nous trouvons, en revanche*, des vues, bien placées, sur les rapports réciproques entre les diverses ethnies (arabe, berbère, juive, etc.).

Si la pénurie d'eau n'est pas encore *absolument* dramatique, par contre, *très* préoccupante est l'entassement urbain. Plus grave encore que les bidonvilles, paraît l'afflux des *ruraux* dans les *médinas*. *Tels* sont, déjà, les dégâts que, dans quelques années, il faudra, est-il précisé, faire appel à l'UNESCO pour sauver la ville de Fez...

Complément historique.

★ *Sachapress*. Publisud. Paris *1984*. 21 cm. *264* pages.

● SOCIÉTÉ AMICALE DES ANCIENS ÉLÈVES DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE. – Ranimer l'Europe. Regards dans le miroir d'autres civilisations.

Un travail important, une somme, qui a fait appel à la collaboration directe de vingt-deux personnes, polytechniciens ou non, assistées de cent seize participants *invités* et, *par voie indirecte, au concours* d'un nombre bien plus élevé encore.

Ne citons que quelques auteurs : Raymond Aron, Jean-Pierre Callot, Michel Didier, Jean Fourastié, François Missoffe, Anouar Abd el Malek, Jean-Pierre Bouyssonnie, François Gisquet, Christian Sautter, Mgr Nasrallah, sans qu'il s'agisse d'un véritable choix.

Après l'introduction, quatre parties bien distinctes : le Japon, le Moyen-Orient (dans le jargon des Nations unies), l'Inde et l'Europe occidentale. Le monde socialiste *est hors du champ*.

De ce parcours étourdissant, citons les vues de René Sieffel sur la culture et l'information japonaises, l'irruption violente, en Arabie saoudite, des produits occidentaux et des travailleurs pauvres, après le choc pétrolier, l'explosion démographique, dans le territoire, presque désert, qu'est l'Egypte, avec des vues saisissantes sur la *mégapole*, Le Caire, qui trouve le *moyen*, malgré l'accumulation de 12 millions de personnes, de n'avoir presque pas de délinquance.

Consacrer quarante pages à *l'Inde, sans* seulement citer le problème démographique et les trente ans d'efforts... surhumains, pour *répandre* les *techniques* contraceptives, est un véritable tour de force, résultat logique, de la carence de notre enseignement sur ce point.

Une heureuse compensation nous vient du regretté *Raymond* Aron, sur « *Le relatif* déclin de l'Europe ». Il faut trouver « quelque chose à donner aux Européens et aux Français, qui veulent être autre chose que des producteurs et des consommateurs ».

★ *Les éditions d'organisation*. Editions *Hommes et Techniques. Service promotion* Paris, 1984. 24 cm., 286 pages.

● EVELYNE SULLEROT. – Pour le meilleur et sans le pire.

Il serait bien surpris, Napoléon, s'il voyait les atteintes profondes subies, depuis quelques années, par son code civil. Ces *perturbations successives, sans plan* d'ensemble ni idée constructive, ont abouti à un complexe, plein de contradictions et d'un abord redoutable.

Léon Blum, *lui-même, qui avait fait*, en 1900, scandale, par son livre *le Mariage* serait déconcerté par le chemin parcouru.

Celle qui a presque tenu la main du général de Gaulle, quand il a, après la Libération, signé *l'ordonnance sur* le vote des femmes, a présenté, il y a un an, au Conseil économique et social, un rapport sur le statut matrimonial, qui, comme tant d'autres, *de cette assemblée parlementaire*, n'a pas été suivi d'actes législatifs ou réglementaires. Importantes, les conséquences financières et économiques de ces novations, tant *par le jeu des allocations, pensions, que par* celui de la fiscalité. Deux personnes vivant ensemble (deux smicards notamment) ont, le plus souvent, intérêt à ne pas se marier, *mais, dans certains cas, elles doivent, pour* connaître les conséquences de leur mariage, faire appel à un spécialiste. La législation du quotient familial, elle-même, si « *familialiste* », *dans ses intentions, a été déformée* dans un sens opposé. Quant à l'impôt sur la fortune, non seulement il est fortement alourdi par le mariage, mais il va, *quelque jour, entraîner un procès sensationnel* sur la différence entre *concubinage* et *cohabitation*.

Non seulement cet ouvrage remarquable fait le point sur un domaine déconcertant, mal connu de la majorité des Français, mariés ou non, mais il révèle de curieuses situations ou habitudes : c'est ainsi que les *comptes joints bancaires*, très nombreux (*87 %* en comptant les procurations) peuvent s'obtenir, dans une banque, sans présentation d'aucun document, et qu'il en est de même auprès des compagnies d'assurances. On peut se demander quelle serait l'attitude du maire, si deux personnes de même sexe se présentaient devant lui comme en Suède, est-il dit.

La description des incohérences et contradictions de la législation est suivie de propositions précises, réfléchies. Et les *enfants* ? Quelque peu *oubliés* par le législateur, ils sont même des gêneurs, tant ils créent de difficultés, notamment en matière de divorce.

★ *Fayard*, Paris 1984. 21 cm, 257 pages, *69* F.

● MICHEL GUILLOU. – Pour un dialogue Nord-Sud. S'associer en liberté. Préface de Jacques Chirac.

Les quatre pages du préfacier ne laissent place à aucune équivoque : il s'agit d'une réaction générale contre les interventions de l'Etat et de suggestions en faveur de *conventions* et *d'accords* librement consentis.

Le professeur de Paris-XII (Créteil) décrit, avec minutie et compétence, les *diverses modalités de ce changement, en* critiquant d'abord les méthodes suivies jusqu'ici, notamment l'aide alimentaire (qui ne trouve plus guère de défenseurs, en dehors des *situations* tragiques). Est rappelé opportunément un proverbe chinois sur le poisson et l'enseignement de la pêche. Sommaire, cependant, une fois encore, l'abord *démographique*.

C'est surtout l'Afrique qui est en jeu et plus encore l'Afrique francophone. Est souligné le rôle favorable joué par la zone *franc*.

Pour l'industrie, plus encore, c'est la voie d'accords privés, libres, qui est conseillée, l'accent étant mis sur les petites et *moyennes entreprises. Bien au fait du sujet*, l'auteur aborde sans crainte les points délicats, comme les prix des matières premières ; l'accord, si souvent donné en exemple, *de l'étain, peut, dit-il, aboutir à des* difficultés croissantes, (et en somme classiques) par l'accroissement progressif des stocks.

Déforestation, action perverse des hommes sur le climat, conflit entre modernité et tradition, sécurité, tout, jusqu'au nodules polymétalliques, est passé en revue.

Un plan Marshall pour le tiers-monde ? La plupart de ceux qui le proposent, par désir de soulagement, teinté de remords, n'en ont pas étudié les modalités. L'endettement ? *La parole est évidemment au FMI*, mais il faut lever les barrières protectionnistes et alléger les échéances. Accord d'ensemble sur Lomé, le Stabex et le Sysmin.

La francophonie est l'objet d'une attention toute particulière. Quelques redites, que nous sommes tentés de juger favorablement, *tant le* sujet est *le* plus souvent ignoré, voire rejeté.

Un excellent parcours qui, une fois admise l'idée de base, ouvre de larges horizons.

★ *Collection Club 89.* Editions Albatros. Paris 1984. 24 cm. 253 pages. 95 F.

● JACQUELINE FOURASTIÉ ET BERNARD GRAIS. – Les indices statistiques avec exercices résolus.

Cent fois sur le métier, statisticiens et économistes doivent remettre leur ouvrage, non seulement pour former les générations montantes, mais pour améliorer les techniques de mesure. La spécialiste renommée du Conservatoire national des arts et *métiers* et l'« *inséen* » *si confirmé* donnent ici le résultat de leurs recherches.

Au premier plan peut-être, la mise au point de la question, plus que centenaire des indices dits du coût de la vie. Des *réserves nous paraissent nécessaires* : *ni* l'expression indice « *vrai* », ni la formule de Tornqvit ne nous semblent irréprochables, toujours par imprécision de l'objectif initial. Il eût, d'ailleurs, été utile de comparer les *résultats donnés par* les *diverses formules*, dans un exemple bien déterminé, portant sur cinq à six produits. Par ailleurs, les salariés et les locataires (et même les chefs d'entreprise et *les gérants* d'immeubles) seront sans doute peu séduits par les indices dérivés de Pasche.

Plus féconde nous paraît la méthode des « prix salariaux », préconisée par Jean Fourastié, père de l'auteur, dans un ouvrage *récemment* analysé ici. Mais le thème serat-il jamais épuisé ?

Bien utiles sont les exemples pratiques donnés, notamment, pour le calcul d'un loyer indexé.

Bibliographie (où manque l'ouvrage de base, *publié* par la SGF, pendant la guerre). Une excellente mise au point.

★ *Masson*, 1984. Paris, 22 cm, 150 pages.

BANQUE MONDIALE. – Aperçu de la situation démographique dans le monde en 1983.

Créée avec un objectif proprement économique, *la Banque internationale pour le* développement, devenue Banque mondiale, a apprécié, au contact des réalités, l'importance du facteur humain, nombre et âge en particulier. Des prêts consentis à un pays *comportant parfois une clause sur les pratiques* antinatalistes.

Parmi les précieux tableaux commentés, retenons, en particulier, les rapports entre les variables économiques, sociales et démographiques, encore que les *vues doctrinales* puissent, dans leur prudence même, prêter à contestation.

★ *Banque mondiale.* Département des affaires économiques et sociales internationales. *Etudes démographiques. New-York 1984.* 127 pages.

INFORMATIONS « SERVICES »

SANTÉ

Soixante scanners supplémentaires en 1985

Le gouvernement s'était engagé en 1984 à doubler, en deux ans, le parc de scanners installés en France pour le porter de cent à deux cents appareils. Cette promesse sera tenue. Quarante autorisations ont été accordées en 1984, et trente-deux appareils sur les quarante sont déjà installés (les autres devant l'être dans les prochaines semaines). Dans le cadre du programme 1985, Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat chargé de la santé, ont décidé la mise en place de soixante scanners dans les établissements publics et privés. Voici la répartition par villes :

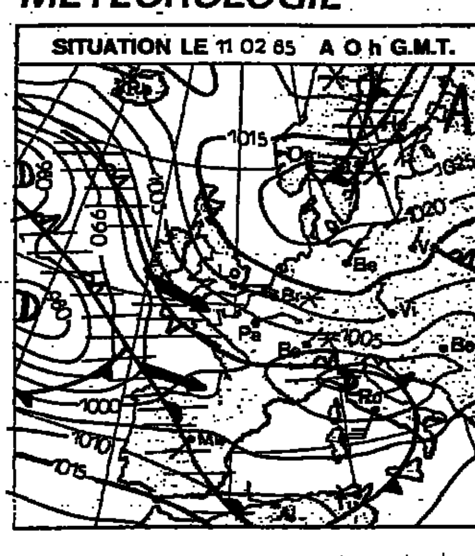
En ce qui concerne le secteur public :

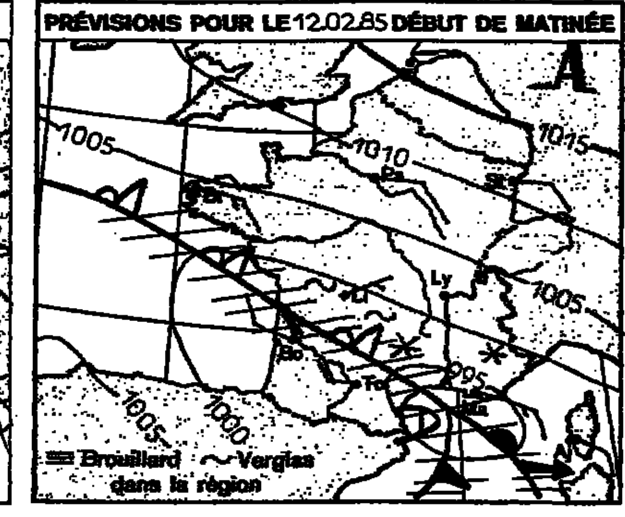
Agen, Aix-en-Provence, Albi, Alençon, Angers CHR, Arles, Arras, Auch, Aurillac, Auxerre, Bar-le-Duc, Béthune, Bourges, Cahors, Carcassonne, Castres, Chalon-sur-Saône, Chambéry, Charleville-Mézières, Chartres, Compiègne, Creil, Dunkerque, Gap, Le Havre, Mantes-la-Jolie, Marseille AP, Melun, Mont-de-Marsan, Montluçon, Niort, Orléans CHR, Paris AP (deux autorisations), Périgueux, Pontoise, Roanne, Roubaix, Saint-Brieuc, Saint-Denis, Saint-Malo, Soissons, Troyes, Vannes, Villefranche-sur-Saône, Villeneuve-Saint-Georges.

En ce qui concerne le secteur privé participant au service public : Illkirch-Graffenstaden (centre de traumatologie) ; Lyon (centre anticancéreux Léon-Bérard).

Pour le secteur privé, enfin : Antony-Bois de Verrières (Association pour l'étude et le développement de l'imagerie médicale) ; Istres : GIE (scanner de l'Étang de Berre) ; Le Mans : SA (scanner du Maine) ; Lille : (Clinique de la Louvière) ; Limoges : SA (scanner privé du Limousin) ; Lyon : (Société civile de Moyens (clinique de la Sauvegarde) ; Maubeuge : (clinique du Chapitre) ; Metz : (association privée à constituer) ; Paris-14e : (Société scanner inter-clinique Alésia) ; Poitiers : SA (scanner de Poitou-Charentes) ; Rezé-lès-Nantes : CSM (centre de tomodensitométrie) ; Villeurbanne : SA Imagerie médicale privée lyonnaise (clinique de Tonkin).

MÉTÉOROLOGIE





Evolution probable du temps en France entre le lundi 11 février à 0 heure et le mardi 12 février à 24 heures.

L'air froid qui a dévalé de l'Europe du Nord vers la France a gagné toute la moitié nord. Les perturbations océaniques sont rejetées au sud du 45e parallèle mais restent assez actives.

Mardi. – Le froid se maintiendra et s'intensifiera sur la moitié nord de la France avec, au lever du jour, des températures de – 12 degrés dans l'Est, – 8 degrés dans le Centre et la région parisienne, – 3 à – 5 degrés dans l'Ouest.

Le ciel sera assez dégagé sur ces régions. Les régions méridionales resteront dans un temps doux et humide, et sur une bande entre ces deux zones, c'est-à-dire des Charentes au Massif Central et aux Alpes, des chutes de neige et du verglas vont se produire.

Au cours de la journée, peu d'évolution dans la répartition des zones de mauvais temps. Les températures resteront négatives sur la moitié nord, atteindront 10 degrés sur les régions les plus méridionales et oscilleront entre 0 et 5 degrés sur la bande intermédiaire. En fin de journée, la pluie devrait se cantonner uniquement sur le Sud-Ouest ; en bordure de Méditerranée, des éclaircies se développeront.

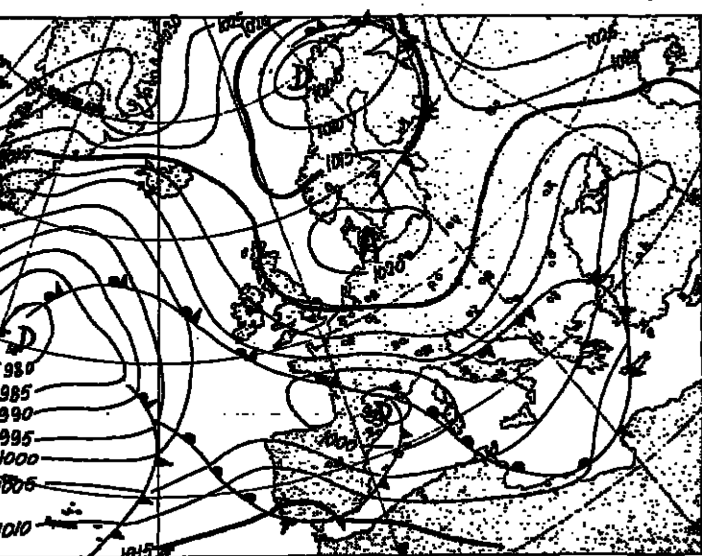
Sur la moitié nord, le vent d'est soufflera en rafales et, dans le Midi, le vent d'ouest à sud-ouest restera modéré.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer, à Paris, était, le lundi 11 février, à 7 heures, de 1 004,4 millibars, soit 753,4 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 10 février ; le second, le minimum de la nuit du 10 au 11 février) : Ajaccio, 15 et 9 degrés; Biarritz, 14 et 8; Bordeaux, 12 et 3; Bourges, 6 et – 2; Brest, 7 et 1; Caen, – 1 et – 4; Cherbourg, – 1 et – 4; Clermont-Ferrand, 13 et 3; Dijon, 3 et – 5; Grenoble-St-M.-H., 7 et 2; Grenoble-St-Geoirs, 8 et 3; Lille, – 5 et – 9; Lyon, 7 et 0; Marseille-Marignane, 14 et 4; Nancy, – 5 et –10; Nantes, 7 et 0; Nice-Côte d'Azur, 13 et 6; Paris-Montsouris, – 1 et – 2; Paris-Orly, – 1 et – 6; Pau, 14 et 5; Perpignan, 15 et 6; Rennes, 4 et – 2; Strasbourg, – 6 et – 11; Tours, 2 et – 4; Toulouse, 12 et 3; Pointe-à-Pitre, 29 et 18.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 22 et 13; Amsterdam, – 2 et – 8; Athènes, 17 et 12; Berlin, – 5 et – 14; Bonn, – 4 et – 17; Bruxelles, – 5 et – 10; Le Caire, 24 et 13; îles Canaries, 23 et 15; Copenhague, – 8 et – 14; Dakar, 26 et 17; Djerba, 21 et 13; Genève, 6 et – 3; Istanbul, 13 et 11; Jérusalem, 16 et 3; Lisbonne, 15 et 15 ; Londres, – 2 et – 5; Luxembourg, – 7 et – 12; Madrid, 11 et 8; Montréal, – 8 et – 12; Moscou, – 17 et – 26; Nairobi, 27 et 15; New-York, 2 et – 6; Palma-de-Majorque, 18 et 13 ; Rio-de-Janeiro, 31 et 25; Rome, 15 et 9; Stockholm, – 10 et – 24; Tozeur, 20 et 11; Tunis, 21 et 11.

PRÉVISIONS POUR LE 12 FÉVRIER 1985 A 0 HEURE (GMT)



(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

EN BREF

ENVIRONNEMENT

LA FORÊT SUR LOGICIEL. – L'Association française des eaux et forêts (AFEF) organise le 1er mars un colloque sur le thème « Informatique et foresterie » et, du 4 mars au 29 avril, sept conférences portant sur « la commercialisation des produits forestiers ».

★ **Inscriptions et renseignements : Allô-forêts, tél. : (1) 551-61-71 ou secrétariat de l'AFEF, 1 ter, avenue de Lowendal, 75007 Paris.**

HANDICAPÉS

INTÉGRATION SCOLAIRE. – L'Association nationale pour adultes et jeunes handicapés (APAJH) présente, mercredi 13 février, à 14 h 30, au Centre d'information et de documentation jeunesse (CIDJ), un audiovisuel sur l'intégration scolaire des handicapés moteurs, mentaux et déficients auditifs en milieu ordinaire. Un débat suivra la projection.

★ **CIDJ, 101, quai Branly, 75015 Paris, tél. : (1) 566-06-67.**

MUSÉES

HOLOGRAPHIE. – En 1985, les horaires d'ouverture du musée de l'holographie (méthode de photographie restituant le relief des objets, grâce aux interférences de faisceaux lasers) seront les suivants : tous les jours de 10 h 30 à 19 heures ; les lundis, dimanches et jours fériés, de 13 heures à 19 heures.

★ **Musée de l'holographie. Forum des Halles, 15 à 21, Grand Balcon. 75001 Paris. Tél. : 296-96-83.**

VACANCES

LA MER OU LA CAMPAGNE ? – La caisse d'allocations familiales de Paris organise pour les vacances scolaires de février (du 15 au 24 pour la région parisienne) des séjours en centres de vacances pour les enfants de trois à quinze ans. Le prix varie entre 710 F et 1320 F tout compris pour une semaine à la mer ou à la campagne.

★ **Renseignements et inscriptions, tél. : (1) 571-33-08 ou 571-33-09.**

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3900

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II				■					
III							■		
IV		■		■					
V							■		■
VI			■		■				
VII						■			
VIII				■			■		
IX				■					
X				■				■	
XI									■

HORIZONTALEMENT

I. Sa roupie s'avère par trop dévaluée pour être cotée. – II. Traits de plume. A la poulette pour un coq. – III. Débouchés ou articles de boucher. Sont mis en contact. – IV. Se tord parfois comme un ver. – V. Bête de somme. – VI. Deux de moins. Indication superflue sur les panneaux routiers. – VII. Se dépouille pour le confort des autres. Coupe à travers champs. – VIII. Vaut dix. Evoque une poule ou un veau. Participe passé. – IX. Tient des paroles en l'air. Nid de poules. – X. Emule américain d'Epiménide. Pro. – XI. Avec elle, concorde n'était que mirage.

VERTICALEMENT

1. Les marchands de parapluies et les vacanciers de juin lui adressent des prières contradictoires. – 2. Leurs outrages finissent par nous laisser froid. N'attend pas la chandeleur pour faire des crêpes. – 3. Met les barbeaux en prison. N'attirent pas toujours quand ils sont beaux. – 4. Passe plus souvent à Londres qu'à Madrid. – 5. Polissonnes. Fut royalement frappé en voulant parer un cou. – 6. Raïs au pays du Râ. Jeu de combinaisons. – 7. L'habit « ver » d'une académie naissante. Amuse-gueule ou casse-tête. Blanco ou Negro, en Amérique latine. – 8 Suite plus ou moins colorée d'une émission en direct. – 9. Celle de l'emploi est rarement exigée au bureau de placement. Vue sur le mer.

Solution du problème n° 3899

Horizontalement

I. Poussinières. Se. – II. Lime. Rougeaud. – III. Agaçantes. Ambre. – IV. INRA. Ou. Lin. – V. S.-O. Tamponnement. – VI. An. Ermite. Ma. – VII. Ru. Périls. – VIII. Charabia. Angle. – IX. Ion. Il. Nautiles. – X. Emigré. TGV. – XI. Rome. Béarnaise. – XII. Nerf. Se. – XIII. Ryes. Faussaires. – XIV. Ems. Les. Isatis. – XV. Gê. Garenne. Etés.

Verticalement

1. Plaisancier. Reg. – 2. Oignon. Homonyme. – 3. Umar. Ranimées. – 4. Sécateur. Gers. – 5. Ar. Air. La. – 6. Innomable. Fer. – 7. Tupi. Blasé. – 8. Ire. Otrante. – 9. Eosine. Agassin. – 10. Ru. Pauvresse. – 11. Egaiement. Aa. – 12. Sem. Marginalité. – 13. Able. Ill. Rit. – 14. Surin. Lee. E.S.-E. – 15. Edentés. Suées.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont parus au *Journal officiel* du samedi 9 et du dimanche 10 février 1985 :

DES DÉCRETS

● Du 6 février 1985 portant publication de l'échange de lettres en date du 2 octobre 1984 entre le gouvernement de la République française et l'Organisation de coopération et de développement économiques relatif à l'utilisation par l'Organisation de fonctionnaires français.

● Du 6 février 1985 portant réglementation du passage des navires étrangers dans les eaux territoriales françaises.

● Du 7 février 1985 modifiant les décrets du 15 février 1974 et du 17 août 1976 portant création du diplôme d'Etat de psychorééducateur.

● Du 7 février 1985 modifiant le décret du 8 janvier 1982 portant création du comité interministériel de lutte contre la toxicomanie et de la mission de lutte contre la toxicomanie.

DES ARRÊTÉS

● Du 18 janvier 1985 portant création d'un conseil de la statistique au ministère de la justice.

● Du 30 janvier 1983 relatif à l'organisation et au programme des concours d'accès à l'emploi d'attaché d'administration de la commune de Paris.

● Du 28 décembre 1984 modifiant l'arrêté du 15 mai 1974 relatif à l'estampillage sanitaire des viandes de boucherie et des produits à base de viande.

● Du 28 décembre 1984 modifiant l'arrêté du 18 juillet 1977 relatif à l'hygiène de la préparation des viandes découpées, désossées ou non.

● Du 28 décembre 1984 modifiant l'arrêté du 25 août 1972 fixant les normes auxquelles doivent satisfaire les abattoirs agréés pour l'exportation des viandes et déterminant les conditions de l'inspection sanitaire dans ces établissements.

● Du 21 janvier 1985 relatif à la formation des pharmaciens inspecteurs de la santé.

● Du 21 janvier 1985 relatif à la formation des inspecteurs des affaires sanitaires et sociales.

● Du 7 janvier 1985 relatif à la réception CEE des véhicules en ce qui concerne le niveau sonore admissible et le dispositif d'échappement des véhicules à moteur.

CARNET DU Monde

Naissances

– Solange et Raoul BRIET ont la grande joie d'annoncer la naissance de

Anne-Laure,

le 9 février 1985.

16, route de la Villa-Hériot,
78110 Le Vésinet.

– Anne MAHEU-SADOWSKI et Marc SADOWSKI, sont heureux de faire part de la naissance de

Anaïs,

le 5 février 1985.

30, rue Saint-Sauveur,
75002 Paris.

– Francis et Michèle NICOMÈDE sont heureux d'annoncer la naissance de

Louis,

le 10 janvier 1985.
Ciboure.

Décès

– La famille Boulard
Et ses amis
ont la douleur de faire part du décès de

Annick BOULARD,

survenu le 1er février 1985.

24, boulevard Deminiac,
35120 Dol-de-Bretagne.

– On nous prie d'annoncer le décès de

Jean LÉGER,

survenu à l'âge de quarante-huit ans.

Les obsèques se dérouleront dans la plus stricte intimité.

– On nous prie d'annoncer le décès de

Mme veuve Samuel LEVI,
née Flora Amram,

survenu le 7 février 1985, dans sa quatre-vingt-septième année.

De la part de

M. et Mme Raphaël Levi,
Serge et Sonia Levi, leurs enfants,
M. et Mme Gustave Levi,
Mme veuve Maurice Levi,
née Léa Hazan,
M. et Mme Sam Levi,
Le docteur et Mme Samuel Lepastier,
Joachim et Eléonore Lepastier,
leurs enfants,
M. et Mme Victor Levi,
Nicolas Levi, leur fils,
M. et Mme Christian Castor,
M. et Mme Laurent Cyferman,
Ilana Cyferman, leur fille,
M. et Mme Jean-Luc Lafarguette,
Cécile, Benoît et Sophie Lafarguette,
leurs enfants,
Ainsi que des familles Amram, Hawel, Ascar, Faire, Coenca, Vilers, Baruchel et Goyricelaia,
ses enfants, petits-enfants, arrière-petits-enfants,
Parents et alliés.

L'inhumation aura lieu le mardi 12 février, à 11 heures, au cimetière Montmartre dans le caveau de famille.

Ni fleurs ni couronnes.

17, place des Etats-Unis,
75116 Paris.

– Le provincial de la compagnie de Jésus,
La communauté jésuite de la rue de Grenelle,
La famille Mouren,
font part de la mort du

Père Louis MOUREN S.J.
ancien aumônier général adjoint des prisons,
fondateur des Liens brisés,

survenue à Paris, le 8 février 1985, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

La messe de funérailles aura lieu en l'église Saint-Ignace, le mercredi 13 février, à 10 h 30.

– Mme Hafsa B. Naceur,
Ses enfants,
Mahmoud B. Naceur,
son frère,
Les familles Elmufti, Khediri, Ben Ali, Chamari, Ennaïfer, Khouadja, B. Yahmed, Berger, Servien et Titevski,
ont l'immense douleur d'annoncer le décès de

Me B. NACEUR,
avocat à la Cour de cassation.
9, rue Kassar-Saïd,
Le Bardo (Tunis).



– Sétif. Paris.

M. et Mme Fernand Serfati
et leur fils,
M. et Mme Paul Oualid
et leur fille,
M. et Mme Robert Nouchi
et leurs enfants,
M. et Mme Jean Adda
et leurs enfants,
Mme H. Furon,
Les familles parentes et alliées,
ont la douleur de faire part du décès de leur mère, belle-mère, grand-mère et parente,

Mme veuve David OUALID,
née Berthe Cohen-Solal,

survenu à Paris, le 8 février 1985, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

Les obsèques auront lieu le mardi 12 février.
On se réunira à la porte principale du cimetière parisien de Pantin, à 9 heures.
Ni fleurs ni couronnes.

– M. et Mme Jean Rabaté
et leurs enfants,
M. et Mme Pierre Vienney
et leurs enfants et petits-enfants,
Mme veuve Jean Bernuchon,
M. et Mme André Vatin,
Les familles Bernuchon, Cummel, Guillon, Morelli et Vienney,
Le comité central du Parti communiste français,
L'Amicale des vétérans du Parti communiste français,
Le journal *l'Humanité*,
Le groupe parlementaire communiste,
La fédération des Hauts-de-Seine,
La section de Garches,
La cellule Toulzat-Egée du PCF,
L'Union des femmes françaises,
La section de Saint-Cloud-Garches des déportés et internés résistants patriotes,

ont la douleur de faire part de la perte cruelle qu'ils viennent d'éprouver en la personne de

Mme Maria RABATÉ,
ancien député de Paris,
chevalier de la Légion d'honneur,
médaille des Combattants volontaires 1939-1945,
chevalier de la Santé publique,

leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère, belle-sœur, cousine, amie et camarade décédée le 9 février 1985, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Selon ses dernières volonté, les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité.

En cas d'oubli, prière de faire part.

2, clos de la Source,
92380 Garches.
52, rue A.-G.-Belin,
95100 Argenteuil.

– Nous apprenons le décès de

Mme Marie-Elizabeth VENDROUX,

survenu à Calais, le 10 février 1985, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

[Mme Vendroux était l'épouse de M. Jacques Vendroux, aujourd'hui âgé de quatre-vingt-huit ans, ancien député du Pas-de-Calais, ancien maire de Calais, qui était le beau-frère du général de Gaulle.]

– Eve, Anne-Lorraine et Eric Vigouroux,
ont la douleur de faire part du décès de leur père

Jacques VIGOUROUX,

survenu le mercredi 6 février 1985 à Pont-à-Mousson (54).
Les obsèques ont été célébrées à Beaumont (Meurthe-et-Moselle), le lundi 11 février.

[Né le 26 octobre 1923, Jacques Vigouroux avait, en qualité de pianiste et compositeur, accompagné notamment Jacques Brel, Boby Lapointe, Charles Trenet...
Depuis 1968, il avait pris la direction du parc naturel régional de Lorraine, où il s'était établi.]

Remerciements

– La famille de

Mme Renée LAZARD,
née Jacob,

décédée le 28 décembre 1984, très touchée par les marques de sympathie qui lui ont été manifestées, exprime ses vifs remerciements.

– Mme Michel Vermot-Gauchy,
M. et Mme Robert Vermot-Gauchy
et leurs enfants,
M. et Mme André Treagots
et leurs enfants,
M. et Mme Jean Vermot-Gauchy
et leurs enfants,

remercient sincèrement toutes les personnes qui leur ont témoigné leur sympathie à l'occasion du décès de

M. Michel VERMOT-GAUCHY.

Anniversaires

– Il y a huit ans disparaissait
Shika VOLOCH.

Il y a vingt-trois ans disparaissait
Netty VOLOCH.

Une pensée est demandée à tous ceux qui les ont connus et aimés.

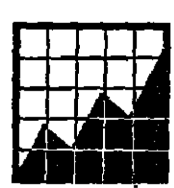
Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	90,00	106,74
DEMANDES D'EMPLOI	27,00	32,02
IMMOBILIER	60,00	71,16
AUTOMOBILES	60,00	71,16
AGENDA	60,00	71,16
PROP. COMM. CAPITAUX	177,00	209,92

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col*	Le mm/col. TTC
OFFRES D'EMPLOI	51,00	60,48
DEMANDES D'EMPLOI	15,00	17,79
IMMOBILIER	39,00	46,25
AUTOMOBILES	39,00	46,25
AGENDA	39,00	46,25

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

message à un

DIRECTEUR FINANCIER

Vous souhaitez entrer dans une société distribuant des matériels électroniques (100 personnes, 180 MF en progression de 30 à 50% par an depuis 3 ans) filiale du premier groupe français de distribution de matériels électriques.
Sous l'autorité du Directeur Général, à la tête d'une équipe d'une dizaine de personnes dont un chef comptable, lié à l'Action Commerciale dont vous devrez intégrer la politique, vous aurez la charge complète de la Direction Financière : comptabilités, paye, crédit and collection management, comptes d'exploitation, bilans, déclarations, budgets, trésorerie, banques . . . Vous serez en liaison fréquente avec la Direction Financière de la Holding.

C'est l'occasion de faire acte de candidature si, à 32 ans minimum, homme ou femme, vous êtes diplômé d'une Grande Ecole (HEC, ESSEC, ESCP, IEP . . .) + DECS et si vous avez acquis une expérience de qualité à la Direction Financière d'une société commercialisant des produits techniques. Vous parlez anglais et êtes familiarisé avec l'informatique.

Merci d'adresser CV complet, rémunération actuelle –indispensable– sous référence M/141/D à notre Conseil qui vous enverra plus d'informations sur le poste avant de vous recevoir.

AKOREM

chp CABINET Henri PHILIPPE
106 boulevard Haussmann - 75008 Paris

Ind. Pharmaceutique

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Les Laboratoires Homéopathiques de France, filiale du Groupe OHF récemment introduit sur le second marché en bourse, réalisent un C.A. de 200 MF avec une progression annuelle de plus de 25 %.
Rattaché au Directeur Général, le Directeur Administratif et Financier prend en charge l'ensemble de la vie financière, comptable, juridique et administrative de la Société.
Il dirige, anime une équipe de 35 personnes (comptabilité, trésorerie, budget, achats) et participe de façon active au développement de la Société par son rôle de gestionnaire et de conseil auprès de la Direction Générale.
Nous souhaitons rencontrer un homme de 35 ans minimum de formation Sup de Co, Maîtrise de Gestion... Il possède une expérience de 5 ans environ en cabinet d'audit anglo-saxon ou en entreprise.
Les conditions offertes, ainsi que les perspectives de développement de l'entreprise sont de nature à intéresser une personnalité d'avenir. Le poste est basé à Asnières (92).
Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 11/1159 C, à :

EGOR S.A.
8, rue de Berri 75008 Paris.
PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DÜSSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

egor

MEMBRE DE SYNTEC



SEMA·METRA

OPTIMISEZ NOS CONTRATS TECHNIQUES

Nos succès en informatique technique nous entraînent à créer une fonction d'ATTACHE DE DIRECTION au sein de la division Ingénierie de Systèmes Techniques de SEMA-METRA.

Vous seconderez le directeur, vous optimiserez la gestion des contrats de réalisation de systèmes informatiques de haute technologie, et ce aux plans : organisation, humain, financier.

Vous participerez activement :

— à l'élaboration et au suivi des plannings des affaires,
— à l'affectation des ingénieurs sur les contrats en fonction de leurs compétences,
— aux actions de recrutement,
— au suivi et à l'administration de certains contats.

Votre expérience vous a confronté à des responsabilités opérationnelles : soit techniques, soit de gestion et/ou de gestion des hommes dans un environnement de préférence informatique ; nous vous proposons des missions variées et enrichissantes et une rémunération d'environ 180.000 F par an.

Transmettez votre dossier sous référence 10547/M à Agnès Chauvin, département recrutement, **Centre Metra 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE.**

MEMBRE DE SYNTEC

SEMA·METRA

Directeur industriel

Cosmétiques

La filiale française d'un groupe international, spécialisée dans la production et la commercialisation de produits d'hygiène, de soins de grande diffusion, jouissant d'une forte notoriété et d'une position prépondérante sur son marché, grâce à un marketing performant, recherche son directeur industriel. Membre du comité de direction, il sera responsable de l'ensemble de la fonction industrielle : usines, laboratoires, investissements, politique industrielle. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 35 ans, diplômé d'une école d'ingénieurs ou de l'université (chimie, pharmacie...) et disposant d'une solide expérience de la production de produits d'hygiène, toilette, beauté, pharmacie, entretien ou alimentaires. Animateur et organisateur, c'est aussi un stratège et un réalisateur très concret. Le niveau de la rémunération correspond au niveau des réelles responsabilités. La pratique de l'anglais est nécessaire. Le poste est situé en région parisienne. Ecrire en précisant la référence A/2457M.

MEMBRE DE SYNTEC

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Direction marketing

HEC, ESSEC,... la direction du marketing dans une entreprise concurrentielle produisant des biens de grande consommation a été votre dernière fonction. Votre combativité naturelle, vous souhaitez l'appliquer aujourd'hui à une activité plus conceptuelle faisant aussi largement appel à vos qualités d'homme de diagnostic et de négociateur.

Pourquoi ne pas rejoindre alors notre organisme ? Avec l'appui de partenaires industriels et financiers puissants, notre vocation est de contribuer à la densification du tissu industriel existant, à la promotion d'activités nouvelles sur l'ensemble du territoire.

Notre équipe d'experts a besoin de s'adjoindre aussi rapidement qu'il vous sera possible votre compétence en marketing grande consommation pour concevoir et monter des projets qui tiennent la route. Pour ce faire, vous aurez l'appui, bien sûr, de nos chargés d'études permanents comme de spécialistes extérieurs. CLEAS vous parlera de nous. Ecrivez à ses consultants sous référence 8510 LM

CLEAS

6, Place de la République Dominicaine - 75017 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

Recherche

DIRECTEUR GESTIONNAIRE

d'un centre d'accueil permanent dans les Vosges (accueil d'enfants, de jeunes, d'adultes).
Expérience exigée en gestion, organisation et direction d'équipe.

Envoyer c.v. à RÉGIE-PRESSE sous nº 301 528 M
7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

TERRE DES HOMMES cherche pour son programme au NORD BANGLADESH •

DIRECTEUR

responsable de l'ensemble de nos activités dans cette région rurale. Travail fascinant mais exigeant. Notre programme comporte un volet médical, un MÉDECIN serait souhaité (25 % méd., 75 % social et gestion).
Date d'entrée : dès que possible.
Durée du contrat : 2 ans, renouvelable.
Préférence sera donnée aux candidats ayant une expérience dans un pays en voie de développement, si possible du sous-continent indien.
Les personnes intéressées qui en feront la demande à l'adresse ci-dessous recevront une notice détaillée ainsi qu'un formulaire de candidature.
TERRE DES HOMMES
Case postale 388,
référence 6.100
CH-1000 Lausanne 9/Suisse.

aider des PMI à exporter

Créer et développer, *avec l'aide d'un organisme public de la région* parisienne, une entreprise privée capable de fournir des conseils et une assistance technique à des PME/PMI potentiellement exportatrices, voilà l'objectif.

Dans un premier temps, il conviendra d'étudier la mise en place de cette société, depuis sa structure juridique, le recrutement de l'équipe, jusqu'à la constitution de sa clientèle.

Ce futur chef d'entreprise est un professionnel confirmé qui a déjà mis en œuvre, avec succès, des politiques à l'export. Homme de conseil et homme de réalisation, il saura motiver et aider les *entreprises locales à exporter (recherche de marchés à l'étranger,* création de réseaux commerciaux, rédaction de contrats, mise en place de services après-vente, etc.). Homme de management, il concevra le développement de son entreprise et en rendra compte à *son Conseil d'Administration.* L'anglais lui sera indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV) en indiquant vos prétentions sous la référence D003/M à Marie-Christine Gilles, Sema-Sélection: **Centre Metra 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE.**

MEMBRE DE SYNTEC

sema selection Paris · Lille · Lyon · Marseille · Toulouse

NOUS SOMMES UNE ENTREPRISE DE SERVICES DU NORD-EST DE LA FRANCE DISPOSANT D'UNE INFORMATIQUE DE POINTE.

Nous recherchons notre

Directeur de l'informatique

L'homme :

- un responsable de haut niveau,
- formation ingénieur grandes écoles,
- expérience d'une dizaine d'années en informatique de gestion, grands équipements et télétraitement, parfaite maîtrise applications de pointe,
- qualités relationnelles et fort potentiel personnel.

La mission :

- animer, dynamiser équipes études, système et exploitation,
- conduire les changements pour rendre son département plus performant,
- concevoir les évolutions et les plans informatiques à court et moyen termes.

Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v., rémunération actuelle et prétentions sous référence 9096 à AXIAL Publicité, 27, rue Taitbout 75007 Paris, qui transmettra.

TRÈS IMPORTANT GROUPE MULTIMEDIAS EN PLEINE EXPANSION

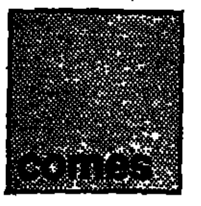
recherche

DIRECTEUR JURIDIQUE

En collaboration directe avec le P.-D.G. et l'équipe de direction, il devra prendre en main l'ensemble des questions juridiques de la société mère et de ses différentes filiales dans une perspective délibérément dynamique, jeune et moderne.

Pour être candidat, il faut avoir une excellente formation juridique de base en Droit des affaires et Droit commercial ainsi qu'une très solide expérience de juriste d'Entreprise (10 ans environ), de préférence dans le même domaine d'activité.

Anglais courant nécessaire.



Envoyer C.V. détaillé, lettre manuscrite, photo récente et prétentions au *Département* Recrutement du COMES - 19, rue de la Paix, 75002 PARIS (réf. 2586).

DISCRÉTION et RÉPONSE ASSURÉES



Nous recherchons le

Directeur de l'Informatique

en raison du départ à la retraite du responsable actuel

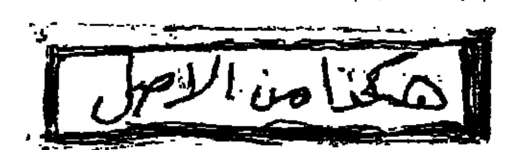
Notre Société (effectif : 1000) diffuse des produits à haute valeur ajoutée : fils à coudre industrie et mercerie, bonneterie, tissage.
Notre outil de production fait appel à une technologie avancée. Notre produit exige disponibilité et livraisons immédiates, d'où répartition sur toute la France de 8 agences régionales avec dépôts et sous-dépôts.
Notre équipement informatique est constitué au siège d'un IBM 4361 modèle 4 et, dans les agences, d'IBM 5285 connectés au site central.
Vous étudierez les besoins des utilisateurs des différents départements et ferez réaliser les projets, secondé par un chef de service informatique et une équipe de 12 personnes. Rattaché à la Direction Générale, vous établirez le plan informatique.
En véritable gestionnaire, vous aurez la préoccupation permanente de prévision et de rentabilité ainsi que le sens des relations pour animer votre équipe et vous positionner en véritable prestataire de services pour le compte des départements de notre Société.
De formation supérieure, vous avez assumé la responsabilité d'un centre informatique et possédez de solides connaissances des matériels et systèmes d'exploitation actuels IBM.
Notre siège est situé à Watreloos - 59 - (proximité Lille).



Merci d'adresser *CV* avec photo et prétentions sous la réf. 3062 M à Danielle Jalbert

85, avenue Kléber 75116 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC



هكذا من الاصل



emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

Entreprise importante de Genève, 5.000 collaborateurs chiffre d'affaires 1,5 milliard, cherche un

CHEF COMPTABLE

pour son service comptabilité générale et financière

Cette personne aura la responsabilité de mettre en place et de contrôler l'exécution des directives se rapportant au fonctionnement et à l'analyse de l'ensemble de la comptabilité générale jusqu'à l'édition des comptes de résultats, ceci en collaboration avec notre service informatique.

Ce collaborateur devra posséder une formation comptable complète (DECS comptable ou examen préliminaire) ainsi que des connaissances confirmées en informatique.

Amené à diriger une petite équipe, il devra faire preuve d'une grande rigueur dans le travail ainsi que d'une détermination à réussir la tâche qui lui sera confiée.

Age 30-40 ans, nationalité suisse exigée, domicile à Genève. Fourchette de salaire : FF 250 000.–/320 000.–

Faire offres sous chiffre G 18-118466, avec curriculum vitae complet et prétentions de salaire, à PUBLICITAS, CH 12112 Genève 3.

CHEF DU SERVICE MAINTENANCE

21 - 22.000.000 CFA — Afrique Equatoriale

Une compagnie minière (3700 pers.) implantée en Afrique Equatoriale, recherche UN CHEF DU SERVICE MAINTENANCE. Sous l'autorité du Directeur de la mine, il sera responsable de la totalité des activités de maintenance de l'exploitation mine (mécanique engins et draglines, services électro-mécaniques, garages, bureaux des méthodes, laveries et usines de traitement de minerais). Il participera à l'élaboration des projets d'investissements avec détermination des coûts prévisionnels. Il sera chargé de la définition du budget de son service et de son suivi. Il vérifiera la qualité de la maintenance et le bon fonctionnement des équipements. Il veillera à garantir la sécurité du personnel. Il animera et coordonnera les activités de près de 300 personnes dont 5 ingénieurs et 70 agents de maitrise, et il déterminera les besoins de formation à tous les niveaux de son service. Le candidat retenu, âgé d'au moins 40 ans, obligatoirement ingénieur type A & M, possédera une excellente connaissance de l'organisation et de la pratique de la maintenance d'équipements de travaux publics et d'usines de traitement de minerais. Il sera un excellent formateur, organisateur et meneur d'hommes.
Ecrire sous référence 748/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 Paris.
Discrétion assurée.

AFCOREM

Guadeloupe 180/200 KF

RESPONSABLE COMPTABLE ET FINANCIER

Nous sommes la première société de distribution aux Antilles. Nous exploitons une quinzaine de magasins, type super ou hypermarchés, en Guadeloupe, Martinique, St Martin et en Guyane française, avec un effectif de 1 200 personnes et un chiffre d'affaires de plus d'1 milliard de francs.
Cette création de poste a pour but d'harmoniser les équipes et procédures actuellement en place. Le responsable sera amené à participer, en liaison avec le siège situé à Paris, à la mise en place d'un système entièrement nouveau de transmission des informations.
Agé de 30 à 35 ans, de niveau DECS, le candidat a au moins cinq ans d'expérience à un poste équivalent et connaît l'informatique au service de la comptabilité.
Le poste est basé en Guadeloupe. Les conditions offertes, l'environnement de l'entreprise ainsi que les perspectives du poste sont de nature à intéresser un candidat de valeur.
Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 27/1179 I, à :

EGOR DISTRIBUTION
63, rue de Ponthieu 75008 Paris.

egor — PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DÜSSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

média-system

UNIVERSITAIRE

Personne ayant très bonne formation universitaire, polyglotte, esprit de synthèse et rédaction aisée.
Travail de recherches et secrétariat à MARBELLA (Espagne). Bon salaire en contrat minimum 1 à 2 ans. Logement assuré. Possibilité fréquents déplacements. Ecrire avec c.v. sous nº B 18-115043 à PUBLICITAS, CH 1211 GENÈVE 3.

Editeur américain recherche

RÉDACTEUR(TRICE)

free-lance à plein temps pour nouveau dictionnaire français/anglais.
Formation souhaitée : linguistique ou enseignement du français langue étrangère.
Adresser c.v. détaillé à M. LAMY Collier Macmillan, 12, A.-Golden Square Londres W 1R 3AF ou tél. Londres (1) 439-73-84.

La DIVISION FORMATION PERMANENTE du groupe ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE DE LYON *recherche*

20 cadres

commerciaux ou ingénieurs

désireux suivre un cycle intensif de perfectionnement à l'ensemble des techniques du commerce international
durée de la formation : 580 heures
dates : 15 avril au 24 juillet 1985
Stage ouvrant droit à rémunération par l'Etat au titre du F.N.E. ou congé formation.

Renseignements et inscriptions : Groupe ESC Lyon, Division Formation Permanente, Nicole LEVÊQUE BP. 174, 69132 ECULLY Cedex. Tél. (7) 833-81-22.

BANQUE INSTALLEE AUX ANTILLES

recherche pour son Agence de

POINTE-A-PITRE

RESPONSABLE DE COMPTES COMMERCIAUX

- âge : 30 ans environ
- formation : universitaire ou professionnel (ITB)
- expérience : analyse financière, études de dossiers crédit, bonnes connaissances comptables, sens de la relation clientèle.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions s/réf. 6310 M à OCBF, 66, rue de la Chaussée d'Antin, 75009 Paris.

services

DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Groupe français en expansion et développant une activité internationale dans plusieurs secteurs de production pour l'industrie, 5000 personnes en France. Pour sa filiale en GRECE (600 personnes)

Directeur financier ATHENES

Rattaché au P.D.G. de cette société, il aura l'entière responsabilité de la fonction financière (élaboration des budgets, consolidation, analyse des écarts, comptabilité générale pour les 2 unités de production, gestion de trésorerie, reporting à la maison-mère, etc...).

Expérience réussie de 5 ans minimum dans une fonction similaire et dans une société industrielle performante. Bonnes connaissances du tissu industriel grec.

Formation supérieure finance/comptabilité, très bonne maîtrise du français ou de l'anglais et du grec indispensable.

De 35 ans minimum le candidat doit être un excellent coordinateur, organisé et persévérant. Les conditions offertes sont en rapport avec le poste et la localisation.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions, téléphone privé (enveloppe pour réponse plus rapide), sous référence 25001 M

MRI conseil
Danièle Chapuis - 13, rue Madeleine Michelis, 92522 Neuilly

GRAND GROUPE PUBLICITAIRE

recherche

Pour codirection de l'une de ses unités décentralisées.

DIRECTEUR DE CLIENTELE

TRÈS CONFIRMÉ

Rompu aux budgets de grande consommation.

Importantes perspectives de développement.

Envoyer C.V. et coordonnées à C. POHYER, 9, allée des Gardes-Royales, 78000 VERSAILLES, qui transmettra.

S.C.I. Cité de l'Agriculture
Bois-Guillaume (Seine-Maritime)
Ensemble immobilier 28 000 m² de bureaux s/6,5 hectares cherche son

DIRECTEUR (H. ou F.)

MISSION
- Gérer les services communs de la cité (qui regroupe sept organisations professionnelles agricoles).
- Restaurant (650 repas), salles de réunions, parking, espaces verts, chaufferies centrales, etc.
- Maîtriser les problèmes et données techniques, la maintenance et l'évolution des différents services.
- Optimiser la gestion économique et financière.
- Maîtriser les dossiers administratifs, juridiques et comptables.
- Rechercher la rentabilité.
- Jouer un rôle imaginatif et moteur au sein du conseil de la SCI, composé des sept présidents et des sept directeurs.

FORMATION
- Ecole supérieure de commerce ou de gestion.

PROFIL
- De grandes qualités relationnelles, une extrême rigueur, un fort investissement personnel, une réelle autorité assise sur une compétence affirmée sont nécessaires.
- Expérience professionnelle souhaitée.

SALAIRE
- Motivant et évolutif - 200 000 F.

Adresser lettre manuscrite et c.v. détaillé à :
S.C.I. Cité de l'Agriculture
B.P. 4, 76231 BOIS-GUILLAUME CEDEX.

Importante Association du Secteur Médico-Social, Gestionnaire de 11 Etablissements Handicapés Mentaux des Deux-Sèvres offre poste

ADJOINT DE DIRECTION

avec possibilité de remplacer le Directeur d'Association sous quelques mois.
- **Mission de Gestion** : suivi des budgets.
- **Mission Administrative** : responsabilité des méthodes et procédures (gestion de personnel), contrôle de l'informatique.
- **Mission Politique** : participation et mise en application des orientations du Conseil d'Administration.
- **Profil** : formation supérieure droit informatique. Au moins 5 ans de pratique de gestion administrative et financière, si possible secteur social, ayant déjà exercé une Direction. Agé mini de 35 ans.

Adresser lettre manuscrite et C.V. à
L'ADAPEI des Deux-Sèvres
11, avenue de la Rochelle 79028 NIORT.

CENTRE PACT
CORSE DU SUD AJACCIO
recherche

DIRECTEUR D'ASSOCIATION

Capacité gestion, animation équipe pour développer, amélioration de l'habitat et animer programmes réhabilitation avec collectivités locales et professionnelles.

Ecrire à :
F.N.C. PACT 4, place de Vénétie 75643 Paris Cedex.

PMI PARIS-NORD (20 ans d'existence), en progression constante, réalisant des équipements et des matériels de sécurité pour le Génie Civil du Bâtiment et des Travaux Publics, cherche un

futur directeur technique

Disponible et créateur il devra :
- concevoir les produits,
- organiser la fabrication (directe et en sous-traitance),
- assurer le contrôle qualité.

30 ans minimum, **INGENIEUR ARTS ET METIERS** ou équivalent, expérience indispensable de la **mécanique** (forge, usinage).

Les ingénieurs intéressés envoient leur dossier de candidature sous référence 299-M à

Elisabeth et Didier FRENCH
CONSEILS D'ENTREPRISE
17, rue Mirabeau, 75016 Paris

GABON recrute

PROFESSEURS ET INSTITUTEURS

Le ministère de l'Éducation nationale de la République gabonaise recherche pour la rentrée 1985-1986 :

PROFESSEURS D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL

P.E.G.C. licenciés, maîtrises et certifiés pour enseignement 2e degré général et technique en mathématiques, physique-chimie, sciences naturelles, enseignement manuel et technologique, français, espagnol dans lycées et collèges, capitale et province. Aucune candidature reçue en anglais, philosophie, histoire et géographie.

PROFESSEURS D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET TECHNOLOGIQUE

Ingénieurs, B.P. + expérience, B.T.S., D.U.T., C.A.E.-C.E.T., C.A.P.E.T., expérience professionnelle ou pédagogique de 3 ans minimum dans les spécialités :
- Constructions métalliques ;
- Mécanique automobile ;
- Mécanique entretien ;
- Électromécanique ;
- Construction mécanique (dessin industriel) ;
- Dessin du bâtiment ;
- Froid, climatisation ;
- Électronique ;
- Plomberie, installations sanitaires (B.P. + expérience ;
- Secrétariat (B.T.S. minimum).

INSTITUTEURS

Normaliens titulaires C.A.P. ou diplôme instituteur pour enseignement du 1er degré.

Avantages pour tout personnel : logement gratuit assuré, soit hôtel tout confort, soit appartement meublé, suivant possibilités ; avantages familiaux et sociaux, voyage vacances tous les ans.

Salaire mensuel brut pour ancienneté d'exercice de 5 ans après obtention diplôme (tout pays) le plus élevé, état des services officiels à l'appui.

B.T.S. ou D.U.T.	Indice 325 = 4.285 F
Instituteurs (C.A.P.)	Indice 325 = 4.285 F
Licenciés	Indice 325 = 4.285 F
P.E.G.C.-C.A.E.C.E.T.	Indice 350 = 4.535 F
Maîtrise	Indice 515 = 6.185 F
Certifiés	Indice 665 = 7.685 F

Adresser candidatures AVANT LE 20 MARS 1985 à : SERVICE CULTUREL (Conseiller Pédagogique), AMBASSADE DU GABON, 26 bis, avenue Raphaël, 75016 PARIS.

Avec dossier comprenant : lettre manuscrite, curriculum vitae, 2 photos, copies certifiées conformes des diplômes universitaires, y compris le baccalauréat, copies certifiées conformes des états de services dans l'enseignement ou des certificats d'exercice certifiés conformes ; extrait de casier judiciaire (1) ; fiche familiale d'état civil (fiche individuelle d'état civil pour les célibataires) (1) ; certificat médical (1) ; copie certifiée conforme recto et verso de la carte d'identité ; déclaration sur l'honneur concernant la situation professionnelle des conjoints.

(1) *Originaux datant de moins d'un mois.*

Renseignements complémentaires par téléphone : 525-64-41.

Tous les dossiers sont à fournir *en double exemplaire*

N.B. – Tout dossier non strictement conforme à l'annonce ou incomplet sera retourné à l'expéditeur.

Filiale d'un des premiers groupes internationaux leader sur le marché des TEXTILES EN AFRIQUE NOIRE nous recherchons deux collaborateurs :

• INGÉNIEUR TEXTILES

(ENSITM, ENSAIT, ESITE,...)

• DIPLOMÉ

d'une école supérieure de commerce

Agés d'environ 30 ans ils devront posséder une expérience du marketing et de la commercialisation de produits textiles (imprimés pour pagnes, tissus en pièces, autres articles d'habillement...)
La connaissance de la langue anglaise est impérative, celle de l'Afrique noire constitue un atout. Après une période de formation, ils auront en charge, au sein d'une de nos sociétés opérationnelles d'Afrique, la responsabilité commerciale et de gestion d'un département textiles.
A la rémunération motivante s'ajouteront les avantages liés au statut d'expatrié.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous réf. 343 à CURRICULUM 26, rue du 4 Septembre 75002 PARIS.

Bureau d'études spécialisé recherche un ingénieur

CIRCULATION et TRANSPORTS

pour mission longue durée (2 ans minimum) en Afrique noire francophone. Expérience 5 à 10 ans indispensable dans le domaine des études urbaines de transports et de circulation : analyses de projets de transports ou d'infrastructures, enquêtes, traitements informatiques, économie des transports, etc.
Avant. liés à l'expatriement. Envoyer c.v. en précisant dernière rémunération annuelle sour référence 9.227 au Cabinet BOUCHE, 19, rue Thiers, 13100 Aix-en-Provence, qui transmettra.

ZAIRE

INGÉNIEUR DE MAINTENANCE
SALAIRE LOCAL + 200 000 FF

Responsable pour la maintenance mécanique d'une usine de ciment produisant 1 000 tonnes par jour.
Expérience minimum de 10 à 15 ans dans l'industrie du ciment plus qualifications.
Contrat de 2 ans, statut famille avec maison, voiture et deux mois de vacances par an.

Adresser c.v. A.T.P.R. LTD, 85A HIGH ST. LEWES, SUSSEX, Angleterre, BN7 1XN.



emplois régionaux

Leader sur le marché des produits audio vidéo (filiale d'un important groupe industriel étranger) C.A. 350 MF, 700 personnes, en phase de développement recherche :

Responsable Comptabilité Finance

Pour poste évolutif situé dans le LOIRET (150 kms de Paris)

Vous avez environ 30 ans, une formation supérieure (DECS) une expérience professionnelle de 5 ans dont si possible 2 années d'audit. Une maîtrise de l'allemand est indispensable.

Vos objectifs
- préparation des états financiers
- supervision de la comptabilité générale
- reporting groupe (normes SEC)
- gestion de la trésorerie
- relations avec les banques locales

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo, rémunération, sous réf. FI 8501 à Serge AUDOUIN 185, avenue Charles de Gaulle BP 223 92201 NEUILLY S/SEINE Cedex.

TR Consultants



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



France

usine de Bordeaux

ECP - ENSAM - ESE - HEC - ESCP - ESSEC - ou équivalents

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

Vous terminez en 1985 votre cycle d'études supérieuress techniques ou de gestion dans une Grande Ecole ou à l'université.
Vous êtes libéré des obligations militaires, ou vous le serez en 1985.
Nous vous invitons à postuler dès maintenant pour débuter votre carrière de cadre dès votre disponibilité sur un des postes suivants :

- **CHEFS DE PROJETS CONCEPTEURS D'APPLICATIONS INFORMATIQUES** pour la gestion de la production (élaboration du cahier des charges, suivi de la réalisation et de la mise en place dans un environnement international - contacts de haut niveau).
- **INGÉNIEUR D'ACHAT INTERNATIONAL** pour les *approvisionnements de composants électroniques.*
- **CADRES FINANCIERS** études et projets de contrôle de gestion.
- **SPÉCIALISTES DES MÉTHODES DE TEST** des composants VLSI (électroniciens Grandes Écoles + troisième cycle avec thèse à L'IMAG ou au LAG - au LAAS ou au LAM).
- **SPÉCIALISTE ÉTUDE DE FIABILITÉ** des composants VLSI, microélectronicien, orienté statistiques appliquées à la fiabilité des composants.

Excellent niveau **d'anglais** indispensable.

Envoyer lettre de candidature et C.V. à Compagnie IBM France, Usine de Bordeaux, Service du Recrutement, B.P. 27 - 33610 CESTAS.

MASH.

NOUVELLES PERSPECTIVES INFORMATIQUE NOUVELLES PERSPECTIVES INFORMATIQUE NOUVELLES PERSPECTIVE
PERSPECTIVES INFORMATIQUE NOUVELLES PERSPECTIVES INFORMATIQUE NOUVELLES PERSPECTIVES INFORMAT
INFORMATIQUE NOUVELLES PERSPECTIVES INFORMATIQUE NOUVELLES PERPECTIVES INFORMATIQUE NOUVELLE

Responsable Informatique et Organisation

Groupe Agro-alimentaire - Blois - IBM 38

Existant depuis plus de 50 ans, notre groupe (5 sociétés - CA = 1 milliard de F - 500 personnes) est bien implanté dans la production et le négoce de produits agricoles et para-agricoles.

Votre mission : Rattaché au directeur général, vous élaborez le **schéma directeur** concernant le **traitement de l'information** dans le groupe. Vous préconisez des solutions, tant au niveau informatique qu'organisation. Sur le plan informatique, vous proposez les moyens les mieux adaptés à l'activité étudiée (IBM 38, micro, bureautique,...). Avec votre équipe (20 personnes), vous développez et mettez en place les applications.

Conseil auprès des utilisateurs, vous aurez un rôle important de coordination et de dialogue, ainsi que le souci de développer les compétences de votre équipe.

Votre compétence : Vous êtes issu d'une école d'ingénieur, avez un solide bagage informatique (minimum 5 ans chef de projet) et le sens de l'organisation. La connaissance de l'IBM 38 sera un atout.

Votre intégration : Nous vous offrons une rémunération compétitive et des possibilités d'évolution au sein de l'équipe de direction.

Merci d'adresser lettre man., CV détaillé, rémunération actuelle et prétentions sous réf. 2040/M à Christine DEFECHE
Sélé-CEGOS INFORMATIQUE Tour Chenonceaux 92516 BOULOGNE CEDEX

Curriculum

sélé CEGOS INFORMATIQUE

NOUVELLES PERSPECTIVES INFORMATIQUE NOUVELLES PERSPECTIVES INFORMATIQUE NOUVELLES PERSPECTIVE
PERSPECTIVES INFORMATIQUE NOUVELLES PERSPECTIVES INFORMATIQUE NOUVELLES PERSPECTIVES INFORMAT
INFORMATIQUE NOUVELLES PERSPECTIVES INFORMATIQUE NOUVELLES PERPECTIVES INFORMATIQUE NOUVELLE

220 000 F + littoral méditerranéen

Responsable Informatique

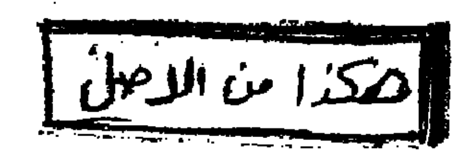
Ce poste - à créer - s'adresse à un ingénieur Grande Ecole ou à un Universitaire :
Maîtrise Scientifique/Informatique...

Entreprise innovante
leader sur son marché
1000 personnes en France
CA = 500 millions
dont 20% à l'export

Rattaché à la Direction administrative/financière, notre responsable informatique assurera la mise en œuvre du nouveau plan informatique - sur base d'une politique de décentralisation - lié à des objectifs d'amélioration de la gestion, au siège, ainsi que dans nos agences et chantiers ; il en gère le développement permanent en liaison avec les utilisateurs.
A terme, et dans le cadre de l'équipe de Direction de l'entreprise, il devra prendre en charge tous problèmes d'organisation liés aux applications informatiques.
Il aura un rôle de coordinateur/animateur de l'informatique. Cette fonction implique une expérience de 3 à 5 ans comme chef de projet ; elle convient à une personnalité bien affirmée et rigoureuse, possédant une vision large des problèmes et ayant d'excellentes qualités de contacts en vue d'établir un dialogue constructif avec les divers utilisateurs. La pratique d'un IBM 38, l'expérience des BTP sont appréciées.

Veuillez adresser lettre manuscrite, CV détaillé et photo, sous Réf. 71683/M, à R. VERDET, Sélé-CEGOS Informatique, Tour Chenonceaux, 92516 Boulogne Billancourt Cedex.

Curriculum



benson

Leader international en informatique graphique, nous sommes une société de 1.100 personnes, **filiale du groupe Schlumberger.** Nous concevons, produisons et commercialisons des systèmes d'aides au Dessin Assisté par Ordinateur (traceurs, digitaliseurs, écrans graphiques...).
Pour soutenir le développement de notre **Service Méthodes,** nous souhaitons accueillir un

Ingénieur électronicien

Rattaché au Responsable des Méthodes, vous prendrez en charge les nouveaux produits depuis l'étape Maquette Etudes, jusqu'à la mise en fabrication et au suivi des premières séries : en interface avec les Etudes, vous centraliserez les informations concernant votre projet, étudierez les moyens de fabrication, analyserez les coûts et les optimiserez.

Ingénieur diplômé en électronique, vous avez **une expérience d'au moins trois ans en Méthodes ou en Etudes,** une connaissance approfondie des microprocesseurs et des circuits logiques et analogiques, une forte motivation pour l'amélioration de la fabrication notamment par l'automatisation.

Nous vous proposons de rejoindre notre Direction Industrielle (200 personnes) dans le cadre agréable de nos installations de Guérande près de **LA BAULE.**
D'importantes perspectives d'évolution vous permettront de développer votre potentiel au sein de notre groupe.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature en précisant la référence 8502 M à C. Esclattier Service du Personnel de Benson Guérande qui vous garantit de sa confidentialité. Les premiers entretiens pourront avoir lieu en région parisienne.

BENSON *Site de Kerquessaud - 44350 Guérande - Tél. (40) 24.53.50.*

benson

Ingénieur électronicien high tech. à Nice

Spécialisés dans le domaine de l'instrumentation opto-électronique, nous faisons partie d'une organisation aux ramifications mondiales dans le secteur de la haute technologie. Nous exportons 80% de notre production, principalement auprès des plus grandes entreprises U.S. et sommes reconnus comme l'interlocuteur privilégié d'organismes publics et para-publics qui nous confient la réalisation de leurs projets.

Aujourd'hui, nous souhaitons adjoindre à notre petite équipe (15 p.), basée à NICE, un Ingénieur Electronicien d'Etudes et Développement dont la première mission sera, en tenant largement compte des impératifs de l'industrialisation, de concevoir, mettre au point et réaliser un système électronique d'analyse de signaux avec traitement informatisé des données pour différents projets. Par la suite, nous lui confierons rapidement des responsabilités élargies.

A un diplômé d'une école d'ingénieurs à dominante électronique et informatique, avec environ 5 années d'expérience en recherche et développement de projets d'instrumentation scientifique, nous offrirons un environnement technologique, humain et géographique lui permettant de conjuguer qualité de la vie et épanouissement professionnel.
La pratique de l'anglais est vivement souhaitée.

Bernard Julhiet Psycom Provence vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre + CV + photo + prétentions) réponse et discrétion.
Merci d'écrire sous référence 1516 M - 15 Rue Masséna - 06000 Nice



Membre de Syntec

informatique industrielle

DE LA TECHNIQUE
A LA FORMATION POUR DES

informaticiens temps réel industriel

Ingénieur diplômé (grande école, maîtrise, ...) vous avez une expérience réussie d'au moins 5 ans dans l'analyse et la programmation d'applications industrielles sur mini-ordinateurs (DEC, BULL SEMS, HP), la mise en œuvre et la réalisation de réseaux téléinformatiques, ou l'élaboration de chaînes de capteurs et actionneurs.
Vous souhaitez partager cette expérience, et développer votre sens des contacts humains et de la pédagogie.
En devenant **PROFESSEUR** dans l'un de nos Centres de **ROUEN** ou **VALENCIENNES,** vous animerez nos stages de formation professionnelle destinés à des adultes (futurs Analystes-Programmeurs), en bénéficiant d'importants moyens techniques et d'une formation pédagogique de haut niveau.
L'AFPA, Association pour la Formation Professionnelle des Adultes, organisme national tourné vers les technologies nouvelles et les métiers d'avenir, ce sont 10.000 personnes et 150 établissements sur toute la France. Notre vocation est d'aller au-devant des besoins de l'entreprise, par la spécialisation de notre personnel, l'innovation pédagogique et des supports techniques très avancés.
Sélection prévue à ISTRES (13) 2 jours dans la semaine du 11 au 15 Mars.
Nous attendons votre candidature manuscrite (avec C.V. et prét.) adressée à Madame SANTARELLI - CPT de ISTRES B.P. 84 - 13803 ISTRES Tél. (42) 56.58.34

Organisation et Publicité

afpa



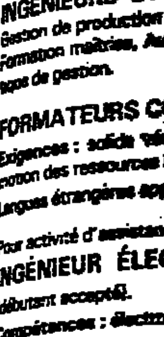
Groupe pharmaceutique de dimension internationale (4 centres de recherches, 6 usines en France, 6 filiales à l'étranger) crée pour son **Siège Social à LYON** le poste de :

Diplômé d'études supérieures

(Commerce ou Sciences Economiques)

Nous accueillerons **un jeune débutant(e) SUP de CO ou universitaire possédant un DESS** auquel nous confierons immédiatement des missions d'aide auprès du Cadre chargé de l'interface avec nos filiales étrangères pour les problèmes de gestion. La maîtrise de l'anglais écrit et parlé est exigée, une seconde langue est souhaitée (allemand ou italien de préférence). L'importance nationale et internationale du Groupe permet une évolution en métropole ou à l'étranger.

Ecrire au **CABINET GATIER,** 32 Rue Barrême 69006 LYON, sous **réf. 490 M.**



مكررا من الأصل



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

LE GIFOP RECHERCHE

- Pour les préparer à l'activité de formateur consultant **INGÉNIEURS ET CADRES** dans les domaines : Gestion de production et GPAO, Organisation industrielle, Formation maîtrise, Automatismes et Robotique, Informatique de gestion.
- **FORMATEURS CONFIRMÉS** dans ces disciplines. Exigences : solide vécu industriel, motivation pour promotion des ressources humaines, disponibilité. Langues étrangères appréciées.
- Pour activité d'assistance technique : **INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN CONFIRMÉ** (débutant accepté). Compétences : électronique numérique, analogie de puissance.

Anglais courant exigé.
Disponible très rapidement.

Merci de prendre contact avec nous - C.V. détaillé + photo + prétentions :

GIFOP 15, rue des Frères-Lumière, B.P. 1227, 68054 MULHOUSE CEDEX.

Jeunes ingénieurs à fort potentiel

Futurs chefs de fabrication, méthodes, entretien - Cette importante filiale du groupe MATRA souhaite renforcer son potentiel de cadres techniques. Elle recherche de jeunes ingénieurs généralistes de type AM possédant, de préférence, une première expérience industrielle de un à quatre ans. Ils intégreront un important établissement de 1.300 personnes et, dans un premier temps, participeront à des missions d'organisation (liées à une informatisation) pendant une durée de quelques mois. Après cette période d'intégration, ils pourront prendre des responsabilités opérationnelles de chef de fabrication, méthodes ou entretien, selon leurs aptitudes et leurs motivations. A plus long terme, d'autres perspectives d'évolution sont possibles dans cet établissement ou dans le groupe. Les qualités de contact et le dynamisme seront prépondérants. La rémunération, liée à l'expérience et au potentiel, sera motivante et pourra attirer des éléments de valeur. Ecrire à R. DAUDIN en précisant la référence A/3852M.

PA

78, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Chef du service du personnel

Bretagne

Un important établissement hospitalier privé, employant plus de 1.000 personnes et disposant d'une capacité d'accueil de 1.600 lits, recherche le chef de son service du personnel. Dépendant du directeur de l'établissement, il animera un service de sept personnes et assurera les différents aspects de la gestion du personnel : paie, déclarations sociales, plan de formation, bilan social, suivi et adaptation des effectifs, etc... Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 30 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (gestion, droit...) et disposant déjà d'une bonne expérience de la fonction personnel. Le goût de l'organisation et le sens des contacts sont indispensables. La rémunération, à laquelle s'ajoutent une voiture et un logement de fonction, dépendra essentiellement de l'expérience du candidat. Le poste est situé au centre de la Bretagne. Ecrire à J.A. DENNINGER en précisant la référence A/S 8003M.

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Informatique graphique - Filiale d'un puissant groupe industriel, nous sommes également l'un des premiers constructeurs mondiaux de péri-informatique graphique. La recherche permanente de nouveaux produits alliée à des investissements considérables, explique notre succès dans cette technologie de pointe. Aujourd'hui, nous souhaitons renforcer notre équipe de vente par des ingénieurs qui auront pour mission de promouvoir nos produits auprès d'une clientèle essentiellement technique (laboratoires, bureaux d'études) utilisatrice de systèmes de CAO/DAO.

- **Responsable d'agence Toulouse** - Vous aurez à la fois un objectif global de chiffre d'affaires au niveau de l'agence dont vous assumerez la gestion ainsi que l'animation d'une petite équipe de vente et un objectif individuel de vente de nos produits auprès des entreprises de la région (surtout aéronautiques). Pour ce poste, vous avez acquis au moins 5 ans d'expérience de la vente de produits techniques informatiques ou électroniques et la capacité de négocier à tous niveaux. Réf. A/2641M.
- **Ingénieurs commerciaux - Paris - Aix - Strasbourg** - Bénéficiant d'une expérience commerciale réussie, vous prendrez en charge le développement d'un chiffre d'affaires pour la totalité de nos produits sur une zone géographique. Vous proposerez à vos clients, après analyse de leurs besoins, un produit compatible avec leur système informatique et leurs logiciels. Réf. A/2642M.

Pour ces quatre postes, une formation supérieure technique (ingénieur) et des connaissances en informatique sont indispensables. Ecrire à Brigitte DAUMARIE en précisant la référence, le secteur choisi et la rémunération souhaitée.



3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Jeune ingénieur B.E.

Ouest-Atlantique

BRAUD

La société BRAUD a acquis en quelques années la toute première position mondiale dans le domaine de la mécanisation des vendanges, grâce à une grande avance technologique et à une forte expérience dans la conception de matériels auto-moteurs de récolte. Son intégration récente dans un groupe de taille internationale, son marché très porteur et ses résultats, la conduisent à renforcer son département « recherche et développement » avec un jeune ingénieur. Dépendant du directeur des études, il se formera dans un premier temps à la technologie de la société en assurant des travaux d'études ponctuels et élargira progressivement ses responsabilités afin de prendre à terme un poste de chef de projet. Ce poste convient à un jeune ingénieur mécanicien (AM - ICAM - INSA...) débutant ou presque, possédant de bonnes connaissances en hydraulique et robotique, attiré par un développement concret et pragmatique de produits nouveaux. Il lui sera nécessaire d'être disponible pour participer aux essais sur le terrain en France mais aussi à l'étranger et, en conséquence, de posséder un bon niveau d'anglais. Le salaire annuel de départ tiendra compte de l'expérience acquise. Ecrire à J.B. FOURNIER en précisant la référence A/1319M.

PA

1, rue Duguesclin - 44000 NANTES - Tél. (40) 48.48.82

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

LA DIRECTION DES CONSTRUCTIONS ET ARMES NAVALES DE CHERBOURG

recherche

UN INGÉNIEUR sur contrat

pour un poste de

SUIVI TECHNIQUE ET LOGISTIQUE au Bureau d'Etudes

Animation des équipes traitant le fait technique (fiches d'avaries, instructions, ordres de modifications). Maintien et perfectionnement : des procédures de définition des rechanges et des lots de sauvegarde, des méthodes d'élaboration et de présentation de la documentation technique.

PROFIT : Ingénieur électro-mécanicien sensibilisé à la fiabilité et à la maintenance. Expérience souhaitée dans le domaine de l'exploitation des navires (guerre ou commerce).

RÉMUNÉRATION : sera déterinée en fonction du curriculum vitae présenté et de l'expérience acquise.

ÉCRIRE EN ADRESSANT CURRICULUM VITAE A :
DIRECTION DES CONSCRUCTIONS ET ARMES NAVALES
Chef de Section Personnel
B.P. nº 10
50115 CHERBOURG NAVAL.

La technologie de demain : notre passion

Des responsabilités immédiates, une véritable carrière industrielle dans le contexte d'une entreprise internationale à la mesure de vos ambitions

Cette société, qui fait partie d'un groupe de 3000 personnes - 1,7 Milliard de Francs de CA, est spécialisée dans l'étude et la réalisation d'alliages conçus pour des applications technologiques de pointe : électronique, nucléaire, aéronautique, etc... Elle occupe une place prépondérante sur le marché mondial. Elle exporte 60 % de ses fabrications. Pour assurer son développement dans les années à venir, elle recherche des :

Ingénieurs généralistes grandes écoles Réf. M 475 G

Vous assumez des responsabilités opérationnelles importantes en production (prise en charge de lignes de fabrication automatisées avec des effectifs de 100 à 150 personnes) ou bien des responsabilités fonctionnelles de coordination et de gestion technique d'une gamme de produits ou de projets industriels très importants (plusieurs dizaines de M.F. d'investissements).

Ingénieurs études et recherches Réf. M 375 H

spécialistes des matériaux ou chimie analytique ou physique du solide

Dans le contexte d'un important département Etudes et Recherches, vous définissez et conduisez des programmes de travaux dans le domaine de la physique du solide, de la structure des matériaux ou de la chimie analytique.
Vous animez une équipe de chercheurs spécialisés et vous êtes en relation constante avec les départements de production.

Nous souhaitons rencontrer des cadres confirmés, par leur expérience en entreprise ou par leur cursus de recherches en Université. Leur potentiel leur permettra d'évoluer rapidement à des niveaux de responsabilités plus élevés.
Les perspectives de carrière sont nombreuses et variées.
Les postes sont basés à deux heures de voiture au Sud de Paris, à proximité d'une agréable ville moyenne.

OC conseil
Ressources humaines

Merci d'adresser C.V. complet, lettre manuscrite sous Réf. choisie à Arnaud de Menditte - OC Conseil 15, rue du Louvre 75001 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

AFCOREM

FINAREF

Établissement Financier

Société Financière du Groupe **La Redoute** (11 000 personnes), assure le financement des ventes à crédit des différentes filiales. Dans le cadre du développement de la Société, le Responsable du Département "Études et Prospective" recherche un(e) :

INGÉNIEUR D'ÉTUDES
Centrale, Mines, IDN, ...

Son rôle : optimiser les résultats financiers de la Société en contribuant à la réduction du risque lié aux ouvertures (1,5 million de comptes ouverts). Il prendra en charge la mise en place et le suivi des modèles d'acceptation et de comportement des comptes clients. Il concevra et analysera les tableaux de bord informatisés. Il lancera également des études spécifiques qui lui permettront d'atteindre ses objectifs.

Pour mener à bien ses projets, il utilisera les techniques quantitatives (scoring) et informatiques les plus évoluées et travaillera en relation avec La Redoute et des cabinets spécialisés.

Notre Société, implantée dans la région Lilloise, connaît un fort développement. Elle permet à un ingénieur, débutant ou première expérience, d'envisager de réelles perspectives de carrière.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 53 à Véronique SILVAIN - 57, rue de Blanchemaille 59100 ROUBAIX.

Leader dans la conception et la diffusion de services informatiques auprès des Experts-Comptables (5 000 cabinets clients, 200 000 PME-PMI) développe son activité de conseil en informatique de gestion auprès des Entreprises, en concertation avec les Experts-Comptables. Dans ce cadre, nous cherchons :

Notre responsable de l'activité «Edition logiciels» LYON-SUD H/F

Il prendra en charge l'ensemble de cette activité, notamment la recherche et la qualification de progiciels, la recherche et le monitorat technique des auteurs de logiciels, l'organisation de la bibliothèque des progiciels diffusés par CCMC. Il sera assisté par une équipe de 4 personnes.

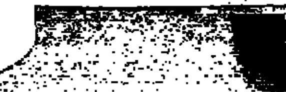


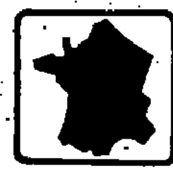
Après vos études d'ingénieur informaticien, vous avez eu une expérience confirmée de développement d'application sur micro ou mini système.

Adressez votre dossier de candidature, sous référence LM 649 à Marc DUPRE, CCMC Résidence Merblanc, 1 rue du Port au Prince - 38200 VIENNE.

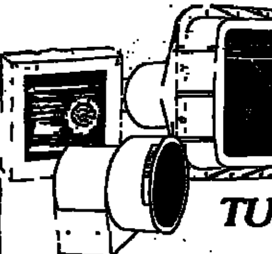
MEMBRE DE SYNTEC-Informatique

SOURCES





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



GRENOBLE

THOMSON-CSF
TUBES ET DISPOSITIFS A IMAGE

– Notre Département fait partie des LEADERS MONDIAUX de la DÉTECTION et de la VISUALISATION d'IMAGES.
– Nos Produits intéressent à la fois le domaine CIVIL (N° 1 mondial en imagerie médicale) MILITAIRE et SPATIAL.
– Nous sommes présents sur les marchés professionnels aussi bien en EUROPE, qu'aux U.S.A. ou au JAPON.

Dans le cadre de cette compétition internationale notre politique vise au renforcement constant de notre potentiel technique et industriel.

En vue d'enrichir notre potentiel humain, nous désirons rencontrer des

INGÉNIEURS D'ACTION...

... hommes ou femmes volontaires, créatifs, innovateurs, décidés à s'impliquer dans nos projets et à participer à l'aventure des technologies du futur.

INGÉNIEURS RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT
PHYSICIENS, PHYSICO-CHIMISTES, ÉLECTRONICIENS

- *Études de matériaux nouveaux pour des applications à la visualisation à l'état solide.*
- *Études de composants détecteurs pour des applications spatiales.*
- *Développement et mise au point de circuits électroniques complexes pour des dispositifs de visualisation plane.*
- *Étude et développement de tubes de visualisation haut de gamme.*

INGÉNIEURS INDUSTRIALISATION
MÉCANICIENS, MICRO MÉCANICIENS, PHYSICIENS-MÉCANICIENS

- *Conception de boîtiers complexes pour l'intégration de composants spatiaux.*
- *Responsables de projets.*

INGÉNIEURS FABRICATION ET ENTRETIEN

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) à H. THIERRY – THOMSON CSF – T.D.I. – B.P. 55, 38120 SAINT-EGREVE.



THOMSON
BRANCHE ÉQUIPEMENTS ET SYSTÈMES

HAVAS CONTACT

Pour un ingénieur électronicien : de belles responsabilités de production à Grenoble...

Dans la filiale d'un des plus grands constructeurs informatiques.

Nous concevons, fabriquons, commercialisons une large gamme de mini-ordinateurs.

Maîtriser leur production, depuis la planification des fabrications jusqu'à leur réalisation, en respectant les objectifs de qualité, coûts, délais, valeur des stocks et des encours..., telle est la mission que va vous confier notre Directeur Industriel.

Responsabilités techniques, économiques et humaines surtout puisque vous serez l'un des principaux animateurs de la mise en place des démarches participatives que nous instaurons dans les ateliers (250 personnes).

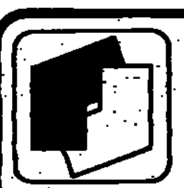
A 35-40 ans, ingénieur de formation + IAE ou ICG (de préférence) vous avez tenu avec succès un poste d'encadrement et de gestion de production dans un secteur proche du nôtre.

Notre Conseil ALGOE, étudiera avec toute la confidentialité requise votre candidature sous réf. 895 M. Merci de préciser votre rémunération actuelle.

ALGOE 9 bis route de Champagne, 69134 ECULLY Cédex

MEMBRE DE SYNTEC

DESSEIN



elf aquitaine

recherche pour sa filiale **ELF ANTARGAZ**

2 INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX
DIRECTIONS RÉGIONALES de RENNES et de NANCY,

à la fois **TECHNICIEN** et **COMMERCIAL**, il assiste la Direction Régionale pour tous les problèmes techniques gaz en clientèle (interventions, réalisations d'études technico-économiques) et collabore aux démarches et négociations commerciales.

Nous souhaitons rencontrer pour ces postes des Ingénieurs diplômés ENSI, AM, INSA, IDN et justifiant d'une expérience de terrain dans le **domaine thermique de 2 à 3 ans.**

Nous offrons une rémunération intéressante, des perspectives d'évolution pour candidat à fort potentiel.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, à **ELF ANTARGAZ** - Service Recrutement - 4, rue Léon Jost - 75017 PARIS. Confidentialité assurée.

LE CAM, FILIALE INFORMATIQUE DE LA CAISSE DES DEPOTS RECHERCHE POUR BORDEAUX-LAC

INGENIEUR SYSTEME

Il participe à la mise en oeuvre des logiciels constructeurs (BULL DPS 8) et des logiciels spécifiques au site. Il est associé aux travaux liés à l'évolution du centre (matériel - logiciel - méthodes). Il assiste le personnel d'études de l'exploitation.

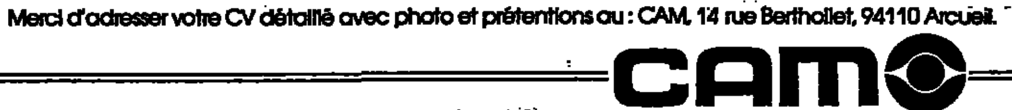
Profil : Ingénieur ou équivalent, 5 ans de pratique de DM IV/TP, IDS 2, gestion de réseau DNS.
réf. ISM/M

TECHNICIEN SUPERIEUR D'EXPLOITATION

Il gère les chaînes de traitement, les bibliothèques et les espaces disques, et participe au suivi du T.P. et à la mise en place de l'informatique répartie.

Profil : un haut niveau technique et une forte motivation pour les problèmes de l'exploitation.
réf. TSE

Merci d'adresser votre CV détaillé avec photo et prétentions au : CAM, 14 rue Berthollet, 94110 Arcueil.



CONCEVOIR NOS APPROVISIONNEMENTS DE DEMAIN

En 1985, nous abordons un nouveau virage, celui de la diversification de notre clientèle, avec un fort développement sur les Marchés Etrangers. Notre domaine ? Celui des Services Industriels - dont Fabrication - dans des technologies très variées, nécessitant des compétences multiples dans nos Services Etudes comme dans nos Ateliers (au total plus de 1 000 personnes). Dans cet environnement instable, notre Direction de Gestion se renforce et prend en charge la fonction APPROVISIONNEMENTS GESTION DES STOCKS. Elle souhaite la confier à un INGENIEUR issu de la PRODUCTION, en connaissant bien tous les circuits et intéressé par tout ce qui est logistique.

INGENIEUR type CENTRALE, AM ou équivalent, votre première expérience dans l'Industrie a concerné la mise en place d'une gestion informatisée de la Production ou d'un ordonnancement central. Vous y avez confirmé votre capacité à parler chiffres et procédures, à conjuguer délais et qualité. Votre tâche essentielle consistera, chez nous - en tenant compte de notre spécificité - à analyser les différents besoins en appros court-long terme, et à proposer et mettre en place un nouveau système visant à optimiser nos coûts (stocks). Vous disposerez d'une équipe d'une vingtaine de personnes (dont magasins et expéditions), et vous appuierez sur une Informatique et un contrôle de gestion opérationnels.

Votre contribution personnelle dans notre recherche d'une organisation plus performante nous permettra d'envisager avec vous des responsabilités plus élargies. Le poste est basé au siège, ville universitaire du Sud-Ouest.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération actuelle à OCS notre Conseil, sous la réf. 2827 M



29, cours Georges Clémenceau - 33000 BORDEAUX
91, rue du faubourg Saint Honoré - 75008 PARIS

RHONE-ALPES

THOMSON-TITN

recherche pour son agence de GRENOBLE

INGENIEURS LOGICIEL

De 0 à 4 ans d'expérience, compétences télé-informatiques pour développer des systèmes temps réel comportant des aspects « TELECOM » sur mini-micro calculateurs.

URGENT : merci d'adresser lettre, C.V., photo et prétentions très rapidement sous réf. FRD à

THOMSON-TITN
Le Trident - 34, avenue du Général de Gaulle
38000 GRENOBLE

NICE, ÉCOLE DE FRANÇAIS pr adultes étrangers recherche

PROFESSEUR

expérience pratique VIF et DVV exigée, parlant bien l'anglais, plein temps, poste permanent.
Ecrire sous le n° 301 524 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

STRATÉGIES

recherche pour lancer son édition marseillaise

RÉDACTEUR EN CHEF

- Journaliste expérimenté(e)
- Connaissance approfondie de la publicité et des médias
- Lieu de résidence : Marseille.

Envoyer C.V., photo et prétent. à Catherine Chanié, Stratégies, 15, square de Vergennes, 75015 Paris.

LEADER MONDIAL EN INGENIERIE, INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATIONS

SESA

Une implantation nationale et internationale, 1200 personnes, C.A. doublé en 2 ans, des réalisations dans plus de 50 pays, des références prestigieuses : Transpac, Annuaire Electronique, Grands Systèmes temps réel dans les domaines de la Défense, de l'Aérospatiale, de l'Industrie.

Recherche dans le cadre de ses activités régionales Ouest plusieurs :

INGENIEURS GRANDE ECOLE

Débutants et expérimentés.
Basés à LANNION et RENNES.

Pour participer à des projets motivants et de haute technicité dans les domaines suivants :
- Traitement de la parole (UNIX, Langage C, appréciés)
- Traitement du signal
- Intelligence Artificielle (connaissance LISP, PROLOG, souhaitée)
- Protocoles de Télécommunications.
- Synthèse d'images

Ces postes sont à pourvoir rapidement.

Merci d'adresser votre candidature à SESA
Direction des Activités Régionales Ouest
107, av. de Crimée, 35100 RENNES.
Bien préciser sur l'enveloppe la réf. 26 LM.

LA VILLE D'AMIENS

recrute

3 ANALYSTES CONFIRMÉS

NIVEAU BAC + 4

Ils(elles) seront chargés(ées) :
- De la conception et de l'analyse détaillée d'applications de gestion ;
- De l'animation fonctionnelle d'une équipe de réalisation.

Connaissances requises :

Bases de données - temps réel
Des connaissances en organisation du travail seraient appréciées

Candidatures à adresser à

MAIRIE D'AMIENS
B.P. 2720
80027 - AMIENS Cedex
AVANT LE 22 FÉVRIER 1985
A 17 H. DÉLAI DE RIGUEUR.

GROUPE BANCAIRE ALSACE

recherche

– CHEFS DE PROJET
– ANALYSTES-PROGRAMMEURS
NIVEAU MIAGE – INGÉNIEUR

(DÉBUTANT ACCEPTÉ)

Veuillez adresser candidature avec c.v. détaillé et prétentions sous n° 8.933 le Monde Pub., service annonces classées 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Ingénieur commercial avec imagination

Recherché par une Société Industrielle bien établie - fabricant de conditionnement de liquides - pour étude, définition et commercialisation de nouveaux produits.

Basé près de Dreux, poste intéressant pour un homme capable de prendre des initiatives et de travailler de façon autonome.

Connaissances techniques en plastiques / conditionnements / emballages et anglais courant appréciés.

Envoyer curriculum vitae et prétentions à :

« RULE CONSEIL »

29, rue La Boétie, 75008 PARIS.

SOCIETE DE CONSEILS JURIDIQUES ET FISCAUX

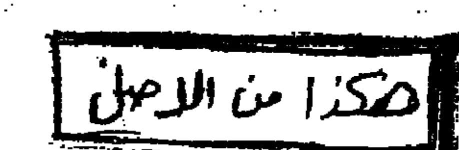
recherche pour la province

SPECIALISTES EN DROIT DES SOCIETES

— P.V. d'Assemblées, Conseils, etc...
— Constitutions, modifications statutaires, etc...

Expérience indispensable (3 ans minimum exigé). Situation comportant larges responsabilités et autonomie.

Envoyer C.V. + lettre manuscrite avec prétentions et photo à :
FIDUCIAIRE JURIDIQUE ET FISCALE DE FRANCE - Mme LECLERCQ
2 bis, rue de Villiers
92309 LEVALLOIS-PERRET.





emplois régionaux

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



مكرر من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

TRÈS IMPORTANT ORGANISME D'ASSURANCE
(proximité RER - 15' Etoile)
recherche

GESTIONNAIRES JURISTES
HF

maîtrise en droit (options droit des assurances ou droit de la construction appréciées) ou bien expérience équivalente.

Après formation complémentaire, il leur sera confié la gestion de dossiers de sinistres de la construction, tant amiables que contentieux.

Merci d'adresser CV détaillé, photo et niveau de rémunération sous référence 1537 à

Emplois et Entreprises
16, RUE VOLNEY 75002 PARIS

Consultants
Stratégie industrielle
250.000 / 300.000 F

Neuilly - PA, Cabinet International de Conseil (1.300 consultants dans le monde) poursuit son développement dans le domaine de la stratégie industrielle. Notre société française recherche des consultants chargés de conseiller les directions générales et industrielles. Dans un premier temps, les missions auront trait à la mise en place des recommandations issues des plans stratégiques industriels (productivité, flexibilité, automatisation et robotisation). Les consultants évolueront ultérieurement vers des missions d'audit industriel et d'élaboration de stratégies. Ces postes, basés à Neuilly, impliquent une mobilité certaine sur le marché français et, occasionnellement, des déplacements de moyenne durée en Afrique francophone. Les candidats âgés d'au moins 30 ans doivent avoir une formation d'ingénieur complétée par un diplôme de gestion (MBA, IAE...). Leur expérience de conduite de projets industriels leur permet d'être à jour de l'évolution des techniques. Ils savent et aiment animer et motiver des équipes et peuvent, à l'occasion, s'impliquer dans des actions de formation. La pratique de l'anglais est nécessaire pour les échanges au sein du groupe PA. Ecrire à F. PAUILHAC en précisant la référence A/0621M.

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Jeune ingénieur
Physique des matériaux ou micro-électronique

Technologies des circuits micro-électroniques hybrides - Région de Fontainebleau - Des moyens d'études et de fabrication très sophistiqués, l'utilisation de toutes les filières technologiques permettant de faire du "sur mesure" mais surtout le caractère entreprenant d'un personnel jeune ont hissé en quelques années cette entreprise, filiale d'un important groupe industriel français, au rang de leader européen dans le domaine des circuits hybrides. Vous êtes ingénieur en physique des matériaux ou micro-électronique, débutant ou bénéficiant d'une première expérience en études et vous souhaitez devenir rapidement un spécialiste de notre domaine. Intégré dans une équipe technique d'une dizaine de personnes qui vous formera, vous assurerez progressivement des responsabilités dans le perfectionnement d'un procédé existant ou l'évaluation et la mise en œuvre de nouvelles filières technologiques. Vous pensez avoir la personnalité capable de nous séduire, écrivez à J. SCARINOFF en précisant la référence A/2524M.

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Consultants
Organisation administrative - traitement de l'information
250.000 / 300.000 F

Neuilly - PA, Cabinet International de Conseil (1.300 consultants dans le monde), poursuit son plan de développement et désire consolider son activité de conseil en management. Nous souhaitons intégrer au sein d'une équipe performante, des diplômés de l'enseignement supérieur (HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent) avec spécialisation en système de traitement de l'information.

• **un consultant senior** qui pourra justifier d'une expérience réussie en milieu tertiaire (banque, assurance, administration, services, presse, etc...) ou de consulting, en tant que Directeur ou Responsable de conception et de mise en place de systèmes d'organisation administrative automatisés (informatique et bureautique). Réf. A/062SM.

• **des consultants confirmés** qui, en secteur industriel à un niveau groupe, auront participé à d'importants projets d'automatisation et de mise en place de procédures administratives. Réf. A/062OM.

Notre société vous offre en tant que consultants PA la possibilité d'assurer rapidement des responsabilités opérationnelles et commerciales dans le cadre de missions pluridisciplinaires. En outre, notre société offre de sérieuses possibilités de collaboration à des consultants associés, capables de s'intégrer rapidement à nos équipes. Agés de 30 ans et plus, vous parlez anglais et considérez les déplacements, tant en France qu'à l'étranger, comme un élément motivant de votre carrière. Les candidatures (lettre manuscrite, CV, photo) sont à adresser à M. LAZARO en précisant la référence choisie.

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Chef de produits senior

Produits de grande consommation - Un groupe international de très forte notoriété, largement présent dans le domaine des produits cosmétiques de grande diffusion et pratiquant un marketing très performant, renforce son département "maquillage et parfums" et recherche un chef de produits senior. Celui-ci prendra complètement en charge un important projet de développement. Ce poste s'adresse à un candidat, diplômé de l'enseignement supérieur, disposant d'une expérience de chef de produits. La pratique de l'anglais ou de l'allemand est nécessaire. Le poste est situé en proche banlieue parisienne. Ecrire en précisant la référence A/2553M.

PA

3, rue des Graviers - 95521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Important groupe industriel et commercial recherche pour son secrétariat général un Collaborateur chargé, au sein d'une équipe restreinte, des études préparatoires et des négociations concernant :
- ses accords et contrats internationaux (accords de licence, de distribution, contrats commerciaux...)
- son contentieux spécifique
- son portefeuille d'assurances,
- et plus généralement de questions juridico-commerciales.

Ce poste conviendrait à un jeune diplômé (Sciences Po, Droit, Ecole de Commerce ou équivalent) débutant ou ayant acquis une expérience d'environ 2 années dans un poste similaire, la dimension de l'entreprise offrant des perspectives intéressantes.

Indépendamment de ses connaissances, ce collaborateur devra faire preuve d'imagination, de sens pratique et d'aptitudes à la négociation.

La connaissance de l'anglais est indispensable et une seconde langue serait appréciée.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo couleur (qui sera retournée) et prétentions à l'agence Dessein, 69 rue de Provence, 75009 PARIS, en précisant sur l'enveloppe la référence SG 112



Sciences Po, Droit, Ecole de Commerce...

DESSEIN

Technitron S.A. Compatibilité IBM, un challenge pour 2 ingénieurs
groupe Dyneer

BAGNEUX - Filiale du groupe DYNEER, notre société importe et distribue une gamme de convertisseurs de protocoles (interfaces de compatibilité pour réseaux de télécommunications et de téléinformatique sur sites IBM).
Pour promouvoir cette activité, nous recherchons

Ingénieur d'affaires

Rattaché au Directeur Général, vous mettrez en application notre politique commerciale (de la prospection à la négociation) pour l'ensemble de nos clients et des secteurs d'activités (banques, assurances, industrie...).
Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez acquis au cours d'une expérience significative en milieu informatique, la connaissance des protocoles de communications et la maîtrise de la vente de périphériques.
Disponible, ambitieux et créatif, vous savez négocier au plus haut niveau et conclure avec pragmatisme.
(Réf. MSC/TC/IAF)

Ingénieur système

En relation directe avec l'équipe commerciale, vous interviendrez en tant que support technique à tous les niveaux de la négociation (conseil, expertise, étude de faisabilité, démonstration) ainsi que dans la mise en place des équipements.
De formation supérieure, vous avez acquis, au cours d'une expérience système-réseaux, la maîtrise des différentes normes, protocoles et procédures de téléinformatique IBM (SNA, SDLC, X25, HDLC, TRANSPAC...).
Autonome et disponible, vous souhaitez valoriser cette expérience au travers de missions de conseil à haut niveau.
(Réf. MSC/TC/IS)

Pour ces deux postes, la maîtrise de l'anglais est indispensable.
Serge CIQUIÉ vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous la référence du poste choisi.

Ordis

ORDIS - Conseil en Recrutement - 10, rue Auber 75009 PARIS

MEDIA PA

Ingénieurs informaticiens

GRANDES ECOLES, DOCTORAT, DEA, MAITRISE (0 A 5 ANS D'EXPERIENCE)

Syseca : société de services et d'ingénierie informatique de 780 personnes au C.A. de 280 MF, partenaire d'un groupe industriel de taille internationale, vous propose dans le cadre de sa stratégie d'expansion, des postes d'ingénieurs informaticiens, pour exercer votre activité dans les domaines suivants :

■ SYSTEMES TEMPS REEL ■ INFORMATIQUE INDUSTRIELLE ■ LOGICIEL DE BASE ■ SYSTEMES DE GESTION ■ SYSTEMES DE COMMUNICATION ■ SYSTEMES DE GESTION DE BASES DE DONNEES.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous réf. M 112 à GROUPE SYSECA, Service du Personnel - 315, Bureaux de la Colline - 92213 Saint-Cloud Cédex

GROUPE SYSECA



Responsable avant-projet avion spatial Hermès

INGENIEUR GRANDE ECOLE

La Direction des Lanceurs du CNES recherche le responsable de l'avant-projet d'avion spatial Hermès.

De formation ingénieur grande école, le candidat devra justifier d'une dizaine d'années d'expérience dans le domaine aéronautique, en bureau d'études et/ou en conduites de programmes avec acquisition de responsabilités dans ces fonctions.

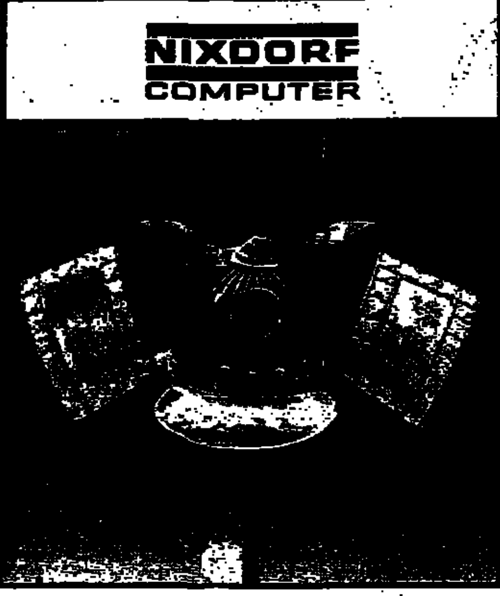
Le lieu de travail est à EVRY.

Veuillez adresser lettre manuscrite + C.V., sous la réf. 85/DLA/01, à M. le Chef du Département Personnel - CNES - Direction des Lanceurs Rue Charles-Baudelaire - 91000 EVRY.

cnes
CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES

MEDIA PA

NIXDORF COMPUTER



Samouraï : "Guerrier du Japon ancien, renommé pour sa loyauté, son courage et son sens de l'honneur".

Cherchons Samouraï

Nixdorf grande entreprise : l'informatique communicante.
Notre gamme de matériel le 8332 à l'architecture redondante et les gammes 8890 et 8860 nous permettent de nous intégrer dans les architectures de réseaux les plus sophistiqués. Notre capacité à conquérir le marché de la communication nous amène à renforcer nos équipes et à intégrer des :

Ingénieurs technico-commerciaux GE - Lyon - Lille.

Diplômés d'études supérieures, vous avez vécu une informatique performante et mis en œuvre des applications touchant notamment à la gestion de production. Vous assisterez les Ingénieurs Commerciaux dans des actions "avant-vente" grâce à une connaissance des différents matériels et de leurs applications. Vous conseillerez les utilisateurs potentiels et prouverez la performance de la solution proposée : démonstrations, benchmarks, tests.

Ingénieurs systèmes - Lyon - Lille.

Vous avez une expérience de la mini-informatique. Vous participerez aux actions commerciales en illustrant les différentes facettes du système d'exploitation dont vous aurez la responsabilité au moyen de présentations, de démonstrations et de tests de performance.

Votre candidature sera traitée personnellement et confidentiellement par J. Lefebvre Nixdorf Computer, 2, avenue Georges Pompidou - 69003 Lyon.

CARRÉ NOIR

Jeunes diplômés

Maîtrise - ESC

1990 Le secteur tertiaire exigera de tous les cadres commerciaux une **haute qualification.**

VOUS avez fait le premier pas.

NOUS vous aidons à faire le second pour acquérir :
- une connaissance approfondie de notre activité,
- de solides compétences en gestion,
- une bonne expérience de l'action commerciale dans tous ses aspects,

grâce à un stage pratique et théorique de 2 ans.

VOUS prendrez alors vos responsabilités d'encadrement dans notre réseau avec les meilleures chances de réussite.

Ecrire avec C.V. et photo à AGP - Centre de Formation et de Recrutement - Tour Horizon - 62, rue d'Aubervilliers - 75019 PARIS - Tél. : 240.44.50, sous la réf. 85.02.31.



C.F.C.

AGP - Chiffre d'affaires : 6 milliards
Effectif technico-commercial : 3 500

CALCOMP
Groupe Sanders

CALCOMP - un des plus importants fabricants mondiaux de systèmes graphiques et le leader dans de nombreux domaines. Nos produits, en constante évolution, sont à la pointe de la technologie et comprennent des traceurs digitaux à plumes, électrostatiques, des digitaliseurs et des systèmes CAO. Dans le cadre de notre rapide expansion en France, nous recherchons pour notre filiale basée à Paris un



Ce poste est une opportunité de carrière pour un **ARCHITECTE/INGÉNIEUR** intéressé par la CAO.

Notre système CAO modèle 25 est plus particulièrement destiné aux architectes et aux sociétés d'ingénierie et de travaux publics.

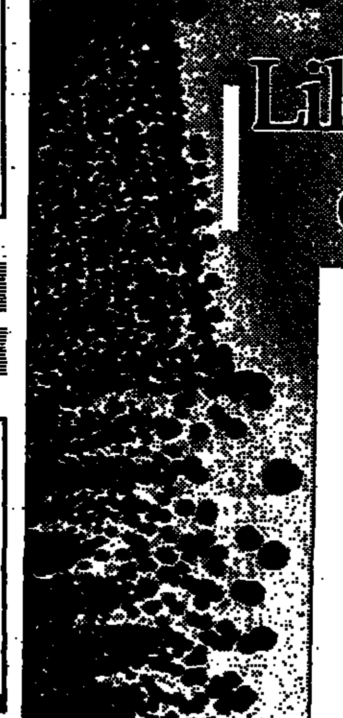
Ses responsabilités sont orientées vers le support des ingénieurs commerciaux : **démonstrations, essais spécifiques, formation et assistance des utilisateurs.**

Le poste est à pourvoir rapidement.

Une bonne connaissance de la langue anglaise est requise.

Envoyer C.V., photo et rémunération souhaitée à **CALCOMP S.A.** - réf. ML
43, rue de la Brèche-aux-Loups - 75012 PARIS

BLEU



Lilly, au premier plan de votre carrière.

LILLY FRANCE (CA France : 1500 MF, 1000 personnes) filiale d'un groupe international, recherche pour seconder le responsable de son service juridique

JURISTE
homme, femme

Une maîtrise de droit est indispensable. Un diplôme d'Ecole de Commerce et une première expérience seraient fortement appréciés.

De la créativité et le sens de la communication, de l'organisation et une certaine personnalité seront des atouts dans une activité qui dépasse le seul examen de problèmes juridiques.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. YP 8504 à : LILLY FRANCE S.A. Département du Personnel, 203 Bureaux de la Colline 92213 Saint-Cloud

Lilly



cegos
informatique

Animateurs Informaticiens

CEGOS-INFORMATIQUE est une unité de 100 personnes spécialisées dans le conseil, la réalisation et la formation. Son département FORMATION (3000 stagiaires en 1984) connaît un fort développement et souhaite s'adjoindre plusieurs animateurs dans ces deux domaines de compétences :

Informatique Grands Systèmes
Réf. 22118/M

Vous avez conduit des missions d'organisation, mené des projets, mis en place des méthodes de conception et de développement. Vous avez vu de près des problèmes d'exploitation, de réseau, de bases de données. *Vous avez formé des utilisateurs dans le cadre d'installation de systèmes...*

Micro Informatique
Réf. 22119/M

Vous avez vécu l'implantation de micro-ordinateurs, vous avez participé à des développements d'applications. Vous maîtrisez, les principaux tableurs et logiciels intégrés, le basic, les gestionnaires de bases de données. Vous savez les présenter à des utilisateurs...

Dans tous les cas, vous êtes un professionnel de l'informatique en entreprise, qui à un moment ou à un autre s'est déjà trouvé en situation d'animation et qui a vu que cela lui convenait.

Veuillez adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., prétentions) sous la référence choisie à Dominique WAQUET Directeur de la Formation, CEGOS-INFORMATIQUE, Tour Chenonceaux, 204 Rond Point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX.

Christine DEFECHE de SELE-CEGOS INFORMATIQUE, participera au recrutement.

Curriculum

Groupe leader dans le domaine de la distribution (18.000 personnes) nous renforçons notre direction financière et recherchons

NOTRE RESPONSABLE DES ETUDES FINANCIERES
Paris

Au sein de notre direction financière groupe, vos missions et responsabilités seront variées : études et participations aux négociations et à la mise en place de lignes de financement à long terme, à l'élaboration des résultats annuels du groupe ; mise au point du plan de financement et des bilans prévisionnels de la maison mère et des filiales spécialisées du groupe ; relations permanentes avec les directions fonctionnelles du groupe ; les directions des filiales et les banques.

Diplômé(e) d'études supérieures, vous avez une expérience de cinq ans environ acquise soit dans un établissement financier, soit au sein de la Direction financière d'une grande Entreprise.

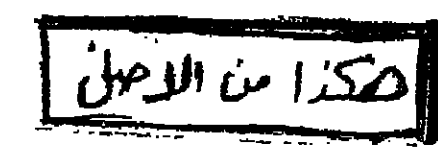
Vous avez de solides connaissances des mécanismes financiers et comptables et de leurs implications juridiques et fiscales.

Ce poste nécessite que vous possédiez un réel sens du contact, de l'imagination et un esprit rapide.

Nous vous remercions d'écrire rapidement sous référence 424 M à A.L. CONSEIL, 102, Bld Malesherbes - 75017 - PARIS que nous avons chargé de cette recherche et qui vous garantit discrétion et réponse.

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Curriculum



jeune ingénieur bureautique

Vous êtes Ingénieur Grande Ecole. Vous débutez ou avez une première expérience de un à 2 ans en informatique. Après une formation à nos méthodes, vous prendrez en charge le développement d'applications complexes en micro-informatique (IBM PC) liées à l'exécution de nos contrats. La réussite de votre mission dépendra en particulier d'une bonne connaissance des matériels et des logiciels existant sur le marché pour concevoir et réaliser les développements informatiques liés à nos projets. *(Réf. M-85-04)*

jeune ingénieur informatique

Vous êtes Ingénieur Grande Ecole. Vous débutez ou avez une première expérience de un à 2 ans en informatique. Après une formation à nos méthodes, vous prendrez en charge la réalisation de projets informatiques liés à la gestion de notre Société (800 personnes). La réussite de votre mission dépendra en particulier d'une bonne adaptation au matériel utilisé (IBM 43 41) et de votre capacité à étudier et développer des applications complexes. *(Réf. M-85-05)*

Merci d'adresser votre candidature, en précisant la référence à Serete, Service du Recrutement, 86, rue Régnault, 75640 Paris Cedex 13.



économies d'énergie

INGENIEUR D'AFFAIRES

Serete a conçu et réalisé depuis près de 40 ans des centrales d'installation de production ou de distribution d'énergie, liées aux énergies nouvelles ou traditionnelles, en milieux industriels ou urbains. Poursuivant son développement dans ce domaine, notre DIRECTION COMMERCIALE recrute un Ingénieur d'Affaires. Très autonome, il sera responsable de toutes les négociations attenantes à ces actions dans les secteurs suivants : économies d'énergie dans l'industrie lourde et le tertiaire, valorisation des énergies nouvelles et des déchets, biomasse, etc... Ingénieur Thermicien de formation, vous avez acquis une excellente connaissance de ces activités ces 5 dernières années. Ce poste, très ouvert, offrira de réelles opportunités de carrière à un candidat de valeur au sein de notre Groupe.

Merci d'adresser votre candidature en précisant la référence 8529-M à Serete, Service Recrutement, 86, rue Régnault, 75640 Paris Cedex 13.



Gérant de portefeuilles importante banque privée

Notre banque recherche pour la gestion de ses Fonds Communs de Placement (intéressement et plans d'épargne d'entreprise) un GERANT DE PORTEFEUILLES.

Le candidat devra avoir une très bonne culture générale, économique et financière. Une expérience de plusieurs années dans cette fonction est souhaitée.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions, sous référence 1794M à

SOURCES 144 rue de Rivoli - 75001 Paris, qui transmettra.

Chargé d'études statistiques HF

ENSAE, Actuariat, ISUP ou équivalent expérience

165 000 F+

Filiale d'un des premiers groupes français d'assurances, nous recherchons, pour notre siège basé en proche banlieue parisienne (Ouest) un(e) chargé(e) d'études statistiques.

Agé(e) de 27 ans minimum, de formation ENSAE, Actuariat, ISUP ou équivalent, vous avez une expérience de 2 à 5 ans dans le domaine des études statistiques assurances.

Spécialiste des études, vous maîtrisez toutes les techniques de la fonction, bien sûr, mais vous savez également innover et « faire passer » vos idées.

Rejoignez-nous !

Au sein de notre direction technique, nous vous proposerons des missions variées. A terme, d'importantes perspectives de développement de carrière se présenteront à vous.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous la réf. 3359, à MEDIA P.A. - 9, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

MEDIA PA

jeunes diplômés - Paris

gérer le risque à l'export

- Après une période de formation vous aurez à gérer l'assurance d'un portefeuille de contrats à l'exportation.
- Nous sommes filiales d'un grand groupe mais nous travaillons également pour des entreprises extérieures dans le domaine des biens d'équipement et de l'engineering.
- Le goût et si possible la pratique de traitement informatique de type comptable est un atout ; anglais souhaité.

Si vous désirez participer à ce recrutement, envoyez votre CV sous la référence 732-07 à notre Conseil :

ONOMA 26, rue de Berri 75008 PARIS (confidentialité, réponse assurées)



Hewlett-Packard France : 56 % de croissance annuelle du CA en 1984, 2900 personnes, 3ème exportateur de matériel informatique en France, leader dans le domaine de l'instrumentation électronique. Les signes de cette expansion : le démarrage d'un nouveau site industriel à Lyon - l'Isle d'Abeau. Les fondements de cette réussite : des solutions commercialement adaptées, une forte capacité d'innovation, la gestion attentive des ressources humaines. Hewlett-Packard France, favorise le choix des carrières dans un environnement international où les activités sont très diversifiées et où autonomie, sens du défi et mobilité sont des critères porteurs d'évolution et de réussite.

Ingénieurs marketing/achats

Vous êtes de formation supérieure en électronique, complétée par une formation - type ISA, INSEAD, MBA -. Vous êtes **réalisateur**, pragmatique et votre ténacité, comme votre potentiel intellectuel vous situent parmi **les battants de la profession.** Vous avez acquis quelques années d'expérience en France et sur le marché international, d'où, votre bonne maîtrise de l'anglais.

Nous renforçons notre stratégie d'Achats des composants et sous-ensembles entrant dans la fabrication de nos produits. Une large autonomie caractérise ce poste très opérationnel qui requiert une réelle capacité à la reflexion stratégique. Dans ce cadre, le titulaire du poste est associé à l'activité R & D dans l'étude, le lancement de nos produits, puis à leur fabrication. **A cet effet il met en place des plans à court, moyen et long termes pour les approvisionnements et pour la sélection des fournisseurs sur le marché mondial.** Nos objectifs de gestion efficace vous amèneront à proposer des programmes de réduction de coûts. Notre image de marque dans le domaine de la qualité requiert rigueur et exigence vis à vis de nos fournisseurs dont il s'assurera que leur propre développement se fasse en harmonie avec les notres. Réf. GPCD/12/M

Merci d'adresser votre dossier de candidature, à Blandine Thierry, Hewlett-Packard France, Service du Recrutement, 5 avenue Raymond Chanas, 38320 Eybens.

Hewlett-Packard France le partenaire de vos ambitions



HEWLETT PACKARD

INGENIEURS SYSTEME IBM

Vous possédez une formation supérieure, de préférence ingénieur grande école ;

vous avez acquis une première expérience sur un système IBM MVS, ou vous êtes débutants, mais fortement résolus à développer vos connaissances en matière de système et de méthodes d'exploitation dans un centre IBM important ;

alors nous vous offrons d'approfondir votre savoir au sein d'une équipe expérimentée, dans notre site MVS-JES3.

Vous disposerez de nombreuses possibilités de formation, et d'intéressantes perspectives d'évolution dans notre Groupe.



SAINT-GOBAIN

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV + photo) sous référence 2035 à SAINT-GOBAIN INFORMATIQUE - Les Miroirs Cédex 27 - 92096 Paris La Défense.

EURODIF

Chargé d'études économiques,

Jeune ingénieur X, MINES, CENTRALE...

définissez la prospective économique, technique et commerciale des années 1990-2000 d'EURODIF.

160 / 200.000 F **Paris**

Société française à structure internationale, nous détenons une place de tout premier ordre sur le marché mondial de l'enrichissement de l'uranium.

Dépendant de la direction commerciale, vos relations avec les partenaires et les services de production, vous permettent d'élaborer le dossier économique de l'après 1990. Vos missions :

— faire une synthèse des prévisions techniques, économiques et commerciales ;
— déterminer le niveau de production : consommation d'énergie, alimentation... ;
— réaliser l'adéquation entre les besoins des partenaires, les flux financiers et les quantités physiques.

Pour élaborer les modélisations, vous disposerez d'un **outil informatique** performant et adapté.

Diplômé d'une grande école d'ingénieur (option économie), âgé d'au moins 26 ans, vous entrez dans la vie professionnelle ou justifiez d'une première expérience (1 à 2 ans) de la fonction. Vous avez de l'aisance relationnelle, un esprit pragmatique, de la hauteur de vue. Vous pourrez évoluer à terme au sein du groupe.

Sylvie CATHELAIN, notre conseil, vous remercie de lui adresser votre candidature qu'elle traite confidentiellement sous la réf. 5125 LM

argos DEPARTEMENT CONSEIL EN RECRUTEMENT
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS - Tél. : (1) 227.96.49

PARIS - LILLE - MONTREAL

COMMUNICO

Ville de VITRY-SUR-SEINE (86.000 h) recrute

DOCUMENTALISTE

titulaire diplôme de documentation. Expérience collectivités locales souhaitée.

Adresser demande et C.V. à M. le Député Maire de VITRY-SUR-SEINE (94400).

Cabinet d'expertise comptable PARIS-8e. Pour faire face à notre développement nous recherchons

UN COLLABORATEUR

NIVEAU EXPERT COMPTABLE 32 ans environ.

Votre formation et votre expérience vous permettant de suivre l'évolution du cabinet.

Env. dossier de candid. avec C.V., photo et prét. à notre conseil SCOP 7 s/réf. 893 M. 2, av. du Général-Leclerc, 75014 PARIS.

VOUS MAITRISEZ LA TECHNIQUE ! ELARGISSEZ VOTRE HORIZON...

Cette société internationale conçoit et distribue auprès des laboratoires (privés et d'hôpitaux) des matériels de haute technologie destinés à l'analyse bio-médicale.

Les Ingénieurs et les Techniciens de cette entreprise comme ceux de ses clients doivent parfaitement maîtriser ces matériels. Ils suivent pour cela une formation poussée. Dans ce cadre devenez :

ANIMATEUR DE FORMATION

Diplômé d'une MST ou équivalent en génie bio-médical, en électronique ou en micro-électronique, vous possédez une expérience du Service Après-Vente ou du Support Technique en instrumentation médicale.

Votre goût des contacts et votre sens de la pédagogie vous permettront de rendre encore plus performante votre action et améliorer ainsi la technicité des ingénieurs et des techniciens.

Ouvert aux techniques informatiques vous pourrez les appliquer comme support pédagogique.

Votre maîtrise de l'anglais est nécessaire, des connaissances en espagnol et en portugais seraient un atout.

Les possibilités d'évolution sont nombreuses, en opérationnel ou semi opérationnel.

Pour ce poste basé en Région Parisienne, merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétent. ss réf. 4954 à CONTESSE PUBLICITE, 20, av Opéra, 750430 Paris Cedex 01 q.tr

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 296.10.05



IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

PARIS-EST

RECHERCHE

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES ET TECHNICIENS

Si vous êtes dynamique, ambitieux, bon gestionnaire,
animé par un esprit d'équipe et si vos contacts humains sont de qualité

cette annonce vous concerne

RESPONSABLE DE DÉPARTEMENT

- Dans le domaine de la thermique industrielle au sein d'un groupe.
- Ingénieur grandes écoles, anglais souhaité, 35 ans environ.
- Aura la responsabilité technique et commerciale du département (comprenant 4 ingénieurs) depuis l'élaboration des offres jusqu'à la réception des ouvrages.

L'expérience de gestion d'un centre de profit est nécessaire.
Expérience en génie civil appréciée.

INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Dans le domaine du brassage électromagnétique en pleine expansion, ingénieurs grandes écoles, anglais obligatoire, 35 ans environ.
Électrotechniciens ayant des connaissances de process sidérurgiques.
Auront à assurer la gestion complète d'affaires en France et à l'étranger depuis l'élaboration de l'offre et la négociation des contrats jusqu'à la réception des matériels.
Déplacements.

TECHNICO-COMMERCIAL

Dans le domaine de la filtration industrielle, ingénieur AM ou technicien supérieur, anglais obligatoire, 30 ans minimum.
Pouvant assumer la responsabilité de la partie technique ou commerciale d'un département.

Nombreux déplacements en clientèle,
— en France principalement.

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Dans le domaine des pompes spéciales industrielles.
— Ingénieur AM, ou équivalent, anglais obligatoire, 30 ans minimum.

Responsable d'un secteur de vente, il secondera le chef de département dans le lancement de produits nouveaux et la mise en œuvre des investissements.

CADRE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Domaine des produits et systèmes industriels. DECS ou équivalent.
Après une période de mise au courant, il aura à prendre en charge, auprès du responsable administratif et financier, la comptabilité sous tous ses aspects.

Pour ces postes, envoyez C.V., photo et prétentions sous nº 8.945 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Sté française spécialisée dans l'étude, la conception et la fabrication de matériel de télécommunications recherche

INGENIEUR INFORMATICIEN ANALYSTE

Intégré à notre équipe **Développement de logiciels basée à MONTROUGE (Métro Pte d'Orléans)**, vous serez chargé de concevoir des logiciels temps réel sur micro-ordinateur et d'élaborer la documentation et le descriptif des modes opératoires destinés aux clients.

En liaison avec les Ingénieurs du Laboratoire d'Etudes situé en banlieue Ouest, vous participerez à l'intégration des logiciels dans les systèmes de télécommunication à base de micro-processeurs.

De formation universitaire (DEA - Maîtrise d'informatique option système - fichier - téléinformatique) **ou ingénieur diplômé**, vous pourrez justifier d'une solide connaissance des micro-processeurs (en particulier Z 80 - 8048).

Ce poste doit motiver un candidat **débutant** ou **ayant déjà acquis une première expérience** et désireux d'évoluer dans un groupe performant et de taille humaine.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions à l'attention de Mlle A. LAVAUD



SECMAT

49, rue de Bagneux 92120 MONTROUGE

---

chef de projet, prenez la carrure d'un responsable informatique 240.000 f/an

Une société (Paris 16e, 350 p.) dont l'importance se mesure au volume des transactions réalisées à l'importation (plusieurs milliards de francs) dispose d'une informatique de gestion supportée par deux MINIS 6 et quelques micros, qu'il faut compléter et bonifier.

Votre rôle, tout en veillant à la bonne marche du quotidien, est de concevoir et, après approbation de la DG, de réaliser le système d'information des années 90, ce qui doit conduire au renouvellement du matériel.

De formation supérieure (Sup' de Co, ingénieur...), vous avez acquis en 5 à 7 ans une solide compétence de chef de projet, réalisé des applications conversationnelles à dominante comptabilité/finances et su comprendre, convaincre et entraîner vos utilisateurs.

Notre *consultant*, J. THILY, vous remercie de lui écrire (réf. 4612 LM).

centre informatique des caisses d'épargne du bassin parisien, à L'Isle-Adam (Val-d'Oise)

Notre Centre gère 27 Caisses d'Épargne, soit 3.500.000 comptes, un nombre croissant de comptes-chèques (+ 50 % par an) et depuis peu la Carte Bleue. La puissance du Centre va être doublée en 1985 et notre réseau de 1.400 terminaux va être étendu et complété par un infocentre et des micros. Nos applications sont à revoir ou à étendre et de nouvelles fonctionnalités doivent être développées. Les études s'industrialisent avec des outils comme MERISE et SDM. Nous y accueillons :

deux jeunes chefs de projet

Vous conduisez de A à Z des projets à taille humaine et animez une équipe de réalisation comprenant deux à trois analystes-programmeurs en mettant volontiers "la main à la pâte".

Ingénieur ou universitaire, vous avez acquis en trois à quatre ans votre savoir-faire en pilotant la réalisation d'applications conversationnelles, de préférence dans le tertiaire, et êtes rodés à l'utilisation d'outils méthodologiques.

Notre consultante, Mlle A. HUAUME, vous remercie de lui écrire (réf. 4613 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
Carrières de l'Informatique
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

CISI systèmes

GROUPE CISI

CISI Systèmes, nouvelle société du groupe CISI, réunie les compétences les plus pointues dans le domaine des prestations intellectuelles d'informatique de gestion. CISI Systèmes, c'est déjà 500 personnes en 1985 et plus de 200 MF de CA.
Nous vous proposons des postes à Paris ou en Province si vous êtes :

Chefs de projet

de haut niveau (grandes écoles ou universités)
Votre expérience est d'au moins 4 à 5 ans. Vous prendrez la responsabilité des projets de nos Grands Comptes (Banques, Assurances, Administrations, grandes entreprises). (réf. MCP)

Ingénieur méthodes

grandes écoles ou universités
Vous avez une expérience de 3 à 5 ans acquise au sein d'une grande entreprise. Vous maîtrisez les méthodes de développement des systèmes et de conduite de projets. (Connaissance MERISE indispensable).
Vous ferez partie de l'équipe RECHERCHE DEVELOPPEMENT MÉTHODES. (réf. MIM)

Ingénieurs commerciaux

débutants (HEC, ESSEC, Sup. de Co., ...)
Vous avez la fibre commerciale, vous êtes dynamique et entreprenant. Après une formation interne très complète et spécifique à nos activités, votre mission sera d'élargir notre clientèle de Grands Comptes. (réf. MIC)

Ecrivez-nous en adressant votre dossier de candidature (en précisant la réf. choisie), à CISI Systèmes : Monsieur LANI, 15-17 rue Auber 75009 Paris.

RADIALL

Société de composants électroniques leader européen dans sa spécialité

recherche

INGÉNIEUR D'ÉTUDES

Profil :
- Formation mécanique, électromécanique, électronique.
- Connaissances informatique (BASIC).
- Anglais courant indispensable.

Mission :
- Étude de base sur nouvelles gammes de produits.
- Étude des méthodes de mesures et mise en application.
- Réalisation et entretien des programmes de calcul.

Envoyer C.V. et prétentions :
RADIALL
101, rue Philibert-Hoffmann, 93116 ROSNY-SOUS-BOIS

bleu



Produits d'entretien
LACROIX - MIR - MINIDOU

le contrôle de gestion ...

... un démarrage dynamique de votre carrière.

Vous êtes HEC, ESSEC, ESCP..., passionnés par l'Informatique, curieux de découvrir les grandes fonctions de l'Entreprise.

Nous vous proposons, au sein de **LESIEUR-COTELLE** (Mir, Minidou, Javel La Croix ...) de rejoindre la **Direction du Contrôle de Gestion et de la Comptabilité.** Vous évoluerez ensuite, en fonction de vos aspirations et des besoins de l'Entreprise, vers le Marketing, les Relations Humaines, le Commercial, l'Industriel, fonctions dont la connaissance est indispensable à la formation du Responsable que vous pourrez devenir demain au sein de notre Groupe.

Intéressés ? Alors, adressez-nous très vite lettre manuscrite, C.V., photo, sous réf. 181 M à
LESIEUR/Recrutement Cadres
122, avenue du Général Leclerc, 92103 Boulogne.

GROUPE LESIEUR

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 298.10.65

Division d'une multinationale, leader dans le domaine de l'énergie, notre division réalise les installations complètes : stations de compression, modules offshore, unités de cogénération...

Dans le cadre de son développement, cette division recherche :

INGENIEUR DE CONTRAT

Diplômé école A.M., ENSI, INSA (ou équivalent).
8 années d'expérience minimum orientée vers les turbomachines, contrôle, récipients sous pression, échangeurs de chaleur, tuyauteries, structure et/ou chantiers.
Ce poste conduit à terme au poste de responsable de contrats; il est basé en basse Normandie, mais implique de fréquents déplacements de courte durée à Paris ou à l'étranger.
Anglais courant indispensable.

PROJETEUR TECHNICIEN

Titulaire d'un BTS.
10 ans d'expérience souhaitée en structures, tuyauteries, récipients sous pression, échangeurs, instrumentations, codes internationaux.
Capable de réaliser des schémas et plans d'implantation d'installations complètes (au stade de projet) et de participer à l'établissement des coûts.
Le poste est basé en proche banlieue sud, et suppose quelques déplacements de courte durée à l'étranger.
L'anglais lu et écrit est indispensable, parlé apprécié.

Ecrivez avec CV et prétentions sous réf. 2929 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 298.10.65

HAVAS

complète sa Direction du Développement Informatique par un

Jeune organisateur HF

Il participera à la définition et au suivi de l'application des procédures destinées à adapter l'outil informatique aux besoins de notre réseau de succursales, et prendra en charge la recette des logiciels et la formation-utilisateurs.

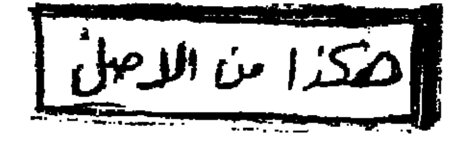
De formation Grande École ou équivalent, une première expérience en organisation lui a permis d'acquérir de bonnes connaissances en informatique et en gestion.

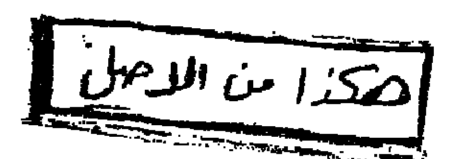
Pour ces fonctions proches des utilisateurs, de bonnes qualités de contact et une grande disponibilité sur la métropole seront nécessaires.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature à HAVAS - Service du Recrutement - 136, avenue Charles-de-Gaulle - 92522 NEUILLY-SUR-SEINE.

HAVAS CONTACT







Chargé d'études immobilières

HF

Nous sommes un important groupe immobilier d'excellente notoriété et nous créons, dans le cadre de notre développement, un nouveau poste de chargé d'études immobilières. Il assistera l'un des responsables de notre équipe de cadres commerciaux de haut niveau et sera chargé de la prospection et de la *négociation de terrains et d'affaires* sur la région parisienne, puis des études de faisabilité des projets pré-sélectionnés, sur le plan financier, juridique et commercial. Ce poste convient à un jeune cadre de la profession, diplômé d'une école commerciale ou Maîtrise de Sciences Economiques par exemple et pouvant justifier d'une expérience de 3 à 5 ans. Un perfectionnement type I C H serait apprécié. Rémunération fixe + intéressement motivant. Merci d'adresser lettre man. et CV détaillé précisant votre rémunération actuelle à Denise de LARIVIERE s/référence 11709/M qui étudiera votre dossier en toute discrétion. Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 92516 BOULOGNE.

sélé CEGOS

Membre de SYNTEC

Publival

Double formation française et américaine

CHARGE(E) DE MISSION

auprès du Président

- Etablir, après avoir recherché les informations, des notes de synthèse sur des problèmes économiques (micro, macro) et de politique générale du Groupe,
- Préparer et rédiger des communications internes et/ou externes,
- Traiter ponctuellement certains dossiers importants,
- Suivre pour le compte du Président la politique de communication principalement aux USA et en RFA,

Telles sont les responsabilités liées au poste de chargé(e) de mission.

- Une double formation supérieure (française + américaine),
- Une expérience professionnelle de 3/5 ans, acquise dans la presse, la publicité, les relations publiques ou l'organisation,
- Une parfaite maîtrise de la langue anglaise,
- Une mobilité et une disponibilité réelles,
- Une capacité de dialogue à différents niveaux.

Telles sont les conditions objectives à remplir.

La taille du Groupe (+ de 100 000 personnes), son rayonnement dans le monde garantissent des évolutions de carrière multiples et variées.

Nous remercions les personnes intéressées par cette opportunité de carrière exceptionnelle de nous transmettre leur dossier complet de candidature, sous la réf. M 32/062 AM, à :

EGOR S.A.
8 rue de Berri 75008 Paris.

egor

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DÜSSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

MEMBRE DE SYNTEC



LEADER MONDIAL EN INGENIERIE, INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATIONS

Une implantation nationale et internationale, 1200 personnes, C.A. doublé en 2 ans, des réalisations dans plus de 50 pays, des références prestigieuses : Transpac, Annuaire Electronique, Grands Systèmes temps réel dans les domaines de la Défense, de l'Aérospatiale, de l'Industrie.

Recherche des :

INGÉNIEURS GRANDE ÉCOLE

Supelec - Sup'Aéro - ENST - Centrale Mines - Ponts -
Débutants ou première expérience désirant acquérir une spécialité informatique.

- Dès votre arrivée, vous recevrez **pendant 3 mois** une formation approfondie à l'Informatique, comportant notamment des aspects théoriques (*Téléinformatique*, Temps Réel, Méthodologie...) et pratique (Réalisation d'un projet pédagogique, utilisation d'UNIX et du langage C).
- A l'issue de cette formation, vous serez affecté à l'une de nos équipes de développement travaillant sur des projets tels que Télématique, Réseau de transmission de données, Application Temps Réel.
- L'expansion actuelle de l'entreprise offre de réelles opportunités de carrière en France (Paris et Province) et à l'étranger. Disponibilité mi-Mars exigée.

Merci d'adresser votre candidature à SESA.
Direction des Ressources Humaines-30, quai de Dion Bouton 92806 PUTEAUX.
Bien préciser sur l'enveloppe la réf. 27LM.



Jeunes Ingénieurs

GROUPE **MATRA**

DES PROJETS EXCITANTS
DES MOYENS POUR LES DEVELOPPER
DES TECHNOLOGIES DE POINTE
DES PERSPECTIVES D'EVOLUTION

... BIEN REMUNERES

Nous utilisons abondamment l'Electronique, l'Informatique et la Micro-Informatique. L'Automatique est notre passion, les Transports du futur notre présent. Diplômé d'une Grande Ecole, débutant ou riche d'une première expérience, vous êtes vous-même passionné par ces disciplines et voulez approfondir un aspect particulier. Intégrez notre laboratoire de recherche et de développement. De même profil, vous préférez par contre faire la synthèse des problèmes, renforcez notre équipe de «systémiers».

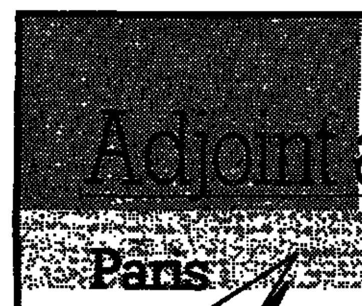
Merci d'adresser votre dossier complet sous référence (C/JIM/M) à notre Conseil qui vous garantit toute discrétion.

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

INTERELEC

Adjoint au directeur du personnel

Paris



Plusieurs années d'expérience en milieu industriel.

Ce que nous sommes : un groupe industriel important :
- 10 usines en France,
- une implantation à l'étranger,
- 2 000 personnes.

Nous souhaitons recruter l'**adjoint de notre Directeur du Personnel.**

Agé d'environ 35 ans, vous avez une expérience de la fonction de plusieurs années, **en milieu industriel de préférence.**

De solides bases de droit social et la maîtrise des chiffres et de l'informatique sont requises pour ce poste.

Après un passage sur le terrain, vous prendrez en charge tous les aspects administratifs : paie (**gestion informatisée**), déclarations, administration du personnel, législation, horaires...

Outre ces responsabilités, **vous épaulerez** en permanence le Directeur du personnel et saurez prendre, à chaque fois que cela sera nécessaire, les initiatives adéquates.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo (exigée) et prétentions en précisant sur l'enveloppe la réf. 3373/LM à

MEDIA P.A. 9, Bd des Italiens. 75002 Paris qui transmettra

(réponse et discrétion assurées)

MEDIA PA

PROSPECTEUR IMMOBILIER

PARIS
Conseil en Immobilier d'Entreprise

Un Cabinet Immobilier spécialiste de l'immobilier d'entreprises haut de gamme *recherche* UN PROSPECTEUR IMMOBILIER. Par recherche directe ou en entretenant des relations suivies avec différentes «sources» (notaires, gérants d'immeubles, syndics...), il sera chargé de rechercher des immeubles *de bureaux mais également* d'habitation, des locaux commerciaux ou industriels, à la vente ou à la location, destinés à une clientèle de groupes industriels ou d'investisseurs institutionnels et privés. Il agira en liaison directe avec le Directeur du Cabinet. Cette société, et *sa société soeur spécialisée dans le domaine de l'habitation, constituent* un groupe immobilier de 12 personnes, réalisant depuis 20 ans un chiffre d'affaires important avec une clientèle française et étrangère. Ce poste *pourrait convenir à un candidat (H ou F) âgé d'au moins 28 ans,* possédant une excellente culture générale, une bonne présentation et une expérience professionnelle de quelques années acquise dans le domaine de l'immobilier (foncier, négociation, etc...). *Une expérience de la* recherche de la négociation d'affaires hors immobilier pourrait également convenir.

Ecrire sous référence 743/M à :

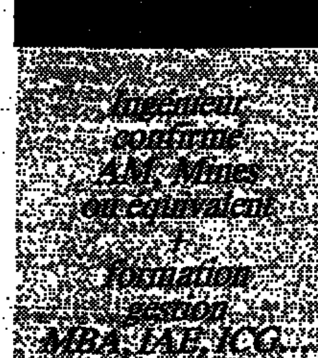
GRH conseils

3, avenue de Ségur 75007 PARIS. Discrétion assurée.

AFCOREM

De la production... à la direction des achats

Paris



Agé d'environ 32 ans, *ingénieur* AM, Mines ou équivalent, vous avez acquis une formation complémentaire en gestion : MBA, ICG, IAE...

Au cours d'une première expérience de quelques années en production, vous avez « appris l'usine sous toutes ses coutures ». Aujourd'hui, vous souhaitez aller plus loin et donner une dimension plus large à votre carrière.

Nous vous proposons, après un passage sur le terrain, d'accéder à un poste très important **au niveau de la direction des achats et approvisionnements de notre Groupe.**

Si vous avez un fort potentiel, le goût des contacts et si vous souhaitez donner une nouvelle orientation à votre carrière, merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo (exigée) et prétentions en précisant sur *l'enveloppe la réf. 3374/LM à*

Communiqué 9. Bd des Italiens 75002 PARIS qui transmettra

Communiqué

Informatique : plan et stratégie

Dans le cadre de sa mission de Conseil auprès des 38 Banques Régionales du Groupe, la Chambre Syndicale des Banques Populaires recherche un :

Informaticien conseil

Vous travaillerez à la mise en œuvre de la politique informatique du groupe et vous serez capable de mener des actions de conseil sur le terrain, notamment la planification informatique.
Diplômé de l'enseignement *supérieur, vous avez acquis une expérience* professionnelle d'au moins 5 ans (si possible dans le domaine bancaire).
De fréquents et courts déplacements en province sont à prévoir.

Adressez votre candidature à François Marsal sous référence I.C.2. :
Chambre Syndicale des Banques Populaires.



131, avenue de Wagram
75847 PARIS CEDEX 17.

ORGANISME DE FORMATION
cherche
pour stages longues durée
ANIMATEURS H. ou F. en
- gestion et organisation de la production ;
- gestion et organisation magasin et stock ;
- commercial.

Envoyer C.V. + photo + lettre manuscrite à FORMAT, B.P. 3, 77230 JUILLY.

DEMANDE DAME DE COMPAGNIE

35 a. envir. pour monsieur seul âgé, logée, bonnes référ. exigées. Tél. : 563-39-22. Très b. place.

Dans le cadre de son expansion rapide (35 millions de C.A. + 40 % par an)

l'Etudiant

Recherche un Chef de Publicité.
- Formation supérieure.
- Aimant vendre.

Env. C.V. + photo indispens. à Pierre Rudolf, *l'Etudiant*, 11, rue de la Ville-Neuve, 75002 PARIS.

Pour faire face à son développement international, le groupe ESCP recherche des professeurs permanents

pour ses départements : **Finance, Marketing, Comptabilité, Contrôle de Gestion** ayant :

- une formation supérieure française ou étrangère de niveau doctorat, grande école de gestion ou scientifique, MBA...
- plusieurs années d'expérience professionnelle.
- une aptitude confirmée pour l'animation et la pédagogie.
- une bonne connaissance de l'Anglais.

Ces postes sont basés au siège de l'école.

Adresser lettre de candidature et C.V. à :
Jacques PERRIN - Directeur du Groupe ESCP
Ecole Supérieure de Commerce de Paris
79, avenue de la République - 75011 PARIS

groupe escp
CHAMBRE DE COMMERCE, ET D'INDUSTRIE DE PARIS

Organisation et Publicité

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Entrez en télécommunication

Ingénieurs commerciaux confirmés

Un développement spectaculaire fondé sur l'accomplissement de personnalités de première force, une solide assise financière (filiale du géant ITT), des produits originaux en matière de communication, ITT Data Systems occupe une place de premier ordre en télé-*informatique*. Soyez les constructeurs de notre édifice en pleine expansion.

Ingénieurs micro-informatique

Vous avez fait vos preuves dans la vente de micro-ordinateurs, vous avez si possible une formation supérieure et aujourd'hui des ambitions à la mesure de vos moyens. Nous souhaitons vous rencontrer pour vous confier un secteur de clientèle que vous développerez et gérerez selon des objectifs définis. *Vous participerez à la constitution* de nos réseaux de vente directe ou indirecte.

Ingénieurs grands comptes

De formation supérieure -grandes écoles de commerce- vous maîtrisez l'approche des grands comptes en informatique.
Vous appréciez le niveau des interlocuteurs que vous y rencontrez et vous savez bien inscrire les solutions de moyen et de long terme dans vos propositions d'aujourd'hui. Véritables représentants de notre filiale chez un ou plusieurs de ces clients, vous commercialiserez, selon vos aptitudes tout ou partie d'une gamme de produits. Nous pensons que les objectifs que nous vous confierons, *les moyens et la motivation que nous* vous accorderons sont de nature à vous faire prendre contact avec nous.

Si comme nous vous pensez que la communi*cation est nécessaire au progrès de l'informa*tique et à l'épanouissement des hommes.
Si votre potentiel vous permet de toujours apprendre et si les milieux nouveaux développent vos facultés d'adaptation, nous devons nous *rencontrer pour répondre* à vos *préoccupations* d'évolution de rémunération et surtout de carrière.
545.67.05. Didier Vandamme - ITT Data Systems. Tour Maine-Montparnasse, 33 avenue *du Maine, 75755 Paris Cédex 15.*

ITT Data Systems ITT
Entre vous et nous : *le* dialogue.

media-system



TRITON FRANCE
recherche son
Chef de service PRODUCTION

pouvant justifier d'un minimum de 10 ans d'expérience dans l'industrie pétrolière, dont cinq ans au moins auront été consacrés récemment aux domaines suivants :

1) Stimulation de réservoir, essais de formation et complétion ;
2) Conception, mise en place, supervision des équipements de puits et de surface, incluant des unités de pompage sur des puits produisant de 5 à 25 m3 par jour ;
3) Analyse des problèmes de production sur les puits, conception et suivi des travaux de work-over nécessaires au maintien de la production.

Le candidat choisi sera basé à Paris au siège social et travaillera initialement sur les gisements récemment découverts par TRITON FRANCE dans le bassin de Paris.

Le salaire proposé pour ce poste sera de l'ordre de 400 000 F par an plus avantages sociaux et voiture de fonction.

Si vous pensez remplir les conditions requises, veuillez prendre contact avec M. Erik DALBIEZ en téléphonant au (1) 225-16-42 où votre candidature sera examinée avec la plus grande discrétion.

IMPORTANT CONSTRUCTEUR MONDIAL DE COPIEURS
recherche

cadre marketing

Sa principale mission sera l'étude du marché français pour le lancement de différents produits, ainsi que *l'élaboration* de la stratégie de marketing.

Ce poste convient à un jeune cadre diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce, bilingue anglais, ayant une expérience *d'au moins* 3 ans en Marketing, acquise dans le domaine du copieur ou de la bureautique.

La réussite dans cette fonction doit lui servir de tremplin pour prendre des responsabilités plus larges. Des déplacements sont à prévoir.

La rémunération sera de l'ordre de 200.000 F, voire plus si *l'expérience* le justifie.

Merci d'écrire avec CV et photo sous réf. X 171 à
PAJ Conseil
8 avenue de Camoëns, 75016 PARIS

paj CONSEIL EN RECRUTEMENT
CSNCR
Lion Publicité

Informatiser notre production

INGENIEUR GENERALISTE

mécanique **Région parisienne**

Notre société de dimension moyenne a pour objet la production en petite série de matériel professionnel spécialisé concernant les gaz. Elle souhaite *intégrer un ingénieur jeune à qui confier le soin de piloter la mise en* place de l'informatique en production et d'en développer les applications. *Il a vocation à prendre la succession du responsable de production.* La fonction sera confiée à un ingénieur diplômé d'une grande école généraliste de préférence en option informatique et qui souhaiterait donner à ses fonctions une dimension de responsabilité globale à brève échéance.

Pour informations complémentaires et organisatiuon accélérée d'une rencontre, appelez le 763.11.15 aux heures de bureau référence 140.
RH Conseil 65, avenue de Wagram 75017 Paris.

RESSOURCES HUMAINES CONSEIL 763 11 15

CONTESSE TELEMATIQUE

DANS LE CADRE DE SON EXPANSION

AKR

SOCIÉTÉ MULTINATIONALE ET L'UN DES LEADERS
DANS LES ROBOTS DE PROJECTION (peinture, sablage, métallisation...)

recherche

2 INGÉNIEURS DES VENTES

BASÉS A ÉVRY

Chacun aura la responsabilité d'un secteur (Italie, Allemagne) et devra en conséquence maîtriser parfaitement la langue du pays concerné. Anglais apprécié.

Ils devront avoir une solide base technique. Capables de travailler de façon indépendante et responsable, ils recevront l'appui de l'équipe technique.

Des qualités humaines et de négociateur sont indispensables.

Une expérience dans un domaine similaire est souhaitable.

Envoyer C.V. avec photo et prétentions à : *A K R ROBOTIQUE S.A.*
6, rue Maryse-Bastié, Z.I. SAINT-GUENAULT
91031 EVRY CEDEX.

GRANDE ENTREPRISE BANLIEUE SUD

recherche

INGÉNIEURS INFORMATICIENS
(Matériel BULL DPS7 sous GCOS7)

1) RESPONSABLE D'EXPLOITATION

Participera à la mise en place de la Gestion administrative et Financière et au suivi de l'exploitation.
Support technique logiciels de base, recette des nouvelles applications

2) ANALYSTE

Participera à analyse, réalisation, mise en service et maintenance des applications de gestion.
Utilisera un atelier génie logiciel (PAC-BASE).
Suivant profil, le candidat pourra devenir Chef de Projet.

Les candidats seront diplômés Grande École ou MIAGE et âgés de 30 ans environ.
Expérience professionnelle souhaitée.
Nationalité Française exigée
Adresser curriculum vitae détaillé sous n° 8.932 *le Monde* Pub.
service ANNONCES CLASSÉES
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Ingénieur «automatisme»

CECA S.A., avec 65 % de son C.A. réalisé à l'étranger, se situe parmi les leaders internationaux de la chimie de spécialités. Nos *produits aux applications diverses s'adressent à des secteurs* industriels très variés.

Nous recherchons un **ingénieur spécialisé** dans les automatismes pour concevoir les projets d'automatisation et de régulation de l'ensemble de nos usines.

Il sera **ingénieur spécialisé** dans le génie chimique, diplômé de l'**IGC** ou de l'**ENSIC** avec une formation complémentaire acquise dans le domaine de l'automatisation et de la régulation ou sera **ingénieur diplômé** de **SUPELEC** ou de l'**ENSIEG** ou **ENSEEIHT** ou de l'**ENSEM** *et aura de bonnes* connaissances en génie chimique.

Une expérience professionnelle d'au moins 5 ans, acquise dans ce type de fonction, est indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous la réf. IA/LM, à CECA S.A. - 11, av. Morane-Saulnier - B.P. 66 - 78140 VELIZY.

CECA SA
CHIMIE DE SPECIALITES

MEDIA BA

■■■■■■■■■■■■■■■■■■■■■■

Marketing direct

L'un des premiers groupes bancaires spécialisés dans les crédits aux particuliers (siège à Paris) souhaite développer la distribution de ses produits de crédit et d'épargne en utilisant les techniques de la VPC.

Voulez-vous participer à la mise en œuvre et au développement de sa *stratégie de marketing direct?*

Au sein d'une équipe d'état-*major*, vous pourrez concevoir, tester, lancer et contrôler les actions de communication et de promotion *commerciale.*

Connaissant les techniques *statistiques*, vous *apportez à leur* traitement une approche psycho-sociologique fondée sur de bonnes études supérieures en université *ou dans une grande école.*

Vous avez une première expérience professionnelle dans une* société d'études de marchés et de motivations, ou dans une entreprise *pratiquant la vente directe.

Notre consultant, *J.E. LEYMARIE*, vous remercie de lui écrire (réf. 4616 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

ASSOCIATION TIERS-MONDISTE

recherche
pour [illegible]

UN COORDINATEUR DE ZONE ASIE

Basé en FRANCE, avec compétences et expériences dans les domaines suivants :
- Connaissance du continent asiatique ;
- Prospection et suivi de projets ;
- Animation d'équipe de travail ;
- Constitution et gestion de dossiers administratifs ;
- Esprit d'équipe ;
- Anglais écrit et parlé.

SALAIRE DE BASE : 7.500 F/MENSUEL (39 heures/semaine).

Adresser curriculum vitae à :
TERRE DES HOMMES FRANCE
26, rue des [illegible], 93400 SAINT-OUEN.
AVANT LE 10 MARS 1985.

CAISSE NATIONALE DE CRÉDITAGRICOLE

***Société d'investissements immobiliers* (industriel et commercial) filiale d'un très important groupe bancaire**
recherche

un(e) Chargé(e) de Gestion Locative

qui sera particulièrement responsable pour une partie de patrimoine de :
- faire les appels de loyers;
- assurer le suivi des contrats de location et les travaux, en liaison avec le service technique et le service contentieux;
- effectuer le contrôle des charges locatives.

- Le niveau BTS de comptabilité ou équivalent est exigé.
- Une expérience de plusieurs années dans ce domaine d'activité est indispensable.
- Une disponibilité rapide est souhaitée.

Envoyer CV, photos et prétentions sous réf. **GV/0218/M** à
CNCA - Gestion des Personnes - 75710 Paris Brune

LEVI TOURNAY/ASSCOM

هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE

La Filiale de Crédit Bail Immobilier
recherche

un Adjoint au Responsable de Gestion des Opérations de Crédit Bail

Pour :
Assurer le suivi administratif des contrats et des immeubles et le traitement d'affaires particulières.
Ce cadre animera une équipe de 4 personnes.

Il est demandé :
- un diplôme IUT de gestion + ICH ou équivalent
- une expérience professionnelle de 3 ans minimum, acquise de préférence, en gestion immobilier.

Le poste est basé en banlieue Ouest de Paris.

Adresser CV, photo et prétentions sous référence LAM 217 à
CNCA - Gestion des Personnes - 75710 Paris Brune

LEVI TOURNAY/ASSCOM

---

are GIAT — L'ATELIER DE CONSTRUCTION DE ROANNE

Etablissement industriel de 3.200 personnes dépendant du MINISTERE DE LA DEFENSE

recherche :

UN INGENIEUR FONDERIE

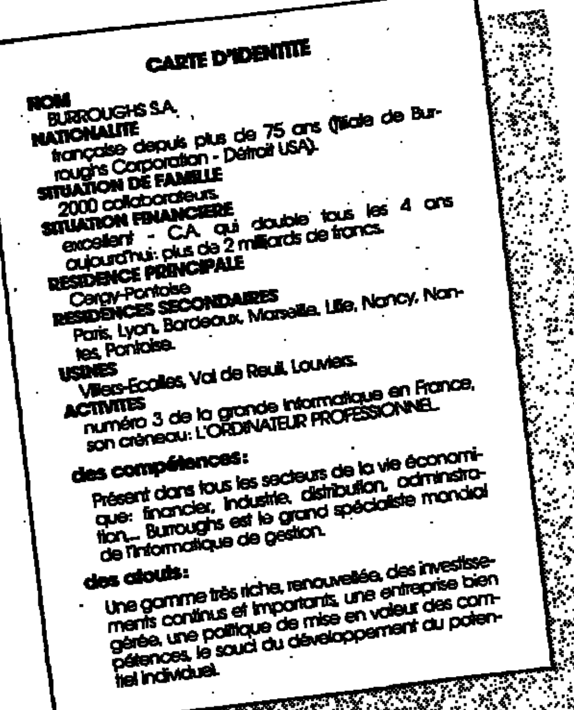
MISSION :
- **ADJOINT au Chef de Service d'une fonderie d'aciers spéciaux de 120 personnes.**
Chargé du suivi technique des fabrications, du développement de nouvelles fabrications, de la construction de la qualité.

PROFIL :
- **INGÉNIEUR spécialiste en FONDERIE ou INGENIEUR METALLURGISTE ayant déjà une expérience en fonderie d'acier.**

Les candidats de nationalité française, enverront lettre manuscrite, C.V. détaillé et prétentions à :
ATELIER DE CONSTRUCTION DE ROANNE
B.P. 504 — 42328 ROANNE - CEDEX.

JRP/Jean Regnier Publicité

Des professionnels avant tout avec nous


CARTE D'IDENTITE

NOM
BURROUGHS S.A.
NATIONALITE
française depuis plus de 75 ans (filiale de Burroughs Corporation - Détroit USA).
SITUATION DE FAMILLE
2000 collaborateurs.
SITUATION FINANCIERE
excellent - C.A. qui double tous les 4 ans aujourd'hui: plus de 2 milliards de francs.
RESIDENCE PRINCIPALE
Cergy-Pontoise
RESIDENCES SECONDAIRES
Paris, Lyon, Bordeaux, Marseille, Lille, Nancy, Nantes, Pontoise.
USINES
Villers-Ecalles, Val de Reuil, Louviers.
ACTIVITES
numéro 3 de la grande informatique en France, son créneau: L'ORDINATEUR PROFESSIONNEL.

des compétences:
Présent dans tous les secteurs de la vie économique: financier, industrie, distribution, administration,... Burroughs est le grand spécialiste mondial de l'informatique de gestion.

des atouts:
Une gamme très riche, renouvelée, des investissements continus et importants, une entreprise bien gérée, une politique de mise en valeur des compétences, le souci du développement du potentiel individuel.

Ingénieurs commerciaux confirmés

● PARIS ● OUEST ● SUD-OUEST

De formation supérieure, vous êtes avant tout des professionnels du Conseil et de la Vente de produits sophistiqués (produits informatiques bien sûr, mais aussi biens d'équipement ou produits financiers).
Depuis 3/5 ans, vous avez fait la preuve de vos talents de négociateurs à très haut niveau. Votre capacité d'autonomie, votre imagination, font de vous de véritables «hommes d'affaires» qui auront pour mission de gérer et développer les grands comptes de leur région.

Ingénieurs technico-commerciaux

REGION PARISIENNE

Vous pouvez être
● jeune ingénieur débutant, attiré par le commercial,
● ou technicien d'expérience (Grande Ecole ou MIAGE), tenté par une nouvelle aventure,
● ou encore un vrai professionnel du technico-commercial informatique.
Nous vous proposons de travailler essentiellement à deux phases capitales de notre métier: étude des besoins et choix des solutions. Intégré à une équipe de commerciaux, vous participerez en direct aux négociations avec une clientèle Grands Comptes. Votre champ d'action sur le plan technologique est complet, du micro-ordinateur (informatique distribuée BTOS UNIX) aux larges systèmes dans les cadres grands réseaux (BNA TRANSPAC).

Merci de prendre contacts avec nous en adressant une lettre manuscrite et votre CV à
Isabelle SOMMET - S.A. BURROUGHS - La Palette Orange - Boulevard de l'Oise - 95015 CERGY PONTOISE Cedex.

Burroughs

Avec vous avant tout.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 296.10.65

Après une expérience terrain, devenez notre conseil en concession.
V.A.G France recherche un

Inspecteur vente

De formation (type ESC), votre expérience de la vente terrain a confirmé, votre goût pour la gestion et le commercial ainsi que votre sens de la rigueur et de l'organisation.
A partir d'un diagnostic de situation, vous devrez proposer, mettre en place et assurer le suivi des structures commerciales dans une optique de rentabilité et de conseil aux concessionnaires.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec CV, photo et prétentions sous réf. 3722 à V.A.G France, Division du Personnel et des Relations Sociales, BP 62, 02600 Villers-Cotterets.





V.A.G France

Sté d'Assistance Technique recherche

INGÉNIEUR TECHNICO-CCIAL

Formation : INGÉNIEUR
Expérience : 5 ans de conduite d'affaires dans le secteur pétrolier (Raffinerie plate-forme) gestion de Personnel.
Anglais courant souhaité.
Envoyer C.V. à AMP Nº 4.488/F
40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS, qui trans.

Organisme de formation cherche PROFS d'anglais pour 75 et 93. Téléph. : 226-52-30.

GROUPE DES CAISSES DE RETRAITE ET DE PRÉVOYANCE situé près de la gare Saint-Lazare recherche

CHEF DU SERVICE DES PARTICIPANTS

(60 pers.) niveau d'études supérieures, bonnes connaissances de l'utilisation de l'informatique, connaissances indispensables d'un régime de l'ARRCO et/ou du régime de l'AGIRC, expérience exigée de l'encadrement d'un service administratif, position cadre, salaire en rapport, avantages sociaux importants. Ecr. av. c.v., photo et prét. à nº 1 440, AMEP P.A., 37, rue du Général-Foy, 75008 PARIS qui tr.

PARIS-8e
GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS recrute

UNE DOCUMENTALISTE

• Diplômée de l' INTD et DESS, min. 3 ans expér. Pour création d'un service de documentation technique. Ecrire Monsieur NICOLAS, 178, bd Haussmann, 75008.

WANG

La Bureau*ma*tique et les six Technologies
- Dans le monde un C.A. de plus de 2 Milliards de $. - 30.000 personnes
- En France un C.A. de près de 400 Millions de Francs
  Bientôt 500 personnes - plus de 3.000 systèmes installés.
- Une croissance de 60% ces 6 derniers mois

Devant une forte croissance de la demande et afin d'assurer la diffusion des micro-ordinateurs : PC, OIS, WANG OFFICE ASSISTANT..., recherche un

Responsable distribution des micros

Direct Report du Manager de ce service, il prendra en charge, avec une équipe qu'il animera et l'aide de l'outil informatique :
- La gestion des commandes et la gestion prévisionnelle des stocks.
- Les approvisionnements et la distribution physique des produits.
- L'atteinte des objectifs de facturation et le reporting des résultats.

Les candidats professionnels de la fonction auront une formation supérieure (école de commerce) et maitriseront parfaitement l'anglais.

Si cette opportunité vous intéresse, adressez votre candidature sous réf. RDM à Christiant Revert
Service du Personnel - WANG FRANCE S.A. - 78/80, Avenue Galliéni, 93174 BAGNOLET CEDEX

Bleu

WANG

La Bureau*ma*tique et les six Technologies
- Dans le monde un C.A. de plus de 2 Milliards de $. - 30.000 personnes
- En France un C.A. de près de 400 Millions de Francs
  Bientôt 500 personnes - plus de 3.000 systèmes installés.
- Une croissance de 60% ces 6 derniers mois.

Pour son **Département Administratif et Financier** recherche un

ASSISTANT DU CRÉDIT MANAGER

qui assistera le responsable du Service Crédit Recouvrement sur l'ensemble de ses fonctions et assurera notamment
- La prise en charge du contrôle crédit, l'analyse de crédit.
- Le suivi des risques clients.
- Le recouvrement sur les en-cours les plus importants.
- La mise en place des développements informatiques nécessaires

Le candidat idéal, de formation supérieure (gestion ou école supérieure de commerce) aura une première expérience de la fonction crédit et recouvrement, de préférence en milieu industriel, ainsi que de bonnes connaissances d'anglais.
Une expérience de supervision d'une petite équipe serait un atout supplémentaire.
Nous vous offrons de larges perspectives de développement personnel.

Si cette opportunité vous intéresse, adressez votre candidature sous réf. ACM à Christian Revert
Service du Personnel - WANG FRANCE S.A. - 78/80, Avenue Galliéni, 93174 BAGNOLET CEDEX

Bleu

Marketing Financier

Dans le cadre de la Direction du Développement de notre groupe bancaire nous recherchons un

Responsable Secteur Epargne

De formation supérieure vous possédez
une expérience dans ce domaine et des connaissances
en marketing financier.
Vous serez chargé de :
• l'analyse globale et sectorielle du marché
• des relations avec l'administration et les Fédérations
• de l'élaboration des propositions d'actions ou d'orientation concernant les produits et services
• du suivi des produits

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous Réf. 338M à HENRY YVAN
C.N.C.M. 88-90 rue Cardinet 75017 PARIS

Crédit Mutuel

Curiculum

---

spécialiste banque

FIRME INTERNATIONALE D'AUDIT
recherche un SPECIALISTE BANQUE.

Diplômé d'Etudes Supérieures, ayant acquis environ 3 ans d'expérience avec, de préférence, 1 ou 2 ans dans un service inspection.

Il sera chargé de missions spécialisées dans le secteur bancaire, et contribuera au développement de nos méthodes d'intervention ; il pourra également, après formation, participer à des missions d'audit.

Adressez dossier de candidature : lettre manuscrite, C.V., photo (ret.) et prétentions sous *réf.* 10.395-M à I.C.A., 3 rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW-YORK PARIS

POUR ASSURER LE SUIVI ET L'ASSISTANCE TECHNIQUE D'IMPORTANTS SYSTÈMES INFORMATIQUES DISTRIBUÉS
Société banlieue Sud de Paris, recherche

INGÉNIEUR DIPLOMÉ GRANDES ÉCOLES

Quelques années d'expérience.

INGÉNIEUR INFORMATICIEN

Ayant expér. des protocoles de communications.
La connaissance des normalisations internationales sur les réseaux sera appréciée.

Postes à pourvoir rapidement.

Adresser C.V. et prétentions, nº 5.149, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1er.

IMPORTANTE ENTREPRISE PROCHE BANLIEUE SUD-OUEST DE PARIS

recherche

JEUNE CADRE DIPLOMÉ

(maîtrise de gestion ou ESC) ayant le niveau DECS.

Connaissances en informatique de gestion souhaitées.

Ecrire à RÉGIE-PRESSE sous nº 301 516 M
7, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

CCM SULZER

MANTES LA VILLE (Yvelines)
recherche son

JURISTE

Licence ou Maîtrise de Droit exigée.
Expérience de 5 ans dans l'Industrie nécessaire.
Anglais courant - Espagnol et/ou Allemand appréciés.
Placé sous l'autorité directe du Directeur Administratif et Financier, il aura notamment en charge :
- la mise au point et le suivi juridiques des offres et gros contrats à l'exportation en liaison avec les Directions Opérationnelles,
- les dossiers de contentieux,
- la gestion des polices d'assurances et des brevets.

Adresser candidature avec C.V. et prétentions à CCM SULZER - Service du Personnel - BP 1055 - 78202 MANTES LA JOLIE Cedex.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 296.10.65

COMPUTERLINE SOUTH EUROPE

Société spécialisée en logiciels de gestion de projets recherche :

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Il devra assurer les démonstrations et le suivi clientèle ainsi que la mise en place et l'animation du réseau de vente.

Intégré au sein d'une petite équipe, il participera activement au développement de la société.

Profil : écoles de commerce, MBA ou formation « terrain » grandes entreprises. Expérience indispensable en vente de logiciels ou matériels informatiques.

Merci d'envoyer votre C.V. à Computerline South Europe, 19, rue Yves-du-Manoir, 92420 VAUCRESSON.

INGENIERIE INFORMATIQUE
recherche
PARIS - PROVINCE ÉTRANGER

DES INGÉNIEURS EXPÉRIMENTÉS EN
- SOLAR
- INTEL 8086
- PLM 86
- MITRA
- UNIX
- CICS - TDS.

Tél. : 359-17-66.

ADMINISTRATION

recherche

INGÉNIEUR ANALYSTE

Dynamique, capable de prendre en main le suivi des projets à développer et en développement sur matériel BULL DPS 7 sous TDS, PAC, SOCRATE (connaissances souhaitées, mais pas indispensables).
Poste évoluant vers encadrement équipe analystes-programmeurs.
Formation complémentaire assurée.
Salaire annuel : 124.000 F.

Envoyer curriculum vitae et photo s/réf. 11.838 à
PIERRE LICHAU S.A.
B.P. 220, 75063 PARIS Cedex 02,
qui transmettra.

HEC, ESSEC, ESCP, IEP, DROIT...

L'audit et le conseil opérationnels constituent l'essentiel de notre activité et de notre compétence, l'esprit de challenge et de compétition, notre philosophie. Le développement très rapide de nos 10 bureaux en France et en Afrique est lié à la qualité de nos prestations et à notre vocation internationale. Ainsi en quelques années nous sommes entrés dans le peloton de tête des grands de l'audit. Votre formation supérieure et une première expérience d'environ 3 ans en cabinet vous confirment dans votre désir de faire carrière dans l'audit. Venez vous joindre à nous, la variété des dossiers, l'importance et l'expansion du cabinet sont à la mesure de vos ambitions. Les contacts quotidiens avec de bons professionnels vous permettront de vous développer.

Auditeurs Confirmés Paris

Merci d'adresser votre dossier à Gérard Pont (mandaté par PETITEAU SCACCHI et ASSOCIES) 15, rue du Louvre, 75001 Paris, chargé de cette recherche. Réf. 51108.

Curriculum


nervet pont conseil

SOCIETE DE SERVICES ET DE CONSEIL EN INFORMATIQUE

PARIS SUD

Filiale d'un important Groupe de Presse développe son Département

MARKETING DIRECT

et recherche

technico-commercial

DEBUTANT (E)

Dynamique et enthousiaste il assurera le dialogue entre Techniciens et Clients au sein d'une petite équipe informatique responsable d'opérations de Publicité Directe.

Diplômé de l'Enseignement Supérieur, il sera animé par le sens du service, un grand souci d'efficacité et des qualités de contact.

Son goût des responsabilités complété par notre politique de formation lui assurera une évolution rapide.

Les candidats intéressés envoient C.V., lettre manuscrite + photo, sous référence E 03 à Régine JUNQUE, 12, rue Avaulée, 92240 Malakoff.

IMPORTANTE SOCIETE DE SERVICES PETROLIERS OFFSHORE

recherche pour renforcer ses services d'études techniques

un ingénieur confirmé

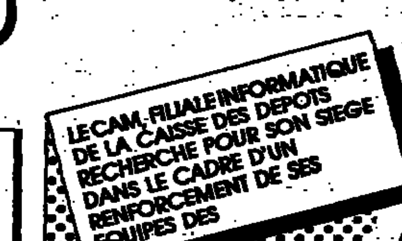
pour prendre en charge tous les problèmes scientifiques et techniques liés au BASIC DESIGN de supports flottants en particulier dans le domaine de l'architecture navale et des structures.

Ses responsabilités s'étendront des études préliminaires (conception des structures, calculs de mouvements, encrage, stabilité...) aux questions de réglementation en liaison avec des cabinets d'experts.

Profil souhaité : Ingénieur diplômé de l'E.N.S.T.A., expérience de plusieurs années soit dans une société pétrolière, soit dans un cabinet d'expertise de classe internationale. Excellente pratique de l'anglais, disponibilité pour les voyages. Rémunération attrayante pour un Ingénieur qualifié.

Le poste est à pourvoir à PARIS.

Adresser dossier de candidature à **TECHFOR** - Direction du Personnel 21, avenue Victor Hugo - 75116 PARIS.



LCT Laboratoire Central de Télécommunications

recherche

dans le cadre du développement de ses activités RADARS MILITAIRES

INGENIEUR grandes écoles

(ENSEM, ENST, ESE) ou DOCTORAT

ayant plusieurs années d'expérience pour études et réalisations de systèmes nouveaux de traitement de signal.

- très bon niveau mathématiques,
- expérience en circuits numériques et VLSI
- goût de l'analyse
- travail en équipe.

Anglais lu. Nationalité française exigée.

Merci d'adresser votre candidature (CV et prétentions) à LCT BP 40 - 78141 VELIZY VILLACOUBLAY Cedex

---

LE CENTRE NATIONAL DES CAISSES D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE

recherche pour sa **DIRECTION JURIDIQUE et FISCALE**

fiscaliste

Maîtrise de droit des affaires et DESS de fiscalité souhaités.

Il (ou elle) assistera le Chef du Département dans sa mission de conseil auprès des caisses d'épargne, en matière de fiscalité des produits, et dans l'analyse des problèmes spécifiques au réseau des caisses d'épargne et de prévoyance.

Il est demandé : • 2 à 3 ans d'expérience dans un cabinet d'expertise comptable ou de conseils juridiques et fiscaux • ou une expérience confirmée au sein de la Direction Générale des impôts (agents de catégorie A ou B).

Adresser C.V., photo et prétentions au CENCEP sous référence M 11

5, rue Masseran 75007 PARIS

Organisation et Publicité

LE CAM, FILIALE INFORMATIQUE DE LA CAISSE DES DEPOTS RECHERCHE POUR SON SIEGE DANS LE CADRE D'UN RENFORCEMENT DE SES EQUIPES DES

ANALYSTES CONFIRMES

(MIAGE + 2 ANS)

Ils participent à la conception et à la mise en oeuvre des projets informatiques dans les domaines bancaires et financiers.

Profil : Les candidats devront connaître impérativement IBM – CICS.

Une expérience sur les matériels SFENA et INTERTECHNIQUE serait appréciée.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions, sous réf. AC/M. au CAM, Direction du Personnel BP 16 - 94110 Arcueil.

CAM

« GRANDES MISSIONS, GRANDS MOYENS »

SOCIÉTÉ DE FABRICATION ARTICLES DE BUREAU

(mécanique petite et moyenne série)

leader dans son domaine

Paris Est - 290 personnes

recrute

Acheteur confirmé

méthodique et accrocheur, pour prise en main service approvisionnement et magasin.

Connaissance en usinage, découpage, protection des métaux, injection plastiques, électronique, sous-traitance.

Goût pour l'informatique.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 84994 M à BLEU Publicité 17, rue du Docteur Lebel 94307 VINCENNES CEDEX

Importante Société leader international dans le domaine de la Péri-Informatique recherche



Pour prendre en charge au niveau du Siège Social de la Société, l'ensemble des aspects de la fonction (C.E. - D.P. Formation - C.H.C.T. - Recrutement).

Nous souhaitons une personne de formation supérieure (sciences politiques, droit, école de commerce), reconnue pour son dynamisme et son sens du contact. Suivant votre réussite, de larges possibilités d'évolution sont offertes dans un groupe à vocation internationale. La connaissance de l'anglais est indispensable.

Ce poste est basé en proche Banlieue Parisienne.

Ecrivez à Média-System, sous réf. 3709, 104 rue Réaumur 75081 Paris Cédex 02, qui transmettra.

média-system

IMPORTANTE PMI DE FABRICATION ET DE COMMERCIALISATION D'ÉQUIPEMENTS AUTOMOBILES

(Région parisienne/Est)

recherche

RESPONSABLE SERVICE ACHATS

Formation supérieure.
Anglais impératif, italien souhaité.
Expérience de la fonction achats en mécanique et/ou électronique.
Importantes possibilités d'évolution.

CV à adresser à EUROSEPT ASSOCIÉS 9, rue Royale, 75008 PARIS



SOFTRONIC

Etudes et réalisations informatiques électroniques et techniques nouvelles

recherche, afin de répondre à sa forte expansion des personnes à tempérament COMBATIF:

Ingénieurs électroniciens

expérimentés

pour la réalisation de projets nécessitant une maîtrise des technologies rapides.

Ingénieurs informaticiens

expérimentés

dans l'un des domaines suivants. compilateurs, operating system temps réel, logiciel temps réel multitâches.

Connaiss. Gould SEL, VAX, 68000, 8086 appréciées.

Adresser C.V. et prétentions à M. BOSTYN, SOFTRONIC 29, rue de l'Adjudant Dericbourg 94550 Chevilly-Larue.

SOCIÉTÉ NATIONALE

(400 PERSONNES, 350 MILLIONS DE C.A.)

Nouvellement créée et en expension, Paris recherche

JEUNE ASSISTANT DE GESTION-AUDIT

Placé directement auprès du responsable financier et de gestion, il participera au contrôle du système en place et au développement des procédures à définir pour la mise en œuvre d'un plan d'informatisation sur 3 ans.

Le candidat devra posséder une formation adaptée sanctionnée par un diplôme de type : ESSEC, IAE, DECS, ESCAE... et une expérience significative des fonctions administratives et financières.

La connaissance des outils informatiques de gestion est indispensable.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., prétentions et photo à RÉGIE PRESSE, s/nº T 301.121 M, 7, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

---

abeille paix

Cie d'Assurances

recherche

PUPITREURS MVS

sur matériel IBM 3033 (MVS-JES 2-CICS-VTAM)

- Travail en 3 x 8
- 1 an d'expérience minimum
- Connaissance JCL-TSO souhaitée:

Envoyer CV, photo et prét. sous réf. P à Mme IMBERT
Direction du Personnel
GROUPE VICTOIRE
52, r. de la Victoire 75009 Paris

Société financière recherche pour contrats à durée déterminée d'environ 8 mois au sein de son service juridique et contentieux

RÉDACTEUR

Bon niveau juridique avec si possible expér. procédures recouvrement faillites + saisies immobilières. Libre de suite. Env. C.V. + photo et prét. s/réf. 1.093 à P. LICHAU S.A. BP 220 - 75063 Paris Cedex 02, qui transmettra.

SOPTEL

174, quai Jemmapes, Paris-10e

recherche

INGÉNIEUR-OPTICIEN

DE PRÉCISION

Tél. : 607-30-84, pour R.-V.

S.F.R.

recherche

1º) pour déplacements France

AUTOMATICIENS et INSTRUMENTISTES B.T. - B.T.S.

2º pour Chalon-sur-Saône

PROJETEURS III

pour diriger équipe Études contrôles et fabrication mécanique Connaiss. nucléaires souhaitées

Envoyer C.V. + photo à

S.F.R.

— 141, bd de Sébastopol 75002 Paris

— B.P. 94, Z.I. Sud 13694 MARTIGUES Cedex.

ENCYCLOPAEDIA UNIVERSALIS

Rech. Collaborateurs (trices) ambitieux et dynamiques, souhaitant s'intégrer à une équipe de vente (pas de porte-à-porte).

Si :

- vous avez min. 23 ans,
- le goût des contacts humains,
- un bon niveau de culture générale.

Votre candidature nous intéresse.

Tél. à M. MAYORKAS au 538-66-73.

VOLVO FRANCE S.A.

recherche
pour sa Division VEHICULES INDUSTRIELS

UN CONSEILLER DE GESTION ITINERANT

Jeune cadre de formation supérieure (ESSEC, EDHEC, SUP de CO, ISG, DAUPHINE...), 2 ou 3 années d'expérience, il aura pour mission de conseiller nos concessionnaires, d'assurer le suivi de leur gestion et de mettre en place leur tableau de bord.

Merci d'adresser C.V. détaillé, prétentions, photo, sous réf. VI 500 à la **Direction du Personnel 49, avenue d'Iéna - 75116 PARIS**

---

formation professionnelle formation professionnelle

FORMEZ-VOUS AU FUTUR AU



CENTRE INTERNATIONAL DE TRAITEMENT INFORMATIQUE

205.24.63 - 241.83.83

Résidence Le Belvédère

118 - 130 Av. Jean Jaurès — 75019 PARIS

Formation Professionnelle continue agréée C.P.E. aux techniques et emplois de :

- ANALYSTES PROGRAMMEURS Gestion ou Industrie
- PROGRAMMEURS - PUPITREURS
- SECRETARIAT EN TRAITEMENT DE TEXTE
- PREPARATION AU BTS

Cours du jour et du soir — sessions d'été

STAGE 3

INSTITUT D'INFORMATIQUE

forme

ANALYSTES-PROGRAMMEURS PROGRAMMEURS DE GESTION

Crédit étudiant 100% après acceptation du dossier.
Aide assurée à l'emploi.
Nombreux autres stages :
Initiation, langages BASIC ou COBOL.

26, rue Bergère Paris 9ème Mº Montmartre / R.E.R. Auber.

824.45.25 +



CEPA

APRÈS-MIDI
EXPOSÉS-DÉBATS
LA PROTECTION SOCIALE DES EXPATRIÉS
PARIS, MARDI 19 MARS 1985

Renseignements et inscriptions :

Centre d'éducation permanente de l'assurance

2, rue de la Chaussée-d'Antin 75009 PARIS - Tél. : (1) 824-96-12.

DEMANDEURS D'EMPLOIS CRÉATEURS D'ENTREPRISES PERSONNES EN CONGÉ INDIVIDUEL DE FORMATION

Niveau BAC + expérience professionnelle de 3 ans

I.U.T. SCEAUX

propose un stage de 1 an préparant un D.U.T. de gestion appliquée aux petites et moyennes organisations

PROGRAMME :

- Informatique - Gestion financière.
- Gestion et contrôle budgétaire.
- Mercatique - Logistique, etc.

Présélection sur dossier + tests
Renseignements : Tél. 660-19-77.

VERS L'EXPERTISE COMPTABLE

PRÉPARATION AU

D.E.C.S.

AUTRES FORMATIONS

INFORMATIQUE
MARKETING
DROIT

L'ECOLE CHEZ SOI
Enseignement technique privé à distance
1 rue Thénard - 75240 Paris Cedex 05

ecs info — 634.21.99

Assistance et Conseil International en Logiciel



Formation professionnelle

d'ANALYSTE PROGRAMMEUR

Opportunités de placement

Tél. 723.55.18 - 33, rue de Bassano 75008 PARIS
Métro Etoile - George V

Les Ecoles d'Architecture de **CLERMONT-FERRAND** et de **LYON** ouvrent, à compter du 1er mars 1985, un enseignement de 3e cycle sur le thème « **ARCHITECTURE ET SCÉNOLOGIE** ».

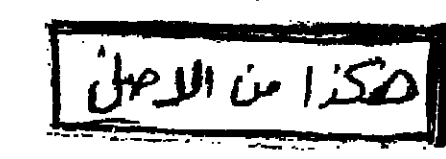
Conditions : détenteurs du diplôme d'architecte DPLG, DESA, ENSAIS, diplôme national des beaux arts, des arts décoratifs, de diplômes étrangers équivalents.

Durée : 4 semestres.

Diplôme décerné : Certificat d'Etudes Approfondies en ARCHITECTURE.

S'adresser : Ecole d'Architecture de Clermont-Ferrand, 71, boulevard Côte-Blatin, 63000 CLERMONT-FERRAND. TÉL. : (73) 93-18-55.

Date limite d'inscription : 15 février 1985.



OFFRES D'EMPLOIS

SIETAM

IMPORTANTE SOCIETE SUD DE PARIS recherche

INGENIEURS
DEBUTANTS ou D'EXPERIENCE
réf. 1317

génie électrique ou génie mécanique pour mise au point d'installations d'équipements automatisés.

CONDUCTEURS DE TRAVAUX
réf. 1318

en électricité industrielle, ayant au moins 5 ans d'expérience en préparation, suivi et mise en route de chantiers d'électricité industrielle B.T., sens du commandement nécessaire.

Pour ces postes : déplacements France et étranger, anglais souhaité.

Adresser C.V. et prétentions sous la référence choisie à :
SIETAM - Service Montage
42 / 48, avenue du Président Kennedy
91170 VIRY-CHATILLON.

OFFRES D'EMPLOIS

ORGANISME DE FORMATION en pleine expansion recrute

RESPONSABLE DES STAGES

Il sera chargé d'assurer la mise en place et le bon fonctionnement des stages (contacts intervenants, planning, matériel...)

2 FORMATEURS PERMANENTS

– Informatique-bureautique.
– Economie-gestion.

FORMATEURS CONSULTANTS

– Techniques de vente.
– Secrétariat-classement.
– Relations humaines.

Les formateurs assureront dans leurs domaines respectifs la conception et l'animation de stages.

ATTACHÉ COMMERCIAL

Il devra faire preuve d'une expérience réussie dans la vente de services.

Adresser C.V. sous réf. 377 à IRCOM - 50, rue Gérard, 75013 PARIS, qui transmettra.

Sté d'Expertise comptable et Commissariat aux comptes recherche

ASSISTANTS
CONFIRMÉS OU
STAGIAIRES

Expérience cabinet souhaitée. Écrire avec C.V. et prétentions, SODIP, 60, r. du Rendez-Vous, 75012 PARIS.

Sté informatique leader dans la distribution de micro-ordinateurs « clés en main » recherche

ASSISTANTS-TECHNICO-CCIAUX H.F.

Ambitieux et motivés pour installer des micro-ordinateurs en entreprise.
Déplacements en province.
Formation supérieure gestion.
Connaissance micro-informatique appréciée.

Ecr. avec C.V. à CEGI, 16, imp. Compoint, 75017 PARIS.

INGÉNIEURS
Electroniciens Chefs projets
EXPÉR. ÉTUDES LABO

INGÉNIEURS
Electronic. responsables production équipements scientifiques. Expér. Laser-optique. Env. C.V. à AMP, nº 4.476/F, 40, rue Olivier-de-Serres, Paris-15e, qui transmettra.

CIBLE recherche d'URGENCE

ANALYSTES PROGRAMMEURS

Référence AP 5
- I.U.T. + 3 ans expérience :
  - 1° T.P. + BATCH ;
  - 2° transactions IMS ;
  - 3° maintenance + évolution système.
- Ces postes (réf. AE5 et AP5) sont à pourvoir dans un environnement gros systèmes IBM ou MVS.
- Connaissance indispensable de PL 1 - DL 1 - IMS/DB-DC et TSO.
- Expérience minimum de 3 ans dans la fonction.

720-82-66

23, rue Vernet, 75008 Paris.

Le Monde
Emplois Cadres
L'HEBDOMADAIRE NATIONAL ET INTERNATIONAL DES OFFRES D'EMPLOIS
CHAQUE MERCREDI PRIX : 6 F

CHAQUE MERCREDI LE PANORAMA DES OFFRES D'EMPLOIS CADRES

Chaque mercredi, « Emplois Cadres » publie une sélection des offres d'emplois destinées aux cadres, parues la semaine écoulée dans *le Monde*, plus une sélection d'annonces du *Herald Tribune*.

Un document de synthèse indispensable aux cadres qui voyagent et aux entreprises nationales ou internationales qui les recrutent.

En vente chez les marchands de journaux : 6 F

BON DE COMMANDE « Emplois Cadres » numéro :

Nom ____________ Prénom ____________

Adresse ____________

Code postal ____________ Ville ____________

Nombre d'exemplaires ____________ x 7 F (frais de port inclus) ____________

Commande à faire parvenir avec votre règlement au Monde, Service de la vente au numéro
5, rue des Italiens 75427 PARIS CEDEX 09

Votre commande vous parviendra dans les plus brefs délais

capitaux propositions commerciales

Recherche PARTENAIRES pour la production d'avions légers à forte opportunité.
Ecrire sous nº 976 HM HAVAS, 12, rue W.-Churchill, 57046 METZ Cedex 1 qui transmettra.

secrétaires

AVOCAT AFFAIRES, rech.

SECRÉTAIRE

confirmée Bac G.1 ou BTS notions juridiques, envoyer C.V. Photo, prétentions M. G. ABOUKRAT, 6, av. Raymond-Poincaré –727-32-32.

traduction demande

Traductions techniques, angl., franç., allem., par traductrice expérimentée. Tél : 341-35-56.

propositions diverses

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés à toutes et à tous avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur notre revue spécialisée FRANCE CARRIÈRES (C 16) B.P. 402 – 09 PARIS.

Les possibilités d'emplois à l'ÉTRANGER sont nombreuses et variées. Demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM) B.P. 291 – 09 PARIS.

travail à domicile

Tous travaux de traitement de texte dactylographié. Tél. : 461-14-22.

Tous travaux de traitement de texte dactylographie. Téléphone : 461-14-22.

DEMANDES D'EMPLOIS

CADRE FINANCIER

40 ANS, FORMATION EXPERTISE COMPTABLE

Expérience dans importantes Sociétés Multinationales. Ayant occupé fonctions de responsabilité en France et à l'étranger en milieu d'Audit et industriel. Parfaitement trilingue, anglais, arabe.

Réalisation : Mise en place système de gestion anglo-saxon, trésorerie internationale ; couverture de change et financement

Souhaite trouver un poste de responsabilité dans un groupe dynamique

Ecrire sous nº 301.126 M, RÉGIE-PRESSE
7, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

MESSAGE AUX ENTREPRISES ET AUX DIRECTEURS DE L'INFORMATION

Mes compétences peuvent répondre à votre besoin PRATICIEN DE L'INFORMATION interne et externe en entreprises rompu aux relations en milieu industriel, j'ai dix-huit années d'expérience dans des fonctions multiples de communication

Si vous envisagez de recruter, sur Paris, un PROFESSIONNEL confirmé, vous pouvez me contacter en écrivant sous nº 1.940, *le Monde* Pub. service ANNONCES CLASSÉES
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

VOUS VOULEZ UNE ORGANISATION RATIONNELLE DE VOS SERVICES INTERNES ?

JE vous apporte mon expérience de plusieurs années dans une PME pour assurer l'organisation fonctionnelle des services généraux, la gestion et le suivi des budgets, la responsabilité de la Sécurité et de l'Hygiène.
Vous pouvez me joindre entre 16 h et 19 h au

236-90-28.

INFORMATICIEN
Homme 45 ans
16 ans chez constructeur mini-informatique
sérieuses références
cherche emploi technico-commercial ou responsable produit
M. Michel Bertrand
28, bd du Grand-Ru
95590 - Presles
Tél. : 034-21-24

Licenciée droit privé, 1 an contentieux assurances, 17 ans administration centrale, stage gestion d'entreprises, stage agricole, ch. emploi contentieux ou administratif importante société. Tél. : 321-88-15.

Cadre H. 55 ans, technico-commercial, introduit dans second œuvre bâtiment. Ecrire MÉNAND, 22, rue Norvins, 75018 Paris.

Prof. certifié STÉ + DECS + INTEC disposant de quelques heures par semaine. Etud. ttes propositions. Tél. : 029-47-84.

FOREUR
SPÉCIALISTE FORAGE PUITS D'EAU, parlant franç., anglais, allem., néerlandais cherche emploi AFRIQUE ou AILLEURS, 19 ans expér. Afrique. Ecr. s/nº 8.929 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. 21 ans, dessinatrice arts graphiques, ch. emploi créatif et motivant. Ecr. s/nº 6.707 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. 30 a., énergique et disponible, 7 a. d'expér. dans hebdo. bi-mensuel et agence cherche poste assistante de publicité. Ecr. s/nº 6.708 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Juriste International (39 ans) SPÉCIALISTE contrats internationaux avec les pays du Proche-Orient, 16 ans d'expérience, français, anglais, arabe. Goût des contacts; libre de voyager. Tél. : 050-35-29.

J.F. 25 a., DEA droit privé, exp. CONTENTIEUX COFACE, recherche POSTE DE JURISTE. Etud. ttes prop. Ecr. LÉGER, 14, r. d'Alleray, 75015 PARIS.

J.F. 3 ans expérience

DACTYLO

recherche poste travaux secrétariat divers

PRÉFÉRENCE SECTEURS ÉCONOMIQUE OU JURIDIQUE

Salaire actuel 5.500 × 13
Libre de suite

Téléphone : 541-17-77.

Etudiante Sciences Po, section ECOFI, cherche stage permettant un travail effectif. Mois juin, juillet, éventuellement août. Téléphone : 589-35-35.

J.F. 36 ans, spécialiste des techniques de communication : analyse transactionnelle, conduite de réunion, dynamique de groupe, rech. ANIMATIONS DE STAGE EN ENTREPRISE (vaccation ou permanente). Tél. : 527-69-01.

J.H. 25 ans, souhaite trouver emploi et formation en librairie, domaines appréciés : psychologie, médecine, sciences humaines, écologie... Etudie toutes propositions. Contacter Joël Gominet, 903-15-65.

Cadre administratif et financier, 9 ans d'exp. professionnelle dont 7 en Afrique, Moyen-Orient. Comptabilité générale, budget, trésorerie, etc. recherche poste similaire France/étranger.
Ecrire sous le nº T 069.631 M RÉGIE-PRESSE
7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

J.F. 26 ans, maît. angl., lic. esp., conn. gest. et informat., expér. enseign. et format. adultes, dynamique, excel. présentation, sans respons., gde aisance de contacts ts niv., libre de suite, voiture, étudierait toutes propositions sérieuses. Tél. (40) 73-81-86.

DIRECTEUR EXPORT
20 ans expérience plurisectoriel, sur les cinq continents, très pointu s/les marchés Asie S.-E. S'adresse à ttes entreprises dynamiques, désireuses de créer ou de développer leurs services ou départements exportation. Ecr. s/nº 8 942 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

H. 50 ans CHAUFFEUR DE DIRECTION tr. bonnes références, rech. poste ambassade, ministère, société ou parti. Etudierait ttes propositions. T. 17 h 30/ 21 h 720-60-66.

J. F. 38 ans, secrétaire, sténodactylo, aimant contact et chiffres. Connaissance terminal informatique, cherche poste stable Paris. Tél. : 082-05-47.

CADRE LOGISTIQUE
Achat, stocks, entrepôt, animat. réseaux, production, distribut., fortes capacités conceptuelles, 17 a. prat. et 6 a. consultant. Rech. resp. ou direction. Anglais courant, disp. Ecr. s/nº 8.944 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

POUR VOTRE P.M.E.
Hme 42 ans, Universit. trilingue, gde exp. P.M.E., 50 à 200 personnes, gest., organisation et développ. jurid., social, personnel, sens relations sociales. IMPORT-EXPORT. Ecr. s/nº 6.719 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

L'immobilier

appartements ventes

1er arrdt

Prox. Pl. Victoires. 703-32-44.
100 m² ASC. TERRASSE.

5e arrdt

NEUF JARDIN PLANTES
1 et 3 RUE POLIVEAU CONSTRUCTION GD LUXE. Livraison immédiate. Reste 2 appts de 4 et 5 PCES + un DUPLEX, 6e et 7e étg. 5 p. avec 158 m² de TERRASSE. Vis. témoin ts jours 14-19 h sauf mercredi et dimanche.

6e arrdt

SEINE/BONAPARTE
dupl. 100 m² 6 p., 703-32-44.

12e arrdt

A vendre 12e arrdt NATION appartement 2 p. cuisine. Tél. 491-84-35 le matin.

15e arrdt

Mº BOUCICAULT, étage élevé, charm. 3 p. 720.000 F. 633-29-17 - 577-38-38.

18e arrdt

MAIRIE DU 18e
Dans imm. neuf standing (habitable de suite)
STUDIOS, 2 P. avec Park.
Possib. PRÊTS CONVENTIONNÉS. S/place : mardi, jeudi, samedi (14-19 h), 53, r. du Simplon. 258-44-96 ou CECOGI S.A. (1) 575-62-78.

19e arrdt

PARCS CHAUMONT VILLETTE 3 pces, récent, face plan d'eau, tout confort, park. 580.000 F.

3 pièces, récent, sur jardin, tout cft, park. 490.000 F. SOGEPAR, 208-08-14.

93 Seine-Saint-Denis

A vendre Saint-Denis résidence F 3, proche commerces et métro, porte blindée. 10 m² de balcon carrelé. Prix : 380.000 F à débattre. Téléphoner le soir ou week-end : 822-35-24.

94 Val-de-Marne

PRÈS BOIS VINCENNES
Mº Charenton-Ecoles, 115 m², gd séj., 58 m², 2 ch., pièce en mezz. duplex original, ptres, ds petit hôt. part. 1.095.000. MAS IMMOBILIER. 345-88-53.

Province

PORT-GRIMAUD T4 VUE PORT + anneau bât. Px 850 000 F. Téléphone : (91) 37-05-21.

appartements achats

JE RECHERCHE
à Paris appts agréables POUR ACHETEURS SÉRIEUX. SERGE KAYSER (1) 329-60-60.

AGENCE DE L'ÉTOILE
Recherche appts de BON STANDING PR CLIENTÈLE FRANÇAISE/ÉTRANGÈRE.
Mme de DIESBACH 380-26-08.

Recherche 1 à 3 pièces PARIS préfère rive gauche, avec ou sans travaux. PAIE COMPTANT chez notaire. Tél. : 873-20-67 même le soir.

ACHÈTE STUDIO ou 2 P.
Même à rénover Paris ou ptes. Tél. : 252-01-82 même le soir.

AGENCE LITTRE
Rech. pour clientèle française et étrangère Apparts et Hôtels part. dans quartier résidentiel. paiement compt chez notaire. Tél. : 544-44-45.

Part. achète appt Paris 70 m² environ, 3 pces, calme, avec asc., avec ou sans travaux. Ecr. s/nº 6.726 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

propriétés

ENTRE NIMES et PONT-DU-GARD demeure du XVIIIe siècle. Très belle construction de pierre ayant gardé toute son authenticité. 10 PIÈCES 300 m² HABITABLES. Expos. plein sud, petit parc bien planté et plein de charme. Cab. Jacques DIDIER, 20, bd Gambetta, NIMES, (66) 67-53-37.

PROX. LE HAVRE, 15 mn. centre-ville. A vendre belle maison 3 niv. sur s.-s (280 m²). Terrain 3 000 m², garage. Située dans petit bourg calme, aménagement confortable, chff. économ., pompe chaleur, isolat. therm., réfect. poss. tennis, accès facile entreprises estuaire. Prix 950.000 F. T. apr. 20 h (35) 20-14-80 ; 8 h à 20 h (35) 48-64-29.

SUD DEUX-SÈVRES
Part. achète maison campagne. M. AUBIN, 81, rue De Chézy, 92200 Neuilly. (1) 723-54-06.

20' PARIS, TORCY. Vieux village, belle ppté 1970, 230 m² habit., jard. Except. 825.000 F. MAS IMMOBILIER, 345-88-53.

châteaux

10 KM AGEN (accès autoroute)
CHATEAU DE BEAUJARDIN (XIXe s.), 500 m² à restaur. BEAUCOUP DE CHARME 3 ha de parc ombragé + maison de gardiens URGENT. 550.000 F. J.-P. DIVOUX, 7, av. Tessigny, 57000 METZ. Téléphone : (16-8) 766-29-15.

locations non meublées offres

Paris

A LOUER
NOMBREUSES LOCATIONS DISPONIBLES
HESTIA - 296-58-46
91, r. de Richelieu, Paris-2e.

LOCATION DISPONIBLE
entre particuliers Paris-banlieue
707-22-05
CENTRALE DES PROPRIÉTAIRES ET LOCATAIRES 43, r. Claude-Bernard, PARIS-5e. Métro CENSIER.

Location vide P. CHAUMONT, 4 pièces, 78 m², récent, tout confort, bon état. 3.900 F ch. comprises. 208-08-14.

Région parisienne

BOUGIVAL
5 P. 5.849 F + 899 F. Ch. surface 115 m², libre le 1er mars 1985. Tél. : 776-41-60, p. 8.

MEUDON
5 P. 4.016 F + 1.503 F ch. surface 102.01 m², libre de suite. 776-41-60, poste 8.

BOUGIVAL
4 P., loyer 4.886 F + 575 F. Ch., 93,19 m², libre de suite. Tél. 776-41-60, poste 8.

locations non meublées demandes

Paris

Pour cadre supérieur et personnel IMPORTANTE STÉ FRANÇAISE PÉTROLES, rech. en permanence Appts ttes catég., studios, villas. LOYER ÉLEVÉ ACCEPTÉ PARIS. BANL. 503-37-00.

Région parisienne

Etude cherche pour CADRES villas ttes banl., loyer garanti. T. (1) 889-89-66, 283-57-02.

locations meublées demandes

Paris

EMBASSY-SERVICE
8, av. Messine, 75008 PARIS APPARTEMENTS STDG UNIQUEMENT.
TÉL. : 562-78-99.

SERVICE AMBASSADE pour cadres mutés Paris recherche du STUDIO au 5 pièces. LOYERS GARANTIS par Stés ou Ambassades, 285-11-06.

bureaux

Locations

PARIS-ÉTOILE
BUREAUX
MEUBLES
Secrétariat, Télex.
TÉLÉPHONE : (1) 727-15-59.

DOMICILIATION 16e CHAMPS-ÉLYSÉES
ou AVENUE VICTOR-HUGO 150 F A 340 F PAR MOIS. SECRÉTARIAT, TÉL., TÉLEX.
CIDES 500-64-32.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
S.A.R.L. – R.C. – R.M. Constitution de Sociétés *Démarches et tous services* Permanences téléphoniques.
TÉL. : 355-17-50.

VOTRE ANTENNE A PARIS Bureau ou domiciliation Business Buro (1) 346-00-55.

VOTRE SIÈGE A PARIS-17e domiciliation RM, RC, SARL, constitution Sté, 763-47-14.

PARIS-ÉTOILE
BUREAUX
MEUBLÉS
Secrétariat, télex.
Téléphone : (1) 727-15-59.

fonds de commerce

Ventes

PAR./PART. VEND KIOSQUE A JOURNAUX. Plein centre Aix-en-Provence, gros chiffre (16-90) 79-25-51.

immobilier information

Pour vendre maison, appt, ppté, terrain, commerce sur toute la France INDICATEUR FRANCE, fondé en 1876, 5, rue Greffulhe, 75008 PARIS. Téléphone : (16-1) 266-46-40.

pavillons

BONDY CENTRE résidentiel, calme, AFFAIRE EXCEPTIONNELLE en meulière, sur 520 m² terrain, 9 p., 200 m² habitables. Vente cause succession, 900 000, 826-88-46.

économie

REPÈRES

Dollar : ferme à 9,93 F

Sur des marchés des changes assez calmes, le dollar s'est montré ferme, passant de 9,90 F à la veille du week-end à 9,93 F lundi 11 février, et de 3,2425 DM à 3,2535 DM. Livre sterling et yen japonais sont restés stables contre le dollar, ce qui a fait monter le yen, à Paris, à 3,81 F pour 100 yens.

Céréales : 40 milliards de francs d'exportations

En 1984, la France a exporté pour 40 milliards de francs de céréales, soit 29 % de la valeur des exportations agro-alimentaires et 4,9 % des exportations totales. Par rapport à 1983, ces ventes progressent de 7,5 % en volume et de 19 % en valeur. Le solde net du commerce céréalier s'élève à 33 milliards de francs.

Pétrole : l'Iran baisse ses prix

L'Iran, qui s'était opposé, lors de la dernière conférence de l'OPEP, à la baisse des prix décidée par l'organisation, a, néanmoins, adapté ses tarifs à la nouvelle grille de prix. Le tarif du brut léger iranien a été réduit de 1,05 dollar à 28,05 dollars par baril, celui du brut lourd baisse de 0,20 dollar à 27,35 dollars. Ces nouveaux prix semblent encore trop élevés pour les clients de l'Iran, compte tenu des coûts élevés de l'assurance et du transport pour les navires chargeant au terminal de Kharg, dans le nord du Golfe, soumis à des attaques irakiennes.

ÉNERGIE

Une société néerlandaise va contrôler les ventes et les prix du pétrole de l'OPEP

De notre correspondant

Amsterdam. — Une même société d'expertise néerlandaise aura désormais à sa disposition des informations secrètes provenant à la fois de l'OPEP et des compagnies pétrolières européennes. Fin janvier, la société Klynveld Kraayenhof & Cie (KKC), dont le siège social se trouve à Amsterdam, s'est vu confier par les treize pays membres de l'OPEP une mission visant à vérifier que chacun respecte les engagements concernant la production de pétrole, les ventes et les prix.

Huit jours auparavant, KKC avait été chargée par la Commission européenne d'échafauder un système permettant d'avoir un aperçu plus rapide que dans le passé des stocks de pétrole stratégiques (équivalant à la consommation de trois mois) dans les dix pays membres de la CEE.

KKC est également chargée de vérifier les comptes de quarante-six des cent cinquante entreprises néerlandaises les plus importantes, dont Philips, Keineken et AKZO et a fini par adopter le rôle de principal conseiller financier du secteur privé aux Pays-Bas.

Un porte-parole de KKC a affirmé la semaine dernière à Amsterdam que, bien entendu, les commanditaires n'avaient pas à craindre un conflit entre intérêts opposés. *« La structure de KKC est telle, comme d'ailleurs celle de nos confrères, que l'amalgame entre les informations de nos clients est totalement exclu »*, nous a déclaré le porte-parole de KKC, M. A. Van Thiel. Il a admis cependant que les représentants de l'OPEP avaient *« quelque peu fait le moue »* en apprenant que KKC contrôlait également les livres du géant pétrolier Shell.

Le PDG de KKC, M. Jean-Antoine Steenmeijer, a estimé que la mission « prestigieuse » confiée par l'OPEP était d'une valeur de 1 à 3 millions de dollars. Afin de mener à bien les contrôles dans les treize pays concernés, KKC fera appel notamment au concours des huit sociétés d'expertise comptable internationales avec lesquelles, en 1979, elle avait fondé le groupe Klynveld Main Goerdeler (KMG). Aux Pays-Bas, KKC emploie environ deux mille personnes. KMG en emploie vingt-sept mille dans quelque quatre cents bureaux à travers le monde.

KKC s'est, depuis le début du mois, attelé à la tâche de mettre sur pied un système de contrôle pour la production de pétrole, son transport, et ses prix dans les treize pays membres de l'OPEP. Ceux-ci seront ensuite invités à appliquer ce système sous la surveillance d'experts de KKC, après quoi le siège social à Amsterdam contrôlera les informations sur une base mensuelle.

RENE TEER STEEGE.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép. −		Rep. + ou dép. −		Rep. + ou dép. −	
$ E.-U.	9,9200	9,9220	+ 135	+ 145	+ 260	+ 285	+ 560	+ 660
$ can.	7,4113	7,4183	+ 23	+ 42	+ 39	+ 74	− 13	+ 77
Yen (100)	3,8095	3,8118	+ 122	+ 134	+ 257	+ 275	+ 801	+ 848
DM	3,0509	3,0525	+ 101	+ 109	+ 216	+ 229	+ 595	+ 636
Florin	2,6957	2,6969	+ 73	+ 78	+ 158	+ 169	+ 446	+ 482
F.B. (100)	15,2217	15,2283	− 26	+ 12	− 45	+ 40	− 214	+ 31
F.S.	3,5712	3,5732	+ 138	+ 149	+ 296	+ 313	+ 840	+ 891
L (1 000)	4,9612	4,9635	− 149	− 132	− 328	− 298	−1 008	− 925
£	10,9735	10,9856	− 357	− 326	− 627	− 550	−1 326	−1 137

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	8 3/8	8 1/2	8 5/8	8 3/4	8 7/8	9	9 5/16	9 7/16
DM	5 7/8	6 1/8	6 1/16	6 3/16	6 1/8	6 1/4	6 1/2	6 5/8
Florin	6 1/4	6 1/2	6 13/16	6 15/16	6 7/8	7	7 1/16	7 3/16
F.B. (100)	10	10 3/4	10 3/8	10 7/8	10 11/16	11	10 13/16	11 1/8
F.S.	1 1/4	1 1/2	5 5/16	5 7/16	5 3/8	5 1/2	5 9/16	5 11/16
L (1 000)	14	15	14	14 3/8	14 1/4	14 5/8	14 3/4	15
£	13 7/8	14 1/8	14 1/4	14 3/8	13 13/16	13 15/16	12 7/8	13 1/8
F. franç.	10 3/8	10 5/8	10 3/8	10 5/8	10 9/16	10 13/16	11 1/8	11 3/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

SOCIAL

SELON UN RAPPORT DU COMMISSARIAT GÉNÉRAL AU PLAN

La formation ne doit plus être considérée comme une dépense sociale mais comme un investissement

Pour tenter de préciser dans quelle mesure la formation professionnelle pourrait être un facteur d'aide à l'emploi, M. Michel Delebarre, ministre du travail, avait confié une double mission au Commissariat général du Plan, chargé d'étudier les mesures susceptibles de permettre le développement de la formation professionnelle dans les entreprises et de définir une action spécifique pour les OS.

Le premier rapport formule un certain nombre de propositions qui ne conduisent pas à la *« solution miracle »* mais visent, de façon réaliste, à accélérer un *« rythme pas assez rapide »*. Observant que l'obligation légale de consacrer 1,1 % de la masse salariale à la formation a eu pour résultats de transformer en « dépense sociale » ce qui devrait être considéré comme un investissement pour l'entreprise et ses salariés, les auteurs du rapport se sont refusés à préconiser un cadre plus contraignant et ont recherché des moyens incitatifs, par définition moins spectaculaires, si l'on excepte d'éventuelles dispositions fiscales. Pour cet objectif, trois séries de suggestions sont avancées pour créer un environnement favorable, favoriser la prise de conscience des partenaires sociaux et augmenter les incitations financières.

Reconnaissant implicitement que le cadre réglementaire est trop strict, malgré les aménagements apportés par la loi de 1984 présentée par M. Marcel Rigout (1), les auteurs du rapport suggèrent une *« simplification drastique »* des textes. Ils demandent également que soient mieux pris en compte les acquis professionnels par l'instauration de « modules de formation », recommandent une *« modernisation de l'offre de formation »*, trop souvent présentée *« sur catalogue »*, et imaginent un accueil des salariés des PME dans les centres de formation des grandes entreprises.

Pour sensibiliser les responsables, qu'ils soient employeurs ou syndicalistes, il est proposé de promouvoir un dialogue social afin que les objectifs de formation soient définis en commun, avec l'aide des formateurs et éventuellement des conseils en formation, mais, surtout, d'insérer cette formation dans le processus de modernisation de l'entreprise. Non seulement les procédures devraient être aménagées, mais on pourrait aussi envisager que les aides de l'État à la modernisation industrielle soient articulées avec des aides à la formation grâce à des contrats.

Pour des mesures fiscales

Quant aux moyens financiers, il est soulignée qur l'État ne peut en aucune manière se substituer aux entreprises, mais que, en revanche, il pourrait mettre en œuvre des mesures fiscales telles que le crédit d'impôt, ou encore des exonérations des charges sociales pendant la durée du IX[e] Plan. Là aussi, ces dispositions pourraient être conditionnées par la conclusion d'accords contractuels engageant les différents partenaires.

Globalement, ces propositions visent à corriger l'usage qui est actuellement fait de la formation. L'obligation légale de consacrer au minimum 1,1 % de la masse salariale à des actions de formation a eu des effets pervers, constate-t-on, et amène à voir les imperfections de ce critère d'appréciation. Pour aboutir à une véritable utilisation de la formation pour le développement économique, il faudrait, au contraire, estiment les rapporteurs, que *« le processus de requalification »* entraîne un *« triplement de l'effort »*. Cela implique une nouvelle conception et même *« un bond en avant »* de la part des entreprises, alors que, malgré l'adoption d'un programme prioritaire d'exécution (PPE) dans le cadre du IX[e] Plan, on assiste aujourd'hui à *« un retard en financement et en stagiaires »*. L'État lui-même, qui pourrait donner l'élan, ne peut s'engager davantage en cette période de difficultés. Il consacre en effet l'essentiel de ses efforts à des actions *« défensives »* en direction des jeunes ou des chômeurs, ce qui l'empêche de privilégier les nécessaires actions *« préventives »*.

Le rapport, qui souligne l'urgence des mesures à prendre et la nécessité d'un développement de la formation, tire également argument de l'analyse mitigée, que fait le Commissariat général du Plan de la situation actuelle : 77 % des entreprises consacrent moins de 2 % de leur masse salariale à la formation, et les PME y ont moins recours que les grandes entreprises puisque celles qui emploient plus de deux mille salariés dépensent, en moyenne, 3,21 %. Selon les secteurs d'activité, l'intérêt pour la formation se révèle plus ou moins fort. Plus gravement encore, il est établi que la tendance, du fait de la crise, est plutôt à la diminution ou à la stagnation des budgets. 16 milliards de francs ont été utilisés pour la formation en 1983 avec des stages dont la durée, établie à cinquante heures en moyenne, tend à diminuer pour toucher environ deux millions de salariés sur les dix millions employés dans cent vingt mille entreprises.

Ce *« mauvais réflexe »* se double aussi d'une répartition inégalitaire puisque, *« de 1972 à 1980, en moyenne, un cadre sur trois, un technicien ou agent de maîtrise sur quatre, un ouvrier ou employé qualifié sur six »* ont bénéficié annuellement d'un stage, pour un OS ou un employé non qualifié sur douze.

Au moment où l'accent est mis, avec raison, sur le rôle stratégique de la formation professionnelle, un tel bilan justifiait que des recherces soient entreprises pour trouver des remèdes. C'est ce à quoi répond le rapport, en prenant bien garde d'indiquer que le retard enregistré ne pourra être aisément comblé.

ALAIN LEBAUBE.

(1) C'est la loi de 1971 qui a institué la formation professionnelle continue et permanente pour laquelle obligation était faite à l'entreprise de consacrer un taux minimum de la masse salariale, actuellement fixé à 1,1 %. En février 1984, cette loi était améliorée et, notamment, son bénéfice était étendu aux entreprises de moins de dix salariés.

TRANSPORTS

Fin de la grève des marins CGT de l'armement naval SNCF

Les marins CGT de l'armement naval SNCF ont mis fin à leur grève samedi 9 février, et les rotations des car-ferries sur la Manche ont repris normalement à Calais et à Dieppe. Le travail avait déjà repris jeudi à Boulogne-sur-Mer et vendredi à Dunkerque.

Les marins CGT entendaient protester, par leur mouvement déclenché le 1[er] février, contre un nouveau système de rotation des équipages — modifiant les rythmes de travail et de congés — mis en place par la direction de la Sealink (dont fait partie la SNCF), et accepté par la CFDT et le collège des officiers.

« Nous espérons rencontrer des hommes de dialogue au sein de la SNCF dans les jours prochains, mais, si on continue à nous imposer un diktat, nous sommes prêts à employer tous les moyens, y compris le blocus du port, comme nous l'avons déjà fait », a déclaré M. Dominique Savina, secrétaire général des marins CGT de Dunkerque.

● **Quatre cargos britanniques pour Cuba.** — Les chantiers navals British Shipbuilders viennent de signer un contrat de 32 millions de livres (350 millions de francs) pour la construction, en quatre exemplaires, d'un nouveau navire de 15 000 tonneaux. Ces cargos de 137 mètres de long seront construits aux chantiers Smith de Middlesborough (au nord-est de l'Angleterre).

CONJONCTURE

Baisse des ventes du commerce de détail en 1984

Le commerce de détail est désormais touché par le tassement du revenu des Français. Les résultats de novembre 1984 des indices mensuels de chiffre d'affaires publiés par l'INSEE en apportent la confirmation. De novembre 1983 à novembre 1984, le chiffre d'affaires de l'ensemble du commerce de détail (indice corrigé des variations saisonnières) n'a progressé que de 1,1 %, ce qui correspond à une baisse du volume des ventes de 5,2 %. Le commerce de détail alimentaire, avec une augmentation du chiffre d'affaires de 2,9 % et une baisse du volume des ventes de 3,9 %, est moins touché que le secteur non alimentaire, qui, en valeur, perd 0,2 %, et, en volume 6,5 %. Ces évolutions, qui ne constituent pas un bilan annuel, mais la photographie au mois de novembre, sont cependant révélatrices d'une tendance, sur fond de hausse des prix de 6,9 % (novembre 1983 à novembre 1984).

Pourtant, branche par branche, certains tirent mieux leur épingle du jeu que d'autres, beaucoup plus touchés que la moyenne générale ne le laisse supposer. Ainsi, dans le commerce non alimentaire, l'indice des entreprises de vente par correspondance augmente de 1,4 % en volume (9,5 % en valeur). Si la bonne tenue des *« fleuristes, grainetiers »* (+ 1,4 % en volume, + 6,4 % en valeur) peut, à la rigueur, s'expliquer par la Toussaint et les plantations d'automne, celle de la *« parfumerie et produits de beauté »* (+ 0,2 % en volume, + 6,4 % en valeur) est plus surprenante. Dans le commerce de détail non alimentaire, ce sont le textile, l'habillement, la chaussure qui souffrent le plus (respectivement − 2 % en volume, − 10,4 % en valeur).

Enfin, les grands magasins (non alimentaires) et les magasins populaires (grandes surfaces alimentaires appartenant souvent aux même groupes) se trouvent sur la même pente descendante (− 8,1 % en volume pour les premiers, − 6,6 % pour les seconds), mais on peut se demander si, dans ce cas particulier, la conjoncture ne joue pas seulement un rôle accélérateur dans des difficultés plus structurelles.

DES TUC POUR TOUT LE MONDE A DONNEMARIE-DONTILLY

Plus de jeunes à l'ANPE

« J'ai convoqué tous les jeunes de Donnemarie-Dontilly (Seine-et-Marne), âgés de seize à vingt et un ans qui étaient inscrits à l'ANPE, raconte le maire, M. Gérard Masson (PS). *Je leur ai dit : je dispose de 36 000 F. Ou bien je paye six d'entre vous 500 F par mois, ou bien j'en paye douze 250 F ou bien je propose un TUC à tout le monde et mes 36 000 F serviront à payer des stages. Choisissez. »* Les vingt-trois jeunes, laissés seuls ont délibéré. Ils ont opté pour la dernière solution. M. Masson n'a pas été étonné. Directeur de l'école primaire, il connaît son monde.

« Il vaut mieux être ici qu'à la maison les bras croisés à ne rien faire », affirme Rémy (vingt ans). Le marteau à la main, il pose du lambris dans la grande salle de la mairie. Bien sûr *« cela n'a pas grand chose à voir avec* (son) *CAP d'électromécanicien. »* *« J'ai fait un peu de tout depuis que j'ai un TUC,* dit-il, *posé les guirlandes pour Noël, coupé du bois. J'ai même balayé les caniveaux. Comme cela les gens ne pourront plus dire que les chômeurs ne veulent rien faire. »* Il a travaillé six mois sous contrat et n'a *« rien trouvé depuis septembre »*. *« Qui voudrait d'un jeune qui n'a pas fait son service militaire ? »* Un autre jeune de dix-sept ans, prénommé également Rémy, a la même formation. Il cherche du travail depuis cinq mois et ne *« touchait même pas le chômage »*, alors les TUC *« c'est une occupation »*. Peut-être aura-t-il droit à un *« stage qui compléterait* (sa) *spécialisation ? »*.

Laurent (vingt et un ans), agent administratif, cherchait du travail depuis trois ans. Il est plein d'espoir. Il distribue aujourd'hui des vivres aux *« nouveaux pauvres »* de Donmarie et espère qu'à l'issue de son TUC *« le maire lui offrira un poste »*. Sinon il est prêt à suivre un stage. Il n'est pas difficile — *« tout est bon à prendre »* — et de toute façon son TUC ne sera pas du temps perdu car il aura *« un certificat de travail »*.

Si pour les garçons qualifiés les TUC sont en général une étape avant leur service militaire et leur entrée définitive dans la vie professionnelle, la vocation des filles est beaucoup plus floue. *« Elles se sont précipitées sur des travaux qui les mettent en relation avec des enfants [aide maternelle, surveillantes de cantine etc.],* affirme M. Masson, *mais la bibliothèque a été la dernière à trouver un amateur. Personne ne voulait y aller. »* Béatrice (dix-sept ans) voulait être coiffeuse. Après deux ans d'inaction, elle surveille les enfants à la cantine. Elle espère *« y rester... à moins, bien sûr qu'on lui propose... un stage de coiffure »*. Chantal (dix-huit ans) avait fait de la couture au CEG (collège d'enseignement général). Sans enthousiasme, apparemment. Elle a demandé à être assistante maternelle.

Un véritable besoin

Si les jeunes n'ont pas hésité a accepter les TUC, une campagne d'explication a été nécessaire auprès de la population de Donnemarie. *« Certains croyaient que, en faisant travailler les seize-vingt et un ans, nous renoncerions à recruter des vacataires. Nous les avons rassurés,* dit M. Masson. *D'autre part, nous avons discuté avec les bénévoles des associations avant qu'ils acceptent de se dessaisir en partie de leur activité. »* Reste que la mairie a créé un véritable besoin. Deux jeunes filles qui travaillaient au CEG ayant quitté l'établissement, la directrice a appelé la municipalité afin qu'elles soient remplacées. Les TUC ont aussi été bien accueillis par les parents qui trouvent qu' *« il vaut mieux travailler ainsi plutôt que de ne rien faire »* et par les habitants qui estime que *« ces travaux les occupent et ne leur font pas de mal »*.

Pour la mairie, les TUC ne doivent pas servir à *« dégonfler »* les chiffres du chômage (vingt-trois jeunes entre seize et vingt et un ans sur quatre-vingts chômeurs étaient inscrits à l'ANPE) mais à aider les intéressés à trouver un emploi. L'ANPE doit les rencontrer et étudier des possibilités de stages qui seront payés par la mairie. Enfin les élus locaux ont bon espoir : un supermarché (quarante emplois) et un atelier de confection (quinze emplois) doivent s'installer à Donnemarie.

Les « tucards » attendent les 1 200 francs par mois promis par l'Etat : *« C'est peu mais c'est mieux que rien »*, affirment-ils. *« Tout est relatif,* explique le maire, *les salaires d'ici dépassent à peine le SMIC. Nous avons même un jeune dont les seuls revenus familiaux sont les indemnités de chômage du père qui ne touchait que le salaire minimum ; 1 200 francs, pour lui, cela n'est pas négligeable. »*

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

هكذا من الأصل

AFFAIRES

Les industriels français sont moins bien équipés en micro-électronique que leurs concurrents

Symbole du degré de modernisation d'un pays, la pénétration de la micro-électronique dans l'industrie, dans les usines et dans les produits, a pris un *« net retard »* en France. C'est ce qui ressort d'une étude conduite par le BIPE (Bureau d'informations et de prévisions économiques) et deux organismes, britannique et allemand, et demandée par le ministère du redéploiement industriel. Les résultats viennent d'être rendus publics.

Sur trois mille huit cents entreprises interrogées dans les trois pays, 51 % des firmes allemandes utilisent la micro-électronique contre 47 % en Grande-Bretagne et seulement 38 % en France. Les industriels français sont moins équipés que leurs concurrents des deux pays en matériels informatisés comme la conception assistée par ordinateur ou le contrôle de fabrication. Leur taux d'équipement pour les machines-outils à commande numérique, les automates programmables ou les contrôleurs de machines sont supérieurs à celui des britanniques mais toujours inférieurs à celui des allemands. Le recours aux puces dans les produits (par exemple dans les balances, les compteurs, les jonets, etc.) est encore rare dans les trois pays, mais plus particulièrement en France.

Les raisons de ce retard tiennent, selon le BIPE, à la structure industrielle : il y a en France plus de PMI que dans les deux autres pays et celles-ci manquent de moyens financiers et de techniciens qualifiés.

Pour accélérer le recours à la micro-électronique, le gouvernement a mis en place le « plan puce » (produits utilisant des composants électroniques) en novembre 1983 en s'inspirant des programmes allemand et britannique. Il s'agit de conseiller les entreprises et de distribuer des aides financières à celles qui désirent s'équiper. L'aide peut atteindre 50 % à 70 % de l'investissement. Les premiers dossiers ont été examinés en avril 1984 et aujourd'hui 35 millions de francs ont été affectés à soixante-douze entreprises. Ces chiffres faibles démontrent que la *« modernité »* imprègne trop lentement le tissu productif. Les patrons français semblent davantage craindre l'innovation que leurs homologues étrangers. Le CNPF se plaint. Ne devrait-il pas plutôt encourager ses adhérents à investir ?

E. L. B.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● **Philips n'a que 24,3 % de Loewe Opta.** — Le groupe Philips détient encore un intérêt de 24,3 % dans le capital de Loewe Opta, fabricant allemand de téléviseurs, mais cette participation sera vendue avant la fin de l'année 1985, conformément aux instructions de l'office ouest-allemand des cartels, a déclaré, le 8 février à Eindhoven, le porte-parole de Philips (*le Monde* du 9 février). M. Eef Brouwers a précisé que la filiale allemande de Philips, Alldephi, détient un intérêt direct de 15 % dans Loewe Opta et que 9,3 % sont détenus, au nom d'Alldephi, hors de RFA. — *(AFP.)*

Automobile

● **Honda producteur d'automobiles en Grande-Bretagne ?** — La firme japonaise Honda vient d'annoncer au département britannique du commerce et de l'industrie son intention de construire en Grande-Bretagne une usine de moteurs à Swinton avant d'y construire des automobiles, affirme le *Financial Times* du 11 février. Honda est déjà associé à Austin Rover par la construction de deux modèles.

Conjoncture

● ***« J'utiliserai la baisse des taux d'intérêt et des impôts pour accélérer la reprise »*, affirme M. Bérégovoy.** — La politique économique menée par la gauche *« est en train de réussir »*, a affirmé dimanche 10 février à TF1 M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget. *« Les moyens que nous mettons en œuvre pour accélérer la reprise de l'économie porteront leurs fruits en 1985. »* *« La baisse des impôts, la baisse des taux d'intérêt, sont des leviers que j'entends utiliser »*, a précisé M. Bérégovoy.

Échanges internationaux

● **Vers un nouveau gel des prix du sucre des pays ACP.** — La Commission européenne a proposé de geler à nouveau le prix auquel la CEE achète un contingent de sucre (1,4 million de tonnes) aux pays dits ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) liés à la CEE par la convention de Lomé. Ce gel, prévu pour la campagne 1985-1986 et sur lequel les Dix doivent se prononcer avant le 1er avril, avait déjà été obtenu pour la campagne précédente (1984-1985). La commission fait valoir les faiblesses du prix européen et du marché international. Les pays ACP concernés estiment que la CEE devrait tenir compte de leurs difficultés économiques et des frais de transport pour acheminer leur sucre vers la CEE.

● **Nouveau différend entre la CEE et les Etats-Unis sur l'acier.** — Les Etats-Unis ont demandé à la Commission de la CEE d'ouvrir des négociations en vue de limiter les exportations européennes de produits semi-finis en acier vers les Etats-Unis. Ces produits échappaient jusqu'à présent aux *« arrangements »* conclus (aciers courants, spéciaux et tubes) et n'étaient pas sujets à restriction. La Commission qualifie d'*« inquiétante et de surprenante »* l'exigence américaine.

Étranger

BRÉSIL

● **Excédent commercial en janvier.** — La balance commerciale brésilienne a été excédentaire de 570 millions de dollars en janvier (525 millions en janvier 1984) selon des statistiques officielles. Le Brésil s'est fixé pour objectif 1985 un excédent commercial de 12 milliards de dollars. 1984 la balance commerciale a enregistré un excédent record de 13 milliards de dollars.

GRANDE BRETAGNE

● **Incertitude sur le sort de Dunlop.** — L'incertitude créée par le conglomérat BTR (British Tyre and Rubber) en lançant son OPA sur le groupe britannique Dunlop (*le Monde* du 21 janvier) se poursuit. Réunis à la veille du week-end, les actionnaires de Dunlop n'ont pu se prononcer sur le plan de restructuration du capital (*le Monde* du 17 janvier) que leur a présenté le président Sir Michael Edwardes. Grâce aux actions préférentielles (26 % du total) rachetées en Bourse, BTR les a empêchés de statuer et a contraint Sir Michael à différer l'assemblée.

Le nouveau président de Dunlop va maintenant tenter d'élaborer une nouvelle stratégie pour empêcher BTR de réussir son OPA. Les banques, qui apportent leurs concours financiers au groupe, auraient accepté de ne pas convertir une partie de leur dette en actions préférentielles pour s'opposer à BTR.

SUÈDE

● **Augmentation du chômage.** — Le nombre des demandeurs d'emploi en Suède s'est établi, au mois de janvier, à 149 000, contre 123 000 en décembre et 162 000 en janvier 1984, portant ainsi le taux de chômage à 3,4 %, contre 2,8 % pour le mois précédent, et 3,7 % un an auparavant, selon le Bureau central des statistiques suédoises (SCB).

L'aggravation du chômage en janvier (+ 0,6 %) fait par ailleurs suite à une diminution de 0,1 % enregistrée en décembre par rapport au mois précédent. — *(Agefi.)*

Social

● **Grève et occupation dans deux centres SNCF.** — Les chefs des deux centres matériel et traction SNCF de Conflans-Jarny (Meurthe-et-Moselle) et de Longwy (Moselle) ont été retenus dimanche 10 février de 14 h à 23 h par une centaine de personnes. Les salariés de ces centres sont en grève avec occupation à l'appel des syndicats CGT, CFDT, FO et FGAAC, depuis le lundi 4 février pour protester contre le projet de la direction régionale de la SNCF de supprimer les deux centres, à la suite de la baisse du trafic marchandises dans cette zone, suppression qui entraînerait la mutation des quarante salariés. La grève provoque de fortes perturbations du trafic local omnibus et le détournement des trains grandes lignes vers Luxembourg.

● **Six mois de chômage partiel pour le personnel de la SEAGEM.** — Affectée par la mévente des chaudières domestiques, la SEAGEM (Société d'études et d'application générale d'éléments mécaniques), installée à Saint-Thegonnec (Finistère), a décidé de placer tout son personnel de production en chômage partiel pour une période de six mois. Du 11 février à la fin du mois de juillet, cent quatre-vingts salariés ne travailleront plus que vingt-quatre heures par semaine, réparties sur trois jours, et enregistreront une perte de salaire nette de 5 % à 15 %. Les soixante-dix autres salariés de l'entreprise ne sont pas concernés par la mesure.

LE LANCEMENT DU PERRIER FRUITÉ AUX ÉTATS-UNIS VA CRÉER 200 EMPLOIS... A VERGÈZE (GARD)

Perrier va faire des bulles de couleur aux États-Unis. Pour relancer ses ventes sur le marché américain, le groupe proposera à partir du 15 avril prochain un nouveau produit : un Perrier fruité, au citron, au citron vert et à l'orange. Ce produit sera expédié de Vergèze (Gard) où deux cents emplois vont être créés. Perrier, qui a vendu pour 50 millions de dollars d'eau minérale aux États-Unis en 1984, prévoit un doublement de ses ventes en dix-huit mois grâce au Perrier fruité.

Ce lancement est une étape nouvelle dans le positionnement de l'eau qui fait *« pschitt »* aux États-Unis : de 1979 à 1981, Perrier a réussi le lancement de son eau gazeuse présentée comme une boisson sophistiquée pour une clientèle haut de gamme, donc marginale. De 1981 à 1984, le groupe s'efforce de « banaliser » l'usage des eaux minérales. Il y parviendra notamment par le rachat d'autres sources : Calistoga (côte ouest), Poland Sring (côte est) Oasis (Texas), dont l'activité a progressé de 30 % en 1984.

Cette domination sera confortée par la concurrence naissante d'Évian et de Vittel, dont la présence sur le marché américain élargit la promotion du produit « eau minérale ».

En 1985, Perrier lance l'eau aromatisée après avoir constaté que 85 % des amateurs de l'eau pétillante y ajoutaient systématiquement du jus d'orange ou de citron. Cette fois, Perrier s'attaque au marché des tonics classiques pour profiter du goût du consommateur pour les boissons sans sucre et même sans additifs sucrants tels que l'asparta.

J. G.

ÉTRANGER

EN BOLIVIE

Le gouvernement du président Zuazo annonce une dévaluation de 400 % du peso

La Paz *(AFP)*. — Le gouvernement du président Zuazo a approuvé samedi 9 février à La Paz un ensemble de mesures économiques parmi lesquelles figure une dévaluation de 400 % du peso par rapport au dollar, a-t-on annoncé de source officielle dans la capitale bolivienne.

Le cabinet du président Siles Zuazo a également décidé une hausse des prix alimentaires et des combustibles, ainsi qu'une augmentation des salaires.

Ces mesures, étudiées par l'ensemble du cabinet pendant une dizaine d'heures, ont été annoncées samedi 9 février par le ministre bolivien du plan, M. Freddy Justiniano.

Au cours officiel, le dollar américain valait 9 000 pesos boliviens, mais il s'échangeait ces jours derniers contre quelque 100 000 pesos sur le marché parallèle. Avec l'entrée en vigueur de la dévaluation, le billet vert vaudra 45 000 pesos. Le ministre de l'information, M. Mario Rueda Pena, a tenu à préciser que le gouvernement sanctionnerait avec la plus grande sévérité les individus qui spéculent sur le dollar.

Le gouvernement a par ailleurs décidé une augmentation de plus de 100 % du salaire minimum afin de compenser en partie la hausse des prix alimentaires et celle des combustibles. Les produits alimentaires de première nécessité (pain, riz, sucre, huile, notamment) doivent augmenter en moyenne de 400 %.

La Confédération syndicale des chauffeurs boliviens a engagé dimanche 10 février une grève générale et illimitée pour protester contre ces nouvelles mesures économiques, qui entraînent, selon l'organisation, de fortes hausses des prix des carburants et des pièces de rechange.

Selon un communiqué du syndicat, qui groupe les conducteurs des transports en commun et de taxi, ces produits sont importés et leur cours suit celui du dollar au marché noir. Il estime d'autre part insuffisant le doublement décidé des tarifs des transports.

LES PAYS ENDETTÉS D'AMÉRIQUE LATINE VEULENT NÉGOCIER AVEC LEURS CRÉANCIERS

Les ministres des onze pays latino-américains les plus endettés (1), réunis à Saint-Domingue, ont estimé qu'il était indispensable de prendre en compte la crise financière dont ils souffrent si l'on veut éviter des troubles sociaux et politiques dans leurs pays. La résolution, rendue publique le 9 février par ce groupe dit de Carthagène, rappelle la nécessité d'un dialogue politique avec les pays prêteurs : *« Il est indispensable de surmonter les réserves exprimées par certains gouvernements pour la mise en œuvre d'un dialogue politique. »* Mais aucune date n'a été arrêtée pour un éventuel sommet entre nations endettées et pays prêteurs.

Le ministre des finances du Brésil, M. Ermane Galveas, a exprimé l'espoir que son pays, qui négocie un accord de rééchelonnement de sa dette de 100 milliards de dollars avec les banques américaines, recevrait le même traitement que le Venezuela et le Mexique.

Le groupe de Carthagène se retrouvera avant la réunion, les 17 et 18 avril, du comité de développement auquel participent le FMI et la Banque mondiale pour mettre au point une position commune. — *(UPI.)*

(1) Argentine, Bolivie, Brésil, Colombie, Chili, Equateur, Pérou, Mexique, République jamaïquaine, Venezuela, Uruguay ont une dette de l'ordre de 350 milliards de dollars.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

L'ORÉAL

Le chiffre d'affaires consolidé de L'Oréal et de ses filiales françaises et étrangères s'est élevé, pour l'année 1984, à 15,8 milliards de francs contre 13,5 milliards de francs en 1983, soit une progression de 16,9%.

A données comparables, c'est-à-dire à taux de change identiques et sans les sociétés entrées ou sorties en consolidation, la progression a été de 16%.

Chiffres d'affaires

- Pour les **cosmétiques**, l'année 1984 a été une nouvelle année de conquête : l'ouverture de nouveaux marchés et l'accroissement de nos parts de marchés dans les pays où nous sommes implantés ont permis de réaliser une progression de 19% à données comparables. L'inflation ayant été réduite dans la plupart des pays, l'accroissement en volume a été très important.
- En ce qui concerne la **pharmacie**, la progression du chiffre d'affaires de Synthélabo a été plus faible, de l'ordre de 7%.

Résultats

- Bien qu'il soit encore trop tôt pour apprécier les résultats d'une manière définitive, le bénéfice net devrait être supérieur d'environ 10% à celui de 1983, qui a été de 663 MF.
- Son évolution, inférieure à celle du chiffre d'affaires, s'explique,
  - en partie, par les efforts engagés pour la conquête de nouveaux marchés en vue de préparer l'avenir, dans le domaine **cosmétique**,
  - mais surtout par la poursuite importante de l'effort de recherche, par les nouvelles implantations à l'Etranger dans le domaine du médicament et par les mesures de restructuration des activités biomédicales, dans le secteur **pharmaceutique**.

LA BNP CRÉE UNE FILIALE EN NORVÈGE

La Banque nationale de Paris, première banque française implantée en Norvège dès 1976 sous forme de bureau de représentation, vient d'obtenir des autorités norvégiennes l'autorisation de créer une banque en association avec la Forretningsbanken, cinquième banque commerciale de ce pays.

Le capital de la Banque nationale de Paris Norge A/S, dont le siège social est situé à Oslo, s'élèvera à 40 millions de couronnes norvégiennes. Il sera détenu à hauteur de 75 % par la BNP et de 25 % par la Forretningsbanken.

La création de cette nouvelle filiale répond au souci de la BNP de se rapprocher de la clientèle des entreprises norvégiennes en participant davantage au financement de leurs opérations sur les marchés intérieur et extérieur et de promouvoir les échanges entre la France et la Norvège.

BANQUE NATIONALE DE PARIS NORGE A/S
Haakon VII'S Gate 6
Oslo, Norvège
Directeur général : M. Paul-François Gauvin.

BANK LEUMI LE-ISRAEL (FRANCE) S.A.

Le Conseil d'Administration, réuni le 6 février 1985, sous la présidence de M. E.I. Japhet, a arrêté le bilan et les comptes de l'exercice 1984.

Le total du bilan s'est établi à 2,9 milliards de francs contre 2,7 milliards de francs en 1983. Le bénéfice net fait ressortir une progression de 15,7 % passant à 4,4 millions de francs contre 3,8 millions de francs au titre de l'année précédente. Les dépôts à vue et à terme de la clientèle ont augmenté de 14,7 %, totalisant 1 245 millions de francs et le volume des encours a progressé de 11 %, atteignant 941 millions de francs.

Au cours de l'année 1984, nous avons poursuivi la consolidation des agences acquises en province. Les cinq agences de la Bank Leumi France, situées dans diverses régions françaises, ont toutes amélioré leurs résultats et ont contribué d'une manière significative au bénéfice de notre établissement.

En 1984, nous avons entrepris de doter notre banque d'un nouveau système informatique qui commencera à fonctionner en 1985. Cette automatisation nous permettra d'assurer un service plus efficace à notre clientèle et de préparer la poursuite du développement de la banque.

Schlumberger

Le bénéfice de Schlumberger pour 1984 s'est élevé à 1,18 milliard de dollars, soit une augmentation de 9 % par rapport au bénéfice net réalisé en 1983, qui était de 1,08 milliard de dollars. Le bénéfice net par action est de 4,10 dollars, comparé à 3,73 dollars. Le chiffre d'affaires a progressé de 10 % pour atteindre 6,37 milliards de dollars.

Le bénéfice net pour le quatrième trimestre est de 311 millions de dollars, en progression de 20 %. Le bénéfice net par action est de 1,08 dollar, il était de 0,90 dollar. Le chiffre d'affaires est de 1,70 milliard de dollars, en progression de 14 %.

Jean Riboud, président-directeur général, a indiqué que l'augmentation des bénéfices pour l'année était due principalement à l'activité accrue des services de logging en Amérique du Nord, à l'amélioration des résultats de Fairchild semi-conducteurs et du groupe systèmes assistés par ordinateurs, et à une progression des produits financiers.

L'impact de ces améliorations a été en partie atténué par une baisse d'activité des services pétroliers hors Amérique du Nord. L'acquisition de 50 % des activités de Dowell en Amérique du Nord a augmenté le chiffre d'affaires de 216 millions de dollars pour l'année et réduit le bénéfice de 30 millions de dollars (10 cents par action).

Le 24 décembre, Schlumberger a acquis Sedco, une des principales sociétés mondiales de forage en mer, qui exploite 41 unités offshore, surtout en dehors des Etats-Unis. Pour l'année terminée le 31 décembre 1984, le chiffre d'affaires et le bénéfice net de Sedco se sont montés, respectivement, à 597 millions et à 102 millions de dollars.

Jean Riboud a précisé que les résultats de Sedco et de Schlumberger seront consolidés à partir du 1er janvier 1985, le chiffre d'affaires et le bénéfice net de Sedco, pour 1985, fléchiront sensiblement du fait de l'expiration de certains contrats de forage à long terme. En outre, interviendront des charges nouvelles, telles que l'amortissement des actifs intangibles et les frais financiers liés à cette acquisition.

EPAROBLIG

ÉPARGNE PLACEMENT OBLIGATAIRE

Société d'investissement à capital variable

Au 28 décembre 1984, l'actif net s'élevait à 1 209 626 054,11 F et le nombre d'actions en circulation était de 1 089 115, la valeur liquidative de l'action ressortant à 1 110,65 F après le paiement, le 19 décembre 1984, d'un dividende de 146 01 F, auquel était attaché un avoir fiscal de 2,61 F.

La répartition de l'actif net était la suivante :

- Obligations classiques à taux fixe .... 28,81 % (dont intérêts courus sur obligations)
- Obligations à taux variable 40,83 % (dont intérêts courus sur obligations)
- Bons à intérêts mensuels .. 19,10 %
- Liquidités .... 11,26 %

TOTAL .... 100,00 %

L'évolution de la valeur liquidative d'Eparoblig – Epargne Placement Obligataire – depuis sa création, le 14 juin 1983, au 28 décembre 1984, fait ressortir un taux annuel de rendement de 16,41 %.

Les établissements habilités à recueillir les souscriptions et les demandes de rachats sont les suivants :

La Banque financière parisienne – BAFIP – (anciennement Banque Steindecker SA), la Compagnie parisienne de réescompte, la Banque populaire du Nord, la Banque Chaix, la Société centrale de banque, la Banque Odier Bungener Courvoisier, la Financière de banque et de l'Union meunière et Ficofrance.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
246-72-23, poste 2412

INVESTISSEMENT NET

Société d'investissement à capital variable

Au 28 décembre 1984, l'actif net s'élevait à 772 350 104,07 F et le nombre d'actions en circulation était de 66 490, la valeur liquidative de l'action ressortant à 11 616,03 F après paiement, le 21 décembre 1984, d'un dividende de 296,67 F auquel n'était attaché aucun avoir fiscal.

La répartition de l'actif net était la suivante :

- Obligations classiques à taux fixe .... 36,24 % (dont intérêts courus sur obligations)
- Obligations à taux variable .... 35,66 % (dont intérêts courus sur obligations)
- Bons à intérêts mensuels . 17,42 %
- Liquidités .... 10,68 %

TOTAL .... 100,00 %

L'évolution de la valeur liquidative d'Investissement Net depuis sa création, le 3 octobre 1983 au 28 décembre 1984, fait ressortir un taux annuel de rendement de 15,23 %.

Les établissements habilités à recueillir les souscriptions et les demandes de rachats sont les suivants : la Banque financière parisienne – BAFIP – (anciennement Banque Steindecker S.A.), la Banque de l'Union occidentale française et canadienne, la Banque populaire du Nord, la Société centrale de banque, la Banque Odier Bungener Courvoisier, le Crédit mutuel agricole de l'Artois, la Compagnie parisienne de réescompte, Ficofrance.

INVESTISSEMENT OBLIGATAIRE



Société d'investissement à capital variable

Au 28 décembre 1984, l'actif net s'élevait à 1 063 809 038,53 francs et le nombre d'actions en circulation était de 77 381, la valeur liquidative de l'action ressortant à 13 747,68 francs après paiement, le 20 décembre 1984, d'un dividende de 208,86 francs auquel n'était attaché aucun avoir fiscal.

La répartition de l'actif net était la suivante :

- Obligations classiques à taux fixe (dont intérêts courus sur obligations) .... 32,70 %
- Obligations à taux variable (dont intérêts courus sur obligations) 41,54 %
- Bons à intérêts mensuels .... 15,13 %
- Liquidités .... 10,63 %

TOTAL .... 100 %

L'évolution de la valeur liquidative d'Investissement obligataire depuis sa création, le 2 septembre 1982, au 28 décembre 1984 fait ressortir un taux annuel de rendement de 18,18 %.

Les établissements habilités à recueillir les souscriptions et les demandes de rachats sont les suivants :

La Banque financière parisienne – BAFIP (anciennement Banque Steindecker S.A.), la Compagnie financière parisienne de réescompte, la Banque populaire du Nord, la Banque Chaix, la Banque Odier Bungener Courvoisier, Ficofrance et la Société Interfi.

CGIB

BANQUE POUR LA CONSTRUCTION ET L'ÉQUIPEMENT

En 1984, la CGIB a connu une forte progression de son activité. Malgré un ralentissement au cours des deux derniers mois rendu nécessaire par les mesures de régulation de crédit, l'ensemble des crédits nouveaux accordés a augmenté de 34 % par rapport à l'exercice précédent.

En conséquence, les concours sont passés de 5,8 milliards de francs à fin 1983 à 6,2 milliards de francs à fin 1984. Ils comprennent une part de plus en plus importante de crédits à long terme destinés à l'acquisition.

Grâce à ce bon niveau d'activité et d'encours, le résultat d'exploitation s'est amélioré sensiblement. Sous réserve de l'arrêté définitif des comptes, le résultat de 1984, après provisions devrait être légèrement bénéficiaire alors que celui de 1983 était déficitaire de 77,6 millions de francs.



مكرر من الاصل



صورة من الاصل

MARCHÉS FINANCIERS

SELON LE CRÉDIT LYONNAIS

Les perspectives industrielles pour 1985 sont plus favorables

Les perspectives d'ensemble des principaux secteurs industriels pour 1985 s'avèrent relativement plus favorables qu'en 1984, en raison d'améliorations conjoncturelles et de l'absence de difficultés nouvelles majeures. Ainsi, tandis que les secteurs en progression devraient, globalement, maintenir et même accélérer leur croissance, une reprise est envisagée pour un certain nombre de professions. Ce léger regain de vigueur résulterait, d'une part, du niveau de la demande intérieure qui, portée par l'augmentation des revenus des ménages et des entreprises, pourrait progresser au rythme de 1,3 % en 1985.

Après deux ans de régression, une reprise de la croissance du revenu disponible brut des ménages (+ 1 %), jointe à une nouvelle réduction de leur épargne, dont le taux pourrait tomber à 13,6 % en 1985, entraînerait une progression plus soutenue de la consommation des ménages, de l'ordre de 1,4 %, contre 0,8 % en 1984.

En outre, la croissance de l'investissement des entreprises, qui devrait atteindre 1 % en volume en 1984, pourrait encore se renforcer en 1985 et s'établir à + 2,5 %.

Cette évolution serait principalement imputable aux industries du secteur concurrentiel, et notamment aux grands groupes nationalisés grâce aux concours de l'Etat.

Ainsi, en dépit de la baisse attendue des investissements en logements et de ceux effectués par les grandes entreprises nationales non concurrentielles et par les administrations, l'investissement total pourrait croître de 1,5 % en 1985, après un léger recul en 1984 (de l'ordre de – 0,2 %).

Dans ces conditions, il serait possible de prévoir, pour 1985, une croissance de la production industrielle de quelque 1,8 %, légèrement plus soutenue que celle enregistrée en 1984 (+ 1,5 %).

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 : 28 décembre 1984

	1er fév.	8 fév.
Valeurs franç. à revenu variable	106,1	107,8
Valeurs industrielles	105,3	106,8
Valeurs étrangères	108,8	112,1
Pétroles-Energie	101,8	104,5
Chimie	104,3	107,9
Métallurgie, mécanique	110,3	110,6
Electricité, électronique	108,2	109,4
Bâtiment et matériaux	110,9	111,9
Ind. de consommation non-alimentaire	110,1	108,9
Agro-alimentaire	102	102,2
Distribution	101,4	104
Transports, loisirs, services	109,4	110,9
Assurances	116,4	115,7
Crédit banque	107	110,8
Sicomi	102,5	104,9
Immobilier et foncier	109	111,2
Investissement et portefeuille	110,7	111,8
Base 100 : 28 décembre 1984		
Valeurs françaises à revenu fixe	102,1	102,2
Emprunts d'Etat	101,3	101,6
Emprunts garantis et assimilés	102,7	102,6
Sociétés	101,5	101,5
Base 100 en 1949 :		
Valeurs françaises à revenu variable	1657,2	1683,8
Valeurs étrangères	3438,1	3542,3
Base 100 en 1972 :		
Valeurs françaises à revenu variable	239,1	242,9
Valeurs étrangères	465,1	478,2
Base 100 : 31 décembre 1980		
Indice des valeurs françaises à revenu fixe	112,2	112,3
Emprunt d'Etat	111,5	111,3
Emprunts garantis et assimilés	112,5	112,4
Sociétés	112,7	112,7
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE		
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	195,7	198,9
Produits de base	171,7	176,3
Construction	130,1	131,6
Biens d'équipement	176,8	180,6
Biens de consom. durables	187,7	193,2
Biens de consom. non durables	268,8	269
Biens de consom. alimentaires	247,8	246,7
Services	168,1	171,4
Sociétés financières	259,9	264,1
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	179,6	180,2
Valeurs industrielles	191,3	194,2
BOURSES REGIONALES		
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	186,2	188,2

LA VIE DES SOCIÉTÉS

AMRO BANK. – La deuxième banque commerciale des Pays-Bas ouvrira, au printemps, une filiale à Paris, annonce un communiqué publié par cet établissement à Amsterdam. L'Amro Bank précise que cette filiale sera surtout axée vers la clientèle commerciale et industrielle française, les compagnies étrangères établies en France, les investisseurs institutionnels et les gouvernements. L'Amro Bank souligne qu'elle est déjà présente en France grâce à l'intérêt de 18 % qu'elle détient dans la Banque privée de gestion financière, avec laquelle sa nouvelle filiale coopérera étroitement.

EASTMAN KODAK. – Le groupe va investir 1 517 millions de dollars, en 1985, dans l'ensemble de ses établissements dans le monde, soit 46 % de plus que l'an dernier. Il veut améliorer la qualité et la rentabilité des produits déjà fabriqués et développer ses nouveaux marchés (vidéo, magnétique). En France, Kodak va achever un nouveau centre de recherche, installer de nouvelles lignes de fabrication (films 16 millimètres en particulier) et moderniser ses unités de papiers photographiques.

PRINTEMPS. – Le groupe vient d'ouvrir un deuxième magasin en Malaisie, à Kuala-Lumpur. Le financement a été assuré par des capitaux locaux (société Tin Fields Berhard). Il existe, désormais, huit magasins à l'enseigne du Printemps à l'étranger, quatre au Japon, un à Singapour, deux en Malaisie et un en Arabie saoudite.

L'ORÉAL. – Le chiffre d'affaires consolidé pour 1984 atteint 15,8 milliards de francs (+ 16,9 %). Le bénéfice net serait supérieur de 10 % au précédent (663 millions de francs).

PORSCHE. – Le bénéfice du constructeur automobile ouest-allemand a augmenté de 32,6 % au cours de l'exercice 1983-1984 (se terminant le 31 juillet), pour atteindre 46,2 millions de deutschemarks. 18,35 millions de deutschemarks seront versés aux actionnaires sous la forme d'un dividende de 15 DM par action ordinaire de 50 DM ou de 8 DM pour les actions privilégiées. Porsche avait émis l'équivalent de 21 millions de deutschemarks en Bourse sous forme d'actions privilégiées en avril dernier. Le cours de cette action, lancée à 50 DM, est, à présent, de 1 070 DM.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 28 déc. 1984)

	7 fév.	8 fév.
Valeurs françaises	106,7	107,2
Valeurs étrangères	111,2	112

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1981)

	7 fév.	8 fév.
Indice général	198,2	198,9

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 11 février .... 10 5/8 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	8 fév.	11 fév.
1 dollar (en yens)	260,75	clos

BOURSE DE PARIS — Comptant — 8 FEVRIER

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	27 60	1 077
5 %	43 65	0 110
3 % amort. 45-54	71	1 578
Emp. 7 % 1973	7405	..
Emp. 8,80 % 77	116 12	6 317
9,80 % 78/93	96 55	5 692
8,80 % 78/86	97 55	1 422
10,80 % 79/94	99 65	4 675
13,25 % 80/90	104 30	9 112
13,80 % 80/87	106 87	4 386
13,80 % 81/99	109 10	0 945
16,75 % 81/87	112 80	6 975
16,20 % 82/90	117 35	1 198
16 % juin 82	117 15	10 740
E.D.F. 7,8 % 61	143 60	0 637
E.D.F. 14,5 % 80-92	105 50	9 163
Ch. France 3 %	139 60	..
CNB Bques janv. 82	102 40	1 281
CNB Paribas	102 60	1 281
CNB Suez	102 85	1 281
CNI janv. 82	102 45	1 281

Actions au comptant

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Aciers Peugeot	90 20	96 60 d
A.G.F. (St Cent.)	1402	1458 d
A.G.P. Vie	8410	8500
Agr. Inc. Madag.	78	....
Amrep	65	....
André Roudière	343 20	356 70
Applic. Hydraul.	315 20	319
Arbel	67	65 10
Artois	938	940
At. Ch. Loire	10 70	8 50

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Epargne de France	310	....
Escaut-Meuse	700	672 o
Eurocom	850	870
Europ. Accumul.	30 45	31 65
Eternit	586	571
Exor	1570	1580
Ferm. Vichy (Ly)	106	105
Finalens	151	157
FIPP	107	108
Fonc	445	448
Focep (Chât. eau)	1010	1006
Foncière (Cie)	330	317 o
Fonc. Agache-W.	271	....
Fonc. Lyonnaise	1851	....
Foncina	285	283
Forges Strasbourg	230	230
Forinter	1285	1270
Fougerolle	53	55
France I.A.R.D.	180	192 80 d
France (La)	1146	1150
Frankel	200	....
Fromageries Bel	1091	1120
From. Paul Renard	579	602
GAN	2584	2686 d
Gaumont	624	....
Gaz et Eaux	1520	1460 o
Gerety S.A.	470	470
Gér. Arm. Hold.	57	59 30
Gerland (Ly)	650	652
Gévelot	248 80	286 80
Gr. Fin. Constr.	283	285
Gds Mod. Corbeil	95 25	....
Gds Mod. Paris	389 90	390
Groupe Victoire	1480	1480
G. Transp. Ind.	180 10	180 20
Hutchinson	267	....
Hydro-Energie	270	....
Hydroc. St-Denis	43 30	45 d
Immindo S.A.	274	279
Immivest	220	220
Immobail	375 40	376

[illegible]

SECOND MARCHÉ — Hors-cote

[illegible]

Étrangères

[illegible]

SICAV 8/2

[illegible]

♦ : Prix précédent.

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

c : coupon détaché; * : droit détaché; o : offert; d : demandé.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
515	Esso S.A.F.	497	486 10	484	– 2 6[illegible]
1250	Eurafrance	1370	1395	1395	+ 1 8[illegible]
920	Euromarché	920	912	912	– 0 8[illegible]
925	Europe nº 1	1045	1011	1028	– 1 6[illegible]
1040	Facom	1080	1093	1093	+ 1 2[illegible]
885	Gen. Motors	852	869	868	+ 1 87
58	Goldfields	60 10	60 10	60 10	....
37	Gd Metropolitain	37 20	38	38	+ 2 15
136	Harmony	143 90	140 10	140 90	– 2 08
38	Hitachi	35 45	35 80	35 80	+ 0 98
625	Hoechst Akt.	605	626	626	+ 3 47
99	Imp. Chemical	102 60	102 30	102 30	– 0 29
145	Inco. Limited	148	148	147 50	– 0 33
1390	IBM	1451	1480	1470	+ 1 30
220	T.D.K.	228 50	229	228	– 0 21
18	Toshiba Corp.	17 60	17 50	17 50	– 0 56
1000	Unilever	990	999	999	+ 0 90
420	Unit. Techn.	464	462 30	480	+ 1 32
880	Vaal Reefs	950	950	947	– 0 31
375	West Deep	392	391	388 50	– 0 89
300	West Hold.	309	302 30	302 30	– 2 16
460	Xerox Corp.	470	477	476	+ 1 27
1 81	Zambia Corp.	2 17	2 20	2 20	+ 1 38

[illegible]

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 8/2	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	9 858	9 899	9 520	10 020
ECU	6 798	6 801	....	....
Allemagne (100 DM)	305 390	305 190	294	314
Belgique (100 F)	15 247	15 221	14 600	15 700
Pays Bas (100 fl.)	269 750	269 620	260	280
Danemark (100 krd)	85 470	85 550	80	88
Norvège (100 k)	106 100	106 340	102	109
Grande-Bretagne (£ 1)	11 022	11 048	10 450	11 350
Grèce (100 drachmes)	7 502	7 499	6 200	7 700
Italie (1 000 lires)	4 966	4 965	4 750	5 250
Suisse (100 fr.)	358 500	358 380	347	368
Suède (100 krs)	107 450	107 780	103	110
Autriche (100 sch)	43 460	43 480	42 800	44 800
Espagne (100 pes.)	5 533	5 538	5 200	5 800
Portugal (100 esc.)	5 445	5 380	5	6 200
Canada ($ can 1)	7 382	7 415	7 150	7 500
Japon (100 yens)	3 788	3 801	3 690	3 850

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 8/2
Or fin (kilo en barre)	96150	95700
Or fin (en lingot)	95700	95800
Pièce française (20 fr)	576	571
Pièce française (10 fr)	416	....
Pièce suisse (20 fr)	563	565
Pièce latine (20 fr)	542	548
Souverain	698	689
Pièce de 20 dollars	3900	3840
Pièce de 10 dollars	2020	2055
Pièce de 5 dollars	1350	....
Pièce de 50 pesos	3585	3600
Pièce de 10 florins	567	572

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

89 FM
à Paris
Allô « le Monde »
232-14-14
Lundi 11 février, 19 h 20
Etes-vous bien assurés ?
FRANÇOIS RENARD
répondra aux questions des auditeurs et des lecteurs
Débat animé par
FRANÇOIS KOCH

Le numéro du « Monde » daté 10-11 février 1985 a été tiré à 403 503 exemplaires

LA SITUATION AU LIBAN

Explosion d'une voiture piégée à Tripoli : six morts

Beyrouth. – Tandis qu'au Liban du Sud, la milice chiite Amal, en coopération avec les autorités religieuses et les notables locaux chrétiens et musulmans, s'emploie sans relâche en vue d'éviter les « massacres » intercommunautaires prédits inlassablement par les Israéliens dans le sillage de leur retrait partiel de la région de Saïda, c'est de nouveau au nord que c'est produit un attentat aux relents confessionnels.

Une voiture piégée, la deuxième en dix jours, a en effet explosé à Tripoli, principale ville du Liban du Nord, devant une permanence du Mouvement d'unification islamique (MUI), faisant six morts et vingt blessés. Le précédent attentat devant une mosquée avait fait dix morts et soixante blessés. Le MUI a aussitôt mis en cause « *les croisés phalangistes compromis avec les juifs, qui ont commis un nouveau crime contre les musulmans et la ville de Tripoli* », évoquant à cette occasion « *les Arabes et les non-Arabes qui traitent avec eux* ».

Une voiture piégée a également explosé le même jour à Beyrouth-Ouest, tuant ses deux occupants, mais il ne semble pas que ce dernier attentat ait des implications politiques. On note que l'amélioration de l'état de la sécurité à Beyrouth-Ouest se maintient depuis deux semaines, ce qui est nettement mieux que lors des précédentes tentatives de rétablissement de l'ordre par la sixième brigade de l'armée, en accord avec les milices, principalement avec Amal, dans ce secteur de la capitale.

A une semaine de la date fatidique du 18 février, les perspectives ne sont pas aussi mauvaises qu'on veut bien le dire en Israël, concernant, à tout le moins, des affrontements intercommunautaires au sud. Citant son fondateur, l'imam Moussa Sadr, Amal a installé des panneaux à Beyrouth-Ouest sur « *les bienfaits et la nécessité de la bonne entente islamo-chrétienne* ». De son côté, le chef du PSP (druze), M. Walid Joumblatt, qui contrôle *de facto* l'accès nord de Saïda à travers sa position dominante dans l'Iklim-el-Kharroub, montre, ces jours-ci, de bonnes dispositions. Des émissaires du président Gemayel ayant à leur tête M. Michel Samaha sont revenus « *enchantés* », dimanche, d'une journée d'entretiens avec M. Joumblatt, parlant d'une « *nouvelle page* » dans les relations avec ce dernier.

Reste l'incidence d'un retour en scène du facteur palestinien, difficile à prévoir. Tandis que le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, va essayer de reprendre pied sur le terrain dans le camp palestinien d'Aïn-el-Héloué et à Saïda, les dissidents pro-syriens s'apprêtent à l'y rencontrer. Leur passage, venant de la Bekaa, à travers des villages chrétiens ou non chrétiens, notamment chiites sous la bannière d'Amal, entourant Saïda, se déroulera-t-il sans problèmes ?

Le chef d'Amal, M. Nabih Berri, dans son discours-clef du 6 février, a, entre autres, cherché à couper l'herbe sous les pieds des Palestiniens, en prenant la tête d'une résistance libanaise – et exclusivement libanaise – à l'occupation israélienne, avec manifestement l'aval de la Syrie.

LUCIEN GEORGE.

QUATRE SOLDATS ISRAÉLIENS TUÉS DANS LE SUD

Jérusalem (AFP). – Quatre soldats israéliens sont morts dimanche 10 février des suites d'attentats au Liban du Sud, ce qui fait de cette journée la plus meurtrière qu'ait connue l'armée israélienne depuis plus d'un an. Deux soldats ont été tués par l'explosion d'un engin piégé à quelques centaines de mètres de la frontière internationale, non loin de la ville israélienne de Métoula. Un autre militaire israélien a été tué et trois autres légèrement blessés dans une embuscade contre un convoi militaire près d'Al Aldoussia, dans le secteur ouest du Liban du Sud, également à proximité de la frontière. Enfin, un soldat blessé le 4 février par l'explosion d'une bombe télécommandée au passage d'une patrouille israélienne dans le secteur de Khaleil est décédé des suites de ses blessures.

D'autre part, deux personnes ont été tuées et une autre a été blessée dimanche lors d'un raid israélien dirigé contre une ancienne base du Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP de M. Nayef Hawatmeh) à Taalabaya, près de Chtaura dans la plaine de Bekaa (centre du Liban). Les bombes larguées par des avions israéliens ont détruit cette ancienne base du FDLP, un immeuble d'un étage habité par une famille, tuant une femme et sa fille et blessant un homme. Le bâtiment avait été déserté il y a quelques jours par cette organisation palestinienne.

Sur le vif

Espions charmeurs

Tous des espions, les diplomates ? Depuis qu'on s'est fait prendre la main dans le sac en Inde, on va finir par se le demander. Bon, pour les Soviétiques, ça on s'en doutait un peu. Quand Mitterrand a renvoyé, comme des malpropres, quarante-sept membres de l'ambassade, ça n'a étonné personne. A ce propos, il faut que je vous raconte une anecdote. Peu de temps après : visite du président de la République en URSS. Dîner de gala au Kremlin. Vous ne devinerez jamais qui on avait invité. Un charmant fonctionnaire soviétique, l'un de ceux qu'on venait justement de virer à grand fracas. C'est un de mes confrères – il était du voyage – qui m'a raconté l'affaire.

On dirait pas, mais ils ont le sens de l'humour au KGB. Ils peuvent se le permettre. Ils sont vraiment super-organisés, super-puissants. Il faut lire dans *Time* de cette semaine la suite des mémoires d'Arkadi Chevtchenko, vous savez l'ex-secrétaire général adjoint de l'ONU passé à l'Ouest en 1978. Il révèle que sur sept cents fonctionnaires soviétiques en poste à New-York, près de la moitié travaillent pour le KGB. Avec ses cent mille agents professionnels et son armée d'élite de cinq cents mille hommes, il monte à lui seul plus d'opérations que les services de renseignement de tous les pays du monde libre réunis. Elle va être vexée d'apprendre ça, la CIA. Elle fait pourtant ce qu'elle peut pour se montrer à la hauteur.

Evidemment, nous, à côté, avec nos attachés militaires toujours à l'affût de tuyaux à transmettre à qui de droit et nos agents du SDEC parés un peu partout à l'étranger du titre de consul ou de vice-consul, on a plutôt l'air d'amateurs.

Non, le KGB, c'est la bonne boîte. Imaginez qu'aux Etats-Unis, ses agents se tapent des belles Américaines. Ils peuvent toujours dire à leur bonne femme que c'est dans l'intérêt du service. Elle n'osera pas piper. Sinon on la renverra en URSS par le premier avion. Nous autres, Occidentaux, on est défavorisé, là encore. Tenez, je connais la femme d'un attaché militaire dans un pays de l'Est. Elle craque, la pauvre, elle vit dans l'angoisse : celle de voir débarquer, à chaque instant, une superbe vamp, au charme slave, chargée de tirer les vers du nez de son mari. C'est bien arrivé à l'un de nos ambassadeurs en poste à Moscou. Rappelez-vous de Gaulle lui disant, goguenard, après cette histoire : « Alors, mon vieux, on couche toujours ? »

CLAUDE SARRAUTE.

Le Conseil d'Etat rejette la demande en annulation par les centres Leclerc des décrets et de circulaire relatifs au prix des livres

Après la décision de la Cour de justice européenne du 10 janvier considérant la loi du 10 août 1981, qui limite les rabais sur les livres à 5 %, comme compatible avec les dispositions du traité de Rome, sauf deux clauses sur l'importation, les centres Leclerc essuient un nouvel échec devant le Conseil d'Etat.

L'Association des centres distributeurs Edouard-Leclerc avait, en effet, en 1982 et 1983, déposé des requêtes en annulation au Conseil d'État contre la circulaire du 30 décembre 1981 et le décret d'application du 3 décembre 1981, et contre le décret du 29 décembre 1982, concernant les infractions à la loi.

Le Conseil d'Etat a rendu publiques ses conclusions vendredi 8 février. Il a rejeté la demande en annulation pour excès de pouvoir du décret prévoyant des sanctions pénales. Il a jugé, en particulier, que le défaut de signature de certains ministres ne pouvait être considéré comme un vice de forme, dès lors que ces ministres n'étaient pas chargés d'une mesure réglementaire ou d'exécution.

Il n'a pas suivi les centres Leclerc qui, considérant certaines dispositions de la loi Lang et du décret d'application comme contraires à celles du traité de Rome, estimaient illégal le décret pénal. De même, la demande de saisie à titre subsidiaire de la Cour de justice européenne n'est pas nécessaire, car les deux clauses de la loi écartées par les juges de Luxembourg ne privent pas le décret de sa base légale. En d'autres termes, la thèse de M. Edouard Leclerc, qui veut que la Cour de justice européenne, en jugeant inapplicables deux dispositions, ait rendu caduc l'ensemble de la loi, n'est pas retenue.

Le Conseil d'Etat n'a pas jugé recevable non plus la requête des centres Leclerc lui demandant de « *constater l'illégalité* » du décret d'application du 3 décembre 1981. Il n'a pas suivi davantage la longue série d'arguments des cCentres Leclerc tendant à l'annulation pour excès de pouvoir de la circulaire du 30 décembre 1981.

En revanche – et c'est une mince consolation pour M. Leclerc, – le Conseil d'Etat a annulé une disposition de la circulaire qui autorise les associations de parents d'élèves à acheter des livres scolaires pour leurs membres en dérogation avec la loi. Le Conseil d'Etat estime que cette disposition relève du domaine réglementaire mais que la définition du livre scolaire n'entre pas dans la compétence du ministre de la culture.

D'ores et déjà, les services des ministères de la culture et de l'éducation nationale élaborent un texte de remplacement qui devrait être publié prochainement sous la forme d'un arrêté ou d'un décret.

B. A.

● *Deux arrestations consécutives à l'enlèvement du petit-fils d'Axel Springer.* – Deux ressortissants ouest-allemands, arrêtés, respectivement le 8 février à Munich et le 9 à Zurich, ont avoué leur participation à l'enlèvement, le 20 janvier dernier en Suisse de Sven Axel Springer, le petit-fils du magnat de la presse allemande Axel Springer, a annoncé, le 10 février, la police du canton des Grisons. Il s'agit de deux anciens élèves du pensionnat « Alpina » de Zuez, près de Coire, où le jeune homme poursuit ses études. Leur identité n'a pas été révélé. Sven Axel Springer était demeuré trois jours entre les mains de ses ravisseurs. Selon la police, la première des deux arrestations est survenue alors que l'un des auteurs du kidnapping retirait 110000 marks déposés par la famille dans une boîte à ordures d'une rue de Munich. *(AFP.)*

LE PLAN DE SAUVETAGE DE ERNAULT SOMUA EST PRÊT

Un partage franco-japonais

La Sofirind, filiale de l'Institut de développement industriel (IDI) va prendre 30 % du capital de la société de machine-outil H. Ernault Somua (HES). Avec les 20 % conservés par Schneider, l'ancien propriétaire (par transformation d'une créance), les intérêts français atteindront donc 50 % aux côtés du japonais Toyoda, qui détiendra le reste du capital. L'IDI se substitue donc à Renault pour participer au sauvetage de cette entreprise, M. Besse le nouveau président de la Régie ayant refusé la semaine passée d'y participer (*le Monde* du 6 février).

Les pouvoirs publics ont ainsi réussi à effectuer un nouveau « tour de table » et à reconstituer le capital de 100 millions de francs de HES, le plan industriel restant celui proposé par Toyoda qui sera le gestionnaire de l'affaire. Les effectifs actuels de 1 100 personnes seront réduits de moitié, Toyoda ne reprenant que l'usine de tours à Cholet (avec 370 personnes) et celle de centres d'usinages à Monzeron (75 personnes). L'usine de Vélizy ainsi que celle de Moulins, qui compte 300 personnes environ, seront fermées, mais les pouvoirs publics et le groupe japonais espèrent mettre en place sur ce site une nouvelle société de sous-traitance qui devrait employer une centaine d'employés.

HES est en difficulté depuis plus de trois ans et les pouvoirs publics assurent ses fins de mois depuis cette date. L'entreprise a perdu 12 millions de francs en 1981, 118 millions en 1982 et 239 en 1983, soit l'équivalent de son chiffre d'affaires cette dernière année-là, et encore plus de 200 l'an passé. Le bilan a été déposé le 27 novembre 1984 et les pouvoirs publics, après avoir cherché une solution purement française, ont fini par accepter la proposition de Toyoda.

Andrzej Wajda va pouvoir tourner un film en pologne

Varsovie, *(AFP)*. – Pour la première fois depuis trois ans, le cinéaste polonais Andrzej Wajda va réaliser, à partir d'avril, un film dans son pays. Cette œuvre sera inspirée d'un roman de Tadeusz Konwicki, qui fera, pour l'occasion, ses débuts à l'écran dans le rôle principal de la *Chronique des événements amoureux*.

Connu pour son engagement auprès du syndicat Solidarité et régulièrement dénoncé par les autorités comme un artiste « *boudant le régime* ». Wajda n'avait plus tourné en Pologne depuis *l'Homme de fer*, réalisé pendant la période légale du syndicat de M. Lech Walesa.

Au cours d'un entretien à l'Agence France-Presse, le cinéaste a dit son « *bonheur de recommencer à travailler en Pologne* ». La *Chronique des événements amoureux*, a-t-il expliqué, est « *la plus belle, la plus mélancolique, la plus délicate histoire d'amour que je connaisse* ». *C'est l'histoire de la jeunesse de Konwicki, et aussi la mienne, en 1939, à Wilno* », dans le nord-est de la Pologne, devenue soviétique après la guerre.







A B C D E F G

هكذا من الأصل